

Les chiraquiens s'en prennent à M. Pasqua

Le soutien de Charles Pasqua à Edouard Balladur pour la présidentielle provoque la déception des chiraquiens. Le ministre d'Etat apporte au chef du gouvernement une caution gaulliste que ses adversaires lui contestent. L'avenir du RPR est en question. p. 7

Un débat sur la crise de la politique

Alain Duhamel et Pierre Rosanvallon débattent de la crise de la politique, du déclin des idéologies, de la place de la nation face à l'Europe et du bon usage du conflit dans la vie publique. p. 13

Les satellites européens de renseignement

En mars, l'Allemagne se joindra à la France, à l'Italie et à l'Espagne pour concevoir un réseau spatial de renseignement stratégique. Cela pourrait conduire à une privatisation partielle des activités satellitaires chez Aérospatiale. p. 24

La grande distribution s'impatiente

La grande distribution accablée par la pression pour lever le gel de l'implantation des grandes surfaces. Les relations entre industriels et grands distributeurs ne s'améliorent pas. M. Balladur voudrait faire l'économie d'arbitrages politiques difficiles. p. 16

La Seita progresse vers sa privatisation

L'appel d'offres pour composer le groupe d'actionnaires stables de la Seita a paru au Journal officiel du 13 janvier. Cette étape précède l'offre publique de vente pour la première entreprise privatisée de 1995. p. 16

Une pièce flamboyante à Rennes

Il se sont mis à quatre pour signer *Lumière*, présenté au Théâtre national de Bretagne, à Rennes. Georges Lavaudant, Jean-Christophe Bailly, Michel Deutsch et le chorégraphe Jean-François Duroure signent un spectacle flamboyant. p. 20

Au début des purges staliniennes

Il y a soixante ans, profitant de l'assassinat de Kirov, le premier secrétaire du Parti communiste à Leningrad, Staline inaugure un système judiciaire particulièrement pervers avec le procès Zinoviev-Kameniev. p. 14

La révocation de Mgr Gaillot embarrasse l'épiscopat français

De nombreux catholiques s'indignent et craignent un repli de l'Eglise

L'ANNONCE de la révocation de Mgr Jacques Gaillot, évêque d'Evreux depuis 1982, a provoqué une vive émotion chez les catholiques et crée un malaise dans l'épiscopat français. Dans une déclaration au *Monde*, Paul Valadier, jésuite, qui fut lui-même écarté par sa hiérarchie de la rédaction en chef de la revue *Etudes*, « regrette les effets pervers de l'autoritarisme ».

Mgr Gaillot a été nommé évêque in partibus de Partenia, un diocèse disparu de Mauritanie. Le Saint-Siège lui reproche de « n'avoir jamais tenu compte des conseils et des observations concernant sa façon d'exercer le ministère épiscopal en communion doctrinale et pastorale avec l'Eglise ». Enfant terrible de l'épiscopat, Mgr Gaillot est réputé par ses prises de position sur des sujets de société, que ce soit l'usage de préservatifs comme moyen de lutte contre le sida ou l'ordination des hommes mariés.

Lire pages 10 et 15



Le « Rosebud » informatique de Bill Gates

Le garage a été creusé dans le roc pour contenir une grosse vingtaine d'automobiles. En bas de la pente, les pelleteuses ont aménagé les allées, les routes, les trottoirs, les caniveaux, les saunons pour vivre et se reposer dans une pleine eau. Sur le haut, les bâtiments forment un réseau de pavillons autonomes, couvrant la surface incroyablement de 20 000 mètres carrés. On a conservé, en les entourant et en les intégrant, les arbres multicentennaires du terrain. Mais les murs sont couverts d'écrans vidéo de toutes tailles, et un nombre incalculable de micro-ordinateurs reliés gèrent toutes les « fonctions », de la surveillance à la cuisine, dans une domotique d'avant-garde.

Puces et nature, silicium et écologie. De Medina, dans la banlieue de Seattle, on est à dix minutes de canoë du centre-ville, en traversant le lac Washington. Le propriétaire avait prévu un coût de 15 millions de dollars. L'addition se monte déjà à 30 millions de dollars, et la résidence ne sera achevée qu'en 1996. *Fort Money*. C'est de l'argent de poche. Bill Gates est l'homme le plus riche d'Amérique

avec, à trente-neuf ans, une fortune estimée à 9 milliards de dollars. Chez Christies, à New York, en novembre 1994, il s'est porté acquéreur d'un manuscrit de Léonard de Vinci datant encore par une personne privée, pour 31 millions de dollars. Le volume avait appartenu au milliardaire pétrolier américain Armand Hammer. Une mythologie succède à une autre : Armand Hammer, qui avait fait fortune depuis la révolution bolchevique grâce à ses amitiés soviétiques, symbolisait un monde divisé ; Bill Gates incarne un univers réunifié, communiquant en réseaux, connecté en temps réel.

Mais Bill Gates aurait plutôt pour modèle Henry Ford, dont le portrait orne son bureau. Parce qu'il vise la durée. Non sans doute pour lui-même, à l'image d'un Michael Jackson, mais pour Microsoft, sa firme, sa « boîte », fondée avec un ami d'enfance en 1975 afin de développer des programmes de micro-ordinateurs. Vols haut perchés, le visage où perce encore des traces d'adolescence, les yeux bleus froids, la signature rousse, Bill Gates cultive sa légende d'enfant terrible des ordinateurs. L'adoles-

cence est un argument marketing.

Mais Apple, autre société-champignon de la génération micro, a échappé à ses fondateurs, et l'on évoque son rachat par Matsushita, un japonais... Bill Gates redoute une mésaventure semblable. Il veut fonder non pas une dynastie mais un système : tout informatiser - éducation, information, santé, loisirs - en connectant tout le monde.

Gates après Ford. On passe de l'industrie au tertiaire. De l'usine au micro. Du sale au propre. Cette vision high-tech, la maison de Medina la concrétise. On songe au magnat de la presse Randolph Hearst, devenu Citizen Kane dans le film du même nom, d'Orson Welles. Empire de papier hier, réseau de puces aujourd'hui. Bill Gates investit dans l'art, mais l'art à la portée de tous. Un univers virtuel, pacifié et paisible. Un souvenir d'enfance, tout comme ce mot fétiche par lequel commence le film de Welles, dans le *Xanadu* de Kane, ce palais que Bill Gates fait aujourd'hui passer du rêve à la réalité, non loin de Seattle : *Rosebud*.

Eric Le Boucher

LA RENCONTRE des principaux partis de l'opposition algérienne, réunis pendant près d'une semaine à Rome, sous l'égide de la communauté catholique Sant'Egidio, s'est achevée, vendredi 13 janvier, par la présentation d'une « plateforme » de propositions minimales, destinées à sortir l'Algérie de l'impasse, dans laquelle elle vit depuis l'interdiction du processus électoral il y a trois ans. Les signataires, parmi lesquels le FLN (ancien parti unique), le Front des forces socialistes (FFS) et l'ex-Front islamique du salut (FIS), prônent le « rejet de la violence » et suggèrent l'ouverture d'une « véritable négociation » avec le pouvoir, seul moyen, selon eux, de trouver « une issue pacifique et démocratique » à la crise.

Fruit d'un laborieux compromis, l'appel de Rome a mis le pouvoir au pied du mur. La « dynamique de paix », que cette initiative vise à enclencher, risque de susciter de fortes réactions au sein de l'armée et du gouvernement. Partisans de la guerre à outrance contre les islamistes, les « durs » du régime ne se résigneront pas à un changement de cap aussi radical, sans obtenir de solides garanties. De leur côté, les extrémistes islamistes, notamment les maquisards du Groupe islamique armé (GIA), ne verront sans doute pas d'un bon œil une telle évolution, qui, si elle se concrétise, les condamnerait à l'isolement.

A Alger, la radio nationale a condamné, vendredi, la deuxième rencontre de Rome - la première avait eu lieu fin novembre -, accusant les partis de l'opposition de s'être contentés d'« endosser les points de vue du FIS ». A l'étranger, les réactions ont été sensiblement plus positives. Après la France, qui, par la voix d'Alain Juppé, avait fait part de son « intérêt », le département d'Etat américain a salué l'initiative de l'opposition comme un « événement important », qui mérite d'être suivi de « mesures concrètes ».

Lire pages 2 et 15



Lamberto Dini

L'Italie sort de la crise politique

LE SOULÈVEMENT domine en Italie, aussi bien dans la presse que dans la classe politique et les milieux d'affaires, après la désignation, vendredi 13 janvier, de Lamberto Dini pour former le prochain gouvernement. Le style sévère de cet ancien directeur général de la Banque d'Italie, offrant un vif contraste avec la personnalité de Silvio Berlusconi, président du conseil démissionnaire depuis le 22 décembre 1994, semble rassurer les marchés financiers, bien que M. Dini ait fait partie, en tant que ministre du Trésor, du gouvernement sortant. La lire italienne, qui n'avait cessé ces dernières semaines de se déprécier, a regagné 1,4 % face au mark allemand (passant de 1 066 lire pour un mark vendredi matin à 1 051 en fin de journée). A la Bourse de Milan, le montant des transactions a doublé par rapport à la veille, et les valeurs ont progressé de 2,55 %.

En « acceptant avec réserve », selon la formule d'usage, la mission que lui a confiée le président de la République, Oscar Luigi Scalfaro, M. Dini a indiqué qu'il entendait réunir une équipe de personnalités sans lien avec les partis politiques pour mettre en œuvre un « programme bien délimité » comportant en priorité les « mesures d'austérité économiques et financières nécessaires pour renverser les tendances en cours ». Reste à savoir s'il obtiendra une majorité au Parlement, toujours divisé entre les partisans de Silvio Berlusconi, qui demandent au plus vite des élections anticipées, et les partis du centre et de gauche, rejoints par la Ligue du Nord, prêts éventuellement à soutenir un gouvernement Dini.

Lire page 4

A Nazran, avec les réfugiés tchétchènes

L'ARTILLERIE russe a continué, vendredi 13 janvier, à pilonner sans relâche Grozny, sans pour autant réussir à chasser les dernières poches de combattants tchétchènes du centre-ville. Mais, à Moscou, le ministère de la défense a annoncé la prise du QG du gouvernement tchétchène, situé à proximité du palais présidentiel. Ce pilonnage, qui avait atteint la base de repli des insurgés dans le sud de la ville, s'est poursuivi la

mit tombée avec des fusées éclairantes. Notre envoyé spécial à Nazran, à la frontière ingouche, Dominique Le Guillodou, a assisté à l'errance des réfugiés de Grozny.

Le commissaire russe aux droits de l'homme, Sergueï Kovalev, a déclaré : « S'emparer d'une ville en ruine n'est que le début du conflit entre la Tchétchénie et la Russie, ou même d'une nouvelle guerre du Caucase. » A Moscou, les députés

de la Douma ont condamné, vendredi, l'opération militaire mais ont rejeté une proposition de loi visant à interdire l'utilisation des forces armées sur le territoire russe. Abandonné définitivement par les libéraux, Boris Eltsine s'appuie de plus en plus ouvertement sur l'ultra-nationaliste Vladimir Jirinovski pour poursuivre la guerre.

Lire page 6

POINT DE VUE

Arrêtez le massacre ! par Michel Rocard

QUAND, voilà moins d'un mois, j'avais avec tristesse comparé la gauche à un champ de ruines, certains avaient trouvé mes propos excessifs. En sont-ils toujours sûrs aujourd'hui ? Il y a dans ce pays une gauche réelle, faite de milliers d'élus appréciés, de militants dévoués, d'électeurs fidèles et avisés. Mais cette gauche-là, désemparée, ne peut se faire entendre.

Il y a une gauche officielle, dont trop de dirigeants sifflent la cacophonie. Ceux-là ont d'ores et déjà tiré un trait sur la présidentielle. Ne l'avouer jamais, mais le penser toujours, et se préparer déjà à de nouvelles luttes fratricides.

Qui a le courage de s'exposer s'attire aussitôt des salves de barrage. Qu'importe toute pensée, l'essentiel est dans l'arrière-pensée. Au PS, ne laissez personne prendre, à l'occasion de la présidentielle, un poids qui pourrait, au lendemain de celle-ci, contrarier des intérêts de clan dans ce qui subsistera du parti. Hors du PS, profitez de l'occasion et de l'affaiblissement dramatique des socialistes, non pour défendre une ligne politique originale, mais simplement pour essayer de s'emparer d'une part de marché.

Que la gauche, tous responsables confondus, ait commis assez d'erreurs pour offrir à M. Balladur une probable victoire,

peut-être. Mais si les chances de la lui disputent sont déjà sérieusement compromises, au moins n'est-il pas trop tard pour avoir un sursaut de dignité, pour ne pas abandonner les millions de Françaises et de Français à la désespérance, à l'humiliation de combats dérisoires quand tant de grands enjeux nous appellent.

Ressaisissez-vous, camarades ! A défaut de victoire, rendez-nous au moins la dignité, reprenez le sens de nos principes, le sens de notre devoir, et arrêtez le massacre.

Michel Rocard est ancien premier ministre et ancien premier secrétaire du PS.

Lire page 21



« Polichinelle » de Tiziana Trepolo (détail), vendu 368 530 francs.

Ventes mitigées chez Sotheby's

TROIS JOURS de ventes d'art ancien, au cours de la semaine écoulée, chez Sotheby's, à New York, ont eu des résultats mitigés. Le bilan s'élève à 177 millions de francs.

La grande affaire était la vente de la collection de Cyril Humphris, un des meilleurs spécialistes mondiaux de la sculpture ancienne. Les acheteurs sont demeurés réservés. Au point que les meilleures pièces n'ont pas trouvé preneur, à l'image d'un *Adonis* de Giovanni Bandini resté orphelin, tandis que la cote d'un *Polichinelle* de Giovanni Battista Tiepolo s'envolait.

Le *Monde*, qui publie désormais chaque samedi (dans son numéro daté dimanche-lundi) une chronique consacrée au marché de l'art.

M 0146-0145-7 00 F

0146-0145-7 00 F

0146-0145-7 00 F

NÉGOCIATION Les principaux partis de l'opposition algérienne, parmi lesquels le FLN (ancien parti unique) et le Front des forces socialistes, ont signé, vendredi 13 janvier,

à Rome, avec le Front islamique du salut, une « plate-forme » de propositions destinées à sortir le pays de la crise. Les signataires proclament leur « rejet de la violence » et

prônent l'ouverture d'une « véritable négociation » avec le pouvoir, considérée comme « l'unique moyen de parvenir à une issue pacifique et démocratique » de la crise algé-

rienne. La radio nationale a dénoncé, vendredi, cette proposition de « contrat national », accusant ses signataires de s'être contentés d'endosser les positions connues

du FIS. A Washington, l'initiative de l'opposition a été accueillie favorablement, le département d'Etat souhaitant qu'elle soit suivie « par des mesures concrètes ».

L'opposition algérienne propose au pouvoir un « contrat national »

Réunis à Rome, les principaux partis d'opposition algériens, dont le Front de libération nationale, le Front islamique du salut et le Front des forces socialistes, veulent obliger le pouvoir à engager un vrai dialogue

EN PRÉSENTANT, vendredi 13 janvier, à Rome, leur « plate-forme pour une solution politique et pacifique de la crise algérienne », les principaux partis d'opposition n'ont pas signé la fin de la guerre. Ils ont d'abord, et avant tout, trisé un monopole: celui de l'initiative politique, que seul, jusqu'à ce jour, le pouvoir détenait. Par cet acte d'indépendance, les signataires de Rome ont bousculé l'image, profondément enracinée, d'un Etat tout-puissant, d'un Etat-patriarcat, hors duquel rien ne se fait. Mais ils ne lui ont pas pour autant tourné le dos. Le succès d'un véritable « dialogue national », expliquent-ils, est question de méthode: le pouvoir a échoué, mais l'idée reste bonne.

En guise de préambule, les signataires - parmi lesquels les trois « poids lourds » de la scène politique algérienne: le FLN (ancien parti unique), le Front des forces socialistes (FFS) et le Front islamique du salut (FIS) - font leur « profession de foi » politique et énoncent les « principes » et les « valeurs » qui les unissent et les engagent. Y figure, notamment, le « rejet de la violence », comme moyen d'« accéder ou se maintenir au pouvoir ». Formule-clé, qui condamne implicitement les groupes armés islamistes, partisans de la guerre sainte pour renverser le pouvoir, et la nomenclature dirigeante, pour qui la répression à outrance est une manière de le garder.

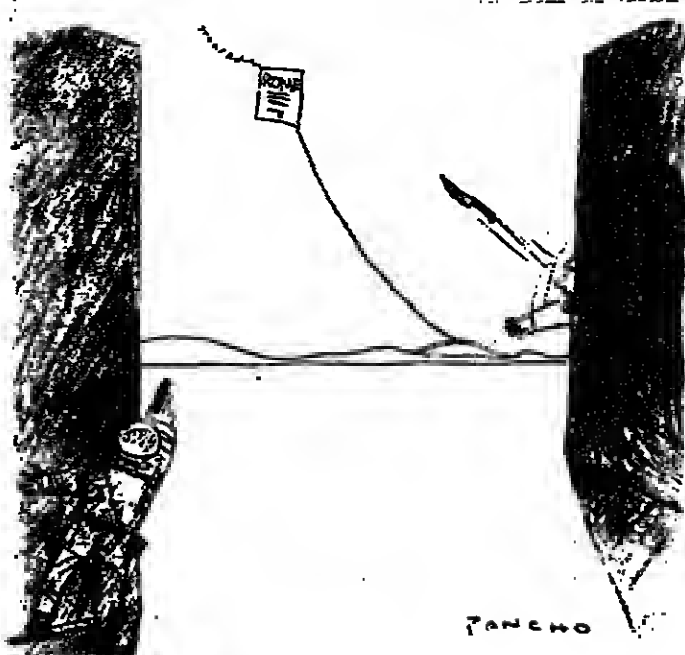
Cette condamnation de la violence ménage néanmoins l'armée, à laquelle est offerte, de manière déguisée, une issue de secours, le retour aux casernes. Les militaires

n'ont pas à s'impliquer « dans les affaires politiques », rappelle simplement le texte. Les signataires, qui proclament leur attachement au « respect de l'alternance » et au « multipartisme », énoncent ce qui fonde, à leurs yeux, l'identité culturelle de l'Algérie: l'islam, l'arabité, mais aussi « l'amazighité », autrement dit la culture berbère - eu faveur de laquelle le FIS, tout comme le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD), militent activement.

INDICES DE MODERNITÉ

Ce souci de pluralité se retrouve dans la présence, à Rome, d'une femme, Louisa Hanoune, présidente du Parti des travailleurs (d'obédience trotskyste), qui a créé, en 1989, aux côtés de Khalida Messaoudi, la première association féministe d'Algérie. S'ils ne sont strictement pas fortuits, ces indices de modernité ne doivent pas, cependant, faire illusion. La réunion de Rome n'avait pas pour objet de définir un projet de société. L'objectif affiché n'était pas de construire, sur le papier, une sorte de « maison-Algérie » idéale, mais d'en sauver les habitants.

Dénouant les « risques de guerre civile », qui menacent « l'intégrité physique du peuple, l'unité du pays et la souveraineté nationale », les signataires de Rome soulignent « l'urgence d'une solution globale », capable de redonner l'espoir « à une population qui aspire à la paix, à la stabilité et à la légitimité populaire ». Pour que les débats - nécessaires - sur le rôle de l'islam ou la laïcité, puissent s'engager, il convient, dans un premier temps, de sortir le pays de la spli-



rale de mort dans laquelle il est happé, et de fixer le cadre d'une compétition politique équilibrée.

En préalable à toute négociation entre l'opposition et le pouvoir, les signataires de Rome suggèrent, en premier lieu, de « remettre en selle » l'acte politique de la mouvance islamiste. Pour cela, la « libération effective des responsables du FIS » s'impose. Le FIS lui-même doit être réhabilité par « l'annulation de la décision de dissolution » prise à son encontre, en mars 1992. Enfin, un double appel est lancé, à l'adresse du pouvoir d'abord - soigné de « mettre fin à la pratique de la torture », aux « exé-

cutions extra-judiciaires » et aux « représailles » contre la population civile -, aux groupes armés islamistes, ensuite - dont on exige qu'ils appellent « à la cessation des exactions et des attentats contre les civils, les étrangers, et de la destruction des biens publics ».

La « dynamique de paix » ainsi enclenchée pourrait, à terme, estimer les signataires, déboucher sur une trêve en bonne et due forme, chacune des parties concernées lançant un « appel urgent et sans ambiguïté pour l'arrêt des affrontements ». Pas question, cependant, d'accuser le pouvoir et les islamistes à un tête-à-tête à l'issue

incertaine, qui marginaliserait les partis progressistes et les organisations « pacifiques » (associations, syndicats, etc.).

GARDE-FOU

En guise de garde-fou, les signataires suggèrent qu'une conférence nationale, « dotée de compétences réelles » et qui réunirait les responsables du pouvoir et les « forces politiques représentatives », soit chargée d'assurer la bonne application des accords et de nommer un gouvernement provisoire qui gèrerait les affaires, jusqu'à l'organisation d'élections « libres et pluralistes ». Cette déclaration-programme place le pouvoir au pied du mur. L'argument des partisans de l'« éradication », qui jugeait impossible, voire nuisible, toute espèce de dialogue avec la mouvance islamiste, a subitement perdu beaucoup de sa force. La stratégie est d'enfoncer un coin dans le « front » islamiste, en isolant des extrémistes, adeptes de la « guerre totale » et du terrorisme, ceux qui acceptent les règles du jeu politique.

D'un côté, il y aurait le FIS, face « présente » du fondamentalisme musulman, de l'autre le Groupe islamique armé (GIA), abandonné par tous à sa dérive guerrière? On peut donc craindre que ce dernier, pour échapper à ce piège, ne redouble de violence afin d'apparaître, plus que jamais, comme un interlocuteur incontournable.

De la même manière, on peut s'interroger sur les effets qu'aura l'appel de Rome au sein de la nomenclature militaire qui, jusqu'alors, a réussi à sauver les ap-

parences de son unité. L'homme fort du pays, le général Mohamed Lamari, directement engagé dans la lutte antiterroriste, ne se résignera probablement pas à changer son fusil d'épaule sans de solides garanties. Mais, dans le contexte actuel, qui est en mesure d'engager son autorité et sa crédibilité sur de simples promesses? C'est là tout le pari que font les signataires de la plate-forme romaine.

Catherine Simon

Réactions circonspectes dans les rues d'Alger

ALGER

correspondance
« Pourquoi s'être réunis à Rome et non pas à Alger? » Samia, mère de famille, ne contient pas sa colère contre les dirigeants du FLN et du Front des forces socialistes (FFS). Les prises de position de la presse locale, hostiles à tout dialogue avec les islamistes, ont assurément fait mouche. A ses yeux, en effet, le colloque de Rome est une « ingérence étrangère » dans les affaires de son pays.

« Sur quoi chercher d'entendre la-bas alors que c'est ici que le sang coule? » s'interroge-t-elle. La jeune femme reprend, mot pour mot, les commentaires acides de la radio et de la télévision algériennes, accusant tout de go ceux qui ont participé à cette réunion de soutenir « le terrorisme et la mafia politico-financière ». Enslavé par l'université, Ibrahim critique la position du secrétaire général du FFS dont il ne se doutait pas, explique-t-il, qu'il « ferait un jour le jeu des groupes armés ». La mort dans l'âme, il avoue donc sa déception à l'encontre de Hocine Ait Ahmed, « un patriote pourtant et un démocrate convaincu ».

SENTIMENT DE DÉPIT

La peur du dialogue avec les islamistes, la rancœur envers les pays étrangers - la France surtout - et la méfiance à l'encontre de ceux qui « vivent en exil » ne sont pas étrangères à ce sentiment de dépit. Sentiment d'autant mieux partagé par la population que, témoins par les médias locaux, elle ne trouve rien à redire aux discours officiels qui ont cherché à la mobiliser contre le colloque de Rome. A preuve, les marches récemment organisées à l'intérieur du pays, notamment à Sétif, dans l'est, et à Ain Turk, dans l'ouest, et les témoignages d'hostilité largement diffusés par la télévision.

En réalité, les partisans du dialogue - beaucoup plus nombreux que ceux qui le rejettent - mettent en doute les arguments que le pouvoir leur a servis pour dénigrer le colloque de Rome, et qui parlent de « influences étrangères », notamment italienne et américaine. Ainsi, pour Malek, cadre supérieur, il ne devrait pas « y avoir d'obstacle au dialogue entre le pouvoir et l'opposition maintenant que celle-ci vient de s'entendre sur les termes d'un contrat national ». Il se demande « qui a intérêt, une fois encore, à empêcher la réunion des forces réellement représentatives » puisqu'un timide espoir de solution à la crise est en train de naître. (Interim.)

■ ASSASSINAT: Abdelmajid Yablou, journaliste du quotidien arabophone progouvernemental El Chaab, a été tué par balles, vendredi 13 janvier, dans le fief intégriste de Baraki, dans la banlieue d'Alger. Il est le troisième journaliste assassiné en huit jours et le vingt-sixième depuis mai 1993. (AFB)

Les partis signataires

● Front islamique du salut (FIS): légalisé en septembre 1989, le « parti de Dieu » avait remporté les élections municipales de juin 1990 (54,2 % des suffrages exprimés) et le premier tour des élections législatives du 26 décembre 1991 (24,59 % des suffrages exprimés). Le FIS, dont les principaux dirigeants, Abassi Madani et Ali Benhadj, purgent actuellement une peine de douze ans de prison, a été dissous, en mars 1992, trois mois après l'annulation du processus électoral.

● Front de libération nationale (FLN): l'ancien parti unique, dirigé depuis la fin de 1988 par Abdelhamid Mehri, est arrivé en deuxième position, derrière le FIS, lors du premier tour des élections de 1991 (12,17 %, seize sièges). Ses liens maintenus avec le personnel au pouvoir ne l'ont pas empêché de devenir, depuis 1994, l'une des « locomotives » de l'opposition.

● Front des forces socialistes (FFS): fondé en septembre 1963, un an après l'indépendance, par l'un des chefs « historiques » de la guerre de libération, Hocine Ait Ahmed, exilé depuis juillet 1992 en Europe. Le FFS, à dominante kabyle, avait obtenu, avec 3,85 % des suffrages exprimés, vingt-cinq sièges au Parlement, lors du premier tour des élections de 1991.

● Mouvement pour la démocratie en Algérie (MDA): créé, en mars 1984, à Chantilly, en France, par l'ancien président Ahmed Ben Bella, aujourd'hui âgé de soixante-dix-huit ans.

● Parti des travailleurs (PT): sa présidente, Louisa Hanoune, seule femme chef de parti, est aussi l'une des fondatrices de l'Association pour l'égalité, premier groupe féministe, créé en 1989 à Alger.

● Ennahdha (Mouvement pour la renaissance islamique): légalisé en mars 1990, ce petit parti recrute essentiellement dans le Constantinois, dont est originaire son fondateur, l'imam Abdallah Djaballah.

Une plate-forme pour une « issue pacifique et démocratique »

« LES RISQUES de guerre civile sont réels, menaçant l'intégrité physique du peuple, l'unité du pays et la souveraineté nationale, souligne, dans son préambule, la plate-forme pour une solution politique et pacifique de la crise algérienne. (...) Le pouvoir n'a initié que de faux dialogues qui ont servi de paravents à des décisions unilatérales et à la politique du fait accompli. Une véritable négociation reste l'unique moyen pour parvenir à une issue pacifique et démocratique ».

Les participants s'engagent, sur la base d'un « contrat national », autour de principes « sans l'acceptation desquels aucune négociation ne serait viable »: restauration de l'Etat algérien souverain, démocratique et social dans le cadre des principes de l'islam, conformément à la déclaration du 1^{er} novembre 1954: rejet de la violence et de toute dictature; respect de l'alternance politique et de la légitimité populaire; garantie des libertés fondamentales et consécration du multipartisme.

La plate-forme insiste sur « la non-implication de l'armée dans les affaires politiques, le retour à ses attributions constitutionnelles de sauvegarde de l'unité et de l'indivisibilité du territoire national ». Elle précise que « les éléments constitutifs de la personnalité algérienne sont l'islam, l'arabité et la berbérété; la culture et

les deux langues concourant au développement de cette personnalité doivent trouver dans ce cadre unificateur leur place et leur promotion institutionnelle, sans exclusion ni marginalisation ».

PRÉALABLES

La plate-forme pose plusieurs préalables à l'ouverture de négociations: libération effective des responsables du FIS et de tous les détenus politiques; ouverture du champ politique et médiatique; annulation de la décision de dissolution du FIS; plein rétablissement des activités de tous les partis; levée des mesures d'interdiction et de suspension des journaux, des écrits et des livres; cessation immédiate, effective et vérifiable de la pratique de la torture; arrêt d'exécution des peines capitales, des exécutions extrajudiciaires et des représailles contre la population civile; appel à la cessation des exactions et des attentats contre les civils et les étrangers, ainsi que de la destruction des biens publics; constitution d'une commission indépendante pour enquêter sur ces actes de violence.

« Une dynamique nouvelle pour la paix, ajoute la plate-forme, implique un processus graduel, simultané et négocié comprenant: d'une part, des mesures de détente réelles - fermeture des

campes de stérilité, levée de l'état d'urgence et abrogation du dispositif d'exception -, et, d'autre part, un appel urgent et sans ambiguïté pour l'arrêt des affrontements. (...) Les partis s'engagent à respecter la Constitution du 23 février 1989. Son amendement ne peut se faire que par les voies constitutionnelles (...) ».

« Les parties prenantes aux négociations doivent définir une légitimité transitoire pour la mise en œuvre et la surveillance des accords. Pour cela, elles doivent mettre en place une conférence nationale, dotée de compétences réelles, composée du pouvoir effectif et des forces politiques représentatives. Cette conférence définira les structures transitoires, les modalités et la durée d'une période de transition, la plus courte possible, devant aboutir à des élections libres et pluralistes qui permettent au peuple le plein exercice de sa souveraineté ».

« PÉTITION INTERNATIONALE »

Les parties prenantes à la négociation « s'opposent à toute ingérence dans les affaires internes de l'Algérie (...) », demeurent convaincues que la solution de la crise ne peut être que l'œuvre exclusive des Algériens et doit se concrétiser en Algérie (...) ». « Elles décident de lancer une pétition internationale pour appuyer l'exigence d'une solution politique et pacifique en Algérie ».

Les voisins maghrébins sur la défensive

L'AIR TRANQUILLE ou satisfait qu'affichent Marocains et Tunisiens n'est plus vraiment de mise face à la montée de la violence en Algérie. Même si ce chaos sert de repoussoir à bon nombre de ceux qui l'observent en voisins.

La Tunisie se targue d'avoir, dès la fin des années 80, mesuré le « péril vert » et d'avoir pris, en conséquence, les mesures de tous ordres nécessaires pour le contrer.

Dirigeants et militants de la cause islamiste ont été embastillés ou contraints à l'exil. Le mouvement Ennahdha a ainsi été rayé du paysage politique d'un pays, que l'ancien président Habib Bourguiba avait tenté de convertir, non sans succès, aux vertus d'un laïcisme de bon aloi.

Le mieux serait-il l'ennemi du bien? Le président Ben Ali et les siens se sont volontiers laissés prendre au piège d'une politique

répressive qui, sous prétexte de traquer les islamistes dans leur moindre retranchement, aboutit, de fil en aiguille, à faire la chasse au plus inoffensif des contestataires, sous un vernis démocratique qui ne trompe plus personne. Cette obsession sécuritaire pousse notamment le régime tunisien à museler les médias, bien discrets sur ce qui se passe chez les voisins algériens, dès lors qu'il est question de dialogue, voire à interdire l'usage des antennes paraboliques... comme en Arabie saoudite. Par manque de sang-froid et de lucidité, la tentation totalitaire des uns nourrit ainsi la tentation totalitaire des autres.

« PÉPÉRIELS SUSPECTS »

Le Maroc, pour sa part, n'en finit pas d'arguer du fait que le roi est « commandeur des croyants » pour se croire - ou du moins pour

se dire - à l'abri de tout aventurisme religieux. Mais l'attentat commis, en août 1994, contre un hôtel de Marrakech, qui avait coûté la vie à deux touristes espagnols, a montré la vanité de cette prétention. « Il faut cesser de faire l'autruche », insiste Hind Taarji, auteure des Voies de l'islam, en nous montrant différents parce que nous sommes porteurs d'une autre histoire ».

Ce n'est un secret pour personne que les islamistes ont investi sans bruit le terrain scolaire et universitaire, où ils occupent désormais de solides positions. Aujourd'hui, les disciples de cheikh Abdesslam Yassine, le chef du mouvement fondamentaliste Justice et Bienfaisance, n'hésitent plus à hausser le ton. Ils se plaignent d'être de « pépériers suspects » aux yeux du pouvoir, et dénoncent « les excès de despo-

tisme de l'autorité », l'autorité royale s'entend.

« Il y a un vide qui donne le vertige », constate Mohamed Ennaji, professeur d'économie à l'université de Rabat. Les partis traditionnels n'ont pas l'ombre d'un projet de société. Le chômage se développe parmi les jeunes. La situation de l'enseignement est désastreuse, et l'on risque, à l'avenir, de former des diplômés analphabètes, faciles à endoctriner ».

Comme le souligne Khaled Jamaï, rédacteur en chef de L'Opinion, le quotidien du parti de l'istiglal, « il n'y a pas d'autre solution que de renforcer l'Etat de droit et de promouvoir une politique de justice sociale ». Hassan II l'a bien compris, qui, pour relever ces défis, cherche à ouvrir le jeu politique. A sa manière.

Jacques de Barrin

Tarek Aziz : l'Irak « compte sur la coopération avec Paris »

Bagdad prévoit la levée prochaine de l'embargo pétrolier

Bien que le Conseil de sécurité de l'ONU ait reconduit, jeudi 12 janvier, l'embargo imposé à Bagdad en 1991, le vice-premier ministre irakien, Tarek Aziz, demeure op-

timiste. Il estime que, lors de sa prochaine réunion en avril, le Conseil devrait partiellement lever les sanctions qui frappent son pays.

NEW YORK (Nations unies)

de notre correspondant

« Le travail de la Commission spéciale (chargée du désarmement de l'Irak) est presque terminé, et d'ici à fin mars, le Conseil de Sécurité devrait recevoir un rapport définitif sur le désarmement de l'Irak, ce qui aboutira à la levée de l'embargo pétrolier », déclare M. Aziz, dans un entretien accordé au Monde, vendredi 13 janvier. Détendu et optimiste, il affirme que son pays est « déterminé » à clore le chapitre du désarmement, pour « enfin » entamer la reconstruction du pays.

Son optimisme n'est qu'à moitié partagé par les inspecteurs de la Commission spéciale : « On ne peut pas (d'ores et déjà) dire avec certitude que notre rapport semestriel du mois d'avril sera définitif, explique l'un d'eux. Il y a encore des lacunes dans l'information que nous fournissons à Bagdad. Ils ne coopèrent que quand ils savent que nous pouvons obtenir l'information ailleurs », ajoute-t-il. M. Aziz veut bien admettre qu'il existe « des lacunes » — surtout des « trous de mémoire » — dit-il — pour ce qui concerne les informations sur les programmes d'armement passés de son pays. « La perfection n'existe pas, et certains pays respectables du Conseil reconnaissent cette vérité », plaide-t-il.

C'est un peu le même argument qu'a développé le représentant français, devant le Conseil de sécurité, lors du débat sur la réduction des sanctions imposées à l'Irak. « Que demande le Conseil à la Commission spéciale ? s'est interrogé Jean-Bernard Mé-

me. Lui demande-t-il de garantir à cent pour cent que toutes les armes de destruction massive ont été éliminées sans faille aucune ? (...) En d'autres termes, lui demande-t-il la perfection ? » La réponse américaine à cette question est positive. « Puisque l'Irak n'a cessé de mentir depuis quatre ans, il n'est plus fiable. Il faut que l'on soit sûr de ses intentions pacifiques à l'avenir. Il faut tout savoir », réplique l'ambassadeur américain Madeleine Albright.

« UN PAYS RICHE ET FIER »

« Washington a ses propres raisons de vouloir maintenir les sanctions, rétorque le vice-premier ministre irakien. Ils veulent garder l'Irak hors du marché pétrolier aussi longtemps que possible, pour que leurs alliés, l'Arabie saoudite et le Koweït, puissent continuer à vendre davantage de pétrole que leur quota de l'OPEP ». C'est, selon lui, la seule vraie raison des Américains. « Ils savent à présent, insiste-t-il, que leur objectif de renverser le régime irakien ne peut plus être atteint ».

Certains pays européens ont demandé à Bagdad de rassurer ses voisins sur ses intentions, en leur proposant des « mesures de confiance », telle la notification préalable de manœuvres militaires. Le gouvernement irakien, affirme M. Aziz, est disposé à dissiper les craintes de ses voisins « mais il faut que cela se fasse lors de réunions face à face. Or le Koweït et l'Arabie saoudite ont systématiquement refusé de telles rencontres ».

Alors que les organisations humanitaires et le rapporteur spécial des Nations unies sur les violations des droits de l'homme en Irak, Max Van der Stoep, affirment que le gouvernement irakien continue de persécuter les populations kurdes (au nord) et chiites (au sud du pays), M. Aziz affirme que la répression a cessé depuis 1992.

En revanche, il perd son calme lorsque l'on aborde la question de la vente de pétrole à des fins humanitaires, sous le contrôle de l'ONU, comme le prévoient les résolutions 706 et 712 du Conseil de sécurité. « Mais enfin, s'indigne-t-il, l'Irak n'est pas un mendiant, c'est un pays riche et fier. » Or l'application de ces résolutions, ajoute-t-il, équivaudrait à établir un « gouvernement de l'ONU » sur le territoire irakien pour surveiller « la façon dont nous dépensons notre argent ».

La France, qui a toujours été « le principal partenaire » de l'Irak, gardera la même place », une fois les sanctions levées, dit-il. « Dans les domaines pétrolier, de l'aviation civile, de la reconstruction, des communications et dans bien d'autres secteurs, nous comptons sur la coopération avec Paris », ajoute-t-il. Et, lorsqu'on lui demande s'il aura de la place en Irak pour les compagnies pétrolières américaines, M. Aziz répond : « Nous le voulons bien, mais pas dans les mêmes conditions qu'en Arabie saoudite. Je vous le répète : l'Irak est un pays fier... »

Afsané Bassir Pour

Londres craint pour la vie de deux Britanniques enlevés en Sierra Leone

LE FOREIGN OFFICE s'alarme du sort des deux in-

génieurs britanniques enlevés, le 7 novembre 1994, dans le nord du pays et a indiqué, vendredi 13 janvier, qu'il tenait les ravisseurs pour « responsables » de leur sécurité après des menaces de mort portées à leur rencontre (Le Monde du 14 janvier). Membres du Service des volontaires de la coopération outre-mer, Robert D'Crux, trente ans, et Calum Murray, vingt-cinq ans, ont été capturés par les rebelles du Front révolutionnaire unifié (RUF).

Selon des sources officielles britanniques, le RUF a menacé, jeudi, de tuer ses otages si le gouvernement sierra-léonais enlevait un lieutenant-colonel de l'armée régulière, condamné à mort, la veille, par la cour martiale de Freetown pour avoir pris fait et cause pour les rebelles.

La rébellion sierra-léonaise, qui a déjà fait entre 5 000 et 7 000 morts, a été déclenchée, en mai 1991, par un ancien capitaine de l'armée, Foday Sankoh, contre le régime du président Joseph Momoh. C'est une vaste nébuleuse, dont les membres se confondent souvent avec des soldats réguliers. A son arrivée au pouvoir, en avril 1992, à la faveur d'un

coup d'Etat qui renversa le général Momoh, le capitaine Valentine Strasser avait fait de l'écrasement des rebelles un objectif prioritaire.

Après avoir occupé les provinces du centre-est et du sud-est du pays, notamment la région de Koidu, située à 250 kilomètres à l'est de Freetown — la plus riche par ses ressources minières et agricoles —, le RUF a été repoussé dans quelques « sanctuaires » par des offensives de l'armée.

Fin 1993, la propagande officielle assurait que Foday Sankoh était « malade », « au bord du suicide », voire « retranché dans une grotte », jusqu'à ce qu'il réapparaisse, en novembre 1994, pour revendiquer, par liaison-radio, l'enlèvement des deux Britanniques. Au cours des trois dernières semaines, le RUF — dont les effectifs restent inconnus mais qui compte dans ses rangs des milliers d'hommes soldats — a lancé plusieurs attaques dans le centre et l'est du pays, menées le plus souvent par de petits groupes armés, qui pillent et tuent indistinctement, sans que l'on sache à qui ils obéissent.

R. F.

L'ancien gouvernement sud-africain avait garanti l'immunité aux responsables des services de sécurité

JOHANNESBURG

de notre correspondant

Quelques jours à peine avant les premières élections multiraciales d'avril 1994, le gouvernement de Frederik De Klerk avait soigneusement accordé l'immunité à trois mille cinq cents policiers et à leur chef, ainsi qu'à deux anciens ministres, leur permettant d'échapper à d'éventuelles poursuites judiciaires pour des actes commis alors qu'ils luttèrent contre les adversaires de l'apartheid. Telle est la surprise découverte que vient de faire le ministre de la justice de Nelson Mandela, Dullah Omar, qui s'est dit profondément choqué de n'avoir pas été averti par ses services.

La liste des bénéficiaires de l'immunité a été intégralement publiée, vendredi 13 janvier, par les services d'information du gouvernement. A côté des noms de milliers de policiers du rang, figurent ceux de trois « héros » de l'apartheid, le général Magnus Malan, ministre de la défense de 1980 à 1991, Adrian Vlok, ministre de la loi et de l'ordre de 1986 à 1991, et le général Johan van der Merwe, actuel chef de la police qui vient d'annoncer son départ à la retraite (Le Monde du 12 janvier).

L'immunité dont ils bénéficient aujourd'hui leur a été accordée en vertu d'une loi votée en 1990 et amendée deux ans plus tard par le Parlement d'alors. Le texte — toujours en vigueur — permet, sur recommandation d'une commission ad hoc, d'accorder l'immunité à toute personne non encore condamnée, susceptible d'être poursuivie pour des crimes ou des délits commis en relation avec la situation politique avant le 8 octobre 1990.

LÉGAUTÉ

C'est l'immunité accordée à M. Vlok qui est à l'origine de la découverte du pot aux roses. Une militante de l'ANC, Shirley Gunn, poursuit l'ancien ministre de la loi et de l'ordre qui l'avait publiquement accusée d'être à l'origine d'un attentat à la bombe commis, en 1988, contre un immeuble de Johannesburg. Témoignages à l'appui — dont celui d'un policier —, Shirley Gunn affirme que l'affaire était une machination policière et qu'après l'attentat M. Vlok serait allé personnellement féliciter les policiers qui avaient posé la bombe.

La police a laissé l'enquête s'enliser, et, le 10 janvier, le quotidien

The Star évoquait l'affaire, mettant en cause son chef, le général Van der Merwe. Celui-ci a alors répondu que ses services ne pouvaient enquêter sur une personne qui bénéficiait de l'immunité. C'est cette explication qui a suscité la curiosité du ministre de la justice.

« En tant que ministre de la justice, je ne reconnais pas ces mesures », a déclaré, vendredi 13 janvier, Dullah Omar. Le même jour, Cyril Ramaphosa, secrétaire général de l'ANC, a affirmé que cette immunité « ne [devrait] pas ». On voit mal, cependant, ce que l'un et l'autre peuvent faire pour revenir sur une décision qui a toutes les apparences de la légalité.

Politiquement, la remise en cause du principe de l'immunité risquerait, non seulement de mettre à mal la coalition au pouvoir — le Parti national et le parti Inkatha à dominante zouloue du chef Buthezi —, mais aussi de susciter des remous dans cette partie de l'appareil d'Etat dont la neutralité est vitale pour le fonctionnement du gouvernement.

Georges Marion

La longue marche de Jean Paul II vers la Chine

Aux Philippines, le pape a adressé un message à tous les catholiques chinois et imposé des conditions à une rencontre avec des fidèles de l'Eglise « patriotique » délégués par Pékin

MANILLE

de notre envoyé spécial

Avant de présider, au Parc Rizal de Manille, un gigantesque rassemblement qui devrait attirer, samedi soir 14 janvier, plus d'un million de jeunes Philippins et étrangers et, dimanche 5, deux millions de fidèles, le pape a adressé sur les ondes de Radio-Veritas, station catholique qui diffuse dans toute l'Asie, un message sans précédent, destiné à « l'ensemble » des catholiques de Chine et dans lequel il les appelle à une mutuelle compréhension. Pour le souverain pontife, le succès du combat pour la liberté religieuse en Chine passe, en effet, par la réconciliation entre l'Eglise « patriotique » de Chine, placée directement sous le contrôle du régime communiste et non reconnue par le Vatican (elle compte environ 4 millions de fidèles), l'Eglise dite « clandestine », restée fidèle à Rome, et tous ces catholiques qui ne veulent pas choisir entre la compromission et la persécution et affirment reconnaître l'autorité du pape. C'est parmi les « patri-

otiques » qu'une délégation de vingt-un prêtres et laïcs, encadrée par trois responsables politiques, a été désignée par Pékin pour participer, du 10 au 15 janvier à Manille, au rassemblement mondial de la jeunesse. Après avoir réclamé le remplacement du drapeau de Taïwan par celui de la République populaire de Chine — jusqu'à faire pression sur les autorités des Philippines et menacer de repartir à Pékin —, ils ont exprimé le désir de rencontrer le pape et concélébrer la messe, dimanche 15, avec lui et les centaines d'autres prêtres philippins et étrangers.

Des prêtres chinois de l'Eglise « patriotique » ont déjà concélébré la messe avec des prêtres étrangers — cela s'est récemment produit en Belgique et France —, mais avec la

« bienveillance discrète » réclamée

par le Vatican. Un tel geste renouvelé à Manille, en présence du pape lui-même, aurait une portée religieuse et politique. La délégation du Saint-Siège à Manille a donc exigé des prêtres « patri-

otiques » chinois qu'ils fassent d'abord « profession de foi » dans les enseignements du magistère romain et dans l'autorité du collège des évêques et du pape.

UNE ÉCHARDE AU CŒUR

Si les délégués de Pékin acceptaient de telles conditions — qui devaient faire l'objet d'une « déclaration publique sous le contrôle de la hiérarchie catholique locale », a précisé samedi devant la presse Joaquín Navarro-Valls, porte-parole du Saint-Siège —, ce serait un changement de cap de la politique religieuse de la Chine. Il équivaudrait à une reconnaissance du pape par une association « patriotique », créée dans les années 50 précisément en vue de séparer les fidèles chinois d'un pape considéré comme le souverain d'une puissance étrangère.

La Chine occupe une place à part dans la « géopolitique » de Jean-Paul II. Ce pape d'origine polonaise, dont plus personne ne conteste le rôle qu'il a joué dans la chute du communisme en Europe de l'Est, n'a de cesse de rappeler qu'un septième de l'humanité vit encore prisonnière de cette idéologie. Ses proches assurent même que la Chine reste l'écharde au cœur de Jean-Paul II et que son dernier grand combat sera précisément celui de la liberté religieuse derrière la célèbre muraille.

Sans céder sur les principes, toute occasion est donc bonne, pour lui, d'adresser des signaux aux Chinois, comme il vient de le faire à Manille. Il avait, déjà, demandé à plusieurs représentants de l'Eglise

de se rendre dans ce pays, parmi lesquels le cardinal philippin Jaime Sin, d'origine chinoise, Mère Teresa et, en septembre 1993, le cardinal Etchegaray, de la Curie romaine. En visite à Séoul en 1989, le pape exprimait même, pour la première fois, son désir de se rendre, un jour, en Chine.

UNE PARTIE SUBTILE

Entre le régime de Pékin, qui a rompu en 1957 ses relations diplomatiques avec le Vatican pour cause de reconnaissance de Taïwan, mais qui aujourd'hui est soucieux de sortir de son isolement international, et le pape, en charge d'âmes dans cet immense pays, s'est donc engagée une partie subtile, analogue à la diplomatie du « ping-pong » qui avait précédé le dégel diplomatique sino-américain. Mais l'exercice est délicat, car chaque « petit pas » de Rome en direction de Pékin et des catholiques « patriotes » est interprété comme un « coup de poignard » par les clandestins restés fidèles au pape, dont les évêques sont en prison, en résidence surveillée ou à l'étranger comme Mgr Gong Ping-Mei, ancien évêque de Shanghai, qui a passé trente ans de sa vie en prison et que le pape a nommé cardinal en 1991.

Même si les prêtres chinois acceptaient, dimanche à Manille, les garanties exigées par le Vatican, il faudrait régler deux questions autrement plus redoutables avant une éventuelle reconnaissance entre la Chine populaire et le Saint-Siège : celle des liens du Vatican avec Taïwan, directement à l'origine de la rupture en 1957, et celle de la nomination des évêques dans l'Eglise « patriotique » de Chine, qui n'est que partielle : le taux de fécondité a largement baissé depuis vingt ans dans l'archipel, même s'il est aujourd'hui de 3,9 enfants par femme, contre 2,9 en Indonésie,

Henri Tincq

L'église philippine s'oppose à la mise en place d'une politique de contrôle des naissances

LE COMBAT virulent mené par

l'Eglise des Philippines et le cardinal Sin contre le contrôle des naissances pourrait faire croire que cet archipel de 66 millions d'habitants — le pays le plus peuplé de la zone après la grande Indonésie — est très avancé dans ce domaine. C'est l'inverse. Selon les dernières enquêtes internationales, alors qu'en Thaïlande, 68 % des femmes mariées en âge d'avoir des enfants utilisent une méthode contraceptive quelconque, et 50 % en Indonésie, la proportion n'est que de 34 % aux Philippines. Et encore faut-il considérer que, sur ce chiffre, 21 % des femmes ont recours à des méthodes « modernes » (pilule, et surtout stérilisation), les autres aux « méthodes traditionnelles », alors que la contraception moderne domine en Indonésie, comme en Thaïlande.

Dans ces deux derniers pays, les dirigeants ont engagé depuis longtemps des programmes importants — et efficaces — de contrôle des naissances. Aux Philippines, l'opposition de l'Eglise a freiné le mouvement. En 1987, Cory Aquino a fait supprimer de la Constitution l'article qui confiait à l'Etat « la responsabilité de réaliser et de préserver des taux de croissance démographique propres à promouvoir le bien-être national ».

SUCCÈS PARTIEL

Le gouvernement du général Ramos a certes mis la planification familiale au nombre des instruments de développement ; il souhaite augmenter le taux global de contraception pour le porter dès 1998 à 50 %, pour ramener à moins de 2 % la croissance annuelle de la population, actuellement supérieure à 2,3 %, et ralentir ainsi l'augmentation du sous-emploi. Mais, pour éviter de provoquer l'Eglise, le général en a limité la portée : « Nous n'essayons pas de faire croire que le programme de planification familiale peut à lui seul éliminer la misère et la pauvreté dans notre pays. Ce n'est

qu'un programme parmi d'autres ».

D'autre part, il a laissé aux organisations non gouvernementales le soin de promouvoir l'usage des contraceptifs modernes : « Laissons chaque groupe promouvoir la méthode qu'il juge la plus appropriée à ses propres membres, expliquait-il. Que chacun s'en tienne aux moyens qui respectent ses croyances personnelles et religieuses ».

Mais le succès de l'Eglise philippine n'est que partiel : le taux de fécondité a largement baissé depuis vingt ans dans l'archipel, même s'il est aujourd'hui de 3,9 enfants par femme, contre 2,9 en Indonésie,

pays qui, malgré sa croissance économique, a encore un revenu par tête inférieur à celui des Philippines. Et il existe une demande non satisfaite de contraception : on estime qu'au moins deux millions de femmes mariées en âge d'avoir des enfants souhaitent disposer de moyens de limiter le nombre de grossesses ou de les espacer ; d'autre part, beaucoup d'avortements clandestins sont pratiqués, et, selon des sources médicales, ils seraient responsables de nombreux décès.

G. H.

LE MONDE diplomatique

Janvier 1995

- VATICAN : Mort et résurrection de Jean-Paul II. Une fin de règne troublee, par Adrien Willemin.
- TCHÉCOSLOVAQUIE : Sanglants parcs de M. Boris Eltsine, par Karel Bartak. Documents : Les soviets plus la charia ; la déportation de tout un peuple.
- IRLANDE DU NORD : Cette paix qui retient son souffle, par Florence Beangé.
- YAKOUTIE : Naissance d'une nation, par Eriksen Calabug.
- MAROC : Renaissance berbère, par Joël Dommet.
- IRAN : L'offensive des intellectuels, par Fatiha Adelhach.
- FRANCE : Corriger par l'impôt l'inégale répartition des richesses, par Christian de Brié.
- JOURNALISME ET VÉRITÉ : Images truquées, par Edgar Rostis.

En vente chez votre marchand de journaux - 70 F

Lamberto Dini veut gouverner l'Italie au-dessus des partis

La lire s'est immédiatement redressée après la désignation du ministre du trésor sortant pour former un nouveau gouvernement. M. Dini n'a pas indiqué ses intentions à propos d'éventuelles élections

Trois semaines après la démission du président du conseil italien, Silvio Berlusconi, le président de la République, Oscar Luigi Scalfaro, a pressenti Lamberto Dini pour former un nouveau gouvernement. La per-

sonnalité austère de cet ancien dirigeant de la banque centrale, ministre du Trésor dans le gouvernement sortant, a de quoi rassurer les marchés financiers - où la lire, très attaquée ces dernières semaines, s'est immédia-

tement redressée à l'annonce de sa nomination. Il entend constituer une équipe de techniciens non liés aux partis politiques. Mais une ambiguïté subsiste sur la mission qu'il assignera à son gouvernement : prépa-

rer très vite les élections, comme le réclamait M. Berlusconi et ses alliés, ou durer pour rétablir la confiance et réaliser des réformes ? Il a annoncé les grandes lignes d'un « programme bien délimité » compor-

tant d'abord les « mesures d'austérité économiques et financières nécessaires », se proposant de « composer un gouvernement dont les personnalités n'auront aucun lien avec des groupes politiques ».

ROME

Après trois semaines de négociations qui semblaient bloquées, enfin une fumée blanche : vendredi après-midi 13 janvier, le président de la République, Oscar Luigi Scalfaro, a officiellement chargé Lamberto Dini, ministre du Trésor du gouvernement démissionnaire de Silvio Berlusconi, de tenter de former le nouveau gouvernement. Discours attendu s'il en fut où chacun, après les revirements et les calculs inattendus de ces derniers jours, a cherché à sonder les intentions de celui qui sera peut-être le prochain président du conseil. Or que dit M. Dini ? Première indication : « Je vais m'efforcer de composer un gouvernement dont les personnalités n'auront aucun lien avec des groupes politiques, et qui seront sélectionnées uniquement sur la base de critères de qualité et de professionnalisme : un gouvernement de techniciens. » Pour cela, aucune consultation préalable des partis politiques ne sera nécessaire, ce qui pourrait rendre plus courts les délais indispensables. Deuxième indication :

cette équipe de techniciens « aura un programme bien délimité, destiné à trouver des solutions aux questions qui semblent vraiment urgentes ». « Et je fais référence, a-t-il précisé, aux mesures d'austérité économiques et financières nécessaires pour corriger les tendances en cours et pour soutenir la reprise de l'économie et de l'emploi. » Une des priorités étant la réforme du système des retraites : un important accord a été passé avec les syndicats pour qu'elle fasse l'objet d'une loi à part entière, après le violent rejet par l'opinion des mesures contenues à l'origine dans le projet de budget.

Troisième indication : il s'agira aussi de « mettre un peu de discipline dans les moyens de la communication pour toutes les forces politiques ». Le fait que le président du conseil sortant, Silvio Berlusconi, soit propriétaire des trois grandes chaînes privées a en effet posé avec acuité le problème de l'égalité d'accès à la télévision. Enfin, il faudra réformer la loi électorale en un sens majoritaire pour les élections régionales. Un programme précis, limité

donc aux réformes indispensables, de la part d'un homme qui, venant pourtant d'un gouvernement sortant, a choisi de se placer au-dessus des partis, et de calmer les tensions politiques en faisant appel à des techniciens de haut niveau, prêts à la politique comme il le fut lui-même, lorsque Silvio Berlusconi le fit venir au ministère du Trésor, au printemps dernier. Ce choix de compromis, effectué par Oscar Luigi Scalfaro, qui jusque-là était bloqué par l'intransigeance de M. Berlusconi et de ses alliés, lesquels exigeaient « un gouvernement Berlusconi bis ou des élections immédiates », a eu en tout cas pour premier effet de désamorcer la campagne d'invectives et les violentes attaques verbales échangées ces derniers jours. Et depuis vendredi soir une certaine prudence - un certain attentisme aussi - prévaut dans les commentaires. En effet, en dehors des buts précis qu'il s'est fixés, M. Dini n'a omis qu'une chose, pourtant primordiale, c'est de définir quel type de gouvernement lui a été confié. En clair, combien de temps compte-t-il rester au palais Chigi

avant de nouvelles élections législatives, qui à plus ou moins long terme sont indispensables ? En attendant d'y voir plus clair à l'occasion du choix des ministres, chaque ténor politique a commenté la nomination de Lamberto Dini en donnant l'explication la plus valorisante pour lui. Le plus satisfait est sans conteste le secrétaire du Parti populaire (ex-démocrate-chrétien), Rocco Buttiglione, qui voit presque respecté à la lettre le profil qu'il avait tracé du nouveau chef de gouvernement : « un technicien qui fasse les réformes et ne soit pas égaré à Forza Italia ». Satisfait également, pour des raisons inverses, les néo-communistes de Rifondazione comunista, qui, divisés jusque-là, ont retrouvé une unité « de blocage » et ont fait savoir qu'ils ne voteront pas la confiance au Parlement au « pire ennemi des retraités ». Chez les progressistes, la réaction est plus perplexe, même si la satisfaction de ne plus avoir en personne M. Berlusconi au gouvernement fait accepter bien des compromis. Et Massimo D'Alema annonce : « Si ce gouver-

nement est bien au-dessus des partis, nous voterons pour lui. » De son côté, Umberto Bossi, le leader de la Ligue, le « traître » qui en sortant de la majorité a fait tomber le gouvernement Berlusconi, respire enfin, lui qui, y a trois jours à peine, était violemment contesté par son mouvement, durement travaillé par les sirènes berlusconiennes. Mais ne rêve-t-il pas un peu en niant catégoriquement le mandat « limité » - bien qu'important - que s'est fixé Lamberto Dini ? « D'ici aux prochaines élections, a commenté un Umberto Bossi jubilant, tellement d'eau aura passé sous les ponts que Berlusconi mourra de vieillesse ! »

Enfin les sourires les plus crispés étaient du côté de Forza Italia et de ses alliés d'extrême droite de l'Alliance nationale. Le calice est en particulier bien amer pour Gianfranco Fini, coordinateur d'A.N., qui se retrouve affaibli et hors du gouvernement pour affronter dans quelques jours la métamorphose historique de l'extrême droite nationale, et faire avaler à ses adversaires, les « camerati » (ca-

marades) irrédutibles, un changement redouté. Seul objectif pour récupérer des forces pour l'avenir : les élections. Le gouvernement Dini, a-t-il laissé clairement entendre, n'aura son appui que s'il est évident qu'il s'agit d'un « gouvernement limité et préélectoral ». Même son de cloche pour Silvio Berlusconi, qui acceptera un « gouvernement de trêve » à l'unique condition que ce dernier « ne trahisse pas l'esprit de la splendide victoire électorale des législatives du 27 mars dernier » et même aux élections à bref délai, pour « donner une réelle stabilité politique au pays ». Dans un communiqué, le « cavalier » a annoncé sa prochaine campagne : « Dans les mois à venir j'entends personnellement contribuer à la constitution d'une ample alliance de forces modérées, libérales, catholiques, fédéralistes, de la droite sociale et européenne. Quand les Italiens pourront par leur vote exercer à nouveau leur droit souverain, nous serons au rendez-vous et nous leur offrirons une grande alliance pour les libertés. »

Marie-Claude Decamps

Un « technicien » aux commandes

ROME

Moins de cinq minutes d'un discours lu d'une voix monocorde et sans un sourire pour faire savoir qu'il a accepté la mission qu'on vient de lui proposer : avec ses costumes stricts, ses lunettes qu'il enlève et remet sans cesse sur son visage glabre et fatigué, on ne peut pas dire que Lamberto Dini (soixante-trois ans) crève l'écran comme le locataire sortant du palais Chigi, Silvio Berlusconi.

Pourtant, les téléspectateurs curieux de voir celui qui sera peut-être leur futur président du Conseil, auront gagné en précision et concision, découvrant, ou plutôt redécouvrant, derrière les projets pointilleusement énoncés devant eux, le style froid mais efficace de celui qui, jusqu'à la mi-journée du vendredi 13 janvier, était encore le ministre du Trésor du gouvernement démissionnaire sortant : un discours de « technicien » avant tout.

« Technicien » est d'ailleurs le terme qui résume le mieux la carrière largement outre-Atlantique, de ce florentin d'origine, considéré comme un des plus grands spécialistes italiens de l'économie et de la finance. Passé par les universités américaines du Minnesota et du Michigan, avant d'entrer au Fonds monétaire international (FMI) en 1959, il y restera jusqu'en 1979, gravissant tous les échelons pour devenir, en 1975, co-directeur central pour les affaires africaines ; puis représentant de l'Italie dans le Comité exécutif, puis directeur exécutif.

En 1979, c'est le grand retour en Italie, il devient directeur général, donc numéro deux de la Banque d'Italie, et son destin ne cessera plus de croiser celui d'un autre grand technicien, Carlo Azeglio Ciampi,

alors gouverneur de la banque, devenu, en 1993, président du Conseil. Et bien que la presse s'amuse à l'occasion à qualifier Lamberto Dini de « Ciampi de droite », entre MM. Ciampi et Dini, un courant d'air froid était passé ces dernières années, dit à d'innombrables rivalités de postes, M. Dini gagnant en vain la place de gouverneur laissée vacante par M. Ciampi. Petite consolation, c'est à lui que Silvio Berlusconi, en quête de crédibilité dans les milieux financiers, fait appel au printemps dernier pour le ministère du Trésor.

Lamberto Dini est-il populaire ? La réponse est non, et les millions de manifestants qui sont descendus dans la rue pour protester contre la loi de finances dont il était l'artisan, n'ont eu parfois que trop tendance à l'identifier avec un projet, qu'un nom de la « rigueur nécessaire », il a défendu bec et ongles jusqu'au bout. En revanche, et ce n'est pas incompatible, M. Dini jouit d'une très grande reconnaissance de ses mérites professionnels, et beaucoup, en dehors des milieux spécialisés, sont rassurés par son sens du devoir, sa stature internationale et l'aura qu'il s'est gagnée dans les grandes rencontres économiques.

Pour le reste, définir l'étiquette politique de l'ex-ministre du Trésor n'est pas aisé. Plutôt au centre-droit dans l'échiquier politique, ce qui le rend proche de Forza Italia, il est avant tout libéral en économie et résolument atlantiste et anti-communiste. Plus que l'homme d'une faction politique, à son retour en Italie on disait pour le caractériser : « C'est l'homme des Américains ».

M-C.D.

Rétablir la confiance pour consolider la lire

Rétablir la confiance : il n'y a pas d'autre mot d'ordre pour le futur gouvernement issu de la crise italienne. Cette confiance perdue par le gouvernement Berlusconi à partir de l'été dernier, et qui a si fort manqué à la lire que celle-ci a crevé tous les planchers historiques face au deuschemark. En dehors de la nervosité générale des marchés financiers, pour lesquels nous les « opérateurs internationaux » ont-ils fait l'objet de spéculations systématiquement en défaveur de la lire italienne ? Giovanni Agnelli, le patron de Fiat, a rapporté une partie de la réponse d'une visite aux Etats-Unis, début janvier : ses « amis américains » lui ont dit craindre que la « crise financière ne devienne incontrôlable et ne risque de produire de dangereuses lésions dans le tissu démocratique ». En Italie même, la fuite des capitaux ne fait que « des gens qui peuvent choisir entre garder leur argent à Milan ou le mettre à Lugano », comme le dit le Prix Nobel américain Paul Samuelson, interrogé par l'hebdomadaire L'Espresso.

La personnalité du chef de gouvernement pressenti, Lamberto Dini, comptera beaucoup pour le rétablissement de la confiance.

Lamberto Dini devra, dans des conditions précises, donner un nouveau tour de vis budgétaire, alors même que le précédent train de mesures qu'il avait contribué à élaborer avait été violemment rejeté par l'opinion publique et avait dû être atténué.

Il faut à l'Italie « un gouvernement pour l'économie », comme titrait récemment L'Espresso. Car, même si l'appareil de production a depuis longtemps repris à fonctionner sans se préoccuper outre mesure des convulsions politiques romaines, il y a des limites. La dévaluation de la lire, après sa sortie du système monétaire européen en septembre 1992, avait été une réussite, et a permis aux exportateurs italiens de regagner des points sur leurs concurrents. Mais la chute vertigineuse de la monnaie, désormais largement sous-évaluée, c'est une autre affaire : tous les achats à l'étranger sont renchérissés, l'inflation risque de repartir et les prévisions, si nécessaires aux décisions d'investissement, deviennent impossibles. La reprise économique qui s'est affirmée ces derniers mois, comme ailleurs en Europe, peut être cassée si la crise financière persiste. Jusqu'à

présent, les autorités monétaires ont évité de relever les taux d'intérêt directs mais les banques ont commencé depuis le début de l'année à durcir les conditions de crédit, au grand mécontentement des entreprises.

La tentative de Lamberto Dini pour former un gouvernement s'inscrit donc dans un contexte patrimonial déstabilisé. L'Italie peut-elle être comparée au Mexique, comme n'ont pas hésité à le faire certains économistes ? Il y a au moins un point où elle est finalement plus mal lotie que le grand pays latino-américain : alors que Bill Clinton a mis tout son poids dans la balance pour soutenir le Mexique, les grands partenaires européens de l'Italie ont observé un remarquable silence pendant toute la durée de la crise. Pas un Kohl, un Mitterrand ou un Major pour affirmer publiquement sa confiance dans l'Italie. Peut-être le gouvernement de Lamberto Dini, qui a participé pendant des années à la gestion au sommet du système monétaire européen, obtiendra-t-il ce minimum de solidarité ?

Sophie Gherardi

La démission du ministre des affaires étrangères aggrave la crise politique en Pologne

VARSOWIE

Sans ministre de la défense depuis deux mois, la Pologne se retrouve désormais sans ministre des affaires étrangères. Andrzej Olechowski a, en effet, annoncé, vendredi 13 janvier, qu'il quittait le gouvernement, rendant définitive une démission offerte le 27 octobre dernier. « Il y a des limites à ce qu'on peut supporter », a déclaré M. Olechowski, qui a toujours affirmé sa fidélité au président Walesa et incarnait, au sein d'un cabinet dominé par la coalition dite « post-communiste », une tendance libérale décidée à arrêter la Pologne à l'Occident.

Le départ du ministre des affaires étrangères est le résultat le plus spectaculaire de l'opération « mains propres » lancée plusieurs mois plus tôt par un de ces « collègues » du gouvernement, le ministre de la justice, Włodzimierz Cimoszewicz (ex-communiste). M. Olechowski n'a jamais été accusé de corruption. Mais lui-même et plusieurs dizaines de hauts responsables, dont deux autres ministres, touchaient une rémunération pour leur présence au sein de conseils d'administration de sociétés dont l'Etat est actionnaire.

Le Tribunal a rendu, jeudi 12 janvier, une sorte de jugement de Salomon, statuant que les serveurs de l'Etat ne peuvent toucher plusieurs rémunérations, mais ajoutant que cette interprétation de la loi n'ayant pas été faite jusqu'à présent, il n'y avait pas lieu de mettre en doute la bonne foi des personnes incriminées.

« Le Tribunal m'a rendu ma liberté de choix », a déclaré M. Olechowski, manière de dire que son honneur était sauf. En réalité, cette affaire avait affaibli sa position face à un premier ministre décidé à lui rendre la vie impossible.

ECHEC CUISANT POUR LECH WALESA

Depuis plusieurs mois, Waldek Pawlak multipliait, en effet, les obstacles en tous genres, ne répondait pas à ses notes et refusait d'entériner les nominations d'ambassadeurs. Récemment, M. Pawlak était passé à la guerre ouverte, en émettant publiquement une liste de très sévères critiques à l'adresse du chef de la diplomatie.

M. Olechowski, de son côté, a profité de sa dernière conférence de presse pour livrer le fond de sa pensée : selon lui, l'actuel gouvernement n'a pas l'intention de

« faire ce qu'il faut pour obtenir l'adhésion de la Pologne à l'OTAN et à l'Union européenne ».

Les affaires étrangères sont, dans le système constitutionnel polonais, l'un des trois ministères dont le titulaire ne peut être nommé sans l'accord du président. La désignation d'un successeur à M. Olechowski s'annonce donc aussi pénible que dans le cas du ministère de la défense, où l'impasse est totale depuis deux mois. Le premier ministre est capable d'une extrême ténacité pour obtenir - ou bloquer - une nomination, et le président ne paraît pas prêt à accepter de voir rogner des prérogatives qu'il juge déjà très insuffisantes.

M. Walesa sera d'autant moins disposé à céder qu'il vient de subir un échec cuisant face à M. Pawlak : le Tribunal constitutionnel a estimé que le recours introduit par le président contre les barèmes fiscaux fixés par le gouvernement n'était pas recevable. Quelques jours plus tôt, M. Walesa avait émis quelques ambiguïtés à l'égard d'un premier ministre « dépassé par la situation », qui ferait bien de « prendre des vacances » et de laisser son poste à quelqu'un de « plus compétent ».

Jan Krauze

Des routes sont rouvertes mais Sarajevo reste assiégée

SARAJEVO

Jour après jour, prudemment, l'accord de « cessation des hostilités » entre en vigueur en Bosnie-Herzégovine. Signé le 31 décembre dernier, sous l'égide des Nations unies, à la suite de la visite de Jimmy Carter à Pale, le chef des Serbes de Bosnie, cet accord prévoyait notamment d'ouvrir une route qui, à travers l'aéroport de Sarajevo, devait désenclaver la capitale bosniaque. Cet axe, après maintes discussions, devait finalement être ouvert samedi 14 janvier, sous le contrôle des « casques bleus », pour une période provisoire de sept jours. En réalité, seuls les civils bénéficiaient d'autorisations de l'armée bosniaque pour quitter la ville. Les Serbes se sont, cette fois-ci, fermement opposés à la reprise du trafic commercial à destination de la ville assiégée.

La vie à Sarajevo, en ce troisième hiver de guerre, ne devrait donc pas s'en trouver bouleversée. Au printemps 1994, dans les semaines qui suivirent l'ultimatum de l'OTAN, des « routes bleues » avaient été ouvertes autour de la capitale bosniaque. Les civils furent depuis ces routes demeuraient très strictement contrôlées

par les combattants des deux camps. Et les « casques bleus » ne remplissaient qu'une simple tâche d'accompagnement. En revanche, la circulation de « convois humanitaires » s'était rapidement transformée en un va-et-vient de véhicules commerciaux, ravitaillant enfin correctement la capitale assiégée, et provoquant une incroyable chute des prix sur les marchés. Ces routes furent fermées en juillet 1994 sur décision serbe.

Cette fois, la situation est différente. Les rares civils autorisés par le gouvernement bosniaque à voyager, et qui empruntent actuellement un tunnel creusé sous l'aéroport de Sarajevo, auront désormais le privilège de quitter la ville dans des autobus. Le trafic humanitaire sera limité aux organisations accréditées auprès du haut commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR) et surveillé de près par un officier de liaison serbe. Le trafic commercial sera quant à lui inexistant. L'ouverture des « routes bleues » ne signifie aucunement la levée du siège de Sarajevo, encore moins que l'an passé.

Parallèlement à la finalisation de cet accord, le ballet diplomatique s'est intensifié vendredi. Pour la

première fois depuis juillet 1994, des représentants du « groupe de contact » (Etats-Unis, Russie, Allemagne, France et Grande-Bretagne) se sont rendus à Pale où ils se sont entretenus avec le chef des Serbes bosniaques, Radovan Karadzic, ainsi qu'avec le commandant en chef de leur armée, le général Ratko Mladic. Cette visite est une autre conséquence de l'« effet Carter ». Les diplomates ont accepté de renouer le contact avec les séparatistes serbes alors que ces derniers persistent toujours à refuser le plan de paix.

Jusqu'à présent, les efforts occidentaux pour une relance du processus diplomatique n'ont pas abouti. Les Serbes restent fidèles à leur décision initiale, à savoir obtenir un nouveau plan de partage de la Bosnie. Pour leur part, les Bosniaques continuent d'exiger une acceptation serbe du projet existant avant de reprendre les négociations. La Forpro, elle, espère que l'application progressive de l'accord du 31 décembre permettra de détendre suffisamment l'atmosphère pour amener les deux camps à partir d'un règlement politique du conflit.

Remy Ourdan

مكتبة المجلد

Déclaré par l'Unesco « réserve de la biosphère », le delta du Danube a échappé de peu au massacre.
 Il pourrait devenir un des hauts lieux du tourisme roumain

« réserve de la biosphère ». Mais le delta intéresse aussi les professionnels du tourisme : il faudra les convaincre que préservation de l'environnement et développement sont conciliables.

WASHINGTON

Chaque année, pendant les cinq ans à venir, trente autres spécimens de *Canis lupus* seront livrés à ces deux pays de manière à obtenir, si les calculs des biologistes sont bons, une population d'une centaine de loups dans chacun des deux États en l'an 2002. Pourquoi ramener ces prédateurs à grands frais dans les montagnes Rocheuses, après leur extermination systématique au début du siècle ? Pour compléter d'abord l'équilibre écologique du milieu, qui valait bien qu'on l'élaborât, pour le seul retour des loups, un programme fédéral de 7 millions de dollars. En l'absence des loups, en effet, daims, élans et orignaux avaient pris leurs aises et proliféré dans des proportions anormales.

Aux Etats-Unis, de telles initiatives ne sauraient être prises à la légère. Le vaste débat soulevé par cette décision a pour conséquence l'adoption d'une loi sur les espèces menacées, s'opposant ce que le *New York Times* appelle « deux visions de l'Ouest », celle des propriétaires de ranches, qui ne voient dans les loups qu'une menace pour leur bétail, et celle des nostalgiques de l'Ouest sauvage.

D'épiques batailles juridiques ont été livrées pendant toutes ces années, aboutissant, la semaine dernière, au fin vert d'un juge fédéral de Cheyenne (Wyoming). Ici-bâ, constatant que dans le Minnesota — seul État avec l'Alaska où les loups existent encore — les canassiers préfèrent les animaux sauvages aux animaux domestiques, a déboulé les éleveurs de bétail. Les ranchers n'ont, toutefois, pas dit leur dernier mot : au dernier moment, alors que les loups étaient déjà dans l'avion, ils ont fait appel de la décision du juge de Cheyenne. Trop tard, ont jugé les magistrats, après une suspension de vingt-quatre heures qui a contraint les loups à attendre dans leur cage le dénouement de ce dernier rebondissement procédurier : le Canada avait fait savoir qu'il ne les reprendrait pas.

Michel Bole-Richard

Sylvie Kauffmann**MADRID**

de notre correspondant

Au train où vont les choses, les armées espagnoles seront bientôt mortes de faim. Le basar de la réalité y est, pour quelque chose, mais l'étonnante progression du nombre d'objecteurs de conscience constitue la principale raison de cette désaffection pour les gamisons. Julian Garcia Vargas, ministre de la défense, a exprimé à plusieurs reprises son inquiétude face à ce enrôlement des nouvelles troupes.

La progression du nombre de demandeurs du statut d'objecteur est en effet préoccupant. Il est passé de 28 000 en 1991 à plus de 76 000 en 1994. Cette augmentation spectaculaire - 61 % entre 1992 et 1993 - est cependant ralentie l'an dernier. Le nombre de candidats cherchant à passer au travers du service militaire de neuf mois n'a cru que de 9 %, alors que les projections annonçaient la poursuite de la croissance, entraînant la crainte de franchissement du cap des 100 000 objecteurs de conscience : ils auraient alors représenté la moitié des appelés de l'année 1994.

Depuis l'adoption, en 1984, d'une loi très libérale qui permet à la quasi-totalité des demandeurs du statut d'objecteur d'obtenir gain de cause, plus de 246 000 conscrits ont pu échapper au service militaire, *la mili*. Un phénomène sans équivalent en Europe. Il

suffit d'évoquer un motif religieux pour avoir de très bonnes chances de passer outre à la conscription, mais aussi à un service civil de treize mois, puisque le nombre de places de la « prestation sociale subsidiaire » (PSS) est largement insuffisant pour pouvoir accueillir les réfractaires à l'uniforme. 125 000 d'entre eux attendent depuis des années une affectation. 7 700 nouvelles places ont été créées l'an dernier pour faire face à l'explosion de l'objection, mais seulement 25 000 jeunes ont pu accomplir la PSS au cours du premier semestre.

En dépit des espoirs du ministère de la justice, il paraît peu probable qu'on parviendra en 1996 à faire faire la PSS à tous les objecteurs. Juan Alberto Belloc, ministre de la justice et de l'intérieur, a exprimé le désir de rendre « plus dure la PSS » afin de freiner cette vague d'objection. Les militaires estiment, pour leur part, qu'il faut modifier la loi afin que les 330 000 jeunes qui auront dix-neuf ans cette année

UNE POPULATION EN BAISSE

A ces agressions directes s'ajoutent les effets de la pollution de la mer Noire et du Danube, qui prennent le delta dans une redoutable tenaille. A en croire Mircea Gogu-Bogdan, ornithologue et chef du centre de baguage des oiseaux pour la Roumanie, le delta serait « la poubelle de l'Europe ». Depuis sa source, située à 5 000 km en amont dans la Forêt-Noire, il draine en effet les déchets des agglomérations et des centres industriels des neuf pays qu'il traverse. Les neuf Etats, conscients de cette menace, ont d'ailleurs signé en juin 1994 une convention visant à améliorer la situation.

Les experts ont toutefois constaté avec surprise que le delta a plutôt bien résisté. Son immense roselière, la plus grande du monde, agit comme un filtre naturel géant. « Mais surtout, insiste M. Gogu-Bogdan, certains endroits sont difficilement accessibles et très peu peuplés. » La population, constituée en majorité de Lipovènes - une ethnie d'origine slave - est passée de 20 000 habitants en 1970 à

de tradition d'utiliser l'eau du Danube pour faire la soupe de poisson, personne ne s'aventure plus à la boire directement.

Pour l'administration chargée de gérer la réserve, le défi reste le développement économique du delta. « Le tourisme devrait devenir sa principale activité, en remplacement de la pêche et de l'agriculture », affirme Grigore Baboianu, directeur exécutif de l'AREDD. Le delta pourrait absorber sans dommages deux millions de visiteurs par an, alors qu'il n'en reçoit actuellement que cent mille. » Certaines initiatives ont déjà été prises, comme le balisage de plusieurs circuits de promenades sur les canaux, l'ouverture d'un centre d'information, l'accréditation de guides et les premières tentatives d'accueil chez l'habitant.

Intéressée par ce projet, la BERD étudie l'octroi d'un prêt de 5 millions d'écus. Quant à la Banque mondiale, elle va donner 45 millions de dollars pour équi-

Gulf Air assure des vols sans escale à destination du Golfe tous les Mardis, Mercredis, Vendredis, Samedis et Dimanches, avec d'excellentes correspondances pour le Moyen-Orient, l'Inde et l'Extrême-Orient. Quelle que soit la classe que vous choisirez, vous voyagerez confortablement et agréablement avec notre traditionnelle hospitalité. Voyagez avec nous et découvrez le sourire international du Golfe.

**POUR PLUS D'INFORMATIONS VEUILLEZ
CONTACTER L'AGENCE LOCALE OU GULF AIR AU
NUMÉRO SUIVANT : 49524141**

Vladimir Jirinovski soutient totalement la politique de Boris Eltsine en Tchétchénie

Le leader ultra-nationaliste est devenu le principal allié du président russe

Alors que les troupes russes continuent de bombarder Grozny et se sont encore rapprochées du palais présidentiel, à Moscou, le parti du leader

ultra-nationaliste, Vladimir Jirinovski, a été pratiquement le seul, vendredi 13 janvier, lors d'une session de la Douma, à soutenir sans réserve la

politique menée par Boris Eltsine, empêchant l'adoption de tous les textes proposés par le « parti de la paix ».

MOSCOU

de notre correspondante
La Russie l'avait un peu oublié. En lançant le pays dans le borborygme tchétchène, Boris Eltsine l'a ramené sur le devant de la scène : Vladimir Jirinovski est désormais le principal soutien du pouvoir et du « parti de la guerre ». L'épouvantail de l'Occident a été certes déjà soutenu par Boris Eltsine en approuvant l'assaut contre la Maison Blanche en octobre 1993, pourtant alors occupée par ses voisins « idéologiques ». Et il avait aussi permis l'adoption de la nouvelle Constitution russe, celle qui interdit désormais aux députés d'empêcher le massacre ordonné par Boris Eltsine en Tchétchénie. Mais le président avait alors, également, le soutien des démocrates du Choix de la Russie. Aujourd'hui, le parti de Jirinovski est seul ou presque à soutenir à la fois Boris Eltsine et son intervention en Tchétchénie.

Vendredi 13 janvier, au troisième et dernier jour consacré par la Douma, la Chambre basse du Parlement, à un débat sur la Tchétchénie, c'est son Parti libéral-démocrate de Russie (LPDR) qui battait, avec succès, pour empêcher l'adoption de tous les textes proposés par le « parti de la paix », à savoir les députés du Choix de la Russie d'Egor Gaidar et ceux du groupe réformateur labloko de Grigori Iavlinski. M. Jirinovski recut bien, pour cela, le soutien de la grande majorité des députés communistes et de leurs alliés agrariens. Mais ces derniers, contrairement au chef du LPDR, restent pour l'instant des opposants réticents du président Eltsine. Tout cela explique, sans doute, pourquoi Vladimir Jirinovski a été reçu, à la veille du débat à la Douma, par le premier ministre, Viktor Tchernomyrdine, homme qui n'a eu aucun autre chef de fraction parlementaire depuis des mois.

Alors que le nombre des morts parmi les militaires russes reste un des plus grands des secrets de la guerre, le gouvernement peut en effet être reconnaissant au parti de Vladimir Jirinovski. Celui-ci a repoussé, vendredi, l'adoption d'une loi obligeant la publication du nom des victimes. Un de ses membres a qualifié cette proposition de « torture morale pour la na-

tion, qui sera officiellement obligée de pleurer devant ces listes ». Tel est le grand problème de Boris Eltsine : pour mener une guerre de reconquête coloniale, à l'époque des télévisions et de l'humanité, il faut, soit instaurer la dictature, soit entraîner idéologiquement une part importante de la population. A défaut d'avoir les moyens de redevenir dictatorial, le pouvoir russe actuel explique ouvertement qu'il veut et doit devenir autoritaire « pour sauver la Russie ».

APOLOGIE DE LA GUERRE

Pourtant, malgré toutes ses menaces contre les médias et surtout les télévisions, le président russe n'a pas encore réussi à les museler. Alors, il a tenté une contre-offensive sur la chaîne qu'il contrôle le mieux, la plus largement diffusée, celle du premier canal de télévision, Oustankino. Un « reportage » sur la Tchétchénie, commandé à un célèbre extrémiste de droite, Alexandre Nevzorov, alias Choura, devenu député, y a été diffusé, à une heure de grande écoute.

Spécialiste des films à la gloire du KGB dans sa lutte pour sauvegarder l'URSS, (il s'était illustré notamment lors de l'assaut contre Vilnius en 1991), Nevzorov est par ailleurs un scénariste doué.

Sa proposition de faire un film de propagande en Tchétchénie fut très vite acceptée par le Kremlin et, après avoir été reçu par le chef de l'administration présidentielle, Sergueï Filatov, il fut doté d'une garde et d'un blindé pour tourner aux côtés de l'armée russe. Le résultat fut techniquement excellent.

Dans cette apologie de la guerre en Tchétchénie, on entend des soldats promettre d'« exterminer la racaille » en proférant divers jurons guerriers. D'autres expliquent que « si on rend la Tchétchénie maintenant, la Russie partira en éclats » ; de jeunes recrues se disent volontaires pour le front. Si ces « héros » sont « trop peu nombreux pour un grand pays comme la Russie », c'est que celle-ci doit lutter à la fois contre l'Occident et contre les médias pour

retrouver ses traditions, explique Choura. Le film a été vu avant sa diffusion par le président de la Douma, Ivan Rybkine, et par le premier ministre. Selon des journalistes, c'est le premier qui donna l'ordre écrit de diffusion que réclamait le président de la chaîne de télévision publique, Alexandre Iakovlev, l'ancien idéologue communiste, devenu celui de la perestroïka puis de la « Russie démocratique ».

Dans ses tentatives de redresser la barre de son aventure tchétchène, à la Douma comme sur le front idéologique, le Kremlin trouve ainsi sur sa route, pour l'aider, les plus extrémistes des nationalistes russes. Reste à savoir s'il s'agit d'une réaction de désespoir, de l'aboutissement d'un lent rapprochement tactique entamé il y a plus d'un an ou d'une connivence profonde de gens dont les racines et l'éducation sont assez proches, quels que soient les différents chemins qu'ils ont ensuite parcourus.

Sophie Shihab

La longue attente de Liéna, réfugiée russe de Grozny

NAZRAN (Ingouchie)

de notre envoyé spécial

Sur le quai de la gare de Nazran, la ville frontalière entre l'Ingouchie et la Tchétchénie, Liéna, vingt-huit ans, attend son mari. Il fait nuit et cette femme corpulente plonge un visage de poupée dans un col de fourrure. Le train ne part pas, le mari n'est pas là. Des enfants se glissent sous les essieux des roues et s'allongent sur les rails. Le chef de gare entre-se réchauffer dans son bureau. Une femme descend d'un des wagons verts et austères, elle va chercher de l'eau en disant : « C'est pas grave, dans les montagnes on est habituée ». A l'intérieur du train, les couchettes sont dépliées. Une seule bougie est allumée.

Liéna n'aperçoit pas la silhouette de son mari, elle tape des pieds, met les mains dans ses poches. Dans la pénombre des compartiments, des yeux la fixent. Le train ne partira pas. Il sert de campe-

ment à plusieurs centaines de réfugiés. Liéna, parfois, a envie de pleurer. Elle se retient. La dernière fois qu'elle a vu son mari, c'était jeudi 12 janvier. Ils vivaient dans une maison près de la place Mimdika de Grozny et, jusqu'à jeudi, cette place, située entre le centre-ville assiéé et les cités populaires du Sud, était réputée pour être tranquille, hors d'atteinte, une sorte de base de repli pour les combattants tchétchènes. Dans la nuit de mercredi à jeudi, Liéna a compris que les vitres ne se contentaient plus de trembler sous le souffle des obus. Les colonnes russes avaient avancé. Les voisins lui ont proposé une place en s'entassant déjà à quatre familles dans trois voitures. Le mari est resté. Assis sur la banquette arrière, elle l'a vu une dernière fois disparaître dans une rue. La voiture s'est faufilée à toute allure entre les obus.

« ILS VONT ME CREVER LES YEUX »

Ce soir, elle explique que « Dou-daev aurait pu trouver un moyen de ne pas impliquer les gens dans cette guerre ». Plusieurs femmes sortent, furieuses, pour lui crier au visage : « Tais-toi, Dou-daev, défends la nation ! ». Liéna, elle, la Russe née en Tchétchénie, leur demande : « Mais alors, pourquoi Dou-daev a-t-il placé, en décembre, ses hommes sur les toits de nos maisons pour qu'ils tirent sur les avions russes qui nous survolaient alors qu'ils ne nous bombardaient pas encore ? Et pourquoi ces avions sont-ils ensuite revenus nous bombarder ? Pourquoi ? »

« Tais-toi, lui répondent les femmes du wagon qui lui saisissent le bras. Nous avons le droit de faire ce que nous voulons dans notre pays. Nous, nous ne sommes pas allés à Moscou pour tirer des obus sur la population. » Liéna ne regarde plus ces femmes qui lui disent « tais-toi ». Elle pleure, elle parle, les yeux ailleurs : « Mais la Russie n'est pas seulement mauvaise contre les Tchétchènes, elle est mauvaise contre les Ingouches, les Arméniens, les Russes eux-mêmes qui vivent en Tchétchénie. Y a-t-il une différence entre un enfant russe et un enfant tchétchène qui meurent sous une bombe russe ? Moi, je vous dis qu'il n'y a pas de différence non plus entre Eltsine et Dou-daev, le peuple n'est pas coupable de cette guerre, ça lui fait aussi mal qu'au peuple tchétchène. » Plusieurs hommes retiennent leurs femmes qui veulent en venir aux mains.

Liéna s'éloigne du wagon. C'est la première fois qu'elle voit des Tchétchènes de souche réagir aussi violemment. « Filer encore, à Grozny, avec mes voisins, on parlait librement de Dou-daev. Eux non plus n'avaient plus confiance. Moi-même, je suis russe mais je suis une sorte de tchétchène. » Liéna avait pris l'habitude de discuter devant sa maison avec les combattants tchétchènes.

qui se reposaient sur le trottoir. « Je les faisais rire quand je leur demandais s'ils avaient peur. Ils me donnaient des nouvelles, ils disaient qu'ils captureraient des Russes par milliers. On ne les croyait pas. Ils étaient toujours optimistes, courageux. »

Elle dit ouvertement que « Dou-daev n'a rien essayé pour la paix », qu'il « a combattu pour défendre ses propres intérêts et pas ceux du peuple » ; elle, la petite femme de ménage de l'hôpital de la raffinerie, se demande ce que le président « a fait de l'argent du pétrole qu'il a versé à l'étranger. Depuis trois ans, il n'a versé aucun salaire, aucune pension ». Ce soir, après l'incident du wagon, Liéna avoue qu'elle redoute d'être accusée d'être née russe si, un jour, elle revient reconstruire sa maison à Grozny. « Ils vont me crever les yeux », dit-elle, encore émue par la colère de l'altération.

Dans la salle d'attente de la gare, Abdou, un commerçant ingouche de cinquante et un ans, se targue de connaître « personnellement Dou-daev » et dit qu'il n'a pas de chance. Il avait refait sa vie à Grozny. A côté de lui, Vartan, un maçon arménien de quarante et un ans, né en Tchétchénie mais originaire du Karabakh, a lui aussi quitté Grozny après avoir combattu quelque temps au côté des Tchétchènes. Les chars russes sont passés sur sa maison, dit-il, pour se frayer un passage dans un des quartiers nord.

Longtemps, Liéna a arpenté le quai de la gare. Son mari, qui devait arriver de Grozny, n'est pas venu aujourd'hui. Alors, elle est allée à « Pécole numéro deux », un camp provisoire, où on lui a réservé un lit.

Dominique Le Guilledoux

■ CAUCASE : cinq hommes ont été blessés dans un échange de coups de feu, vendredi 13 janvier, lorsque les autorités géorgiennes ont arrêté et désarmé cent cinquante hommes faisant partie d'un groupe de militants nationalistes séparatistes abkhazes. Le premier ministre, Tengiz Sigoua, et l'ancien ministre de la défense, Tengiz Kitovani, qui dirigent le Front national, une organisation nationaliste, figurent parmi les hommes qui ont été désarmés. Plus tôt dans la journée, plusieurs centaines d'hommes armés avaient quitté la capitale géorgienne, Tbilissi, à bord de vingt autocars, en direction de Zougidi, près de la frontière abkhaze. Ils avaient annoncé leur intention de lancer des actions armées contre les séparatistes de la République d'Abkhazie. Le président géorgien, Edouard Chevardnadze, avait donné l'ordre de stopper le convoi, d'arrêter et de désarmer ces militants. - (AFP)

L'écrivain turc Yachar Kemal soumis à une enquête judiciaire

ISTANBUL. La cour de sûreté d'Istanbul a ordonné une enquête judiciaire, vendredi 13 janvier, contre le célèbre romancier turc Yachar Kemal. Dans un article publié cette semaine par l'hebdomadaire allemand *Der Spiegel*, l'écrivain avait dénoncé la politique de la Turquie à l'égard de la minorité kurde. L'article 8 de la loi anti-terroriste prévoit une peine de deux à cinq ans de prison et une lourde amende pour le délit de « propagande séparatiste ». Justifiant la résistance des Kurdes contre le système répressif et brutal de la République turque, l'écrivain y écrit notamment : « Autant que je sache, il n'y a en Turquie que très peu de Kurdes qui veulent un Etat indépendant. N'aurait-ce pas été cependant leur juste droit, s'ils l'avaient revendiqué ? Car selon toutes les déclarations des droits de l'homme, chaque peuple a le droit de prendre en main son propre destin. » Elle-même prise à partie, le premier ministre, Tansu Ciller, a vivement répliqué. « Il y a la liberté d'expression, mais il faut aussi connaître la réalité », a-t-elle déclaré. Les réactions ont été vives aussi dans les cercles intellectuels, certains éditorialistes suggérant que Yachar Kemal avait insulté son pays pour obtenir le prix Nobel. - (Corresp.)

Austérité budgétaire en Espagne

MADRID. Le gouvernement espagnol a décidé, vendredi 13 janvier, de réduire de 150 milliards de pesetas (environ 6 milliards de francs) les dépenses prévues au budget 1995, a expliqué le ministre de l'Economie, Pedro Solbes, à l'issue du conseil des ministres. Les dépenses des ministères seront contrôlées et éventuellement réduites mensuellement. La hausse des prix a atteint 0,4 % en décembre, soit 4,3 % sur l'année 1994. Vendredi, la rumour d'une démission de Felipe Gonzalez a fait remonter la Bourse de 1,12 % et la peseta à 87,04 pour un mark, contre 87,43 à l'ouverture.

■ PORTUGAL : les prix à la consommation ont augmenté de 0,3 % en décembre 1994, ce qui porte l'inflation pour l'ensemble de l'année à 5,2 %, contre 6,8 % en 1993, a indiqué, vendredi 13 janvier, l'Institut portugais de statistiques. Les plus fortes hausses ont porté sur la santé (9,1 %), la culture et les loisirs (6,6 %), le tabac (6,2 %) et les transports et communications (5,9 %).

■ VIETNAM : Washington et Hanoï ouvriront, « dans les prochaines semaines », des bureaux de liaison diplomatiques, a confirmé l'ambassadeur du Vietnam aux Nations unies, M. Le Bang, dans un entretien publié, jeudi 12 janvier, dans la presse de Saigon. Washington avait déjà annoncé le 9 janvier leur ouverture prochaine. Les deux pays ont entamé une normalisation de leurs relations depuis la levée, en mars 1994, de l'embargo économique américain sur le Vietnam. - (AFP)

■ INDE : Washington et New Delhi ont conclu, jeudi 12 janvier, un accord de coopération militaire. La visite de William Perry était la première d'un chef du Pentagone en Inde depuis la disparition de l'Union soviétique, dont New Delhi avait été un proche allié. M. Perry arrivait du Pakistan, pays avec lequel les Américains viennent de renouer leurs contacts militaires. - (AFP)

■ NIGER : les premiers résultats des élections législatives donnaient, vendredi 13 janvier, 19 sièges à l'opposition dans la nouvelle Assemblée nationale nigérienne, contre 15 à la mouvance présidentielle. Les résultats de la région de Zinder, fief traditionnel des partisans du président Mahamadé Ousmane, n'étaient alors pas encore connus. Outre le retour du Mouvement national pour la société de développement, ancien parti unique, aujourd'hui dans l'opposition, ce scrutin aura été marqué par un taux de participation faible, aux environs de 35 %, et par l'élection, pour la première fois, de représentants d'un parti proche de la communauté touarègue. - (AFP, Reuters)

■ CÔTE D'IVOIRE : l'ancien premier ministre ivoirien Alassane Ouattara, qui est actuellement directeur général adjoint du Fonds monétaire international, a rejoint l'opposition ivoirienne. Il a adhéré au Rassemblement des républicains (RDR), né en juin 1994 d'une scission du Parti démocratique de la Côte d'Ivoire (PDCI, au pouvoir). Le secrétaire général du RDR, Djénny Kobina, a indiqué, vendredi 13 janvier à Abidjan, que son parti appuierait une éventuelle candidature de M. Ouattara à l'élection présidentielle de novembre 1995. - (AFP)

■ BURUNDI : un nouveau président de l'Assemblée nationale a été élu le 13 janvier. Léonce Ngendakumana, secrétaire général du Front pour la démocratie au Burundi (FRODEBU), représentant la majorité hutu, remplace Jean Minani dont l'élection, le 1er décembre 1994, s'était heurtée à l'hostilité de l'opposition tutsie, représentée au Parlement par l'Unité pour le progrès national (UPRONA). - (AFP)

■ GRANDE-BRETAGNE : à l'issue d'une rencontre à Paris avec Charles Pasqua, le ministre britannique de l'Intérieur, Michael Howard, a promis son appui à la France dans la lutte contre le terrorisme intégriste. Une grande partie de l'entretien a été consacrée aux répercussions de la crise algérienne et à la coopération européenne en matière de police.

“GRAND JURY”
RTL - Le Monde

LAURENT
FABIUS

ANIMÉ PAR
OLIVIER MAZEROLLE

AVEC
DANIEL CARTON - LE MONDE
ET
RICHARD ARZT - RTL

DIMANCHE
18H30
RTL

DIFFUSION EN DIRECT SUR RTL-TV

Le Monde
HORS-SERIE

LE SIECLE DU CINEMA

Une histoire du cinéma vue par
le Monde, avec de nombreuses images à découvrir
pour la première fois.

Un numéro spécial de 36 pages
grand format

JANVIER 1995 - 20 F.

مكتبة الشامل

CONQUÊTE Le ralliement de Charles Pasqua à Edouard Balladur pour l'élection présidentielle a donné à la campagne du premier ministre, alors même qu'elle n'est pas

officiellement ouverte, un élan parmi ses partisans au sein du RPR. Légitimé au sein du mouvement gaulliste, le premier ministre peut compter sur l'aide des équipes for-

mées par le ministre de l'intérieur. **ENTOURAGE.** M. Pasqua a réuni des collaborateurs officiels ou officieux, insérés dans des réseaux politiques ou administratifs dont la mo-

bilisation pourra être utile au futur candidat à l'Elysée comme à lui-même, qui brigue implicitement le poste de premier ministre. **PARTI PRÉSIDENTIEL.** Le RPR, héri-

tier du gaullisme, mais construit depuis dix-huit ans comme un parti présidentiel pour M. Chirac, est déstabilisé par l'ascension de M. Balladur.

M. Pasqua apporte à M. Balladur des réseaux prêts à se mobiliser

Le ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire dispose d'équipes efficaces pour mener une campagne électorale et soutenir ses ambitions personnelles

CHARLES PASQUA a des amis. Partout. L'homme est chaleureux, ouvert; il sait user de son charme pour attirer les sympathies. Et comme il sait, aussi, récompenser ceux qui le servent, ses « amis » lui restent fidèles. Dans sa vie professionnelle comme dans sa vie politique, il a toujours procédé ainsi. Aujourd'hui, alors qu'il frôle les plus hautes marches du pouvoir, ses réseaux sont constitués de strates successives, qui parfois s'ignorent, souvent se côtoient sans se rencontrer.

« Il est fortement déconseillé de revenir sur les lieux de ses crimes », M. Pasqua n'ignorait pas cette vieille maxime policière. Il ne souhaitait donc pas être le ministre de l'intérieur de la seconde cohabitation, comme il avait été celui de la première. Cependant, Edouard Balladur n'ayant pas d'autre poste à lui offrir, il a fait le nécessaire pour n'être pas seulement, cette fois, le ministre de la police, sans perdre pour autant l'image si précieuse, pour qui veut séduire l'électorat de droite, d'homme qui fait régner l'ordre.

La composition de son cabinet éclaire parfaitement ce qu'est la « méthode Pasqua » dans l'art de gouverner. Pour le diriger, il fait appel à un préfet parfaitement au fait des us et coutumes de la maison et capable de veiller au bon fonctionnement quotidien de l'administration: Joël Thoraval d'abord, puis - quand il a confié à celui-ci la préfecture de la région Île-de-France - Edouard Lacroix. Pour

« tenir » la police, il fait confiance à des professionnels qui lui doivent d'arriver au sommet de leur carrière: Philippe Massoni à la préfecture de police et Claude Guéant, qui fut le directeur adjoint de son cabinet, à la direction générale de la police nationale. Pour être parfaitement tranquille du côté de l'administration, il a même, petit à petit, changé tous les directeurs du ministère de l'intérieur.

APPORT CENTRISTE Assuré ainsi d'être débarrassé de la gestion au quotidien, M. Pasqua a pu se consacrer à l'essentiel: bâtir une image d'homme de dialogue, ouvert aux préoccupations des Français. Il a donc fait appel à des hommes qu'a priori l'on n'imaginait pas travailler avec l'ancien responsable du SAC, cette milice gaulliste qui n'a pas laissé de très bons souvenirs. Au premier rang de ceux-ci figure Pierre-Henri Paillet, un radical remarqué du temps où il s'occupait d'aménagement urbain dans les Hauts-de-Seine. Il lui a confié la mission essentielle de procéder à cette réforme de l'aménagement du territoire, dont le ministre de l'intérieur voulait faire la grande œuvre de son deuxième passage dans un gouvernement. Pour bien montrer qu'il n'est pas le jacobin borné qu'on l'accusait d'être, M. Pasqua a intégré aussi dans son cabinet Jacques Voisard, un bariste qui a consacré une bonne partie de sa vie à la décentralisation, et qui, contrairement à tout ce



que la France compte de passionnés de l'aménagement du territoire.

L'apport centriste ne s'est pas arrêté là. M. Pasqua a aussi fait appel à Pierre Bordry, qui fut longtemps le principal collaborateur d'Alain Poirer à la présidence du Sénat et à qui le ministre de l'intérieur a confié le soin de surveiller le bon fonctionnement de cette machine à produire des normes juridiques qu'est le ministère de l'intérieur et, tout particulièrement, la réforme de la police, qui fut un élément fort de la loi sur la sécurité. Les rapports avec les équipes, qui relèvent aussi de ce ministère, ont

été confiés à André Damien, maire (CDS) de Versailles, dont la composition cultivée a fait merveille dans le milieu des évêques, rabbins et imams.

Sachant qu'il allait être accusé de vouloir mettre à mal la tradition ancestrale d'ouverture de la France aux étrangers en réformant le code de la nationalité, M. Pasqua a chargé de ce dossier un homme a priori insoupçonnable: Jean-Claude Barreau, un ancien prêtre qui avait été, de 1985 à 1986, chargé de mission à la présidence de la République et à qui les socialistes avaient confié, une seule fois, la direction de l'Office des migrations

internationales. Cela n'a pas empêché M. Barreau de cautionner une réduction du droit d'asile, fin 1993. Pour démontrer qu'un gaulliste ne saurait être raciste, M. Pasqua a confié à un de ses proches, Patrick Gaubert, le soin de mener une lutte sans merci contre toute propagande à caractère raciste ou antisémite.

LE PREMIER CERCLE

Voilà les hommes que Charles Pasqua met aujourd'hui volontiers en avant. Mais il y a les autres: ceux qui forment le « premier cercle », ceux qui sont ses vrais conseillers politiques et qui, plus facilement qu'au ministère, se retrouvent rue Clément-Marot, dans les locaux de l'association qu'il a créée avec Philippe Séguin et où ils croisent souvent Pierre Pasqua, le fils du ministre. Il y a d'abord Daniel Léandri, un ancien brigadier de la police qui, bien qu'il ne soit pas officiellement membre du cabinet, dispose du bureau le plus proche de celui du ministre. A lui les affaires discrètes, y compris en Afrique; à lui les contacts directs avec les syndicats de policiers, qui lui permettent de court-circuiter la hiérarchie du ministère; à lui de faire passer à qui de droit les messages discrets que le ministre ne peut pas publiquement prendre à son compte.

Il y a ensuite William Abitbol, le « politique » de l'équipe, qui, après avoir fait ses classes à Sciences-Po en combattant les gauchistes lors d'un bref passage à l'extrême droite, avait rencontré M. Pasqua par l'intermédiaire de Jean-Jacques Guillet, autre enfant de l'extrême droite, devenu député (RPR) des Hauts-de-Seine et qui reste l'un des membres les plus influents de l'entourage du ministre de l'intérieur. M. Abitbol, publicitaire de métier, est l'homme de l'image, celui qui prépare les discours sensibles, les tribunes, les interventions dans les médias. Après avoir travaillé pour Jacques Chirac, il avait espéré qu'un créneau se dégagerait, permettant à « Charles » de tenter sa propre chance à l'élection présidentielle. Depuis des mois et jusque récemment, M. Abitbol a tout préparé au cas où.

Et puis, dans l'ombre où aime se mouvoir M. Pasqua, il y a toujours Jean-Charles Marchiani, l'homme des réseaux clandestins, des contacts secrets en Afrique, au Maghreb et au Proche-Orient, de la diplomatie personnelle de M. Pasqua, celui qui, pendant la première cohabitation, de 1986 à 1988, avait eu pour principale mission d'obtenir la libération des otages français au Liban et qui, lors de la récente affaire de l'Airbus, a tenté de faire jouer ses relations person-

Carrière

- 18 avril 1927: naissance de Charles Pasqua à Grasse (Alpes-Maritimes).
- Octobre 1942: entrée dans la Résistance.
- Avril 1947: responsable local du Rassemblement du peuple français (RPF), il deviendra vice-président du Service d'action civique.
- 1952: M. Pasqua entre à la société Ricard, dont il deviendra directeur général des ventes.
- 1968: élu député (UDR) des Hauts-de-Seine. Battu en 1973, il sera élu sénateur de ce département en 1977 et réélu en 1988.
- 1973: président du conseil général des Hauts-de-Seine. M. Pasqua perdra cette présidence en 1976 avant de la retrouver à partir de 1988.
- 1974: entrée dans l'état-major de l'UDR, puis du RPR.
- 1986: M. Pasqua est élu député dans le gouvernement de M. Chirac. Il retrouve ce poste, en 1993, dans le gouvernement de M. Balladur.

nelles à Alger. En août 1994, M. Pasqua a fait de M. Marchiani un préfet sans affectation spéciale, mais il est toujours officiellement inconnu au cabinet du ministre de l'intérieur.

Les hommes du « cercle officiel » pourront se mouvoir sans difficulté autour d'un Charles Pasqua « balladurisé ». Ceux du « premier cercle » ne seront jamais fidèles qu'à « Charles ».

Thierry Bréhier

Le RPR survivra-t-il à l'élection présidentielle ?

LE MEILLEUR moyen de combattre une impression d'isolement est de créer un contre-effet de masse. C'est exactement la méthode que l'état-major du RPR a utilisée, vendredi 13 janvier, pour répondre à la décision de Charles Pasqua de soutenir la candidature présidentielle d'Edouard Balladur. S'il ne constitue pas vraiment une surprise pour le premier ministre, ce soutien, en revanche, porte un coup psychologique aux chiraquistes et il souligne la solidité apparente dans laquelle baigne le maître de Paris (Le Monde du 14 janvier).

Les uns après les autres, plusieurs parlementaires, dirigeants et cadres du mouvement ont fait part de leurs sentiments - qui sa tristesse, qui sa déception - après la décision de M. Pasqua. Fidèle à M. Chirac, l'appareil du RPR met en musique la certitude de son ancien président, selon laquelle l'élection présidentielle ne verra « pas l'affrontement entre gaullistes » que certains attendent pour la bonne raison qu'il y aura « un seul candidat » représentant cette famille.

Au-delà de l'impact sur l'électorat de droite et de la déstabilisation relative qu'il peut provoquer dans les rangs militants, c'est sur le terrain de la revendication du gaullisme et sur celui de la survie post-présidentielle du parti qui en revendique l'héritage, que l'engagement de M. Pasqua prend toute sa dimension. En rappelant qu'il avait été cofondateur du RPR en 1976, le ministre d'Etat ôte à M. Chirac le monopole

du rôle de gardien du temple et il se présente comme garant de « l'unité et de l'avenir » de ce mouvement, en se proposant d'œuvrer, « le moment venu », au « regroupement » de la famille dévouée. M. Chirac est-il le seul destinataire de cet avertissement? Le regroupement s'arrête-t-il aux frontières de sa famille naturelle, alors même que les balladuriens se recrutent également à l'UDF?

M. JUPPÉ EN PORTE-A-FAUX

Les questions relatives à la création d'une formation unique de la droite sont ainsi de nouveau posées. Répondant à Valéry Giscard d'Estaing et à M. Pasqua, M. Chirac jouait « prématurée », en janvier 1992, une telle idée, considérée par lui comme un « grand dessin » ne pouvant être... « que la conséquence de l'élection présidentielle ». Dans l'esprit de l'ancien premier ministre, cela devait traduire la notion de « majorité présidentielle » telle que définie par Georges Pompidou, en 1969. En clair, il s'agit du ralliement au parti du président des autres formations ayant appuyé sa candidature et organisé son succès, puis souhaitant appliquer son programme.

Ainsi est soulevée la question de l'existence même du RPR qui, créé contre la politique de M. Giscard d'Estaing, n'est intrinsèquement un parti de majorité présidentielle que pour M. Chirac.

Il ne l'est pas pour M. Balladur. D'où la posi-

tion inconfortable dans laquelle se trouvent les députés RPR menacés implicitement d'une dissolution de l'Assemblée nationale et celle - in-tenable - du secrétaire général et président par intérim, Alain Juppé, qui ne rate plus une occasion de rappeler son souci de « préserver l'unité du mouvement », alors que « deux candidats venant de ses rangs » vont s'affronter. Partisan de l'un, il est contraint de se poser en arbitre entre les deux. Placé en porte-à-faux, il va difficilement pouvoir suivre sans grincer des dents les chiraquistes de stricte obédience qui ne voient certainement pas en M. Balladur un représentant du gaullisme.

Il n'en demeure pas moins que cette nouvelle configuration peut, mécaniquement, rapprocher le président par intérim du RPR et le président de l'Assemblée nationale, bien qu'ils soient d'irréductibles concurrents. Présentant, avec sagacité, le débat qui n'allait pas manquer de naître sur l'avenir du mouvement, Philippe Séguin déclarait, dans Le Journal du dimanche du 8 janvier, que, défenseur des valeurs gaullistes, « le RPR n'est pas soluble dans un grand parti conservateur ». « Si cette hypothèse devait être envisagée », précisait M. Séguin, je m'emploierai à la combattre de toute mon énergie. Personne ne doute que ce scénario soit envisagé, « conservateur » voulant dire évidemment balladurien.

Olivier Biffaud

Les lignes de fracture s'accroissent dans le mouvement gaulliste

LA DÉCISION de Charles Pasqua - qui devait se rendre, samedi 14 janvier, à Ajaccio - d'appuyer son soutien à Edouard Balladur a contribué à renforcer le trouble dans la majorité et, plus particulièrement, au RPR, voire à accentuer les lignes de fracture déjà perceptibles depuis plusieurs mois entre les partisans de Jacques Chirac et les zélés du premier ministre, Edouard Balladur.

Jean-Louis Debré, premier secrétaire général adjoint de la formation gaulliste, rappelle, non sans nostalgie, que « Charles Pasqua est de ceux qui ont façonné notre mouvement », et « qu'il fait partie de la famille », mais que « sa décision officialise un divorce ». Il ajoute que les secrétaires départementaux du RPR ont réaffirmé leur soutien à M. Chirac, de même qu'une majorité de parlementaires. L'Union des anciens députés

gaullistes (UADG), que préside Raymond Triboulet, ancien ministre du général de Gaulle, rédit un « oui sans équivoque » à M. Chirac. Eric Raoult, député de Seine-Saint-Denis, lui aussi secrétaire général adjoint et proche de M. Chirac, exprime sa « tristesse et sa déception », et constate que « la logique d'un gouvernement, quant on est ministre d'Etat, c'est de soutenir le chef de ce gouvernement ». Député (RPR) de l'Oise, Ernest Chénier, observe que « Charles Pasqua s'était éloigné de nous depuis longtemps », avant d'affirmer sa « fidélité » au maître de Paris.

Jean-François Mancel, député de l'Oise, n'est pas surpris, mais il déclare: « D'autres que Charles Pasqua ont su s'affranchir des pesanteurs que constituait l'appartenance au gouvernement de M. Balladur. Lui, il ne l'a pas fait; c'est dommage. L'important est que la

relève du gaullisme soit assurée par des hommes comme Alain Juppé et Philippe Séguin, et l'avenir de la France par Jacques Chirac ».

UNE CONFRONTATION DE PROJETS

Porte-parole de M. Chirac dans la campagne présidentielle, le jeune député de l'Aube, François Baroin, « n'a pas été surpris », lui non plus, par la décision du ministre d'Etat: « En conscience, il a fait un choix, dit-il. Ce n'est pas un problème de rivalité de personnes, c'est une confrontation de projets à laquelle il faut s'attendre. Jacques Chirac a présenté le sien ».

Du côté des partisans de M. Balladur, on assiste à un concert de « félicitations ». Par exemple, le député des Hauts-de-Seine et maire de Neuilly-Malmaison, Jacques Baume, parle d'un « tournant décisif dans la campagne et d'une décision conforme à l'intérêt

du pays ». Patrick Devedjian, député des Hauts-de-Seine lui aussi, s'inscrivant en faux contre les rumeurs de marchandage pour le futur poste de premier ministre, indique: « Cette nomination est une carte-maître entre les mains du président de la République, et ce dernier n'a aucune raison de l'abandonner précipitamment ».

« L'appui de Charles Pasqua est une réponse au faux procès en sorcellerie selon lequel le premier ministre n'est pas un bon gaulliste et [serait] plus le candidat de l'UDF que celui du RPR », ajoute M. Devedjian. Autre député des Hauts-de-Seine, le balladurien Patrick Balkany, maire de Levallois-Perret, estime, lui, que « grâce à la confiance que lui portent de longue date l'ensemble des compagnons du RPR, Charles Pasqua sera le garant de l'unité du mouvement après l'élection présidentielle ».

Le forum ENSAE et Le Monde

vous invitent le lundi 16 janvier 1995 à 18 heures

CONFÉRENCE-DÉBAT

dans le cadre prestigieux du grand amphithéâtre de la Sorbonne 47 rue des Ecoles 75005 Paris

L'Europe sans emploi ?

Avec la participation de :

- Edmond Alphandéry, ministre de l'Economie.
- Pascal Mazodier, administrateur de l'INSEE.
- Michel Fouquin, directeur-adjoint du Centre d'Etudes Prospectives et d'Informations Internationales.
- Françoise Lemoine, chargée de mission au Centre d'Etudes Prospectives et d'Informations Internationales.
- Denis Verret, directeur international de l'Aéropostale.
- Samuel Brittan, journaliste au Financial Times.

Débat animé par Eric Le Boucher, journaliste au Monde. Avec le soutien des Associations d'Anciens Elèves de l'ENSAE.

Entrée libre

Yachar Kemal
enquête judiciaire

Enquête judiciaire

Enquête judiciaire

Le Monde
NORS-SERIE

Le Monde
NORS-SERIE

Le Monde
NORS-SERIE

Le Monde
NORS-SERIE

Le Monde
NORS-SERIE

M. Balladur visite l'Aveyron en premier ministre déjà candidat

Le chef du gouvernement multiplie les hommages au ministre de l'intérieur

Edouard Balladur a visité, vendredi 13 janvier, le département de l'Aveyron, dont le conseil général est présidé par l'un de ses partisans, Jean

Puech (UDF-PR), ministre de l'agriculture et de la pêche. Le jour où Charles Pasqua a rendu public son soutien au premier ministre pour l'élection

présidentielle, M. Balladur a multiplié les hommages implicites au travail du ministre de l'intérieur et, surtout, de l'aménagement du territoire.

RODEZ

de notre envoyé spécial
« On en a choisi un qui présente bien, mais pas trop gros, parce que, quand on ne sait pas très bien le prendre et qu'il bouge, ce n'est pas évident... » En dépit des apparences, la remise d'un agneau au premier ministre, devant les caméras de télévision, n'a rien de simple. Cela suppose, même, toute une organisation.

D'abord, un fait entrer le premier ministre, en manteau gris et chaussures cirées, dans une bergerie odorante. Face au concert de bêlements qui l'accueille, M. Balladur, un peu raide, garde une distance courtoise mais prudente. Puis on capture l'animal, qui se débat comme un perdu. L'expression perplexe de M. Balladur commence à rappeler celle d'une poule qui aurait trouvé un coucou. L'agneau est prestement mis dans la caisse préparée à cet effet, aux pieds du premier ministre.

Finalement, c'est Jean Puech, doublement désigné en tant que ministre de l'agriculture et élu aveyronnais, qui s'y colle : il empoigne l'animal enroué, dont M. Balladur tapote la tête un peu mécaniquement avant qu'il soit remis en cage. En fait, le premier ministre sauve la vie de cet agneau, issu de l'élevage de Jean-Pierre Issaly, près de Rignac (le village dont M. Puech est le maire), l'un de ceux qui ont droit au label rouge « Agneau fermier de l'Aveyron ». Il entrera dans la carrière comme reproducteur à la bergerie nationale de Rambouillet.

Malgré la beauté des paysages, l'épisode de l'agneau sera la seule touche vraiment légère d'un voyage éminemment politique. L'élection présidentielle était dans toutes les têtes, à commencer par celles des Aveyronnais. Lors des quelques bords de foule de la journée, ils manifestaient déjà à M. Balladur la chaleur qu'on réserve à un candidat à l'Elysée.

MARCHE PRÉSIDENTIEL

Quand un présumé candidat, le jour même du ralliement de Charles Pasqua à sa cause, il a bien évidemment fait son marché présidentiel en compagnie des élus du département. Il a enregistré la déclaration publique d'allégeance de M. Puech, qui est aussi président (UDF-PR) du conseil général de l'Aveyron. « Votre force, c'est avant tout votre capacité à unir les hommes. Je souhaite que la France puisse se rassembler autour d'un tel idéal. Je ne trahirai pas un secret en vous disant, tout simplement (...), que vous êtes à mes yeux l'homme qui incarne le mieux... » celle de Marc Censi, lui aussi UDF-PR, président du conseil régional Midi-Pyrénées et maire de Rodez. « Force que vous avez entreprise avant d'espérer, les Français souhaitent aujourd'hui que vous persévériez avant de réussir. C'est également le vœu que je forme », celle, enfin, de Jacques Godfrain, député (RPR) du département : « Vous m'avez appris l'unité », a lancé M. Godfrain, évoquant l'époque où M. Balladur était secrétaire général de l'Elysée, avant de l'assurer que, « tôt ou tard », tous les Aveyronnais sauront se grouper autour de lui « pour l'unité du pays ».

A l'automne 1994, lors des journées parlementaires du RPR, à Colmar, le premier ministre avait ironisé sur les propos de Jacques Chirac, qui venait de déclarer qu'une élection présidentielle se gagnait non sur un bilan, mais sur un projet. Il lui avait répondu acide qu'il ne voyait pas comment, lorsqu'on est au gouvernement, l'un pourrait aller sans l'autre.

Vendredi, dans l'Aveyron, il a livré une démonstration de cet esprit de synthèse à propos de thèmes - l'aménagement du territoire et la décentralisation - qui s'imposent naturellement lors d'une visite à un département rural, montagneux, longtemps enclavé et qui a connu la « marginalisation » par rapport aux grands courants d'échanges économiques, ainsi que l'a reconnu lui-même M. Balladur. Au-delà des

quelques « cadeaux » à la région, annoncés à l'occasion et sans lesquels il n'est pas de visite ministérielle réussie - M. Balladur a pris de nouveaux engagements à propos de la mise à deux fois deux voies de la RN 88 Lyon-Toulouse (voir ci-dessous) -, le chef du gouvernement s'est d'abord présenté, pour le passé récent et pour le futur proche, comme un fervent défenseur d'une relance de la politique d'aménagement du territoire et d'un approfondissement de la décentralisation.

L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Ignorant avec superbe les critiques adressées au texte de loi de M. Pasqua que vient d'adopter le Parlement, le premier ministre a souligné que la préparation de la loi d'orientation sur l'aménagement du territoire a été « une des préoccupations majeures » de son gouvernement, pour lequel il

s'agissait de « renouer avec ce qui fut pendant près de vingt ans une politique française exemplaire ». Voilà pour l'acquis de sa gestion. Quant à l'avenir, M. Balladur a lancé : « L'aménagement du territoire doit, à mes yeux, être pour longtemps encore au centre des préoccupations de l'État ».

Non content d'affirmer que les collectivités locales ont montré qu'elles sont un « outil irremplaçable de démocratie » mais aussi, désormais, « d'efficacité », M. Balladur a exprimé, à Rodez, le souhait que celles-ci acquièrent « un rôle accru dans tous les domaines de la responsabilité collective, notamment en matière sociale ». Il est allé jusqu'à évoquer, à Séverac-le-Château, l'époque où peut-être, un jour, les décisions les plus importantes régissant les collectivités locales ne se prendront plus à Paris, mais sur place.

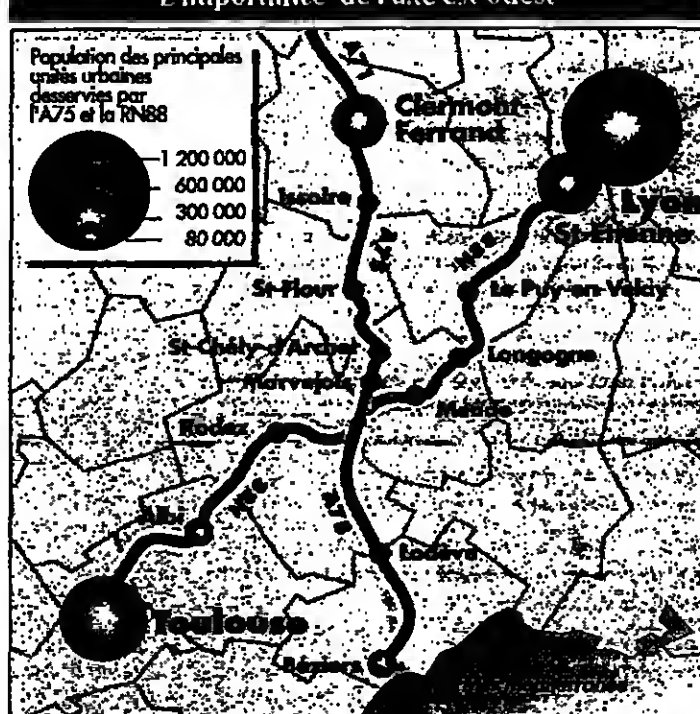
Dès lors, le premier ministre,

pendant un déjeuner avec plusieurs centaines d'élus, pouvait, en soulignant, feindre de refuser d'évoquer une campagne électorale dont tout le monde avait compris qu'il la menait déjà. D'ailleurs, M. Balladur n'a pas tout à fait respecté sa propre consigne de silence : il s'est prononcé pour une campagne « digne » et « optimiste », au cours de laquelle les élus et les autres oublieraient les « débats secondaires » et s'attacheraient à l'usage de certains arguments. Puis il a repris son rôle de plus en plus réel de chef de gouvernement, fixant à ses ministres, pour les mois à venir, trois priorités : la jeunesse, l'emploi, l'énergie. Lorsqu'il a affirmé que « le sentiment communautaire se répand que le pays est reparti de l'avant », c'était, seulement, bien sûr, pour quelques jours encore, en tant que premier ministre.

Jean-Louis Andréani

Ouvrir le Massif Central à prix d'or

L'importance de l'axe est-ouest



le comité interministériel d'aménagement du territoire trace pour la N 88 Est-Ouest un avenir de voie express à deux fois deux voies. Il faut dire que les élus de tous bords et de toutes origines s'étaient unis pour obtenir ce « coup de pouce » gouvernemental. Naïssait, en effet, le syndicat mixte d'étude et de promotion de l'axe européen Toulouse-Lyon, présidé par Marc Censi (UDF-PR), de Rodez et président du conseil régional Midi-Pyrénées. Pas moins de quatre régions (Rhône-

Alpes, Auvergne, Languedoc-Roussillon et Midi-Pyrénées), sept départements, sept villes importantes se sont penchées sur le berceau de cette association.

TRAITEMENT PRIVILÉGIÉ

Objectif : faire de cette route nationale un axe à vocation internationale, c'est-à-dire récupérer au profit du Massif Central une partie du très important trafic de la vallée du Rhône. Plusieurs études ont été menées, qui concluent à la nécessité d'un « traitement privilégié » de cet axe. L'Aveyron, dont le conseil général est présidé par Jean Puech (UDF-PR), ministre de l'agriculture et de la pêche, a donné le ton en créant un syndicat mixte départemental N 88.

C'est l'Etat qui doit assurer la maîtrise globale de l'ouvrage. Dix ans de travaux, pas plus, avait promis le premier ministre, Edouard Balladur, lors de la réunion de Mende. Certains craignent que les échéances ne soient pas respectées ; M. Censi le premier, qui déclarait en décembre : « La N 88, ce n'est pas un caprice d'élus locaux en mal d'idées électorales. C'est une logique nécessaire et urgente de développement pour les régions traversées. Cette incertitude à quelque peu irrité M. Puech, qui a demandé qu'un tracé précis soit au plus vite défini pour engager les crédits disponibles. Il est vrai que l'affaire n'est pas simple en certains endroits.

C'est le cas à Rodez, qui s'immerge à n'en plus finir : faut-il doubler la rocade actuelle et couper la ville en deux, ou contourner la ville par le sud-est ? Les 484 kilomètres du chantier ont été évalués à quel-que 10 milliards de francs. Les 300 kilomètres restants représentent 8 milliards de francs, dont 3 milliards de francs pour la seule région Midi-Pyrénées.

Gérard Vallès

FO, la CFE-CGC, le CNPF et le dialogue social

FO, la CFE-CGC et le CNPF ont accueilli fraîchement la proposition d'Edouard Balladur qui, lors de son intervention au « Forum de l'Expansion » (Le Monde du 13 janvier), avait indiqué qu'il serait « très heureux que les partenaires sociaux se rencontrent rapidement pour voir comment on peut parvenir à deux cent mille chômeurs de moins en 1995 ». Premier à réagir, Marc Blondel, secrétaire général de Force ouvrière, a déclaré, vendredi 13 janvier, qu'il « n'apprécie pas du tout le côté patelin, conseiller, du premier ministre quand il dit aux partenaires sociaux : « Discutez ! ».

« C'est se dégoûter les mains parce qu'il y a des consultations électro-rales », estime M. Blondel, qui a souligné que l'emploi est « avant tout la conséquence d'une politique économique ». A la sortie de sa rencontre avec la délégation de la CFE-CGC, le même jour, le nouveau président du CNPF, Jean Gandois, a rappelé que « l'activité et, même, l'activité du CNPF en matière de dialogue social n'ont pas nécessairement à être forcées par les déclarations gouvernementales ». Marc Vilbenoff, président de la CFE-CGC, a affirmé « n'avoir pas attendu les exhortations du premier ministre pour réclamer un nouveau dialogue social dans ce pays ». « Nous voyons dans les propos du premier ministre une certaine forme d'autocritique après la loi quinquennale », s'est-il plu à faire remarquer.

ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

■ UDF : Raymond Barre, député (apparenté UDF) du Rhône, a critiqué, vendredi 13 janvier, ceux qui jugent « impensable » sa candidature à l'élection présidentielle dès lors qu'Edouard Balladur se présente. Il estime qu'« en politique, comme ailleurs, il ne faut jamais prendre ses désirs pour la réalité ». La veille, Pierre-André Wiltzer, député général des adhérents directs de l'UDF, avait affirmé qu'une telle candidature est « impensable ».

SOCIAL

■ La modération des revendications salariales pourrait faire place en 1995 à une plus grande combativité, si l'on en croit les craintes des milieux patronaux. En effet, l'Union des industries métallurgiques et minières (UIMM) estime, dans son organe mensuel *Actualité*, que « certaines organisations syndicales qui n'ont jamais reculé devant les positions monolithiques ont saisi au vol l'occasion des derniers conflits importants pour avancer des revendications purement quantitatives ». L'UIMM s'attend à un climat social « plus tendu, sinon plus agité », par rapport aux situations généralement observées durant les périodes pré-électorales. De son côté, selon l'Association des directeurs du personnel ANDCP 69 % des dirigeants redoutent une plus grande agressivité des salariés en matière de salaires.

■ L'indice du coût de la construction, calculé par l'INSEE, s'est établi à 1 020 au troisième trimestre 1994, soit une hausse de 0,29 % en un an (il était de 1 017 au troisième trimestre 1993). Cet indice est l'un des éléments de référence pour la révision des loyers du secteur privé. Au premier trimestre, pour la première fois, l'indice avait été négatif (-0,59 %), mais ce mouvement avait été très exactement rattrapé au trimestre suivant.

■ Le comité confédéral national de Force ouvrière, réuni les 10, 11 et 12 janvier, a été le théâtre d'une vive agitation. La résolution générale adoptée à l'issue de ce CCN est la moins bien votée, depuis l'arrivée de Marc Blondel à la tête de FO en 1989. Évoquant le « meeting de défense de la Sécurité sociale » prévu le 29 janvier par FO au Palais des sports de Bercy, à Paris, Marc Blondel a déclaré que « le problème de la « Sécurité » est tel qu'il mériterait une grève ». « Nous n'écarterons pas l'idée d'en faire une », a-t-il ajouté.

DÉPÊCHES

■ METZ : Les socialistes quittent la majorité municipale. A la suite de l'annonce faite jeudi 12 janvier par Jean-Marie Rausch, sénateur-maire (Mouvement des réformateurs) de se rallier à Edouard Balladur, les socialistes ont annoncé leur décision de quitter la majorité municipale de Metz (Moselle). « Nous ne pouvons continuer à être aliés alors que vous soutenez un candidat qui, depuis deux ans, au nom du libéralisme, conduit une politique de régression sociale sans précédent ? », demande Dominique Gros, adjoint socialiste à l'environnement et aux espaces verts dans une lettre adressée à M. Rausch vendredi 13 janvier. Les socialistes avaient déjà fait part de leur intention de présenter une liste concurrente de celle de Jean-Marie Rausch aux prochaines élections municipales.

■ AFFAIRES : Philippe Garling, ancien directeur général des services de la région Alsace, a été remis en liberté sous contrôle judiciaire, mercredi 11 janvier. L'information a été recueillie, vendredi 13, auprès du parquet de Strasbourg qui a fait appel de cette décision. M. Garling avait été mis en examen et écroué en juin 1994, pour corruption, faux et usage de faux, trafic d'influence et délit de favoritisme, notamment pour un versement irrégulier de fonds publics destinés à financer l'étude Rhénania 2000. Celle-ci devait envisager de faire de l'Alsace « une Silicon Valley de l'audiovisuel ». Au total, une quinzaine de personnes ont été mises en examen dans cette affaire. L'enquête porte également sur l'attribution de marchés publics.

■ AGRICULTURE : députés et sénateurs sont parvenus, vendredi 13 janvier, à un accord en commission mixte paritaire sur le projet de loi de modernisation de l'agriculture. Ils ont approuvé les deux dispositions du gouvernement proposant un allègement de la part communale de la taxe sur le foncier non bâti ainsi que l'allègement de l'assiette des cotisations sociales par la prise en compte du revenu du capital foncier. Les députés ont accepté les amendements des sénateurs, notamment l'application d'un taux de 0,6 % pour le bailleur qui se substitue à un jeune dans les territoires ruraux de développement prioritaire et l'amortissement accéléré des dépenses de mise aux normes des bâtiments d'élevage.

Appel de cinq maires en faveur de la réquisition

CINQ MAIRES ont adressé un appel à leurs homologues, les invitant à « recourir dès maintenant » à leurs pouvoirs de réquisition. L'ancien ministre du logement, Marie-Noëlle Lienemann, maire socialiste d'Athis-Mons (Essonne), figure parmi les signataires aux côtés du communiste Jack Ralite (Aubervilliers, Seine-Saint-Denis), du socialiste Joël Battreux (Saint-Nazaire, Loire-Atlantique), du radical Jean-Pierre Tabardel (Crest, Drôme) et de Roger Winterhalter (Lutterbach, Haut-Rhin) du mouvement Alternative rouge et verte. « Nous, maires, en vertu des pouvoirs que nous confère le code des communes et dans des situations d'urgence, décidons de recourir dès maintenant à notre pouvoir de réquisition », écrivent ces maires.

Ils soulignent, notamment, que « la France n'a jamais connu autant de logements vacants, en particulier dans les centres-villes, où la réhabilitation spéculative devient le recours des professionnels pour tenter de faire remonter un marché déprimé ». « Sans être l'unique solution pour assurer à chacun un logement décent et, accompagnée d'une taxe d'habitation dans les villes en crise, la réquisition est un moyen prévu par la loi pour résoudre les situations les plus douloureuses et concrétiser une nécessaire solidarité, pour exercer une pression auprès des gros propriétaires et les amener à remettre leurs biens en usage », assurent les signataires. Marie-Noëlle Lienemann a déjà effectué des réquisitions dans sa ville et Jean-Pierre Tabardel a déjà pris, le 6 janvier, un arrêté de réquisition d'une HLM départementale, afin d'y loger huit familles.

Le Monde DE L'ÉDUCATION

NUMÉRO SPÉCIAL BAC

Dès cette année, le bac change. Un dossier pour aider les candidats et permettre aux parents de s'y retrouver.

Avec ce numéro :

- Les résultats au bac, lycée par lycée. Une enquête menée auprès de 2 350 établissements.

JANVIER 1995 - 25 F

Une fois chez votre libraire

مكتبة الشامل

Le parti
permet de

Ceci est
à l'at

un appel aux journaux



Libre 160 pages
19 rue St Jean (1 A)

L'objectif est d'éviter la concurrence entre municipalités

lement, pour favoriser une meilleure distribution des ressources. Deux exemples dans la Loire-Atlantique et en Franche-Comté.

tion des taux pendant trois ans », dit-il. Quant aux contribuables, qui vont donc voir apparaître une nouvelle colonne sur leur feuille d'impôt, ils ont reçu des assurances : les communes ayant délégué au district un certain nombre de dépenses — principalement la gestion des centres de secours —, l'impôt municipal devrait accuser un léger fléchissement. En fait, d'autres expériences françaises montrent que les municipalités sont peu enclines à réduire d'elles-mêmes leurs ressources, mais rien n'interdit d'espérer.

**Yves Decaen
et Bernard Pavot**

Cohabitation dans la préfectorale : une réponse de M. Carayon

histoire de porcherie, les raisons du départ de M. Thiéblemont doivent être, à mon sens, plutôt recherchées dans cette confusion des genres dont celui-ci avait orné sa personnalité. « Atypique », en effet, comme vous l'avez écrit, pour un préfet déjà écarté de son poste en Corse par... Pierre Joxe, alors ministre de l'intérieur.

[Le préfet déplacé après la crise corse de 1989 n'était pas Jean Thiéblemont, mais Jean-Gilbert Marzin, alors préfet de la région Corse et du département de la Corse-du-Sud, nommé en février 1990 préfet dans le Pas-de-Calais. M. Thiéblemont a été préfet adjoint pour la sécurité auprès du préfet de la Corse-du-Sud d'octobre 1989 à janvier 1991. - *Ch. B.*]

Comment respecter les normes quand on produit en zone de montagne avec des moyens limités ?

ni ménager sa peine ni gaspiller. Il ne peut donc pas se permettre de jeter au rebut le lot d'étiquettes qui lui restent chaque fois que change la réglementation sur l'épaisseur des lettres. Il ne comprend pas très bien qu'il lui faille payer pour obtenir l'appellation « montagne », alors qu'il vit à 1 150 mètres d'altitude, dans un secteur où il gèle huit mois sur douze et où la période de travail est réduite à cinq mois.

Michel Cartal ne refuse pas la réglementation, mais il souhaite qu'elle s'adapte, comme il s'est adapté à un terroir et à un climat bien particuliers. Sinon, il ne voit pas très bien ce que peuvent signifier les beaux discours sur la lutte contre la désertification des campagnes.

Des agriculteurs de montagne d'autres régions avaient fait le déplacement, lors de l'audience, afin de témoigner leur solidarité à leur collègue. La question est, à leurs yeux, de savoir quel sens on donne à la lutte contre la désertification des campagnes dès lors que l'on exige des petits producteurs le strict respect de normes qui oe tiennent pas compte de leur spécificité, les soupçonnant d'être « gros » exploitants d'être à l'origine des difficultés qui leur sont faites par les organes administratifs chargés de surveiller l'application des règlements.

Le débat n'a pas pu s'engager avec l'administration des fraudes : celle-ci était absente lors de l'audience. Le tribunal en a fixé une autre au 22 mars.

Jean-Pierre Foron

et un appel aux journalistes, aux intellectuels, aux élus, aux artistes pour m'aider à faire connaître ces idées. Merci.

Jean-Marc GOVERNATORI est fondateur de la Ligue Nationale contre le drogue, bienfaiteur des Restes du Cœur, l'Orphelinat Mutualiste de la Polynésie Nationale et d'une dizaine d'associations humanitaires. Coeur supérieur de gestion : 21 ans, 1 à 666 €, 6 32 ans, meilleur gestionnaire du Mobilier européen en 1992 (prix de 4 milliards de francs de France) et 1993 (prix de 4 milliards de francs de France) d'entreprises alors qu'il était le premier français de France. Aujourd'hui, il est expert en gestion d'entreprises. « Je suis infatigable à aucun parti politique, mais selon lui, un train au progrès humanitaire ».

[illegible]

**Et si
on arrêtait
nos conneries ?!**

Jean-Marc GOVERNATORI

Conférence
publique
du demandeur le 16
Janvier 1995 - 20h

**MAISON DE
LA MUTUALITÉ**

24 Rue St Victor
5005 Paris - Métro Maubert-Mutualité.

Livre 160 pages : 60 F (envoi compris) - Ce livre sera disponible par correspondance, à partir de Février 95
19 rue St. Jean d'Angely - 06300 NICE - Tél : (16)93.89.89.07 - Tél : 07.03.99.22 - Fax : (16)93.73.95.57

RÉACTIONS L'annonce de la révocation par le Saint-Siège de Mgr Jacques Gaillot, évêque d'Evreux, a provoqué une très vive émotion (nos dernières éditions datées du samedi 14

janvier). Mgr Gaillot a été nommé évêque in partibus de Partenia, un diocèse disparu de Mauritanie. Notifiée jeudi matin à Rome par le cardinal Bernardin Gantin, préfet de la congré-

gation des évêques, après que l'évêque d'Evreux eut refusé de renoncer lui-même à sa charge, cette mesure disciplinaire est entrée en vigueur dès le 13 janvier. ● LE SAINT-SIÈGE lui reproche

de « n'avoir jamais tenu compte des conseils et des observations concernant sa façon d'exercer le ministère épiscopal en communion doctrinale et pastorale avec l'Eglise ».

● QUALIFIÉE de « regrettable » par Mgr Robert Coffy, archevêque de Marseille, cette décision du pape Jean-Paul II est condamnée tant par l'abbé Pierre que par SOS Racisme.

La révocation de Mgr Gaillot trouble les catholiques français

La décision du pape de transférer l'évêque d'Evreux au siège épiscopal de Partenia (Mauritanie) est critiquée au sein même de la hiérarchie de l'Eglise

DE NOMBREUSES réactions d'émotion ont suivi l'annonce, vendredi 13 janvier, de la révocation de Mgr Jacques Gaillot, évêque d'Evreux. Officiellement, le Saint-Siège « a suspendu du gouvernement pastoral du diocèse d'Evreux, son excellence Mgr Jacques Gaillot, en le transférant au siège épiscopal de Partenia », c'est-à-dire en le nommant « évêque titulaire » (anciennement évêque in partibus) d'un diocèse disparu de Mauritanie.

Le communiqué du Saint-Siège

Voici le texte intégral du communiqué diffusé vendredi 13 janvier par le Saint-Siège :

1. Son Excellence Mgr Gaillot, évêque d'Evreux depuis le 20 juin 1982, au cours des dix dernières années, n'a jamais tenu compte des conseils et des observations concernant sa façon d'exercer le ministère épiscopal en communion doctrinale et pastorale avec l'Eglise.

2. A trois reprises, à Nancy en 1987, à Rome en 1992 et en 1995, le cardinal préfet de la congrégation pour les évêques s'est longuement entretenu avec lui pour lui faire part des questions, des inquiétudes et des réactions négatives que suscitent son comportement, ses prises de position et ses fréquents voyages hors de son diocèse.

3. A l'occasion de la visite « ad limina », le Saint-Père n'a pas manqué de lui adresser un sérieux avertissement de ne plus agir hors de la communion ecclésiale.

4. En leur qualité de présidents de la Conférence des évêques de France, le cardinal Albert Decourtray en 1989, et Son Excellence Mgr Joseph Duval en 1994 ont successivement rappelé Mgr Gaillot à ses devoirs d'évêque de l'Eglise catholique. Dans une déclaration commune avec le cardinal Decourtray, le 15 février 1989, Mgr Gaillot avait pris des engagements sur certains points relatifs à la foi, au magistère du Saint-Père et à la discipline canonique.

5. Malheureusement, le prélat ne s'est pas montré apte à exercer le ministère d'unité qui est le premier devoir d'un évêque.

Bien qu'il était connu que les liens du prélat de l'Eure avec l'épiscopat français se fussent dégradés depuis plusieurs mois, l'annonce de sa révocation — une décision exceptionnelle — a provoqué l'effet d'une bombe dans les milieux catholiques, y compris chez ceux qui s'y attendaient le plus. Visiblement très troublé, le Père Jean-Michel di Falco, porte-parole de la Conférence des évêques de France, a lu vendredi 13 janvier un texte de Mgr Joseph Duval, son président, dans lequel celui-ci se déclare « triste pour Mgr Gaillot, pour le diocèse d'Evreux, pour l'Eglise ». « Je n'ai cessé d'espérer que nous ne connaîtrions pas cette situation », écrit Mgr Duval, qui envoyait en avril 1994 une lettre d'admonestation à l'évêque d'Evreux. De telles situations révèlent un malaise. (...) Elles créent une incompréhension ».

« Tristesse » également pour l'abbé Pierre, « indignation » dans nombre de mouvements chrétiens, tels la Jeunesse étudiante chrétienne (JEC), pour qui « Jacques Gaillot est un des rares à avoir eu le courage de prendre des positions franches sur des sujets restés tabous pour l'Eglise catholique ». Les prêtres de la Mission de France se disent « stupéfaits et étonnés ». Les prêtres ouvriers de Caen se déclarent « étonnés, stupéfaits, scandalisés » et invitent ceux qui partagent leur réaction à écrire à Mgr Duval. Et les diacres du diocèse de l'Eure appellent les sympathisants de Mgr Gaillot à se réunir silencieusement dimanche 15 janvier à 15 h 00, devant tous les évêchés de France.

« TRANSGRESSION PERMANENTE » Ancien curé des Mingettes et actuel animateur du pôle Magreb-Islam du diocèse de Lyon, Christian Delorme voit dans la révocation de Mgr Gaillot une manœuvre politique de l'« establishment romain » contre un prélat trop « gauchisant », « que l'on a si bien surnommé le « Monseigneur des autres » ». SOS Racisme, toujours soutenu par Mgr Gaillot, se déclare « profondément choqué », rappelant que l'évêque d'Evreux « avait réussi à concilier sa foi chrétienne et une conception ouverte et moderne de la religion ».

Christian Terras, directeur de la publication de la revue catholique progressiste *Gaïas*, se déclare, nous rapporte notre correspondant à Lyon Acacio Pereira, « très touché, indigné et même étonné » par cet acte « inquisitorial de Rome qui constitue

une première dans l'Eglise de France ». Auteur d'un ouvrage — *La face cachée de l'affaire* — consacré à Mgr Gaillot et à ses débâcles avec le Vatican, il estime qu'en agissant ainsi, le Saint-Siège souhaite « flétrir l'âme progressiste du catholicisme ». Il entend mener très rapidement une action symbolique qui pourrait être l'occupation de l'évêché d'Evreux. Cette onde de choc, qui a atteint jusqu'à la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), qui rend hommage au « sens profond de l'humanité » de Mgr Gaillot, a cependant laissé peu de résonance chez les évêques du prélat d'Evreux. Mgr Pierre Eyt, cardinal archevêque de Bordeaux, a estimé que la décision du Saint-Siège était une mesure « regrettable pour tout le monde », « malheureusement prévisible parce qu'un climat de confiance limitée régnait depuis très longtemps entre Mgr Gaillot et les évêques de France ». Le cardinal Robert Coffy, archevêque de Marseille, a regretté « que cette décision ait été prise si

brutalement, si rapidement » et relève que Mgr Gaillot « n'a pas eu de phrases qui soient contraires à la doctrine chrétienne ».

Dans la délégation du Vatican qui suit le pape à Manille, rapporte notre envoyé spécial Henri Tincq,

personne ne se risquait à un commentaire, samedi 14 janvier, sur la révocation de Mgr Gaillot. Joachim Navarro-Valls, porte-parole de Jean-Paul II, a indiqué que cette sanction était « l'aboutissement d'un long processus », que des « contacts directs »

avaient toujours existé entre Mgr Gaillot et le prélat de la congrégation des évêques. Il a affirmé que « plusieurs centaines de lettres » étaient arrivées ces dernières années à Rome, signées par des fidèles catholiques de France pour se plaindre des agissements de l'évêque d'Evreux.

Parallèlement aux Philippines, le cardinal Lustiger, archevêque de Paris, a indiqué que l'annonce de cette sanction du Vatican, à un moment où le pape se trouve hors de Rome, était « une simple coïncidence de date ».

Pour l'archevêque de Paris, la mesure prise à l'égard de Mgr Gaillot est le fruit d'un long processus de dégradation des rapports entre l'évêque d'Evreux, d'un côté, la conférence épiscopale française et Rome de l'autre. En dépit de « discussions très fraternelles », a-t-il ajouté, Mgr Gaillot « s'engouffrait dans une attitude de transgression permanente ».

Une décision rarissime

La révocation d'un évêque de sa charge est une décision rarissime, qui n'avait pas été prise à l'encontre d'un évêque français depuis la Libération. Il s'agit d'une mesure disciplinaire, prévue par le droit canon (canon 194). Elle est prise par décret par le prélat de la congrégation des évêques à Rome et doit être distinguée de l'excommunication, qui est une mise à l'écart de l'Eglise. Mgr Jacques Gaillot, lui, reste dans l'Eglise. Nommé évêque titulaire de Partenia, un diocèse qui a disparu en Mauritanie, il conserve son rang d'évêque et a droit à une pension. A la différence des évêques dits « résidentiels » ou « diocésains », dont le titre correspond au diocèse sur lequel ils ont juridiction, les évêques titulaires reçoivent un titre d'évêché, mais sans juridiction sur celui-ci. Ce titre est choisi parmi la longue liste des évêchés des premiers siècles qui ont disparu à la suite notamment de l'islamisation de territoires chrétiens à partir du septième siècle. Canonisés à un « diocèse mystique », les évêques titulaires sont aussi connus sous le nom d'évêques in partibus infidelium (dans les contrées des infidèles).

L'enfant terrible de l'épiscopat

LE SAINT-SIÈGE pouvait-il bénir meilleure étiquette ? Mgr Jacques Gaillot nommé évêque in partibus d'Evreux de Partenia, « diocèse mystique », contre l'attente abandonnée par les chrétiens aux premiers siècles. Mgr Gaillot, évêque de nulle part. Prélat à part, évêque en marge, iconoclaste et provocant, enthousiasmant ou agaçant.

Enfant terrible de l'épiscopat français, Mgr Gaillot, cinquante-neuf ans, a bien sûr senti souffler sur lui le vent de l'ère vaticane. « Ton attitude dans les médias devient de plus en plus intolérable », lui avait écrit en avril 1994 Mgr Joseph Duval, archevêque de Rouen et président de la Conférence des évêques de France. La distance affichée par rapport à ses frères dans l'épiscopat est pour nous source de souffrance et, pour beaucoup de catholiques, un objet de scandale. Jacques, tu ne peux plus avancer dans la voie que tu as prise ».

Mais comment pouvait-il s'arrêter ? Son premier scandale, il le provoque un an à peine après avoir été nommé évêque, en mai 1982, par sa présence au tribunal d'Evreux, où est jugé un objet de conscience. Quelques mois plus tard, il vote contre le texte épiscopal *Gagner la paix*, qu'il juge trop indulgent pour l'arme nucléaire. L'année suivante, grande année de « guerre scolaire », le voici qui signe des pétitions en faveur de l'école laïque.

Du violet épiscopal qu'il ne porte guère, il retient le symbole : la tempérance et l'apaisement. En février 1987, on le voit à Athènes dans le « bateau pour la Palestine », qui restera à quai. Avec des militants communistes, il se rend en Afrique du Sud pour visiter la geôle de Pierre-Jean Albertini, jeune coopérant français originaire d'Evreux détenu au Ciskei. Il reçoit à sa table Ibrahim Souss, le représentant de l'OLP à Paris, et donne, à Tunis, l'accolade à Yasser Arafat au cours de la cérémonie du quarantième jour suivant l'assassinat d'Abou Jihad, le numéro deux de l'OLP.

Ce fils de négociant en vins originaire de la Haute-Marne est partout. « Ma vie, dit-il, ne sent pas le renfermé ». Il navigue d'universités

en congrès, au Nicaragua, à Louvain ou à Bologne. Il est membre du bureau local de SOS-Racisme. Il se bat contre la peine de mort dans le département ébranlé par l'assassinat de la petite Delphine Boulay. Il va à la préfecture défendre des expulsés et des immigrés, rend visite à des prisonniers, descend à l'usine Renault de Cléon (Seine-Maritime), qui est en plein conflit social, et s'en prend, sans-culotte au moment du Bicentenaire, à « la dernière Bastille : l'impérialisme économique ».

UN EVÊQUE LIBRE. Jacques Gaillot veut être évêque libre, comme on disait, il y a deux septennats, d'une radio qu'elle était « libre ». Homme de paroles médiatisées, de coups de cœur et de tête, de coups de gueule aussi, sur tout problème de société, l'évêque d'Evreux ne varie pas. Il est pour la pilule abortive, pour l'usage du préservatif comme moyen de lutte contre le sida, pour l'ordination d'hommes mariés.

« Il faut perturber l'indifférence », disait-il au Monde en 1988, « habiter dans la maison des autres, pour mieux renouveler la sienne ». Alors, Mgr Gaillot déménage. En 1989, on le lit dans *Lui ou Gay Pied*, le magazine des homosexuels. On le voit dans « Stars à la barre » défendre *La Dernière Tentation du Christ*, le film controversé de Martin Scorsese. Plus récemment, on l'observe à « Frou-frou », l'émission de Christine Bravo. Et on l'entend sur France-Inter à « Rien à cirer ». Lui en fait-on grief ? « Qu'est-ce qui importe ? répond-il. Ce que l'on dit ou l'endroit où on le dit, fessait d'être présent là où aucun d'entre nous ne l'est et de m'adresser à des gens que nous n'atteignons jamais ».

Fidèle à l'esprit réformateur du concile Vatican II, Jacques Gaillot emprunte donc, souvent seul (et c'est ce qu'on lui reproche), des chemins pour l'Eglise incertains. Dans le même sillon que l'abbé Pierre, on le voit jeter son regard limpide et bleu sur les déshérités, les mal-logés, les sans-abri, comme ceux, récemment, de la rue du Dragon. En août dernier, on aperçoit sa

courte silhouette à Folembray, où il se rend pour donner l'accolade à un imam tanzanien d'intégrisme qu'il tient personnellement pour un homme de tolérance.

Mais entre lui et le Saint-Siège, le mantelet brûle déjà depuis trop longtemps. Et les évêques, en France, supportent de moins en moins bien les turbulences de ce franc-tireur. Or voilà le dilemme : comment faire taire le médiatique excentrique sans en faire un martyr ? En janvier 1989, Mgr Gaillot est interdit de « boîte à lettres » sur le 3615 Gabriel, le serveur Minitel de l'Eglise catholique. Le 15 février, il signe une déclaration d'apaisement avec le président de la Conférence des évêques de France.

Mais pour Jacques Gaillot, si la plume peut être servie, la parole reste libre. Ses multiples interventions télévisées, un dialogue avec Eugen Drewermann, le théologien et psychanalyste contestataire allemand, sur Arte, un livre critique ouvertement la politique d'immigration de Charles Pasqua, qui agace particulièrement le conseil permanent de l'épiscopat, consomment donc le divorce. Ainsi qu'un point de vue publié dans *Le Monde*, le 6 novembre 1993, en pleine assemblée plénière des évêques à Lourdes, où les prélats discutent de la crise du clergé. Mgr Gaillot y lance un cri d'alarme sur la chute dramatique, en France, du nombre des prêtres et déclare : « On se contente en fait de continuer l'Eglise telle qu'elle a été en assurant la survie d'un fonctionnement appauvri. Pourquoi tant de blocages et si peu d'imagination ? »

« Un jour peut-être, avait-il déclaré en septembre sur France-Inter, sans trop tarder quand même, quand les affaires se calmeront, j'aurai la sagesse de démissionner, de ne plus être évêque (...). Il ne faut pas rester trop longtemps évêque, parce qu'il y a une usure de l'autorité et du pouvoir. Puis par respect pour les gens. » Selon son vœu, l'exclut d'Evreux pourra donc aujourd'hui « servir humblement » dans un lieu d'exclusion.

Jean-Michel Dumay

Le père Paul Valadier : « L'autoritarisme contre l'autorité »

Le père Paul Valadier, jésuite, professeur de philosophie morale et politique au Centre Sèvres et à l'université catholique de Lyon, ancien rédacteur en chef de la revue *Etudes* de 1981 à 1989, qui fut écarté de ce poste en raison de ses prises de position sur l'ouverture du catholicisme à la société moderne, nous a adressé le texte suivant :

On savait bien que les nuages s'accumulaient ; on redoutait cette décision, tout en espérant que la sagesse l'emporterait. Eh bien, voilà qui est fait : Mgr Gaillot est « suspendu », sa charge épiscopale lui est retirée. Il convient d'abord de dire haut et fort à celui qui est ainsi frappé, sans autre forme de procès, et malgré les réticences qu'on a pu avoir sur telles de ses prises de position combien on se sent proche de lui et fraternellement solidaire en ces heures de solitude et d'incompréhension.

D'aucuns vont applaudir une décision qu'ils attendaient et qu'ils souhaitaient ; ils vont voir là la frappe indiscutable d'un acte d'autorité dont une Eglise a besoin pour remettre de l'ordre et ramener dans le droit chemin les égarés. Or il se pourrait bien qu'une fois de plus ces inconditionnels de toute forme d'autoritarisme commettent une grave erreur de jugement. Car, à travers la suspension d'un évêque, c'est l'autorité des évêques en tant que telle qui

risque bien de se trouver ébranlée et compromise. On sait déjà à quel point dans nos pays la fonction épiscopale est sujette de toutes parts à la critique, et combien peu d'hommes en place parviennent à bénéficier de ce type d'autorité qu'on ne reçoit pas par mandat seulement, mais qu'on gagne par la force et le rayonnement de sa personnalité. Que cela ait pu ou non, Mgr Gaillot jouissait auprès de beaucoup, et bien au-delà des frontières de l'Eglise catholique, d'une telle autorité.

Comment, dira-t-on alors, un évêque, même entouré de considération et de respect à cause de ses prises de position dérangeantes et courageuses, ce n'est donc qu'une sorte de grand commis qu'on peut démettre de son poste et renvoyer de ses fonctions, sans explication, sans justification publiquement explicitée ? Pourra-t-on attendre des fidèles catholiques, et plus encore des autres, qu'ils manifestent de la considération et du respect envers des hommes que l'autorité supérieure traite comme on vient de le voir ?

On ne peut donc que regretter une fois de plus les effets pervers de l'autoritarisme : au lieu de fortifier une fonction nécessaire dans l'Eglise, des actes comme la suspension de Mgr Gaillot discréditent l'autorité ; ils obtiennent l'inverse de ce qui est souhaité. Un douloureux glâcis.

Les convictions tranquilles de l'évêque d'Evreux

EVREUX de notre envoyé spécial « Vous vous souvenez de moi ? Je suis venu vous dire que c'est injuste. Vous nous avez tellement aidés ! ».

Jacques Gaillot, pressé de questions par les journalistes, saisit les deux mains de Stéphane, un sans domicile fixe d'Evreux. L'évêque sourit mais ne dit pas un mot au jeune homme. Le SDF comprend que son « ami Jacques » ne l'a pas oublié.

Le salon de l'évêché d'Evreux où Jacques Gaillot accueillait ses invités, célèbres ou anonymes, n'a pas désempli, vendredi après-midi. Rentré de Rome en fin de matinée, le prélat a immédiatement reçu la visite de paroissiens du diocèse, de prêtres visiblement traumatisés par le choc qu'ils venaient de subir. Saisis par l'émotion avaient conscience de participer en direct à un acte historique de l'Eglise catholique ? Le déferlement des « amis journalistes », des antennes paraboliques, des enrou-

electrogènes et camions-régie de télévision installés dans les jardins de l'évêché leur aura soudain rappelé que l'enjeu dépassait le cadre de leurs paroisses.

Peut-être quelques-unes de ses ouailles auront-elles été surprises par la tranquillité de leur évêque. A la fois plus rond et plus incisif qu'en d'autres circonstances, l'évêque d'Evreux n'a pas caché un sentiment fort de « libération ». Son récit de l'entretien avec les trois évêques qui ont prononcé le jugement — « comme le tribunal de Jeanne d'Arc » — évoquait plus un grossier avatar du régime stalinien qu'un débat théologique. « J'ai eu droit à un relevé des difficultés rencontrées ces dernières années. Dans mon dossier il y avait toutes les plaintes contre moi : le célibat des prêtres, le préservatif... Egalement mes prises de position dans les médias », raconte Mgr Gaillot. Il poursuit en évoquant la sentence de ses juges : « Nous avons pris la grave décision que demain à midi

vous n'aurez plus la charge d'évêque d'Evreux ». Aurait alors été offerte au condamné une démission volontaire : « Dans ce cas vous serez évêque émérite d'Evreux ; sinon vous serez évêque transféré », aurait conclu le « tribunal ». Jacques Gaillot a donc refusé de céder et sourit de son choix : « Je reste évêque mais je ne sais pas très bien de qui je dépend et j'ignore ma prochaine destination ».

UN SENTIMENT DE LIBÉRATION A-t-il vraiment tenté de convaincre ceux qui l'avaient convoqué ? Il se déclare persuadé que « la décision était déjà prise depuis quelques temps ». Il évoque cependant une « totale surprise ». « J'ai appris à ne pas avoir peur de l'Eglise, dit-il. Alors j'y suis allé naïvement en me disant « On va dialoguer ». Une souffrance » le taraillait en quittant Rome mais aussi, reconnaît-il, « le sentiment d'une certaine libération ».

Contraint de se taire ? Transformat-il par la grâce du Vatican en électron libre de l'Eglise, rien ne devrait l'empêcher de parler. D'ailleurs il n'a aucun regret de ce qu'on lui a reproché. Le débat avec le théologien allemand Eugen Drewermann sur Arte ? « Il pose les bonnes questions à l'Eglise. Je reconnais qu'il fait peur mais on peut au moins l'écouter ». Cet ennemi accroché entre l'évêque d'Evreux et la hiérarchie de l'Eglise aurait-il décidé le Vatican à agir ? Fort du courant de sympathie qui s'est immédiatement porté vers lui, Mgr Gaillot n'a pas manqué, vendredi après-midi, de plaindre « la plupart des évêques qui auront à gérer cette décision ».

Eloigné d'Evreux, Jacques Gaillot n'en reste pas moins déterminé à poursuivre son action auprès des victimes du sida et des prisonniers. « Je ne suis pas évêque à mon camp », a-t-il averti, signifiant son refus de l'isolement.

Etienne Remont

سكائن الإسلام

Les mesures de prévention de la violence scolaire demeurent des exceptions

Selon une étude, l'éducation nationale peine à mener de véritables politiques de prévention

Un rapport de l'inspection générale de l'éducation nationale sur la violence scolaire vient d'être remis au ministre François Bayrou. Sans

présenter un bilan précis des actes de violence, il s'attache à décrire les mesures prises par l'institution scolaire. Le rapporteur note que les aca-

démies ayant développé des politiques de prévention et de formation des enseignants font figure d'exceptions.

SUR LA POINTE des pieds et avec le soulouable de ne pas stigmatiser les zones et les établissements « sensibles », l'inspection générale de l'éducation nationale vient de conduire une enquête sur la violence scolaire, dans dix-huit académies. Commandée il y a un an par le ministre de l'éducation nationale, François Bayrou, elle est la première du genre depuis dix ans. Il s'agissait moins, comme le suggère le rapporteur, Georges Fotinos, de comptabiliser les actes de violence que de savoir quelles réponses étaient apportées par l'institution et avec quelle efficacité.

L'état des lieux tient donc en un chiffre et deux exemples. Dans les académies dites « sensibles », qui sont généralement celles qui se sont dotées des outils d'observation les plus fiables, le nombre d'incidents tourne en moyenne autour de 250 à 300 par an. Il concerne essentiellement les collèges, d'abord les élèves, ensuite les professeurs. Il s'agit surtout de violence physique, d'agressions verbales, de dégradations et de vols.

Outre le flou des définitions, la mesure exacte du phénomène est d'autant plus difficile à prendre que, dans la moitié des dix-huit académies concernées par l'enquête, « aucun bilan n'est possible » et aucune politique globale n'est conduite par les recteurs. L'enquête ne précise pas, et c'est dommage, si les caractéristiques scolaires et sociales de ces académies les dispensent véritablement de tout effort dans ce domaine.

Les académies où s'élaborent de véritables politiques de prévention et de formation constituent visiblement l'exception. Le rapport cite par exemple, sans le nommer, le cas d'un département comptant 22 zones d'éducation prioritaire (ZEP) « où se sont révélés près de 600 incidents en 1991-1992 et où il n'existe aucune politique académique, ni directives rectlectorales ou départementales prenant en compte ce phénomène ».

Même si des changements de comportement sont « perceptibles », à l'égard notamment des partenariats qui se nouent avec les

services de police et de justice, si la loi du silence devient exceptionnelle, si la violence n'est plus perçue seulement comme venant du dehors, les évolutions sont lentes. Sauf exception « exemplaire » dans une seule académie, la formation continue proposée aux personnels de l'éducation nationale ne paraît guère à la hauteur des besoins. L'approche est trop généraliste ou « ex cathedra », limitée à la psychologie de l'adolescence ou à la sociologie. En outre, ces formations qui n'ont guère que deux à trois ans d'existence, « ciblées » sur les enseignants et les conseillers d'éducation, ne concernent presque jamais les chefs d'établissements, encore moins les instituteurs.

GAGE DE BONNE VOLONTÉ

Du côté de la formation initiale, la prise de conscience est aussi très inégale. La moitié des instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM) ignorent ce thème dans leur plan de formation. Un seul, celui de Créteil, en a fait une

priorité, proposant des modules de formation sur le thème « enseigner en banlieue » et des stages en situation dans des établissements sensibles. L'inspection générale demande d'ailleurs, dans les recommandations qui accompagnent le rapport, que soit « affirmée officiellement » la nécessité d'actions spécifiques de formation et que se généralise, pour tous les futurs enseignants, ce type de stage.

Le ministre de l'éducation nationale rend public ce rapport — ce qui n'est guère habituel —, et promet des « solutions concrètes » au moment où il négocie avec les chefs d'établissement des mesures de revalorisation financière et une réforme de leur statut, notamment sur les problèmes de sécurité et de responsabilité. Cela apparaîtra comme un gage de bonne volonté à l'égard des plus « exposés » d'entre eux, qui dirigent les 200 à 300 établissements étiquetés à « hauts risques » par l'inspection générale.

Christine Garin

Le responsable présumé des attentats au Maroc arrêté en Allemagne

Abdelilah Ziad, alias « Rachid », un Marocain résidant habituellement en France et qui est l'un des responsables présumés de l'attentat contre un hôtel de Marrakech (deux touristes espagnols tués, le 24 août), a été arrêté en Allemagne le 31 décembre, selon un communiqué du 13 janvier émanant du ministère marocain de l'intérieur. Les membres des commandos actuellement jugés devant la cour d'appel de Fès pour avoir participé en août à une campagne d'attentats au Maroc avaient présenté « Rachid » comme l'un de leurs commanditaires : ce Marocain âgé de trente-six ans les aurait recrutés en France pour participer à des stages d'entraînement paramilitaire, puis aurait organisé les attentats de Casablanca, Fès et Marrakech.

L'arrestation de « Rachid », opérée à la suite d'un mandat d'arrêt international lancé par le Maroc, a été tenue secrète pendant quinze jours, alors même que le procès de Fès s'était ouvert le 10 janvier sur la base d'un dossier d'instruction incomplet (Le Monde des 11 et 12 janvier).

Le président du conseil régional de la Martinique mis en examen

Emile Capgras, président du conseil régional de la Martinique, a été mis en examen pour « délit d'ingérence », vendredi 13 janvier, par le juge d'instruction Stéphane Tamalet après deux heures d'audience au palais de justice de Port-de-France. Le parti communiste martiniquais (PCM), dont M. Capgras est membre, s'est élevé contre cette mise en examen en expliquant que « la procédure d'urgence utilisée par le président Capgras pour faire réaliser, à la rentrée de 1992, des travaux à la cuisine de la cité scolaire de l'Unité » (commune de Martinique) était à l'origine de cette affaire. Parmi la vingtaine d'entreprises retenues pour ce chantier figurait le cabinet d'études Serge Capgras, dirigé par le fils du président du conseil régional, qui a été mis en examen pour « complicité et récel d'ingérence ».

■ **TAPIE** : l'ordonnance sur la demande de suspension des effets provisoires du jugement de liquidation judiciaire personnelle visant le député (Radical) des Bouches-du-Rhône sera rendue le 27 janvier, a annoncé, vendredi 13 janvier, Myriam Ezratty, premier président de la cour d'appel de Paris. Bernard Tapie avait demandé en référé la suspension du jugement de liquidation judiciaire prononcé le 14 décembre par le tribunal de commerce de Paris. Selon l'avocat général Serge Armand, « les moyens invoqués par M. Tapie pour réclamer cette suspension ne sont pas incontestables et sérieux ». La liquidation personnelle du député entrainerait son « incapacité » à « exercer toute fonction publique électorale » durant cinq ans.

■ **LONGUET** : le président du Parti républicain se présentera lundi 16 janvier devant le juge d'instruction Mireille Filippini aux fins de notification de sa mise en examen pour récel d'abus de biens sociaux dans le dossier relatif à la villa de Saint-Tropez. Gérard Longuet a annoncé sa convocation vendredi 13 janvier à Nancy (Meurthe-et-Moselle) en marge de la signature d'une convention de la région Lorraine avec une entreprise d'insertion de RMIstes. Au sujet des enquêtes judiciaires sur le financement de sa formation politique, M. Longuet s'est déclaré « solidaire de l'ensemble des responsables du PR » et prêt à assumer « les responsabilités qui sont celles d'un chef de parti ».

■ **ENVIRONNEMENT** : une cinquantaine de kilogrammes d'uranium 238 faiblement radioactif ont été découverts dans des fûts à l'intérieur d'une décharge illégale installée sur une ferme du Northamptonshire (centre de l'Angleterre), a annoncé la police britannique, vendredi 13 janvier. L'exploitation agricole, située à Chevelton, a été fermée et les autorités ont averti qu'il pouvait y avoir un danger de contamination pour les personnes ayant été en contact avec le matériel radioactif.

■ **CORSE** : un attentat à la voiture piégée a visé une agence France Télécom de Bastia, dans la nuit du vendredi 13 au samedi 14 janvier, blessant légèrement un passant. Le rez-de-chaussée de l'agence a été complètement détruit. Aucune signature revendiquant l'attentat n'a été relevée sur les lieux.

■ **EXCLUSION** : le tribunal de Tours ordonne l'expulsion de trois SDF. Le tribunal de grande instance de Tours a ordonné, vendredi 13 janvier, l'expulsion immédiate de trois sans-domicile-fixe qui avaient occupé, dans la nuit du 4 au 5 janvier, une maison de retraite désaffectée promise à la démolition. Propriétaire des lieux, le Centre communal d'action sociale (CCAS), agissant par son représentant légal, Jean Royer, maire de Tours, avait réagi en assignant en référé Xavier, Christophe et Youssef. Le président du tribunal a estimé que « la légitimité de l'action de vive force des occupants de l'immeuble ne saurait être assise sur l'exercice d'un droit au logement » de la loi Besson qui primait le droit de la propriété. Tandis que le défendeur des SDF, M. Moysan, a annoncé son intention d'interjeter appel, le Comité tourangeau pour le droit au logement a indiqué que des dossiers de réquisition de logements allaient être déposés. (Corresp.)

L'affaire Névache provoque un véritable séisme dans la classe politique grenobloise

GRENOBLE

Les révélations du Monde du 10 janvier à propos de l'existence d'un « grand arrangement » financier entre les partis et les groupes politiques de l'agglomération grenobloise, représentés au sein du Syndicat intercommunal (SIEPARG), ont provoqué un véritable « séisme » au sein de la classe politique locale. Les formations politiques dont les élus siègent dans l'instance intercommunale ont vivement réagi et réfuté les accusations portées contre ces derniers.

Ainsi la fédération de l'Isère du Parti communiste « dément formellement que le PCF et ses élus aient participé à un « accord » dont le but aurait été son financement par des entreprises (...) Nos ressources sont connues et transparentes : elles proviennent des cotisations de ses adhérents, de la souscription populaire, et du versement par les élus de leurs indemnités à leur parti ». Quant au RPR de l'Isère, il affirme dans un communiqué signé par son trésorier, Georges Remond, que « la liste des entreprises donatrices est publiée au journal officiel par l'intermédiaire de la commission nationale des comptes de campagne et des financements des partis politiques ».

De leurs côtés, les élus mis directement en cause soutiennent que leurs communes respectives n'ont bénéficié « d'aucune manière, et à aucun moment, d'une répartition des « bénéfices » ni d'un « arrangement » sur les travaux intercommunaux ». Les maires socialistes d'Ey-

bens, de Gières, de Poizat et de Saint-Egrève (Mouvement des citoyens) estiment que « cette mise en cause se fait dans un amalgame où sont confondus groupes politiques, villes et notables, ce qui conduit inévitablement le lecteur à penser que les élus ont participé à des arrangements ou directement bénéficié de financements occultes, ce qui n'est évidemment pas le cas ».

UN « SYSTÈME MAJEUR »

Le président de la communauté de communes, Robert Magnin (CDS), a affirmé vouloir faire la preuve de la bonne foi de l'institution qu'il dirige depuis 1985. Il a rappelé que le Syndicat intercommunal d'études, de programmation et d'aménagement de la région grenobloise (SIEPARG) a été contrôlé à deux reprises pour les exercices 1983-1986 et 1986-1991. « Aucune pratique délictueuse n'a été constatée », a déclaré M. Magnin. Il va toutefois demander à la chambre régionale des comptes de Rhône-Alpes d'effectuer un « contrôle approfondi » de son syndicat.

En revanche, les organisations et partis politiques exclus de la gestion du SIEPARG, comme Radical, se déclarent « obassurés et écorchés » par le système de financement occulte de la vie politique locale. De son côté, l'association Grenoble Objectif 95, qui rassemble des élus de gauche, socialistes, radicaux, Mouvement des citoyens, écologistes, dans la perspective des prochaines élections municipales, écrit : « Nous ne devons pas avoir peur de la vérité. La corruption a eu, aussi pour complice, ces dernières an-

nées, tous ceux qui par leur silence complicité l'ont dissimulée. » Quant au maire par intérim de Grenoble, Pierre Gascon (CDS), qui ne siège pas au SIEPARG, il n'exprime aucun étonnement à propos des révélations du Monde.

Sur l'antenne de Radio France Isère, il a notamment affirmé que « du temps de Louis Mermet [président du conseil général de l'Isère jusqu'en 1985] les mêmes bruits couraient. Il ne faut pas faire de l'angélisme. On sait bien que les partis se finançaient par des moyens illégaux. Cela ne doit pas se produire qu'à Grenoble. Si je n'ai pas participé à ce système, je n'aurais pas l'imprudence de faire croire que je n'étais au courant de rien et que je croyais que l'argent des partis politiques était distribué par des anges ».

Enfin, sur la même radio, le conseiller municipal divers gauche de Échirolles, Alain Arvin-Bérod, qui fut premier adjoint du maire communiste de cette commune jusqu'en 1988, et qui, à ce titre, siègea au SIEPARG, affirme que « les structures intercommunales sont devenues des écorces pour les partis politiques qui ne rendent compte de leur action à personne. Et donc on se retrouve dans un « système majeur » où les partis discutent autour d'une table pour décider des pourcentages qui leurs sont attribués en matière d'eau, d'assainissement, de transport, d'ordures ménagères et de pompes funèbres. Ce sont ainsi des marchés énormes qui se trouvent corrompus par une poignée de dirigeants politiques qui n'ont pas à respecter les règles économiques ».

Claude Francillon

SPORTS

Dennis Conner s'incline devant les filles d'« America »

Le vétéran de la Coupe de l'America avait raté son départ

SAN DIEGO

de notre envoyé spécial L'équipage féminin d'America n'a pas manqué son rendez-vous avec l'histoire de la Coupe de l'America (Le Monde du 13 janvier). Après le report de la première régate de la Coupe Citizen des défenseurs, déprogrammée jeudi 12 janvier à cause des conditions atmosphériques exécrables qui ont provoqué de graves inondations dans le centre et le nord de la Californie, les « cubettes » ont profité d'une accalmie, vendredi 13, pour signer la première victoire d'un équipage féminin aux dépens de Dennis Conner, le plus expérimenté des skippers de la Coupe de l'America avec sept campagnes, dont quatre victorieuses (1974, 1980, 1987, 1988).

Si les filles d'America étaient sans doute émuës au moment de se présenter sur la ligne, au point de mal calculer leur approche, le plus nerveux s'avéra être Dennis Conner, pénalisé d'emballement lors du pré-départ pour avoir refusé une priorité tribord à ses adversaires. Le temps d'effectuer ses deux tours de pénalité autour de la

bouée et le bateau vainqueur de l'édition 1992 s'était irrémédiablement échappé. Très motivées contre le skipper de Stars and Stripes qui les aurait qualifiées en privé de « bunch of lesbians » (horde de lesbiennes), l'équipage d'America a profité d'un vrai « temps de jeune fille », avec six noeuds de brise et une petite houle résiduelle, pour tenir à distance « Big bad Dennis » (le grand méchant Dennis).

DÉFORMATION DE LA COQUE

Distant de 1 minute 40 secondes à la première bouée, le quadruple vainqueur de la Coupe n'a jamais pu réduire sensiblement son handicap et a franchi la ligne d'arrivée avec 1 minute 9 secondes de retard. S'il a pu reprendre 32 secondes sur le premier bord de portance (vent arrière), il a encore perdu successivement 11 et 5 secondes sur les deux bords de près (contre le vent). Les problèmes de Stars-and-Stripes pour remonter efficacement contre le vent confirmeront les rumeurs du mécontentement de Dennis Conner contre les concepteurs de son bateau. Ce

dernier manquerait de vitesse par rapport aux programmes de prédiction (VPP). Selon la rumeur, ce déficit de vitesse pourrait résulter d'une déformation de la coque en carbone après que le bateau eut été gréé.

L'embarras de Dennis Conner serait d'autant plus grand que, contrairement à l'équipage d'America engagé pour les deux premiers rounds Robin avec le bateau vainqueur en 1992, en attendant de bénéficier, pour le

Le premier round-robin de la Coupe Louis-Vuitton

Le tableau des régates du premier round-robin de la Coupe Louis-Vuitton, éliminatoire de la Coupe de l'America, dont le tirage au sort a eu lieu vendredi 13 janvier, est le suivant :

- Samedi 14 janvier : *Rioja de Espana - New-Zealand* ; *France 2-3 - Sydney 95* ; *Nippon - One Australia*. Exempt : *TAG-Heuer*.
- Dimanche 15 : *Nippon - TAG-Heuer* ; *New-Zealand - France 2-3* ; *Sydney 95 - Rioja de Espana*. Exempt : *One Australia*.
- Lundi 16 : *One Australia - Sydney 95* ; *TAG-Heuer - New-Zealand* ; *France 2-3 - Nippon*. Exempt :

- Rioja de Espana*.
- Mardi 17 : *Sydney 95 - TAG-Heuer* ; *Nippon - Rioja de Espana* ; *One Australia - New-Zealand* ; Exempt : *France 2-3*.
- Mercredi 18 : *France 2-3 - TAG-Heuer* ; *Rioja de Espana - One Australia* ; *New-Zealand - Nippon*. Exempt : *Sydney 95*.
- Jeudi 19 : *Rioja de Espana - TAG-Heuer* ; *One Australia - France 2-3* ; *Nippon - Sydney 95*. Exempt : *New-Zealand*.
- Vendredi 20 : *New-Zealand - Sydney 95* ; *Rioja de Espana - France 2-3* ; *TAG-Heuer - One Australia*. Exempt : *Nippon*.

troisième, du nouveau Class America préparé par l'équipe technique de Bill Koch, Dennis Conner n'a pas d'autre bateau en construction. Le succès plutôt inattendu des « cubettes », obtenu avec Jennifer Isler à la barre pour le départ, relayée ensuite par Leslie Egnor, ne perturbera pas le programme prévu. Les cinq navigatrices retenues pour les trois postes du tableau arrière (barreuse, tacticienne et navigatrice) continueront leur rotation jusqu'à la fin du premier round Robin afin de poursuivre leur apprentissage. « Je ne veux pas de star », a prévenu Bill Koch. La star du bard doit être l'équipage au complet.

Prétendant que le chemin était encore long jusqu'à la Coupe de l'America, qui débutera le 6 mai, Dennis Conner a préféré plaisanter de cette première défaite. « J'étais déjà le premier Américain à avoir perdu la Coupe (en 1993 face à l'Australien John Bertrand), il fallait bien que je m'arrange pour être le premier skipper battu par les filles. »

Gérard Albouy

RÉSULTATS

FOOTBALL
COUPE DE FRANCE
32^e de finale
Cherbourg (R2)-Laval (D2) 3-1
CHAMPIONNAT D'ALGERIE
16^e journée
AS Annaba-RC Mascara 1-0
CR Belouadja-CS Constantine 3-1
WA Tlemcen-ASO Chlef 1-0
MC Oran-MC Alger 1-0
USM Bida-NA Hussein Dey 4-1
US Chaouia-IS Bordj Ménézel 1-1
JS Kabylie-WA Boufarik 2-0
CA Batna-USM El Harrach report
Classement : 1. JS Kabylie, MC Oran, WA Tlemcen, 19 pts ; 2. AS Annaba, 18 ; 3. USM Bida, 16 ; 4. CR Belouadja, 15 ; 5. USM El Harrach, 14 ; 6. ASO Chlef, 13 ; 7. US Chaouia, 12 ; 8. MC Alger, 11 ; 9. USM Bida, 10 ; 10. AS Annaba, 9 ; 11. JS Kabylie, 8 ; 12. US Chaouia, 7 ; 13. ASO Chlef, 6 ; 14. MC Oran, 5 ; 15. Bordj Ménézel, 4 ; 16. CR Belouadja, 3 ; 17. CA Batna, 2 ; 18. USM El Harrach, 1 ; 19. AS Annaba, 0 ; 20. ASO Chlef, 0.

RALLYE-RAID
GRAND-DAKAR
12^e étape Bakel-Labé (626 km de spéciale)
Motos : 1. Peterhansel (Fra/Yamaha), 7 h 46 mn 20 s ; 2. Arcan (Esp/Cagiva), à 19 mn 17 s ; 3. Magnaldi (Fra/Yamaha), à 20 mn 39 s ; 4. Orie (Ita/Cagiva), à 29 mn 02 s ; 5. Jmmink (P-B/Cagiva), à 52 mn 04 s.
Classement général : 1. Peterhansel (Fra/Yamaha), 67 h 07 mn 53 s ; 2. Arcan (Esp/Cagiva), à 6 mn 53 s ; 3. Magnaldi (Fra/Yamaha), à 19 mn 43 s ; 4. Orie (Ita/Cagiva), à 44 mn 32 s ; 5. Galarde (Esp/Cagiva), à 2 h 16 mn 19 s.
Autres : 1. Larigue-Péron (Fin-Fra/Citroën), 7 h 40 mn 34 s ; 2. Vatanen-Picard (Fin-Fra/Citroën), à 2 mn 20 s ; 3. Salonen-Gallagher (Fin-G-B/Citroën), à 8 mn 52 s ; 4. Saby-Sereys (Fra/Mitsubishi), à 3 h 54 mn 17 s ; 5. Shinozuka-Magne (Jap-Fra/Mitsubishi), à 4 h 20 mn 57 s ; 6. Salonen-Gallagher (Fin-G-B/Citroën), à 7 h 48 mn 42 s ; 7. Vatanen-Picard (Fin-Fra/Citroën), à 17 h 03 mn 47 s.

DISPARITIONS

Paul Collette

L'auteur de l'attentat manqué contre Pierre Laval

PAUL COLLETTE, auteur d'un attentat contre Pierre Laval et Marcel Déat, est décédé le 5 janvier d'une crise cardiaque à son domicile de Bonsecours (Seine-Maritime), à l'âge de soixante-quinze ans. Cet ouvrier ajusteur originaire de Caen, membre, avant la guerre, du Parti social français, avait préparé son geste en solitaire. Décidé, selon ses dires, à «faire quelque chose pour réveiller le patriotisme des Français qui, en 1941, ne pensaient qu'à trouver à manger», il s'engage dans la Légion des volontaires français (LVF)

afin d'approcher les chefs de la collaboration. Recruté par Eugène Deloncle, ancien chef de la Cagoule, collaborateur et maître en intrigues, il est convoqué, le 27 août 1941, à la caserne Borghis-Desbordes de Versailles, où doit avoir lieu une cérémonie marquant le départ pour le front de l'Est des premiers volontaires. A l'issue de la cérémonie, Paul Collette tire cinq balles sur Pierre Laval - alors sans portefeuille ministériel -, dont l'une manque de le tuer. Marcel Déat, directeur du quotidien L'Œuvre, est aussi blessé. Bien

qu'il eût agi seul et de sa propre initiative, son geste, dont Laval attribuait la paternité à Deloncle, contribua à alimenter les rivalités qui agitaient le clan collaborationniste.

Paul Collette doit en partie au juge d'instruction chargé du dossier de ne pas avoir été livré à la police allemande. Après un bref procès, au cours duquel il n'exprima qu'un seul regret, celui d'avoir «raité deux traitres de la Patrie», il fut condamné à mort par un tribunal d'exception spécialement constitué à son intention. Après que sa peine eut été commuée en travaux forcés à perpétuité par le maréchal Pétain, Paul Collette fut détenu dans plusieurs prisons françaises avant d'être livré à l'occupant et déporté dans des camps de concentration allemands, dont celui de Mauthausen.

Elaine Greene

Un brillant agent littéraire

Elaine Greene, agent littéraire de nombreux écrivains tant anglais qu'américains, est morte mardi 10 janvier 1995. Elle était âgée de soixante-quatorze ans.

Née à New York le 27 novembre 1920, elle avait fait ses études à la Woodmere Academy avant de rejoindre Mount Holyoke College. Elle passa ensuite la majeure partie de sa vie à l'étranger et, peu avant la seconde guerre mondiale, présenta à la Sorbonne une thèse sur Malraux.

Elle partit ensuite en Extrême-Orient avec son premier mari, Robert Shaplen, qui était correspondant de *Newsweek* et d'autres journaux. C'est à Saigon qu'elle fit la connaissance de Graham Greene qui lui fit reconnaître son frère Hugh, alors employé par le Psychological Warfare Intelli-

gence Unit à Kuala Lumpur. Elle l'épousa en 1951 et le couple s'établit à Londres.

Au milieu des années 50, elle débuta sa carrière d'agent en devenant la directrice de la branche londonienne du trust américain MCA. Quand, en 1963, la commission fédérale sur les monopoles des Etats-Unis obligea MCA à se débarrasser de ses activités d'agence artistique, ce fut l'occasion pour Elaine Greene de lancer sa propre entreprise qui devint plus tard Greene & Heaton.

Très brillante, volonteuse, caustique, franche et joyeuse, elle sut rassembler autour d'elle des écrivains aussi divers que Arthur Miller, Dr Seuss, R. D. James, Michael Frayn, Sybille Bedford, Colin Forbes ou Charlton Heston.

M. S.

AGENDA OFFICIEL

PREMIER MINISTRE

Lundi 16 janvier:
Le premier ministre se rend à Rue Longue dans la rade de Brest pour visiter le sous-marin nucléaire lance-missiles le *Triomphant*.

NOMINATIONS

ECONOMIE

Claude Silberzahn, conseiller maître à la Cour des comptes, est nommé président des chambres régionales des comptes de Guadeloupe, Guyane et Martinique, par décret du président de la République du 10 janvier paru au *Journal officiel* du 12 janvier.

Il avait été nommé à la Cour des comptes en septembre 1993, après avoir été limogé de la direction générale de la sécurité extérieure (DGSE) (Le Monde du 4 juin 1993).

SEMAINES SOCIALES

Jean Boissonnat vient d'être élu président des Semaines sociales de France, un cercle de réflexion catholique. Il remplace Jean Gémund, ancien président du groupe Bayard Presse, qui présidait les Semaines sociales depuis 1987 et qui en a été nommé président d'honneur.

Jean Boissonnat, né le 16 janvier 1929 à Paris, a été journaliste à *La Croix* de 1954 à 1967, puis rédacteur en chef et directeur des rédactions au groupe *Expansion* jusqu'en 1993, tout en assurant une chronique quotidienne sur *Europe 1* de 1974 à 1993. A cette date, il est devenu membre du conseil de la politique monétaire de la Banque de France.

Harry Golombek

Un grand maître des échecs

Le joueur d'échecs britannique et grand maître international Harry Golombek est mort le 7 janvier, à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

Né le 1^{er} mars 1911 à Londres, il commença sa carrière dans les années 30, en participant notamment aux Olympiades d'échecs de 1935, 1937 et 1939. C'est après la guerre qu'il obtint ses meilleurs résultats sur l'échiquier, avec trois titres de champion de Grande-Bretagne en 1947, 1949 et 1953 et une victoire au célèbre tournoi de Hastings, en 1952. Il défendit, de 1952 à 1962, les couleurs britanniques aux Olympiades d'échecs.

Parallèlement à sa carrière de joueur, Harry Golombek se consacra à l'arbitrage, ayant réussi, au plus fort de la guerre froide, à obtenir la confiance des Russes et des Américains: il officia au cours de six championnats du monde. Chroniqueur d'échecs du *Times* pendant

quarante ans (1945-1985) et de l'*Observer* pendant vingt-quatre ans (1955-1979), il est aussi l'auteur de plus d'une trentaine d'ouvrages, notamment des *Cent meilleures parties d'échecs de Capablanca* (1947) et d'une *Encyclopédie des échecs* (1977). Il fut le premier joueur à devenir officier de l'Ordre de l'Empire britannique pour services rendus aux échecs.

P. B.

XAVIER SOTO, député socialiste au Parlement de Catalogne, est mort à l'âge de trente-trois ans, mercredi 11 janvier, emporté par une pneumonie au terme d'une longue maladie. Devenu secrétaire général des Jeunesses socialistes en 1981, il avait été élu député deux ans plus tard, devenant, à vingt-deux ans, le plus jeune parlementaire de l'histoire d'Espagne.

JACQUES DOUZANS, ancien maire UDF de Muret et ancien député de Haute-Garonne, est décédé le 11 janvier, à l'âge de quatre-vingt ans. Né le 6 avril 1914, à Mende (Lozère), ancien élève de l'Ecole libre des sciences politiques, Jacques Douzans a été administrateur avant de devenir sous-préfet de Figeac (Lot) en 1942.

Succesivement attaché parlementaire et chef de cabinet de plusieurs ministres entre 1947 et 1952, il est élu maire de Muret en 1953, conseiller général de Haute-Garonne, en 1958. Battu en 1962, il est réélu en 1967, puis en 1968, date à laquelle il s'appareille au groupe centriste PDM. Battu aux législatives de 1973, il met fin à son mandat de conseiller général en 1979 avant d'être battu aux municipales de 1983.

HOANG MINH GIAM, ancien chef de la diplomatie du Vietnam, est mort à Hanoi (Vietnam), jeudi 12 janvier. Il était âgé de 91 ans. Né en 1904 dans une famille de lettrés de la banlieue de Hanoi, M. Giam a participé dès 1926 au mouvement nationaliste dans l'ancienne Saïgon contre les autorités coloniales françaises. Après la Révolution d'août 1945, qui conduira à l'indépendance du Nord-Vietnam (1954), il est nommé en mars 1946 au poste de vice-ministre de l'Intérieur du gouvernement de Ho Chi Minh puis vice-ministre des affaires étrangères de novembre 1946 à février 1947. Il sera brièvement ministre des affaires étrangères du Vietnam, de mars à juillet 1947, après avoir fait partie de la délégation du Vietnam lors de la Conférence de Fontainebleau, en juillet 1946, dont l'échec entraîna les deux parties dans la guerre. Il occupa ensuite, dans les années 60, les fonctions de ministre de la culture du Vietnam du Nord, participant à de nombreuses réunions internationales de protestation contre l'intervention américaine.

AU CARNET DU MONDE

Anniversaires de naissance

- Bon anniversaire, papa chéri.
Skander et Selma ARCHIER.

Décès

- On nous prie d'annoncer le décès, survenu le 25 décembre 1994, de

M^{me} V^{ie} ARRIORDAZ, née Marguerite Muret, chevalier de la Légion d'honneur.

De la part des familles Muret, Costaz, Rochet à Nice le 5 janvier 1995. Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité. «Le Marquis», plateau Saint-Michel, 06140 Venée.

- Ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants ont la profonde douleur de faire part du décès de

M. Gaston ADRIEN, officier de la Légion d'honneur, capitaine de frégate (r.e.), survenu le 12 janvier 1993, dans sa quatre-vingt-neuvième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 17 janvier à 15 heures, en l'église, Saint-Louis-en-l'île, 19 bis, rue Saint-Louis-en-l'île, Paris 4^e.

Ni fleurs ni couronnes.
- M^{me} Aron Lublin, son épouse, M^{me} Eliane Lublin, sa fille, Lés et Nicolas Lublin, Robert Augel et ses enfants. Et leurs nombreux amis, ont l'immense douleur de faire part du décès accidentel de

M. Aron LUBLIN, ingénieur IET, fondateur et président-directeur général de la société CEMREP et BURELECTRIC, fondateur et secrétaire général de l'OPEI, président des Anciens de la Résistance juive, chevalier de la Légion d'honneur, survenu le 11 janvier 1995.

Les obsèques auront lieu au cimetière parisien de Bagneux, le mardi 17 janvier, à 11 heures. On se réunira à l'entrée principale.

Cet avis tient lieu de faire-part.
24, quai de Béthune, 75004 Paris.

CARNET DU MONDE

Télécopieur : 45-66-77-13
Téléphone : 40-65-29-94
40-65-29-96

THÈSES

Tarif Étudiants
65 F la ligne H.T.

- Le baron Edmond de Rothschild, président de l'OPEI, Les membres du conseil d'administration.

La direction, Le personnel Et les enfants de l'OPEI, ont la douleur de faire part du décès accidentel de

M. Aron LUBLIN, fondateur et secrétaire général de l'OPEI, président des Anciens de la Résistance juive, chevalier de la Légion d'honneur, survenu le 11 janvier 1995, 10, rue Théodore-Ribot, 75017 Paris.

- M^{me} Juliette Benzon, M^{me} Anne Gallois, M^{me} Jeanine Mangin et ses enfants, vous font part du décès de M. Aron LUBLIN, survenu le 13 janvier 1995, dans sa cinquante-troisième année, de

Jean-François GALLOIS, leur fils, frère, neveu et cousin.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 17 janvier, à 16 heures, en l'église Notre-Dame de Saint-Mandé, 84, avenue du Général-de-Gaulle.

L'inhumation aura lieu dans le caveau de famille au cimetière sud de Saint-Mandé.

53 bis, avenue Alphonse, 94160 Saint-Mandé.

- Simone Guérin, son épouse, Jean-Claude et Annette Guérin, Gilles Guérin et Annie Pez, ses enfants, Serge et Marie Guérin, Michael Guérin et Lydie Lebarz, Jean Guérin-Pez, ses petits-enfants, Samuel Guérin, son arrière-petit-fils, Charlotte Carrière, sa tante, Elise et Roger Mugot, Christophe et Eric Mugot, ses cousins et cousines, ont le profond chagrin d'être quittés, le 11 janvier 1995, par

Charles GUÉRIN, ingénieur A.M.

Il venait d'entrer dans sa quatre-vingt-quatrième année.

On se réunira à son domicile, le mardi 17 janvier, à 11 heures.

Une cérémonie se tiendra, le même jour, en l'église de Bray-sur-Seine (Seine-et-Marne), à 16 heures, et nous l'accompagnerons au cimetière où il reposera auprès de ses parents.

C'était un homme juste et bon.

La famille tient à remercier le professeur Brason, l'équipe médicale et le personnel de l'hôpital Laennec, qui l'ont aidé à combattre la maladie, ainsi que le médecin de famille et les infirmières qui l'ont soutenu. Il a trouvé auprès de l'équipe soignante et du personnel de la maison médicale Jeanne-Garnier le dévouement, les soins et le réconfort auxquels il avait droit et qui lui ont permis de partir sereinement dans la dignité.

7, rue Paul-Spirling, 91300 Massy, 10, rue du Bois-des-Vallées, 92350 Plessis-Robinson.

- C. Nathalie Poirot, à la grande tristesse de faire part du décès de sa grand-mère.

Marie-Louise POIROT, survenue à Puteaux, le 29 décembre 1994, à l'âge de quatre-vingt-un ans.

«Je t'aime ma puce, ne m'oublie pas.»

- Le sourire de

Michel ROUYÈRE, rédacteur en chef du *Pays breton*

s'est éteint le lundi 9 janvier 1995, il avait cinquante-cinq ans.

Son épouse Nadège, Tous ses amis et les anciens d'Ango vous invitent à se joindre à eux, ce mardi 17 janvier, à 15 h 45, au Cimetière du Père-Lachaise, pour un dernier témoignage de l'amitié que Michel suscitait partout où il passait.

Anniversaires
- Il y a dix ans, le 15 janvier 1985,

Alain FEITT

traversait ce «peu profond ruisseau caillonné la mort».

Puisse-tout ceux qui l'ont connu, aimé, admiré avoir une pensée pour lui.

- Il y a dix ans, le 15 janvier 1985,

Rosy ROULEAU

nous quitte.

Ceux qui l'ont aimé se souviennent.

Avis de messes
Cybèle VAN DE CASTEELE nous a quittés le 4 janvier 1995. Elle avait 22 ans.

L'inhumation a eu lieu à Clichy (Morbihan).

En son souvenir, une messe sera célébrée en l'église Saint-François-Xavier, le vendredi 20 janvier, à 17 h 30. Martine Van de Casteele, Michel Morisson, ses parents, Nicole Rollet Van de Casteele, sa grand-mère, Noëlle et Maurice, Adeline et Francis, Françoise et Chantal, ses tantes et oncles, Sa famille, ses amis.

«Que serait la musique si elle n'allait très loin dans l'au-delà de toute chose?»

Soutenances de thèses
- Roland Amoussou-Quenna, avocat au barreau de Paris, soutiendra une thèse de doctorat en droit privé, sur «Le droit et la pratique de l'arbitrage commercial international en Afrique subsaharienne», le jeudi 19 janvier 1995, à 14 heures, à l'université Paris-III-Panthéon-Assas, 12, place du Panthéon, Paris-5^e. Appartement décanal, entrée par l'escalier de la tour d'honneur, 3^e étage, 2^e porte.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions de «Carnet du Monde», sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

Le Monde des
DEBATS
Le Monde

numéro de janvier 1995

Peut-on vivre sans utopies ?

Certains ont affirmé que l'effondrement du communisme marquait la fin de l'Histoire. De même prétendent que notre époque serait celle de la fin des utopies. Est-il pourtant si opportun d'opposer utopie et démocratie ?

L'Amazonie : une réserve en sursis

Un désastre pour les écologistes, un bienfait pour les acteurs brésiliens du développement : le déboisement et l'exploitation des richesses minières de la forêt amazonienne soulèvent de vives controverses.

Marseille, ville Janus

Dynamisme de la recherche scientifique, projets de technopoles, émergence de nouvelles cultures : Marseille vaut mieux que sa réputation.

Dans ce numéro, l'index de tous les articles parus dans *Le Monde des débats* depuis le numéro 1, classés par auteur et par thème. Un document indispensable.



Le Monde des
DEBATS
Le Monde

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX LE 10 DE CHAQUE MOIS

مكتبة العالم

الحوار بين الثقافات

HORIZONS

DÉBATS



Bozannesco/95

La politique et le conflit

Un dialogue entre Alain Duhamel et Pierre Rosanvallon

DIRECTEUR d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales, Pierre Rosanvallon est de ces universitaires qui ne dédaignent pas de s'exprimer dans les journaux afin d'établir un lien entre leurs recherches et le commentaire de l'actualité. Journaliste à Europe 1, France 2 et dans plusieurs publications de la presse écrite, Alain Duhamel est de ces chroniqueurs qui s'emploient à prolonger leur réflexion dans des livres ou des cours.

Le premier vient de publier *La Nouvelle Question sociale* (Le Seuil, 227 p., 95 F), un ouvrage dans lequel il se propose de « repenser l'Etat-providence », dont il a analysé la « crise » dans une précédente étude, parue en 1981. Sa thèse est que le système de protection sociale en France est conçu pour traiter des risques conjoncturels, conformément à une vision « assurancielles » de la solidarité, et que cette conception a montré ses limites dès lors qu'il s'agit de gérer des états - le chômage de longue durée - plus stables. Aussi convient-il, selon lui, de passer d'un « Etat passif-providence » à un « Etat actif-providence », qui donne la priorité au droit à l'insertion sur le droit à l'indemnisation.

Le second tinte, pour sa part, dans *La Politique inachevée* (Flammarion, 293 p., 96 F), de « dissiper quelques fantasmes » et de « réduire quelques mythes » qui brouillent la vie publique. Parmi ces idées reçues figurent, entre autres, le rejet de la politique, l'omnipotence du président de la République, la corruption de la classe politique, la dictature de la télévision, la fin des idéologies, la trahison des élites : pour introduire « le plus possible de rationalité » dans le débat, l'auteur s'efforce de faire la part du réel et celle de l'imaginaire dans ces croyances collectives.

« Comment analysez-vous la désaffection que subit le système politique et que les observateurs présentent, en général, comme un rejet de la politique ou une crise de la représentation politique ? »

Alain Duhamel. - Pour moi, il y a moins crise de la politique que politique de la crise. Je veux dire que les dérangements du système politique, que traduisent, entre autres, la montée des populismes, la dégradation de l'image des hommes politiques, l'affaiblissement du militantisme, sont le reflet, l'amplification, voire la caricature des dérangements de la société elle-même. Plusieurs facteurs me semblent toutefois aller en sens inverse. D'abord, la participation électorale remonte d'une manière significative depuis 1989. Ensuite, loin de constater la fin des passions politiques, j'observe le maintien d'une forte capacité de mobilisation, par exemple sur l'école et la laïcité, sur l'Europe ou sur les droits de l'homme. Enfin, en dépit des critiques portées contre le monde politique, journalistes compris, certaines personnalités jouissent d'une réelle popularité : je pense à l'ascension de Jacques Delors ou à la considération dont bénéficient Raymond Barre et Edouard Balladur. Bref, nous sommes dans une période de mutation, ce qui n'est pas étonnant après vingt ans de crise. Le problème est que l'ensemble des instruments d'analyse appliqués à la politique datent de l'avant-crise.

Pierre Rosanvallon. - Je crois qu'il faut distinguer la crise de la politique de la crise de la représentation politique. Quand on parle de crise de la politique, on fait référence au mouvement par lequel l'individu tend à s'enfermer dans

la sphère privée, entraînant un recul de l'espace civique. Or il s'agit d'une tendance séculaire, qui se confond avec l'histoire de la société moderne : la liberté des anciens, au sens de Benjamin Constant, c'est-à-dire la participation politique, s'efface progressivement devant la liberté des modernes, fondée sur le développement de l'autonomie individuelle. Rien ne permet de penser que ce phénomène de longue durée se soit accéléré au cours des dernières années.

En revanche, ce qui est nouveau et qui traduit une crise de la représentation politique, c'est que le système politique ne produit plus d'identification sociale : la société est devenue moins lisible, plus opaque, elle a plus de mal à se représenter elle-même. Ce qui est en cause, ce n'est pas tellement la trop grande distance entre les partis et les citoyens, phénomène en partie inévitable, presque fonctionnel ; c'est le fait que le système politique ne comprend plus la société, ne parle plus une langue qui lui permette de se comprendre elle-même et en même temps de définir ses points de repère, ses perspectives. Ce changement a été accentué par deux phénomènes conjoncturels : l'affaiblissement intellectuel et moral du Parti socialiste, qui était un des pôles structurants de la vie politique, et l'instrumentalisation excessive de

l'homme, les éléments d'idéologies de rechange. Mais, surtout, une véritable idéologie social-démocrate, fondée sur une volonté affirmée de régulation sociale et incarnée par ce qu'on a appelé la « deuxième gauche », semble se constituer aujourd'hui en France pour la première fois, alors qu'à droite s'esquisse, sous le nom de libéralisme social, la victoire posthume de la démocratie chrétienne. Contrairement aux apparences, les clivages, pour être moins mythiques, demeurent forts entre ces deux idéologies : elles s'opposent sur des thèmes précis, aussi importants que la gestion sociale, les responsabilités de l'Etat, la fiscalité, l'Europe, le désarmement.

Pierre Rosanvallon. - La « fin des idéologies », c'est la fin des oppositions radicales entre visions du monde antagonistes - la République contre la monarchie ou le marché-liberté contre la propriété collective - devenues aujourd'hui fantasmagoriques. La politique doit apprendre à réinventer positivement le conflit, au lieu d'osciller entre le tout et le rien, entre le cataclysme révolutionnaire et le consensus des experts. La société française a du mal à vivre ordinairement la politique et considère avec mépris les conflits qui animent le débat aux Etats-Unis, en Allemagne ou en Grande-Bretagne, alors qu'ils sont sans doute

reconnaissances classiques et qu'on est habitué à traiter. Il s'agit d'arbitrer entre telle ou telle demande sociale : par exemple, entre le budget social des agriculteurs et la fiscalité des autres catégories sociales, ou bien entre l'aménagement du territoire et l'allègement du coût des hôpitaux dans les petites villes. Les seconds sont des conflits réels, à opposer de plein droit sans que personne ne puisse les empêcher, qu'il y ait ou non. C'est le cas aujourd'hui de la politique monétaire, où chacun s'exprime d'une manière péremptoire, en cherchant presque à empêcher l'autre de parler, alors qu'aucune des parties n'est en mesure de prouver que sa politique peut réussir. En revanche, sur la Bosnie, il me semble qu'on est en présence d'un conflit classique, où on possède des moyens et où n'ose pas les prendre, alors que, sur l'Algérie, nous ne savons ni ce que sont nos moyens ni peut-être ce que sont nos fins.

Et sur l'Europe ?

Pierre Rosanvallon. - Si la controverse sur l'Europe est aussi violente, c'est qu'elle renvoie à la vision qu'ont nos concitoyens de leur identité profonde. Ce qui a créé le grand malaise au moment de la ratification du traité de Maastricht, c'est qu'on a eu l'impression que la construction de l'Europe allait entraîner la destruction de l'identité collective. On la redoutait d'autant plus qu'on en percevait mal les implications et les conditions. Il aurait été préférable d'expliquer qu'il fallait à la fois moins de nation économique et plus de nation sociale. Autrement dit, nous avons besoin de plus d'Europe économique pour faire fonctionner notre système, mais nous avons besoin aussi de retrouver une forme de solidarité plus affirmée.

Ce qui a remis la question nationale au centre du débat, c'est moins le problème de l'immigration que celui de l'exclusion et du chômage, qui ne peut être réglé que par la solidarité nationale. La nation peut se définir comme un espace de redistribution acceptée. Ce qui la caractérise, au fond, c'est qu'on accepte de se reconnaître une dette collective. Son expression la plus forte est le sacrifice de sa vie en cas de guerre. Mais elle s'exprime aussi dans la redistribution fiscale et financière. La nation n'est pas seulement le produit d'une histoire, son identité ne doit pas se fonder exclusivement sur la mémoire, elle ne doit pas être une musée de la France, elle est une fabrication quotidienne dans la solidarité.

Alain Duhamel. - Le débat européen suscite les passions parce que tout le monde croit ou feint de croire que ce qui est en jeu, c'est

l'identité de la France. En réalité, ce qui est en cause, c'est l'identité des Français. Il s'est produit une sorte de polarisation entre, d'une part, ceux qui, dotés d'une certaine formation, de certaines espérances sociales, regardaient la crise comme un moment difficile à passer mais devant déboucher sur un espoir et, d'autre part, ceux pour qui la crise ne faisait que cristalliser le sentiment de dépossession et de dégradation. L'erreur a été de ne pas faire de l'Europe sociale une priorité, au même titre que l'Union économique et monétaire. Plus ou a d'ambition

Alain Duhamel : « Les médias contribuent à la reconstruction d'un lien social et ouvrent un espace collectif imparfait, mais globalement intégrateur »

pour l'Europe, plus on doit s'attacher à renforcer la solidarité nationale. L'Europe ne sera reconnue comme légitime que si elle s'accompagne d'un projet social cohérent. La nation comporte à mes yeux trois éléments : une ambition politique collective, une identité culturelle entretenue et une solidarité sociale assumée. La campagne présidentielle devrait être l'occasion de montrer que l'ambition européenne est la médiation naturelle de l'ambition française, qu'entre les deux il y a convergence et non contradiction.

Vous parlez l'un et l'autre de solidarité nationale, mais l'Etat-providence est-il encore adapté à sa mission ?

Pierre Rosanvallon. - C'est précisément parce que la nation se définit aujourd'hui par la solidarité nationale que la question sociale est en train de changer de nature. L'Etat-providence souffre à la fois de difficultés financières, liées à ses déficits lancinants, et de difficultés de gestion, qui nuisent à son efficacité. Mais le problème de fond est désormais d'ordre philosophique : c'est celui du principe sur lequel repose la solidarité. Jusqu'à présent, l'Etat-providence est fondé sur le principe de l'assurance : dans ce système, nous acceptons d'être solidaires parce que nous sommes incertains sur notre avenir et conscients de courir certains risques, par exemple celui du chômage. Nous devons entrer dans un système où la solidarité n'est pas dictée par le sentiment du risque, qui varie selon les catégories sociales, mais par notre appartenance à la même communauté, à la même nation. Ce changement, qui tend à rééquilibrer les rapports entre les groupes,

affecte le contrat social lui-même.

Alain Duhamel. - Il n'est pas question de remettre en cause le modèle social que représentent les grandes assurances ; mais il serait utile de pousser à des convergences européennes. Si l'on veut, par exemple, opérer des prélèvements équivalents sur les revenus du capital et sur ceux du travail, il faudra bien trouver une solution à l'échelle de l'Europe, pour éviter la fuite légale des capitaux. D'ores et déjà, la solidarité s'accompagne d'implications européennes de plus en plus nombreuses, comme on le voit avec l'agriculture ou l'action régionale.

Ne pensez-vous pas que le développement des médias a largement contribué à la désattribution du système politique traditionnel ?

Pierre Rosanvallon. - La presse et surtout la télévision ont pris une place de plus en plus importante à mesure que le système politique remplissait moins bien sa double fonction de représentation et de délibération. De représentation : ce sont souvent les enquêtes des journalistes qui permettent une meilleure connaissance de la société. De délibération : l'affaiblissement des partis et le caractère stéréotypé des discours ont ouvert le champ aux débats dans les médias. Il serait pourtant dangereux que ceux-ci cèdent à la tentation de se substituer à la politique. D'abord, parce que la politique est par nature un acte de responsabilité collective, ce qui n'est pas nécessairement le cas des médias et en particulier de la télévision. Ensuite, parce que la politique organise selon des règles qui lui sont propres le fonctionnement de la discussion

et les principes de la décision. L'arène médiatique ne saurait donc remplacer la scène politique.

Ce qui est nouveau, c'est que les diverses fonctions de la démocratie appartiennent désormais, pour une large part, à un espace commun. Dans le schéma classique, l'exécutif décide, le législatif délibère, le judiciaire juge et les médias assurent la circulation de l'opinion. Aujourd'hui, à l'exception sans doute de l'exécutif, chacun de ces pouvoirs agit aussi sur le terrain des autres. Il ne faut donc pas les considérer isolément, dans leurs cadres respectifs, mais estimer leur capacité d'agir de façon articulée la vie démocratique.

Alain Duhamel. - Il est exact que les quatre pouvoirs cohabitent de plus en plus étroitement. Même l'exécutif n'échappe pas à cette règle depuis que la notion de secret a perdu toute force. Cette cohabitation provoque des réactions et, chez certains, le désir de rétablir les frontières. Mais l'appartenance de ce lien commun de la vie démocratique n'a pas que des effets pervers. Je ne conteste pas les dangers propres aux médias, en particulier le culte de l'instantanéité, qui ne favorise pas l'esprit critique, et la nécessité du tri de l'information, qui implique une tyrannie dans la brève durée d'un journal télévisé. En même temps, ils contribuent à la reconstruction du lien social, et ouvrent en permanence un espace collectif, imparfait, mais globalement intégrateur, malgré la valorisation excessive de la violence et de l'irrationnalité.

Propos recueillis par Thomas Ferenzi

Le procureur
Andrei Vyshinski lit
onze condamnations à mort
à l'issue
du procès
des « droitières
et trotskistes »
en 1938.
Cette parodie
de justice,
tenue en public devant
des correspondants
étrangers
et des Soviétiques
choisis avec soin, était
possible
par une succession
de petits procès
où la technique
judiciaire
avait été
peu à peu, mise
au point.
Le « petit » procès
de Zinoviev-Kamenev n'était
qu'un prototype.

PHOTO
EXTRAITE
DES RUSSSES
de B. MOYNAHAN,
ED. ALBIN MICHEL, COURTESY
THE ENOEAUVR GROUP
LONDON



Le « petit » procès Zinoviev-Kamenev

Il y a soixante ans, Staline, profitant de l'assassinat de Kirov, commençait les purges

UNE trentaine d'années après l'événement, l'écrivain soviétique Ilya Ehrenbourg remarquait : « En 1934, la vie était pénible mais, par rapport aux années précédentes, on sentait une certaine détente. » Cette impression se dissipa aux premiers jours du douzième mois, lorsque fut annoncé l'assassinat de Serge Mikhaïlovitch Kirov, encore premier secrétaire du parti à Leningrad, et, depuis peu, secrétaire du comité central. Dans sa majorité, la population se refusait sans doute à partager les appréhensions des esprits chagrins pour qui le pire était en vue. Ces quelques pessimistes étaient simplement réalistes. Six semaines plus tard un autre événement allait confirmer leur diagnostic : en faisant juger, le 15 janvier 1935, Zinoviev et Kamenev, Staline engageait le processus de liquidation des proches compagnons de Lénine.

Commençons donc par cette sorte de big bang d'où sortit la purge totale. Le 1^{er} décembre 1934, dans son bureau de l'Institut Smolny, Kirov prépare le dernier rapport qu'il allait présenter au comité du parti de Leningrad. A 16 h 30, il fait quelques pas dans le couloir où se trouve un homme âgé de trente ans. Le visiteur sort un revolver et tue le grand chef. Le soir même, Staline part pour Leningrad accompagné de quelques membres du bureau politique (Molotov, Vorobïlov, Jdanov), de Lagoda, maître de la police et d'Andrei Vyshinski, adjoint au procureur de l'URSS.

Dès le 2 décembre, Staline s'entretient avec Nicolaïev, l'assassin. Que dit-il lors de cette conversation en tête à tête ? On sait simplement qu'il pria le meurtrier de dénoncer les conspirateurs pour le compte desquels il aurait commis son forfait. Nicolaïev répondit qu'il n'avait ni complices ni commanditaires. Le personnage était en effet capable d'un coup de folie solitaire. Ancien cadre des Jeunes communistes à Leningrad – quand Zinoviev était le patron de la ville – puis instructeur à l'Institut de l'histoire du parti, il avait été exclu du PCUS parce qu'il refusait de faire un travail supplémentaire et « volontaire » dans les transports. Il avait été réintégré mais restait au chômage. Il aurait alors confié à des intimes sa volonté d'entrer dans l'histoire en tuant un grand du régime. Nicolaïev avait des raisons particulières de prendre Kirov pour cible. Le premier secré-

taire de la ville trouvait appétissante une serveuse de la cantine du parti, une Lettone, Milde Draule, épouse Nicolaïeva. L'anecdote ne dit pas si la belle était farouche. Le coup de feu du 1^{er} décembre n'était-il pas la vengeance d'un mari bafoyé ?

Cette explication toute simple parut souvent cousue de fil rouge. Elle ne tient pas compte des anomalies signalées par Khrouchtchev dans son rapport secret au XX^e congrès. Nicolaïev n'était pas un inconnu des services de police. Peu avant, il avait été arrêté porteur d'un revolver et d'un plan relevant les itinéraires de Kirov. Ce mal équilibré fut pourtant relâché. Il eut même les papiers nécessaires pour circuler dans l'enceinte de Smolny. Il était seul dans le couloir au moment du drame. Où se trouvait alors la garde de Kirov et son chef Borissov ? Volci ce que dit Khrouchtchev : « Il faut avouer que jusqu'à maintenant les circonstances entourant l'assassinat de Kirov dissimulent beaucoup de choses qui sont inexplicables et mystérieuses et exigent un examen des plus attentifs. Il y a quelque raison de croire que le meurtrier

le secrétaire général (Staline fit rayer 289 de ces bulletins). De nombreux cadres entendaient réduire la police qui commençait à écraser le PC. Pour cela, ils s'attaquaient que Kirov remplaçât Staline au poste de secrétaire général. L'intéressé ne se prêta pas à la manœuvre, mais élu secrétaire du comité central il devenait un rival potentiel du dictateur.

« Il faut se souvenir, dit Khrouchtchev toujours dans son rapport secret, que le XVII^e congrès est connu historiquement sous le nom de « congrès des vainqueurs ». Les délégués du Congrès avaient été des artisans actifs de l'éducation de notre Etat socialiste ; nombre d'entre eux avaient souffert et combattu pour la cause du parti pendant les années pré-révolutionnaires dans la conspiration et sur les fronts de la guerre civile ; ils avaient combattu leurs ennemis avec vaillance et avaient souvent regardé la mort en face. Comment peut-on alors supposer que ces gens pouvaient être « à double face » et avaient rejoint le camp des ennemis du socialisme à l'époque qui a suivi la liquidation politique des zinovévistes, des trotskistes et des droitières, et après

du comité central exécutif de l'URSS (cet organisme deviendra par la suite le présidium du Soviet suprême de l'URSS) ne considère pas possible de recevoir les pétitions de cette nature.

« 3. Ordre est donné aux organismes du commissariat des affaires intérieures d'exécuter les sentences de mort contre les criminels de la catégorie ci-dessus immédiatement après le prononcé de ces sentences. »

A Leningrad 3 000 personnes furent arrêtées et 100 000 expulsées. Staline imposa treize coaccusés de Nicolaïev, des hommes qui pour la plupart avaient exercé des responsabilités sous l'autorité de Zinoviev. Il rédigea lui-même le verdict – peine de mort pour tous ces accusés, membres d'un prétendu centre terroriste zinovévien de Leningrad laissant au procureur le soin de saupoudrer ce texte de quelques formules juridiques. L'affaire fut jugée à huis clos le 28 décembre 1934 par un tribunal militaire. A l'énoncé de la condamnation, Nicolaïev cria qu'on l'avait trompé, et se frappa la tête contre la barre. La sentence fut immédiatement exécutée.

Ce procès fournit les éléments pour mettre en cause Zinoviev et Kamenev, deux figures historiques du PC. Proches compagnons de Lénine, ils avaient vacillé à la veille du coup d'Etat d'octobre 1917, dont ils avaient publiquement condamné la préparation. Après la victoire, ils avaient quand même réintégré la direction suprême. Kamenev devint le patron de Moscou, Zinoviev celui de Leningrad. A la mort de Lénine, ils firent bloc avec Staline parce qu'ils craignaient Trotski mais, dès 1925, ils entraient en opposition. Plusieurs fois exclus et chaque fois repentants, ils étaient les plus fragiles des compagnons-rivaux du secrétaire général.

En janvier 1935 ils n'étaient pas encore cuits à point pour passer du statut d'opposants à celui de criminels et le procureur Vyshinski n'avait pas fini de roder sa technique. Sans plus attendre, on organisa tout de même un procès à Zinoviev, Kamenev et à quatorze autres cadres de moindre calibre pour constitution d'un prétendu « centre de Moscou ». Les audiences se déroulèrent à huis clos du 15 au 18 janvier. Les inculpés avaient gardé suffisamment de ressources pour rejeter les accusations les plus infamantes. Ils n'étaient pas prêts à avouer qu'ils avaient ordonné l'assassinat de

Kirov. Tout au plus se reconnaissaient-ils une « responsabilité morale », en raison de leur politique. Zinoviev fut condamné à dix ans de prison. Kamenev à cinq ans.

Dix-huit mois suffirent à Staline pour atteindre le résultat qu'il cherchait. Complètement brisés et en même temps rassurés par la promesse d'avoir la vie sauve s'ils coopéraient, Zinoviev, Kamenev et leurs coaccusés – cette fois ils étaient seize – comparurent à nouveau, mais en séance plénière, du 19 au 24 août 1936. Maintenant ils étaient prêts à avouer qu'ils avaient créé un « centre terroriste trotskiste-zinoviev ».

« Nous avons mérité cela par notre attitude indigne au procès. »

Il y eut deux autres procès politiques. Celui du « centre antisoviétique trotskiste » (23-29 janvier 1937) ; enfin celui des « droitières et trotskistes » avec Boudkine (23-30 mars 1938). Vyshinski profita de ces épurations non seulement pour s'élever dans la « nomenklatura », mais pour s'enrichir.

Lorsqu'il était recteur de l'Université, il avait acquis dans les environs de Moscou une datcha construite en coopérative. Par la suite, la coopérative accorda à Serebriakov, ancien secrétaire du Comité central, un domaine tout

« menteurs et bouffons, minables pygmées, roquets aboyant contre les éléphants...
Je réclame la peine de mort pour ces chiens enragés. Pour tous, jusqu'au dernier »

noviévien ». Sous la dictée de la police un accusé raconta que, pour des motifs de conspiration, il avait rencontré Trotski en 1932 à l'hôtel Bristol de Copenhague. Les documentalistes de la police n'avaient pas noté que cet hôtel Bristol n'existait plus depuis 1917.

Peu importait aux juges les invraisemblances puisque les accusés se condamnaient eux-mêmes en termes abjects. Voici quelques échantillons. Mratchovski : « Je m'en vais comme un traître à mon parti, comme un félon, qu'il faut fusiller. » Pikel : « Une seule conclusion s'impose. Nous sommes une bande féroce de criminels de droit commun. » Kamenev : « C'est ainsi que nous avons servi le fascisme. Tel fut notre chemin, tel fut le fossé d'obscure trahison et d'abjection dans lequel nous avons roulé. »

Ce fut le premier grand procès de Vyshinski qui venait d'être nommé procureur général de l'URSS. Cet ancien recteur de l'Université de Moscou fit avec le vocabulaire des harengères la langue du nouveau droit soviétique. Après avoir injurié les « menteurs et bouffons, minables pygmées, roquets aboyant contre les éléphants », il conclut son réquisitoire : « Je réclame la peine de mort pour ces chiens enragés, pour tous jusqu'au dernier. »

Zinoviev mourut en tremblant : jusqu'au bout il avait voulu croire qu'après avoir rendu ce dernier service au parti, il serait épargné. Smolov fit face. Il dit :

proche de celui de Vyshinski, mais plus grand et avec une vue beaucoup plus belle sur la Moskova. Le futur procureur aimait rendre visite à son voisin qui recevait du bien beau monde. Or Serebriakov fut arrêté quelques jours avant l'ouverture du grand procès Zinoviev.

Sans plus attendre, l'accusateur public réclama la confiscation des biens de cet ennemi du peuple, puis il se fit attribuer le domaine convoité. Avec l'argent qu'il toucha en revendant à la coopérative son ancienne datcha, il fit reconstruire la nouvelle à son goût.

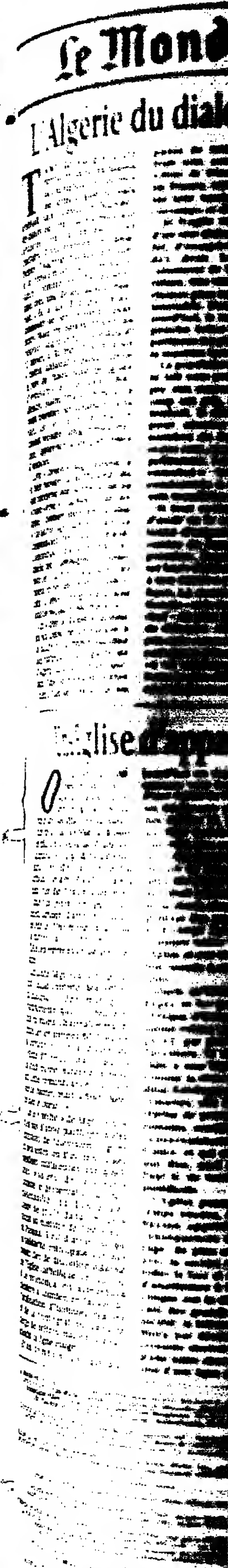
Quand la sentence du dernier procès fut exécutée, tous les membres du bureau politique tel qu'il était le jour de la mort de Lénine avaient été fusillés. Sans Tomski accusé au suicide et Trotski exilé, mais qui allait être bientôt assassiné. Et sans évidemment Staline, le seul qui mourut de mort naturelle. Et cette nécrologie ne mentionne pas les centaines de milliers de victimes inconnues qui furent fusillées en ces années de folie sanguinaire.

Bernard Féron

★ Mémoire pour la réhabilitation de Zinoviev de Gérard Rosenthal, Julliard, 1962.

★ La Grande Terreur, de Roland Conquest, Stock, 1970.

★ Vyshinski, le procureur de Staline, d'Arcadi Vaksberg, Albin Michel, 1991.



مكتبة الزينوف

Le Monde

L'Algérie du dialogue

TANT de sang y a été versé et tant de haine accumulée en si peu de temps que la paix semblait sans cesse échapper des mains de ceux-là mêmes qui devaient en dessiner les contours. D'excitatives en thèmes, l'Algérie paraissait ainsi se condamner à l'impulsion. Comme si, de guerre lasse, avec une délectation morbide, elle avait fini par s'accoutumer de ses propres maux. Mais un sommet au pouvoir algérien, vendredi 13 janvier, à Rome, l'idée d'un « contrat national » pour sortir le pays du chaos, une poignée d'opposants de toutes obédiences, islamistes compris, a voulu redonner ses chances à la paix, dût le chemin qui y conduisait prendre, longtemps encore, l'apparence d'un parcours d'obstacles.

Cette « cordée » algérienne a si bien mesuré la difficulté de son entreprise que le texte de sa « plate-forme » s'achève sur un appel à « combler les lacunes » de la communauté internationale. Communauté ancrée de laquelle une « campagne d'information » va être lancée, et mieux encore une « pétition », afin « d'appuyer l'exigence d'une solution politique et pacifique ».

Cet appel de Rome sonne un peu comme une invitation à la lucidité et à la responsabilité des partenaires étrangers de l'Algérie. Aussi bien ceux qui, aux États-Unis, semblent s'être faits à l'idée que le pays est en

passé de tomber, comme un fruit mûr, entre les mains des « fous de Dieu », que ceux qui, en France, sont tentés d'apporter leur soutien à un pouvoir corrompu et discrédité.

Si fragile soit-elle, l'amarce d'un vrai dialogue risque, en effet, d'exaspérer les bontés des deux bords qui fût commerce de la violence, et de ruiner, très vite, ces efforts méritoires pour briser un statu quo intenable. Dans l'Algérie d'aujourd'hui, le rapport des forces penche hélas ! en faveur des partisans les plus déterminés de la manière forte.

La population, tenue en otage, se fait sans pour autant échapper aux mauvais coups. Beaucoup ont pris, à leur corps défendant, le chemin de l'exil. Et pour ajouter au tout, bon nombre de bruyants démocrates sont, en réalité, de piètres politiciens. Les « séminaristes romains » seront-ils donc condamnés à n'être que des voix inaudibles dans l'ouragan ? Il leur revient en tout cas d'avoir eu le courage et la volonté d'organiser cette rencontre de Rome. D'avoir, les premiers, l'audace de surmonter leurs divisions pour réfléchir à une solution politique et pacifique. La communauté internationale – et la France au premier chef – ne peut ignorer cet appel de détresse. Alain Juppé en a pris note « avec intérêt » et le département d'État américain y a vu un « événement important ». Reste le plus difficile : continuer un dialogue tout juste amorcé.

Une Eglise d'appareil

ON aura tôt fait de comparer le message d'ouverture adressé à la Chine par le pape à Manille, et la sanction annoncée la veille à Rome et infligée à un évêque français, coupable de trop d'indépendance au sein de la hiérarchie catholique. Jean Paul II aura réussi ce tour de force d'imposer l'image d'un pontife qui aura défendu partout dans le monde les droits de l'homme, mais de se montrer, à l'intérieur de l'Eglise, peu empressé de les respecter.

Sans doute Mgr Gallot ne tenait-il aucun compte des offres de dialogue et des multiples avertissements qui lui ont été, plus ou moins charitablement, lancés dès les années 80. Lors de la dernière visite à Rome de l'évêque d'Evreux, Jean Paul II lui avait même paternellement fait cette remontrance : « C'est bien de chanter, mais il faut chanter avec le cœur ».

Car le « péché » de Mgr Gallot n'est pas d'avoir participé à des émissions de télévision jugées un peu lestes, ou d'avoir pris des positions sulfureuses sur quelques « sujets de société » (comme le préservatif ou l'homosexualité) ou d'avoir des réactions de griffe dans un livre récent au ministre de l'Intérieur, M. Pasqua. Il est d'avoir rompu la solidarité épiscopale sur des points clés de discipline interne de l'Eglise catholique. Le jour où il se prononce, en assemblée plénière à Lourdes, en faveur de l'ordination d'hommes mariés et de la réintégration dans le clergé de prêtres mariés, il avait franchi la ligne rouge.

D'un symbole, ou fait au-

jourd'hui un martyr. Les conséquences vont être rudes au sein d'une Eglise de France qui, après les déclarations post-conciliaires des années 70, puis le schisme de Mgr Lefebvre, avait reconstruit, peu ou prou, son unité. Cette dernière avait même permis de masquer quelques-unes des plaies que Mgr Gallot révélaient périodiquement avec de la chaux vive : l'affaiblissement général des pratiques, l'usure d'un clergé âgé et diminué, la coupure entre le discours de l'Eglise et une société de plus en plus sourde à ses recommandations.

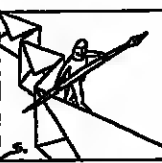
Quels qu'aient été les dérapages et les provocations de l'évêque d'Evreux, sa condamnation reflète une logique d'appareil qui préfère le repli à l'aventure, la solidarité de façade à une légitime diversité. Comme la récente lettre du cardinal Ratzinger sur les divorcés-remariés, elle témoigne d'une reprise de pouvoir des bureaux romains, sensibles aux sirènes conservatrices venues de France, et qui est typique, quoi que lise, ou quoi que fasse Jean Paul II, de toute fin de règne pontificale.

L'Eglise pourra-t-elle, longtemps encore, éluder une réflexion approfondie sur les conséquences de son déphasage, de plus en plus patent, avec la société ? A force de se voiler la face et de se contenter d'anathèmes à l'égard de quiconque ose la défier sur le terrain des grands problèmes de société, la hiérarchie catholique finira par décourager tous les croyants sincères qui attendent d'elle autre chose que la définition d'une ligne dogmatique.

Le Monde est édité par la SA Le Monde, société anonyme avec directeur et conseil de surveillance. Comité de direction : Jean-Marie Colombani, président du conseil, directeur de la publication ; Dominique Aldon, directeur général ; Noël-Jean Bergot, directeur de la rédaction ; Eric Pélissier, directeur de la gestion ; Anne Chassebois, directrice déléguée. Directeur de l'information : Philippe Labadie. Rédacteurs en chef : Thomas Renard, Edwy Plenel, Robert Solé, adjoints au directeur de la rédaction ; Bruno de Camas, Laurent Gellibert, Danièle Heymann, Bertrand Le Goff, Luc Rosenwald. Manuel Luchetti, directeur du monde des affaires ; Alain Rollin, Michel Thau, conseillers de la direction ; Daniel Vernet, directeur des relations internationales ; Alain Fourment, secrétaire général de la rédaction. Médiateur : André Laurens. Conseil de surveillance : Alain Aldon, président ; Olivier Biffaud, vice-président. Anciens directeurs : Robert Bessière-Méry (1944-1949), Jacques Faure (1949-1952), André Laurens (1952-1953), André Fontaine (1953-1959), Jacques Lecaillon (1959-1969). Le Monde est édité par la SA Le Monde. Durée de la société : cinq ans à compter du 10 décembre 1994. Capital social : 430 000 F. Titulaires : Société civile « Les rédacteurs du Monde ». Association Hubert-Beuve-Méry. Société anonyme des lecteurs du Monde. Le Monde-Entreprise, Jean-Marie Colombani, président du conseil. RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE HALÉGUE 75001 PARIS CEDEX 15. TEL : (1) 40-45-25-25 Télécopieur : (1) 40-45-25-99 Telex : 306-005. ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY 95037 ROSSY-SUR-SEINE CEDEX. TEL : (1) 40-45-25-25 Télécopieur : (1) 40-46-30-10 Telex : 361317.

Premières impressions

AU VU des premières et abondantes livraisons, le courrier des lecteurs consacré au nouveau Monde est très largement positif. Il conforte ce que nous avons tous entendu dire autour de nous. Ces lettres de félicitations viennent à point – pour-



L'AVIS DU MÉDIATEUR

Plus souvent, les félicitations s'accompagnent de regrets, de réserves et d'interrogations. Regret des suppléments supprimés, de l'absence « d'une séquence proprement européenne » (Michel Sudarskis et Gérard Bnuquet), de la disparition des encadrés, ou du transfert dans le corps du journal de l'éditorial de politique étrangère de première page. Ré-

servés maintenues sur le contenu du journal, ses partis pris, ses travers. Interrogations les plus diverses : pourquoi le coin droit de la première page se retourne-t-il ? Que devient la chronique de Jean-Pierre Collignon ? demande Mario Fabre. Rassurons-le : il la retrouvera (les articles sur la langue sont très prisés, rappelle, à dessein, le médiateur).

D'une manière générale, rappelons que, comme cela a été annoncé, la matière des suppléments supprimés en tant que tels, comme publications hebdomadaires – l'Economie, Arts et spectacles, Temps libre, Heures locales –, est reprise quotidiennement dans Le Monde et que, au total, les lecteurs intéressés ne devraient pas perdre au change. « Le Monde des livres » et le supplément « Radio-Télé » continuent d'être li-

veaux-nés « bien conformés », un autre le reçoit comme une bouffée d'oxygène. A l'inverse, pour Daniel Olivier, de Montouilleu (Aude), le coup de jeune se traduit par « un coup de vieux » et le nouveau Monde a raté son entrée.

Plus souvent, les félicitations s'accompagnent de regrets, de réserves et d'interrogations. Regret des suppléments supprimés, de l'absence « d'une séquence proprement européenne » (Michel Sudarskis et Gérard Bnuquet), de la disparition des encadrés, ou du transfert dans le corps du journal de l'éditorial de politique étrangère de première page. Ré-

servés maintenues sur le contenu du journal, ses partis pris, ses travers. Interrogations les plus diverses : pourquoi le coin droit de la première page se retourne-t-il ? Que devient la chronique de Jean-Pierre Collignon ? demande Mario Fabre. Rassurons-le : il la retrouvera (les articles sur la langue sont très prisés, rappelle, à dessein, le médiateur).

D'une manière générale, rappelons que, comme cela a été annoncé, la matière des suppléments supprimés en tant que tels, comme publications hebdomadaires – l'Economie, Arts et spectacles, Temps libre, Heures locales –, est reprise quotidiennement dans Le Monde et que, au total, les lecteurs intéressés ne devraient pas perdre au change. « Le Monde des livres » et le supplément « Radio-Télé » continuent d'être li-

veaux-nés « bien conformés », un autre le reçoit comme une bouffée d'oxygène. A l'inverse, pour Daniel Olivier, de Montouilleu (Aude), le coup de jeune se traduit par « un coup de vieux » et le nouveau Monde a raté son entrée.

Plus souvent, les félicitations s'accompagnent de regrets, de réserves et d'interrogations. Regret des suppléments supprimés, de l'absence « d'une séquence proprement européenne » (Michel Sudarskis et Gérard Bnuquet), de la disparition des encadrés, ou du transfert dans le corps du journal de l'éditorial de politique étrangère de première page. Ré-

servés maintenues sur le contenu du journal, ses partis pris, ses travers. Interrogations les plus diverses : pourquoi le coin droit de la première page se retourne-t-il ? Que devient la chronique de Jean-Pierre Collignon ? demande Mario Fabre. Rassurons-le : il la retrouvera (les articles sur la langue sont très prisés, rappelle, à dessein, le médiateur).

D'une manière générale, rappelons que, comme cela a été annoncé, la matière des suppléments supprimés en tant que tels, comme publications hebdomadaires – l'Economie, Arts et spectacles, Temps libre, Heures locales –, est reprise quotidiennement dans Le Monde et que, au total, les lecteurs intéressés ne devraient pas perdre au change. « Le Monde des livres » et le supplément « Radio-Télé » continuent d'être li-

veaux-nés « bien conformés », un autre le reçoit comme une bouffée d'oxygène. A l'inverse, pour Daniel Olivier, de Montouilleu (Aude), le coup de jeune se traduit par « un coup de vieux » et le nouveau Monde a raté son entrée.

Plus souvent, les félicitations s'accompagnent de regrets, de réserves et d'interrogations. Regret des suppléments supprimés, de l'absence « d'une séquence proprement européenne » (Michel Sudarskis et Gérard Bnuquet), de la disparition des encadrés, ou du transfert dans le corps du journal de l'éditorial de politique étrangère de première page. Ré-

servés maintenues sur le contenu du journal, ses partis pris, ses travers. Interrogations les plus diverses : pourquoi le coin droit de la première page se retourne-t-il ? Que devient la chronique de Jean-Pierre Collignon ? demande Mario Fabre. Rassurons-le : il la retrouvera (les articles sur la langue sont très prisés, rappelle, à dessein, le médiateur).

D'une manière générale, rappelons que, comme cela a été annoncé, la matière des suppléments supprimés en tant que tels, comme publications hebdomadaires – l'Economie, Arts et spectacles, Temps libre, Heures locales –, est reprise quotidiennement dans Le Monde et que, au total, les lecteurs intéressés ne devraient pas perdre au change. « Le Monde des livres » et le supplément « Radio-Télé » continuent d'être li-

veaux-nés « bien conformés », un autre le reçoit comme une bouffée d'oxygène. A l'inverse, pour Daniel Olivier, de Montouilleu (Aude), le coup de jeune se traduit par « un coup de vieux » et le nouveau Monde a raté son entrée.

Plus souvent, les félicitations s'accompagnent de regrets, de réserves et d'interrogations. Regret des suppléments supprimés, de l'absence « d'une séquence proprement européenne » (Michel Sudarskis et Gérard Bnuquet), de la disparition des encadrés, ou du transfert dans le corps du journal de l'éditorial de politique étrangère de première page. Ré-

servés maintenues sur le contenu du journal, ses partis pris, ses travers. Interrogations les plus diverses : pourquoi le coin droit de la première page se retourne-t-il ? Que devient la chronique de Jean-Pierre Collignon ? demande Mario Fabre. Rassurons-le : il la retrouvera (les articles sur la langue sont très prisés, rappelle, à dessein, le médiateur).

D'une manière générale, rappelons que, comme cela a été annoncé, la matière des suppléments supprimés en tant que tels, comme publications hebdomadaires – l'Economie, Arts et spectacles, Temps libre, Heures locales –, est reprise quotidiennement dans Le Monde et que, au total, les lecteurs intéressés ne devraient pas perdre au change. « Le Monde des livres » et le supplément « Radio-Télé » continuent d'être li-

veaux-nés « bien conformés », un autre le reçoit comme une bouffée d'oxygène. A l'inverse, pour Daniel Olivier, de Montouilleu (Aude), le coup de jeune se traduit par « un coup de vieux » et le nouveau Monde a raté son entrée.

Plus souvent, les félicitations s'accompagnent de regrets, de réserves et d'interrogations. Regret des suppléments supprimés, de l'absence « d'une séquence proprement européenne » (Michel Sudarskis et Gérard Bnuquet), de la disparition des encadrés, ou du transfert dans le corps du journal de l'éditorial de politique étrangère de première page. Ré-

servés maintenues sur le contenu du journal, ses partis pris, ses travers. Interrogations les plus diverses : pourquoi le coin droit de la première page se retourne-t-il ? Que devient la chronique de Jean-Pierre Collignon ? demande Mario Fabre. Rassurons-le : il la retrouvera (les articles sur la langue sont très prisés, rappelle, à dessein, le médiateur).

D'une manière générale, rappelons que, comme cela a été annoncé, la matière des suppléments supprimés en tant que tels, comme publications hebdomadaires – l'Economie, Arts et spectacles, Temps libre, Heures locales –, est reprise quotidiennement dans Le Monde et que, au total, les lecteurs intéressés ne devraient pas perdre au change. « Le Monde des livres » et le supplément « Radio-Télé » continuent d'être li-

veaux-nés « bien conformés », un autre le reçoit comme une bouffée d'oxygène. A l'inverse, pour Daniel Olivier, de Montouilleu (Aude), le coup de jeune se traduit par « un coup de vieux » et le nouveau Monde a raté son entrée.

Plus souvent, les félicitations s'accompagnent de regrets, de réserves et d'interrogations. Regret des suppléments supprimés, de l'absence « d'une séquence proprement européenne » (Michel Sudarskis et Gérard Bnuquet), de la disparition des encadrés, ou du transfert dans le corps du journal de l'éditorial de politique étrangère de première page. Ré-

servés maintenues sur le contenu du journal, ses partis pris, ses travers. Interrogations les plus diverses : pourquoi le coin droit de la première page se retourne-t-il ? Que devient la chronique de Jean-Pierre Collignon ? demande Mario Fabre. Rassurons-le : il la retrouvera (les articles sur la langue sont très prisés, rappelle, à dessein, le médiateur).

D'une manière générale, rappelons que, comme cela a été annoncé, la matière des suppléments supprimés en tant que tels, comme publications hebdomadaires – l'Economie, Arts et spectacles, Temps libre, Heures locales –, est reprise quotidiennement dans Le Monde et que, au total, les lecteurs intéressés ne devraient pas perdre au change. « Le Monde des livres » et le supplément « Radio-Télé » continuent d'être li-

veaux-nés « bien conformés », un autre le reçoit comme une bouffée d'oxygène. A l'inverse, pour Daniel Olivier, de Montouilleu (Aude), le coup de jeune se traduit par « un coup de vieux » et le nouveau Monde a raté son entrée.

Plus souvent, les félicitations s'accompagnent de regrets, de réserves et d'interrogations. Regret des suppléments supprimés, de l'absence « d'une séquence proprement européenne » (Michel Sudarskis et Gérard Bnuquet), de la disparition des encadrés, ou du transfert dans le corps du journal de l'éditorial de politique étrangère de première page. Ré-

servés maintenues sur le contenu du journal, ses partis pris, ses travers. Interrogations les plus diverses : pourquoi le coin droit de la première page se retourne-t-il ? Que devient la chronique de Jean-Pierre Collignon ? demande Mario Fabre. Rassurons-le : il la retrouvera (les articles sur la langue sont très prisés, rappelle, à dessein, le médiateur).

D'une manière générale, rappelons que, comme cela a été annoncé, la matière des suppléments supprimés en tant que tels, comme publications hebdomadaires – l'Economie, Arts et spectacles, Temps libre, Heures locales –, est reprise quotidiennement dans Le Monde et que, au total, les lecteurs intéressés ne devraient pas perdre au change. « Le Monde des livres » et le supplément « Radio-Télé » continuent d'être li-

veaux-nés « bien conformés », un autre le reçoit comme une bouffée d'oxygène. A l'inverse, pour Daniel Olivier, de Montouilleu (Aude), le coup de jeune se traduit par « un coup de vieux » et le nouveau Monde a raté son entrée.

Plus souvent, les félicitations s'accompagnent de regrets, de réserves et d'interrogations. Regret des suppléments supprimés, de l'absence « d'une séquence proprement européenne » (Michel Sudarskis et Gérard Bnuquet), de la disparition des encadrés, ou du transfert dans le corps du journal de l'éditorial de politique étrangère de première page. Ré-

servés maintenues sur le contenu du journal, ses partis pris, ses travers. Interrogations les plus diverses : pourquoi le coin droit de la première page se retourne-t-il ? Que devient la chronique de Jean-Pierre Collignon ? demande Mario Fabre. Rassurons-le : il la retrouvera (les articles sur la langue sont très prisés, rappelle, à dessein, le médiateur).

D'une manière générale, rappelons que, comme cela a été annoncé, la matière des suppléments supprimés en tant que tels, comme publications hebdomadaires – l'Economie, Arts et spectacles, Temps libre, Heures locales –, est reprise quotidiennement dans Le Monde et que, au total, les lecteurs intéressés ne devraient pas perdre au change. « Le Monde des livres » et le supplément « Radio-Télé » continuent d'être li-

veaux-nés « bien conformés », un autre le reçoit comme une bouffée d'oxygène. A l'inverse, pour Daniel Olivier, de Montouilleu (Aude), le coup de jeune se traduit par « un coup de vieux » et le nouveau Monde a raté son entrée.

Plus souvent, les félicitations s'accompagnent de regrets, de réserves et d'interrogations. Regret des suppléments supprimés, de l'absence « d'une séquence proprement européenne » (Michel Sudarskis et Gérard Bnuquet), de la disparition des encadrés, ou du transfert dans le corps du journal de l'éditorial de politique étrangère de première page. Ré-

servés maintenues sur le contenu du journal, ses partis pris, ses travers. Interrogations les plus diverses : pourquoi le coin droit de la première page se retourne-t-il ? Que devient la chronique de Jean-Pierre Collignon ? demande Mario Fabre. Rassurons-le : il la retrouvera (les articles sur la langue sont très prisés, rappelle, à dessein, le médiateur).

D'une manière générale, rappelons que, comme cela a été annoncé, la matière des suppléments supprimés en tant que tels, comme publications hebdomadaires – l'Economie, Arts et spectacles, Temps libre, Heures locales –, est reprise quotidiennement dans Le Monde et que, au total, les lecteurs intéressés ne devraient pas perdre au change. « Le Monde des livres » et le supplément « Radio-Télé » continuent d'être li-

veaux-nés « bien conformés », un autre le reçoit comme une bouffée d'oxygène. A l'inverse, pour Daniel Olivier, de Montouilleu (Aude), le coup de jeune se traduit par « un coup de vieux » et le nouveau Monde a raté son entrée.

Plus souvent, les félicitations s'accompagnent de regrets, de réserves et d'interrogations. Regret des suppléments supprimés, de l'absence « d'une séquence proprement européenne » (Michel Sudarskis et Gérard Bnuquet), de la disparition des encadrés, ou du transfert dans le corps du journal de l'éditorial de politique étrangère de première page. Ré-

servés maintenues sur le contenu du journal, ses partis pris, ses travers. Interrogations les plus diverses : pourquoi le coin droit de la première page se retourne-t-il ? Que devient la chronique de Jean-Pierre Collignon ? demande Mario Fabre. Rassurons-le : il la retrouvera (les articles sur la langue sont très prisés, rappelle, à dessein, le médiateur).

D'une manière générale, rappelons que, comme cela a été annoncé, la matière des suppléments supprimés en tant que tels, comme publications hebdomadaires – l'Economie, Arts et spectacles, Temps libre, Heures locales –, est reprise quotidiennement dans Le Monde et que, au total, les lecteurs intéressés ne devraient pas perdre au change. « Le Monde des livres » et le supplément « Radio-Télé » continuent d'être li-

veaux-nés « bien conformés », un autre le reçoit comme une bouffée d'oxygène. A l'inverse, pour Daniel Olivier, de Montouilleu (Aude), le coup de jeune se traduit par « un coup de vieux » et le nouveau Monde a raté son entrée.

Plus souvent, les félicitations s'accompagnent de regrets, de réserves et d'interrogations. Regret des suppléments supprimés, de l'absence « d'une séquence proprement européenne » (Michel Sudarskis et Gérard Bnuquet), de la disparition des encadrés, ou du transfert dans le corps du journal de l'éditorial de politique étrangère de première page. Ré-

servés maintenues sur le contenu du journal, ses partis pris, ses travers. Interrogations les plus diverses : pourquoi le coin droit de la première page se retourne-t-il ? Que devient la chronique de Jean-Pierre Collignon ? demande Mario Fabre. Rassurons-le : il la retrouvera (les articles sur la langue sont très prisés, rappelle, à dessein, le médiateur).

D'une manière générale, rappelons que, comme cela a été annoncé, la matière des suppléments supprimés en tant que tels, comme publications hebdomadaires – l'Economie, Arts et spectacles, Temps libre, Heures locales –, est reprise quotidiennement dans Le Monde et que, au total, les lecteurs intéressés ne devraient pas perdre au change. « Le Monde des livres » et le supplément « Radio-Télé » continuent d'être li-

veaux-nés « bien conformés », un autre le reçoit comme une bouffée d'oxygène. A l'inverse, pour Daniel Olivier, de Montouilleu (Aude), le coup de jeune se traduit par « un coup de vieux » et le nouveau Monde a raté son entrée.

Plus souvent, les félicitations s'accompagnent de regrets, de réserves et d'interrogations. Regret des suppléments supprimés, de l'absence « d'une séquence proprement européenne » (Michel Sudarskis et Gérard Bnuquet), de la disparition des encadrés, ou du transfert dans le corps du journal de l'éditorial de politique étrangère de première page. Ré-

servés maintenues sur le contenu du journal, ses partis pris, ses travers. Interrogations les plus diverses : pourquoi le coin droit de la première page se retourne-t-il ? Que devient la chronique de Jean-Pierre Collignon ? demande Mario Fabre. Rassurons-le : il la retrouvera (les articles sur la langue sont très prisés, rappelle, à dessein, le médiateur).

D'une manière générale, rappelons que, comme cela a été annoncé, la matière des suppléments supprimés en tant que tels, comme publications hebdomadaires – l'Economie, Arts et spectacles, Temps libre, Heures locales –, est reprise quotidiennement dans Le Monde et que, au total, les lecteurs intéressés ne devraient pas perdre au change. « Le Monde des livres » et le supplément « Radio-Télé » continuent d'être li-

veaux-nés « bien conformés », un autre le reçoit comme une bouffée d'oxygène. A l'inverse, pour Daniel Olivier, de Montouilleu (Aude), le coup de jeune se traduit par « un coup de vieux » et le nouveau Monde a raté son entrée.

Plus souvent, les félicitations s'accompagnent de regrets, de réserves et d'interrogations. Regret des suppléments supprimés, de l'absence « d'une séquence proprement européenne » (Michel Sudarskis et Gérard Bnuquet), de la disparition des encadrés, ou du transfert dans le corps du journal de l'éditorial de politique étrangère de première page. Ré-

servés maintenues sur le contenu du journal, ses partis pris, ses travers. Interrogations les plus diverses : pourquoi le coin droit de la première page se retourne-t-il ? Que devient la chronique de Jean-Pierre Collignon ? demande Mario Fabre. Rassurons-le : il la retrouvera (les articles sur la langue sont très prisés, rappelle, à dessein, le médiateur).

D'une manière générale, rappelons que, comme cela a été annoncé, la matière des suppléments supprimés en tant que tels, comme publications hebdomadaires – l'Economie, Arts et spectacles, Temps libre, Heures locales –, est reprise quotidiennement dans Le Monde et que, au total, les lecteurs intéressés ne devraient pas perdre au change. « Le Monde des livres » et le supplément « Radio-Télé » continuent d'être li-

veaux-nés « bien conformés », un autre le reçoit comme une bouffée d'oxygène. A l'inverse, pour Daniel Olivier, de Montouilleu (Aude), le coup de jeune se traduit par « un coup de vieux » et le nouveau Monde a raté son entrée.

Plus souvent, les félicitations s'accompagnent de regrets, de réserves et d'interrogations. Regret des suppléments supprimés, de l'absence « d'une séquence proprement européenne » (Michel Sudarskis et Gérard Bnuquet), de la disparition des encadrés, ou du transfert dans le corps du journal de l'éditorial de politique étrangère de première page. Ré-

servés maintenues sur le contenu du journal, ses partis pris, ses travers. Interrogations les plus diverses : pourquoi le coin droit de la première page se retourne-t-il ? Que devient la chronique de Jean-Pierre Collignon ? demande Mario Fabre. Rassurons-le : il la retrouvera (les articles sur la langue sont très prisés, rappelle, à dessein, le médiateur).

D'une manière générale, rappelons que, comme cela a été annoncé, la matière des suppléments supprimés en tant que tels, comme publications hebdomadaires – l'Economie, Arts et spectacles, Temps libre, Heures locales –, est reprise quotidiennement dans Le Monde et que, au total, les lecteurs intéressés ne devraient pas perdre au change. « Le Monde des livres » et le supplément « Radio-Télé » continuent d'être li-

veaux-nés « bien conformés », un autre le reçoit comme une bouffée d'oxygène. A l'inverse, pour Daniel Olivier, de Montouilleu (Aude), le coup de jeune se traduit par « un coup de vieux » et le nouveau Monde a raté son entrée.

Plus souvent, les félicitations s'accompagnent de regrets, de réserves et d'interrogations. Regret des suppléments supprimés, de l'absence « d'une séquence proprement européenne » (Michel Sudarskis et Gérard Bnuquet), de la disparition des encadrés, ou du transfert dans le corps du journal de l'éditorial de politique étrangère de première page. Ré-

servés maintenues sur le contenu du journal, ses partis pris, ses travers. Interrogations les plus diverses : pourquoi le coin droit de la première page se retourne-t-il ? Que devient la chronique de Jean-Pierre Collignon ? demande Mario Fabre. Rassurons-le : il la retrouvera (les articles sur la langue sont très prisés, rappelle, à dessein, le médiateur).

D'une manière générale, rappelons que, comme cela a été annoncé, la matière des suppléments supprimés en tant que tels, comme publications hebdomadaires – l'Economie, Arts et spectacles, Temps libre, Heures locales –, est reprise quotidiennement dans Le Monde et que, au total, les lecteurs intéressés ne devraient pas perdre au change. « Le Monde des livres » et le supplément « Radio-Télé » continuent d'être li-

veaux-nés « bien conformés », un autre le reçoit comme une bouffée d'oxygène. A l'inverse, pour Daniel Olivier, de Montouilleu (Aude), le coup de jeune se traduit par « un coup de vieux » et le nouveau Monde a raté son entrée.

Plus souvent, les félicitations s'accompagnent de regrets, de réserves et d'interrogations. Regret des suppléments supprimés, de l'absence « d'une séquence proprement européenne » (Michel Sudarskis et Gérard Bnuquet), de la disparition des encadrés, ou du transfert dans le corps du journal de l'éditorial de politique étrangère de première page. Ré-

servés maintenues sur le contenu du journal, ses partis pris, ses travers. Interrogations les plus diverses : pourquoi le coin droit de la première page se retourne-t-il ? Que devient la chronique de Jean-Pierre Collignon ? demande Mario Fabre. Rassurons-le : il la retrouvera (les articles sur la langue sont très prisés, rappelle, à dessein, le médiateur).

D'une manière générale, rappelons que, comme cela a été annoncé, la matière des suppléments supprimés en tant que tels, comme publications hebdomadaires – l'Economie, Arts et spectacles, Temps libre, Heures locales –, est reprise quotidiennement dans Le Monde et que, au total, les lecteurs intéressés ne devraient pas perdre au change. « Le Monde des livres » et le supplément « Radio-Télé » continuent d'être li-

veaux-nés « bien conformés », un autre le reçoit comme une bouffée d'oxygène. A l'inverse, pour Daniel Olivier, de Montouilleu (Aude), le coup de jeune se traduit par « un coup de vieux » et le nouveau Monde a raté son entrée.

Plus souvent, les félicitations s'accompagnent de regrets, de réserves et d'interrogations. Regret des suppléments supprimés, de l'absence « d'une séquence proprement européenne » (Michel Sudarskis et Gérard Bnuquet), de la disparition des encadrés, ou du transfert dans le corps du journal de l'éditorial de politique étrangère de première page. Ré-

servés maintenues sur le contenu du journal, ses partis pris, ses travers. Interrogations les plus diverses : pourquoi le coin droit de la première page se retourne-t-il ? Que devient la chronique de Jean-Pierre Collignon ? demande Mario Fabre. Rassurons-le : il la retrouvera (les articles sur la langue sont très prisés, rappelle, à dessein, le médiateur).

D'une manière générale, rappelons que, comme cela a été annoncé, la matière des suppléments supprimés en tant que tels, comme publications hebdomadaires – l'Economie, Arts et spectacles, Temps libre, Heures locales –, est reprise quotidiennement dans Le Monde et que, au total, les lecteurs intéressés ne devraient pas perdre au change. « Le Monde des livres » et le supplément « Radio-Télé » continuent d'être li-

veaux-nés « bien conformés », un autre le reçoit comme une bouffée d'oxygène. A l'inverse, pour Daniel Olivier, de Montouilleu (Aude), le coup de jeune se traduit par « un coup de vieux » et le nouveau Monde a raté son entrée.

Plus souvent, les félicitations s'accompagnent de regrets, de réserves et d'interrogations. Regret des suppléments supprimés, de l'absence « d'une séquence proprement européenne » (Michel Sudarskis et Gérard Bnuquet), de la disparition des encadrés, ou du transfert dans le corps du journal de l'éditorial de politique étrangère de première page. Ré-

servés maintenues sur le contenu du journal, ses partis pris, ses travers. Interrogations les plus diverses : pourquoi le coin droit de la première page se retourne-t-il ? Que devient la chronique de Jean-Pierre Collignon ? demande Mario Fabre. Rassurons-le : il la retrouvera (les articles sur la langue sont très prisés, rappelle, à dessein, le médiateur).

D'une manière générale, rappelons que, comme cela a été annoncé, la matière des suppléments supprimés en tant que tels, comme publications hebdomadaires – l'Economie, Arts et spectacles, Temps libre, Heures locales –, est reprise quotidiennement dans Le Monde et que, au total, les lecteurs intéressés ne devraient pas perdre au change. « Le Monde des livres » et le supplément « Radio-Télé » continuent d'être li-

veaux-nés « bien conformés », un autre le reçoit comme une bouffée d'oxygène. A l'inverse, pour Daniel Olivier, de Montouilleu (Aude), le coup de jeune se traduit par « un coup de vieux » et le nouveau Monde a raté son entrée.

Plus souvent, les félicitations s'accompagnent de regrets, de réserves et d'interrogations. Regret des suppléments supprimés, de l'absence « d'une séquence proprement européenne » (Michel Sudarskis et Gérard Bnuquet), de la disparition des encadrés, ou du transfert dans le corps du journal de l'éditorial de politique étrangère de première page. Ré-

servés maintenues sur le contenu du journal, ses partis pris, ses travers. Interrogations les plus diverses : pourquoi le coin droit de la première page se retourne-t-il ? Que devient la chronique de Jean-Pierre Collignon ? demande Mario Fabre. Rassurons-le : il la retrouvera (les articles sur la langue sont très prisés, rappelle, à dessein, le médiateur).

D'une manière générale, rappelons que, comme cela a été annoncé, la matière des suppléments supprimés en tant que tels, comme publications hebdomadaires – l'Economie, Arts et spectacles, Temps libre, Heures locales –, est reprise quotidiennement dans Le Monde et que, au total, les lecteurs intéressés ne devraient pas perdre au change. « Le Monde des livres » et le supplément « Radio-Télé » continuent d'être li-

CONCURRENCE Avec la reprise, le gouvernement est confronté à un retour du débat sur la concurrence et sur le gel de l'implantation des grandes surfaces, dédié

à son arrivée à Matignon par Edouard Balladur. ● LES RELATIONS entre industriels et distributeurs sont concernées, ainsi que les rapports entre entreprises publiques

et privées. La grande distribution presse Matignon de faire sauter le verrou. Le premier ministre préférerait faire l'économie d'un arbitrage politique difficile. Mais quel qu'il

soit, le futur président de la République ne pourra l'éviter. ● L'IDEE d'un contrôle des prix et de sanctions lorsque ceux-ci n'ont pas de réalité avec les coûts de pro-

duction, réapparaît dans les milieux d'agriculteurs et de pêcheurs, mais aussi d'industriels en position de faiblesse par rapport aux grands distributeurs.

La grande distribution réclame la fin du gel de ses implantations

Inquiet des initiatives parlementaires pour réformer la concurrence, Alain Madelin, ministre des entreprises et du développement économique, plaide, en privé, pour un texte simple

LE DÉBAT sur la concurrence déloyale est loin d'être clos. Certes, aucun projet de loi sur ce thème ne figure à l'agenda de la session extraordinaire du Parlement. Et les propositions de loi des députés Jean-Paul Charlié (RPR, Loire) et Jean Royer (RPR, Indre-et-Loire) sont restées lettres mortes. Officiellement encore, le ministre de l'économie attend les conclusions du rapport demandé en juin 1994 à Claude Villain, ancien directeur général de la concurrence et des prix, sur les relations industrie-distribution en Europe. Rapport dont la commande avait permis alors de botter en touche, faute d'accord au gouvernement. Faut-il, dit-il, savoir comment éviter un emballement des débats au Parlement. « Il fallait éviter qu'un texte sur la concurrence n'aboutisse à une réforme de la loi Royer », dit, avec humour, un bon connaisseur du dossier.

Mais le feu couve. Une frange, importante, de la majorité ne désarme pas, comme l'a encore montré l'examen du projet de loi de modernisation agricole. Jean-Paul Charlié en a profité pour faire voter deux amendements réformant l'ordonnance de 1986 sur les prix (désormais, le gouvernement pourra prendre des décrets contre les baisses excessives) et la concurrence (les organisations professionnelles pourront se porter en justice). Quant au Sénat, il a adopté un texte sur les usages

commerciaux loyaux dans l'agriculture, qu'une commission mixte paritaire (CMP) réunie, vendredi 13 janvier, devait réécrire mais néanmoins entériner.

« Les parlementaires s'amusent », confie un haut fonctionnaire, inquiet d'un remue-ménage d'autant plus inopportun que le très puissant lobby de la grande distribution, montant au front jusqu'à Matignon, s'implante du « gel » de ses implantations et s'exaspère de la hausse de la taxe qui la frappe. La profession commence à le faire savoir avec la puissance de feu qui est la sienne, au risque de « parasiter » la campagne présidentielle. Le premier ministre, comme l'ensemble de la classe politique, sait donc, désormais, que le retour de la croissance ne lui fera pas faire l'économie d'un vaste débat sur l'ensemble de ces thèmes. Chacun prend donc ses marques pour l'après-présidentielle.

PÉRIODE DÉFLATIONNISTE

Comment canaliser ses initiatives ? Comment répondre aux inquiétudes qu'elles traduisent, mais aussi comment éviter que, sous couvert de lutte contre les pratiques déloyales, l'on entrave le bon fonctionnement de la concurrence ? « En période déflationniste, les gens mettent les baisses de prix sur le dos de la concurrence », remarque un spécialiste, qui s'alarme du retour en grâce, dans les esprits, des « car-

tels ». Proche de cette analyse, Alain Madelin, ministre des entreprises et du développement économique, qui avait contrecarré, l'an dernier, les projets - jugés trop favorables à l'industrie - de son collègue Gérard Longuet, s'inquiète et plaide désormais, en privé, pour l'adoption d'un dispositif simple.

Un dispositif que le ministre

Prix bas et contrôles

An printemps 1994, Jean-Paul Charlié avait déclaré vouloir « rendre licite un prix (...) inférieur à celui d'un produit similaire tel qu'il revient en moyenne aux fabricants de l'Union européenne, toutes taxes en vigueur comprises » (Le Monde du 4 mai 1994). Dans ses réflexions sur la concurrence déloyale, le ministre des entreprises et du développement économique s'interroge : faut-il aller jusqu'à sanctionner les prix de vente ou de revente sans relation avec la réalité des coûts pour les producteurs ou les commercialisateurs ? La mesure est soumise aux agriculteurs et les pêcheurs et par des industriels qui dénoncent la politique « prix d'appel » des grandes surfaces. « Ce serait réintroduire, de facto, le contrôle des prix, rétorque un opposant. Surtout si l'administration obtenait parallèlement le droit de saisir le juge. » Une contradiction de taille avec une politique libérale.

voudrait centrer sur quelques principes et délégué des points de détails. Un dispositif qu'il libéral conviendrait de bienfaisance de l'ouverture des marchés, il voudrait voir évoluer au fil de la jurisprudence, comme dans les pays anglo-saxons. Un dispositif s'articulant autour d'un concept polyvalent - l'abus de dépendance économique - l'élargissement de la saisine du juge et des sanctions

renforcées. S'y ajouteraient une clarification des rapports entre entreprises publiques et privées pour laquelle il a déjà milité, ainsi que, peut-être, une sanction des pratiques déloyales sur les prix.

Notion large, l'abus de dépendance économique s'appliquerait indistinctement aux relations des industriels avec les distributeurs, comme à celles des industriels

allusion au retrait brutal des rayons dont ils sont parfois victimes. L'abus de position dominante traiterait aussi des délais de paiements, qu'aucun texte de loi, ni aucun accord directement négocié, n'est parvenu à réduire jusqu'ici.

DOMMAGES ET INTÉRÊTS

La saisine du juge serait plus aisée. Les PME hésitent, en effet, à se porter en justice, tant elles craignent les représailles de leurs clients. En cas d'abus, les organisations professionnelles mais aussi le ministre de l'économie, le président du Conseil de la concurrence et l'administration - c'est une vieille revendication contestée de la Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes - pourraient ainsi se substituer aux entreprises devant les tribunaux, civils ou commerciaux. Le juge pourrait ordonner la cessation des pratiques en référé, prononcer la nullité des conventions signées sous la contrainte, accorder des dommages et intérêts accrus ou infliger, au profit de l'Etat, une amende de 500 000 francs.

Nul doute que ces propositions, si elles devaient être reprises par le gouvernement, déclencheraient polémiques et discussions. Mais le retour de la croissance le permet, estiment certains experts. « Il est impossible de légiférer sur la concurrence en période de récession, note l'un d'entre eux, les lob-

bies n'ont alors d'autres soucis que de se servir du texte pour renforcer leurs marges. Aujourd'hui, le retour de la croissance lève cette hypothèque ». Le calendrier politique, lui, est en revanche défavorable. Ouvrir une telle boîte de Pandore avant la présidentielle fait figure de gageure.

Ressurgit alors l'idée d'un « texte court », comme l'ont toujours souhaité les conseillers du premier ministre. D'un texte suffisamment ocuménique pour épargner à Edouard Balladur un « arbitrage politique dur » - aucun n'a été rendu -, mais suffisamment large pour tempérer les ardeurs des francs-tireurs de la majorité. Un texte symbolique aussi, faute de pouvoir être soumis au Parlement avant les échéances électorales, mais un texte susceptible - pour quoi pas ? - d'être présenté en conseil des ministres avant les élections. Par pédagogie.

Reste qu'un texte sur la concurrence n'a jamais été adopté au Parlement tant est grande la puissance des lobbies. Tous les pouvoirs, jusqu'ici, ont eu recours aux ordonnances. Edouard Balladur, s'il emporte l'Élysée en mai comme le prévoit tous les sondages, choisira-t-il d'inaugurer son septennat en amendement son propre texte de 1986 ? Bien des industriels et des grands distributeurs se damneraient pour le savoir.

Pierre-Angel Gay

L'appel d'offres pour privatiser la SEITA est lancé

Le gouvernement cherche à constituer le « noyau dur »

LA SEITA sera la première privatisée de l'année 1995. Edmond Alphandéry, ministre de l'économie, a fait connaître le 13 janvier les modalités de l'appel d'offres, publiées au Journal officiel du 14 janvier, pour la constitution du groupe d'actionnaires stables (GAS). Il s'agit d'une étape technique supplémentaire avant le prémarketing et enfin l'ouverture de l'offre publique de vente (OPV) qui durera une semaine et débouchera sur la privatisation effective de la société. Toutefois, aucun calendrier n'a encore été arrêté concernant les prochaines étapes, précise le ministre.

Le gouvernement d'Edouard Balladur, qui ambitionne de dégager 55 milliards de francs cette année des privatisations, n'a pas la possibilité technique de mener qu'une seule autre opération avant la campagne de l'élection présidentielle, les AGF paraissant l'entreprise la mieux placée. Usmor-Sacilor, que José Rossi, ministre de l'Industrie, aurait aimé pousser avant cette échéance, devra attendre la deuxième partie de l'année au même titre que Renault alors que, parmi les entreprises industrielles, les privatisations de Thomson et de Pechiney seraient plutôt renvoyées au début de 1996.

Concernant la SEITA, 25 % du capital sera cédé de gré à gré au groupe d'actionnaires stables, à raison pour chacun de 1 % au

moins de ce capital et de 10 % au maximum. Les acquéreurs s'engageront à conserver leurs titres pendant 24 mois. Et, jusqu'à quarante-huit mois, ils ne pourront procéder à des cessions qu'à des membres du GAS, pour 50 % des titres acquis.

Les investisseurs disposent d'un délai de quinze jours à compter de la publication de l'appel d'offres, pour transmettre leur proposition. Mais ce n'est qu'au lancement de l'OPV - donc pas avant trois semaines - que leur identité sera révélée. Le prix de l'action n'est pas fixé. Mais, compte tenu de l'estimation de la SEITA entre 6 et 7 milliards de francs, un candidat au GAS qui souhaiterait acquérir 2 % du capital peut s'attendre à devoir déboursier autour de 150 millions de francs.

Selon la loi de privatisation publiée au Journal officiel du 28 décembre 1994, les grands industriels étrangers du tabac comme Philip Morris ou Rothmans sont écartés de l'opération. Mais pas les distributeurs. D'ores et déjà, le géant britannique et deuxième distributeur mondial BAT (qui prend pied sur le marché grâce à son rachat d'American Tobacco) ainsi que le numéro deux allemand, Reemtsma, se sont déjà déclarés intéressés.

Vincent Bolloré, surtout, est sur les rangs par le biais de sa société

Bolloré Technologies. Son intérêt pourrait porter sur 2 % du capital. Cette décision, laisse entendre l'industriel, renforcerait les liens établis entre les deux sociétés au sein de leur filiale commune Tobac (détenue à 60 % par Bolloré et à 40 % par la SEITA) pour la distribution de cigarettes sur le continent africain. Donnant la priorité au développement, Vincent Bolloré avait affirmé qu'il gèrerait ses investissements jusqu'en 1996. Le patron de SCAC Delmas-Vieljeux change son fusil d'épaule après avoir fait passer sa dette de 8,3 milliards à 3,5 milliards en quinze mois. D'autant que, selon ses prévisions, cette dette pourrait être ramenée à deux milliards de francs avant le fin 1995 grâce à la cession d'actifs dans sa branche énergie ou à la vente de son siège social à Putteux.

Pour l'Etat, qui compte en conserver 10 %, la privatisation de SEITA devrait rapporter autour de 6 milliards. La société est devenue suffisamment attractive (14,1 milliards de francs de chiffre d'affaires consolidé, 585 millions de bénéfice) pour que les investisseurs ne la boudent pas, même si, après deux années successives de baisse de la consommation de cigarettes en France, le marché du tabac a encore reculé de 3,7 % en 1994.

Gilles Bridier

Le régime des retraites sera maintenu

LA PRIVATISATION de la Seita présente-t-elle un risque pour le gouvernement ? Ni la direction ni les syndicats ne prévoient d'explosion sociale dans les semaines à venir.

Il est vrai que les deux principaux motifs d'inquiétude, le statut et les retraites, sont en bonne voie d'être réglés. La protection qu'offrirait le premier est d'ailleurs en grande partie « illusoire », reconnaît Force ouvrière. Depuis 1985, il ne garantit plus l'emploi et la direction a, depuis cette date, supprimé plus de 2 500 postes de travail soit la moitié des effectifs actuels (5 200 personnes

dans la société-mère). Par ailleurs, dès le premier semestre 1994, la direction et les syndicats ont mené - à froid - des travaux préparatoires pour refondre le statut et la soixantaine d'accords sociaux signés depuis 1988 dans une unique « convention d'entreprise », et dont la conclusion pourrait être très rapide.

Le régime de retraite aurait pu constituer une vraie pierre d'achoppement. Tous les actifs embauchés avant 1980 (4 000 sont encore en activité), ainsi que les 11 000 retraités, bénéficient d'un régime-maison. Le calcul des pensions est le même que dans la fonction publique mais le ré-

gime procure certains avantages : les ouvriers peuvent en particulier bénéficier d'une retraite à taux plein après trente années d'activité. Comme devrait le confirmer un décret, Bercy a accepté de maintenir le régime Seita. Jusqu'à son extinction - prévue vers l'an 2050 -, la cotisation-employeur restera bloquée à son niveau actuel (24,4 %), celle des salariés évoluera comme celle des fonctionnaires et la revalorisation des retraites se fera sur la base de la revalorisation des pensions de la fonction publique.

Frédéric Lemaître

Saatchi & Saatchi à la merci d'une OPA

Le départ de son fondateur ne règle pas les problèmes du groupe

LONDRES

correspondance

« Dans la publicité, c'est le client qui a le dernier mot. Mais Herro estime, à tort, que ce sont les investisseurs institutionnels qui détiennent le véritable pouvoir. Or, au cours d'une bataille entre un actionnaire minoritaire et un client, c'est ce dernier qui l'emporte à tous les coups. » Après son éviction par le jeune financier de Chicago David Herro, gestionnaire d'un gros fonds de placements, Maurice Saatchi envisage de créer une nouvelle agence de publicité (Le Monde du 13 janvier).

Malgré consolation pour Maurice Saatchi, qui a démissionné début janvier de la présidence de son ex-maison de Charlotte Street, cette montée en puissance des fonds de pension et des organismes de placements anglo-saxons, qui draine des capitaux considérables, pourrait emporter demain son archi-rival Martin Sorrell, président de Wire & Plastic Products (WPP Group, qui rassemble des agences comme Ogilvy & Mather, J. Walter Thompson). A l'instar de Maurice Saatchi, ce dernier a lui aussi réclamé une option de plusieurs millions de dollars qui a botifié les grands actionnaires américains. De chasseurs de contrats, Maurice Saatchi et Martin Sorrell sont devenus des gibiers traqués.

Sur le papier, l'ex-patron de Saatchi & Saatchi dispose toutefois d'atouts pour prendre sa revanche. Les plus gros clients de la firme (Mars, British Airways, Procter & Gamble) sont en train de revoir leurs contrats avec Saatchi & Saatchi, dont les perspectives bénéficiaires pour les années à venir laissent à désirer. Les rumeurs d'un décrochage de la branche américaine - Bates Worldwide Agency -, très rentable, que guignaient plusieurs concurrents new-yorkais, et celles d'un rachat possible d'une autre filiale, Rowland, une société de relations publiques financières, par un allié de Maurice Saatchi, ont fortement déstabilisé l'ancienne compagnie de ce dernier.

On parle aussi d'une alliance

possible entre les deux frères Saatchi et Young & Rubicam. Inquiet de la chute brutale des cours en Bourse, un groupe d'actionnaires minoritaires pourrait réclamer à Saatchi & Saatchi des indemnités pour les pertes occasionnées à leurs yeux par le scandale du limogement du président. Le titre Saatchi a en effet perdu plus de 35 % depuis le 1^{er} janvier.

« Maurice Saatchi... la grandeur passée » : pour la City, le chemin

une légende de la décennie passée, bref, un *has been*. Enfin, les milieux financiers tiennent en haute estime l'actuel directeur général, Charles Scott, crédité, avec M. Louis-Dreyfus, de la stabilisation d'un groupe au bord de la banqueroute en 1990.

Si Maurice Saatchi devait perdre son pari, il pourrait aider John Major à tenter de conserver le 10 Downing Street, lors des législatives qui doivent avoir lieu, au plus

David Herro, le « tombeur »

« Maurice Saatchi ? » Un brillant publicitaire mais dénué de tout sens « financier » : outre-Atlantique, David Herro, trente-cinq ans, le tombeur de Maurice Saatchi, se demande comment entretenir sa réputation d'ogre, d'autocrate ambitieux et de grande gueule ?

La philosophie, simple mais peu soignée, du gérant du fonds de placement Oakmark International de la firme Harris Associates, basée à Chicago, tient en quelques mots : dans l'intérêt des actionnaires, il faut qu'une société fasse des bénéfices. Donc que ses dirigeants remettent leur tablier en cas de contre-performance boursière prolongée.

Après avoir fait le ménage dans l'informatic et l'automobile aux Etats-Unis, les investisseurs institutionnels comme David Herro s'intéressent aux groupes européens dont ils ont engrangé des paquets d'actions.

Si son fonds de placement, dont la valeur serait estimée à un milliard de dollars, ne contrôlait que 9,8 % de l'agence de publicité britannique, ce raidier a réussi à s'allier avec d'autres organismes similaires pour déstabiliser une véritable institution. Depuis qu'il a pris le risque de se déclarer simplement amateur de bière, de *sweaters* et de musique country, la réputation de ce petit génie, natif du Wisconsin, est de cultiver les idées courtes. Mais le *golden boy* n'en a cure.

tard, au milieu de 1997. Ne fut-il pas l'un des principaux architectes des quatre victoires d'affilée des Tories ? Le chef d'entreprise le plus antimédiatique du Royaume-Uni pourrait également se tourner vers son autre dada, le journalisme, en rachetant par exemple un quotidien.

En revanche, pour le groupe publicitaire Saatchi & Saatchi, fortement secoué, l'urgence est plus grande. Comme le note Neil Blackley, analyste du courtier Goldman Sachs, « la meilleure solution pour Scott est de trouver rapidement un acheteur avec lequel il peut s'entendre. Sa priorité absolue est d'arrêter la plangée des cours, pour éviter une OPA hostile d'un raidier. »

Marc Roche

سكاتشي و سكاتشي

Revue des valeurs

Semaine du 9 au 13 janvier 1995

PARIS

Indice CAC 40 - 1,72 %

Sans direction

ON NE PEUT PAS DIRE que la semaine se soit déroulée sous les meilleurs auspices à la Bourse de Paris. Un peu partout dans le monde, les marchés d'actions n'ont pu être que spectateurs et victimes de la tourmente monétaire qui, partie du Mexique, a rebondi dans le sud de l'Europe, pour finir en Asie. Du coup, sur les cinq séances de la semaine au Palais Brongniart, quatre se sont conclues par des baisses et la dernière, vendredi, par une reprise inespérée. L'indice CAC 40 aura tout de même perdu 1,72 % d'un vendredi à l'autre, s'inscrivant à 1853,98 points.

En dépit d'un dernier rebond dans le sillage de celui des marchés de taux après la publication

d'une baisse surprise des ventes de détail en décembre aux États-Unis, la Bourse de Paris reste, depuis plusieurs semaines, un marché indécis, sans volume et sans réelle direction.

CAPITAUX ÉTRANGERS ABSENTS

Les dix séances depuis le début de l'année se sont traduites par un recul de 1,44 %, après un repli de 17,8 % en 1994. A quelques points près, la Bourse se retrouve à ses plus bas niveaux de l'année 1994 (en octobre). Si l'indice CAC 40 tombe durablement sous le niveau des 1 820 points, le prochain seuil de résistance se situe à 1 780 points, affirment les analystes tra-

vaillant sur graphiques. Les valeurs françaises souffrent de l'absence des investisseurs étrangers, seuls à même de réveiller la place de Paris. Les investisseurs institutionnels nationaux représentent entre 18 % et 20 % de la capitalisation à Paris contre 50 % sur la place financière à New York et 80 % à Londres. Le comportement des investisseurs étrangers, qui détiennent entre 30 % et 35 % du marché des actions françaises, est déterminant. Or ces investisseurs ont vendu massivement l'an dernier (pour 200 milliards de francs, principalement des obligations d'État), et ne semblent pas actuellement prêts à

placer leurs capitaux à Paris. Ils privilégient les placements en marks, en raison des performances de l'économie allemande. Les non-résidents craignent que la surchère des nombreux candidats à l'élection présidentielle française n'aboutisse à un dérapage des dépenses de l'État. Une petite éclaircie pourrait peut-être se produire lorsque le premier ministre Edouard Balladur aura annoncé sa candidature à l'élection présidentielle. Les taux d'intérêt pourraient même se détendre un peu mais, selon les analystes, le mouvement sera limité dans le temps.

RÉAMÉNAGEMENT DES INDICES

Mercredi 11 janvier, un réaménagement de l'indice CAC 40 a été annoncé, qui prendra effet le 9 février. Il va se traduire par le remplacement de Euro Disney, la CGP et Casino par Renault, Eurotunnel et Pinaut-Printemps-La Redoute. En ce début d'année, le conseil scientifique des indices a procédé à un réaménagement des indices de la Bourse de Paris : outre les modifications apportées à la composition du CAC 40, l'indice

SBF 120 voit partir Spie-Batignolles et arriver Renault (l'échantillon du CAC 40 étant inclus dans celui du SBF 120). L'indice SBF 250 voit arriver douze valeurs : Ermet, Frankoparis, Gaumont, IMS, Manitou, M 6, Monoprix, Renault, Segic, Sovabail, Technip, Via Banque. Soit radicalement en revanche du SBF-250 : Locindus, Lucia, Saga, Sogefal, Spie Batignolles, Taittinger, UIC. A la suite d'opérations financières, cet échantillon ne comprenait plus que 245 valeurs.

Eric Leser

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES AU RM

Données (en BSN)	Nombre de titres échangés	Valeur en F
Carrefour	1 769 650	2 400 000
Eurotunnel	427 145	1 200 000
Alcatel Alsthom	24 778 800	1 100 000
SAF Aquitaine	1 290 190	1 000 000
Umicore	1 498 726	900 000
Umicore	630 540	800 000
Peugeot	564 800	700 000
Total	1 258 094	600 000
Esso (Gie des)	720 210	500 000
Oréal (L)	332 470	400 000
Saint-Gobain	589 490	300 000
Lafarge Coppée	501 160	200 000
Société générale	501 160	200 000
Suez	1 271 850	100 000

LES PLUS FORTES VARIATIONS DE COURS HEBDOMADAIRES (RÈGLEMENT MENSUEL)

Valeurs en hausse	Valeurs en baisse
Radiofrance	Carrefour
Castorama OI	Carrefour
Nord-Est	Carrefour
UCC DA	Carrefour
Plastic Omnium	Carrefour
Salvator	Carrefour
Emmental	Carrefour
Caracalmet	Carrefour
Modulor	Carrefour
Permot-Ricard	Carrefour
Sanofi	Carrefour
Salvator	Carrefour
Radisson	Carrefour
Radisson	Carrefour

LES SECTEURS D'ACTIVITÉ

13-1-95	12-1-95	Diff.
Alcatel	2 285 375	+0,1%
BNP	720	+0,1%
Edenred	720	+0,1%
Edenred	720	+0,1%
Edenred	720	+0,1%
Edenred	720	+0,1%
Edenred	720	+0,1%
Edenred	720	+0,1%
Edenred	720	+0,1%
Edenred	720	+0,1%
Edenred	720	+0,1%

13-1-95	12-1-95	Diff.
AGF	110,00	+0,1%
AMA	233,00	+0,1%
CAN	33,33	+0,1%
CEG	110,00	+0,1%
CEG	110,00	+0,1%
CEG	110,00	+0,1%
CEG	110,00	+0,1%
CEG	110,00	+0,1%
CEG	110,00	+0,1%
CEG	110,00	+0,1%
CEG	110,00	+0,1%

13-1-95	12-1-95	Diff.
Alcatel	2 285 375	+0,1%
BNP	720	+0,1%
Edenred	720	+0,1%
Edenred	720	+0,1%
Edenred	720	+0,1%
Edenred	720	+0,1%
Edenred	720	+0,1%
Edenred	720	+0,1%
Edenred	720	+0,1%
Edenred	720	+0,1%
Edenred	720	+0,1%

13-1-95	12-1-95	Diff.
Alcatel	2 285 375	+0,1%
BNP	720	+0,1%
Edenred	720	+0,1%
Edenred	720	+0,1%
Edenred	720	+0,1%
Edenred	720	+0,1%
Edenred	720	+0,1%
Edenred	720	+0,1%
Edenred	720	+0,1%
Edenred	720	+0,1%
Edenred	720	+0,1%

13-1-95	12-1-95	Diff.
AGF	110,00	+0,1%
AMA	233,00	+0,1%
CAN	33,33	+0,1%
CEG	110,00	+0,1%
CEG	110,00	+0,1%
CEG	110,00	+0,1%
CEG	110,00	+0,1%
CEG	110,00	+0,1%
CEG	110,00	+0,1%
CEG	110,00	+0,1%

13-1-95	12-1-95	Diff.
Alcatel	2 285 375	+0,1%
BNP	720	+0,1%
Edenred	720	+0,1%
Edenred	720	+0,1%
Edenred	720	+0,1%
Edenred	720	+0,1%
Edenred	720	+0,1%
Edenred	720	+0,1%
Edenred	720	+0,1%
Edenred	720	+0,1%
Edenred	720	+0,1%

13-1-95	12-1-95	Diff.
Alcatel	2 285 375	+0,1%
BNP	720	+0,1%
Edenred	720	+0,1%
Edenred	720	+0,1%
Edenred	720	+0,1%
Edenred	720	+0,1%
Edenred	720	+0,1%
Edenred	720	+0,1%
Edenred	720	+0,1%
Edenred	720	+0,1%
Edenred	720	+0,1%

13-1-95	12-1-95	Diff.
AGF	110,00	+0,1%
AMA	233,00	+0,1%
CAN	33,33	+0,1%
CEG	110,00	+0,1%
CEG	110,00	+0,1%
CEG	110,00	+0,1%
CEG	110,00	+0,1%
CEG	110,00	+0,1%
CEG	110,00	+0,1%
CEG	110,00	+0,1%

13-1-95	12-1-95	Diff.
Alcatel	2 285 375	+0,1%
BNP	720	+0,1%
Edenred	720	+0,1%
Edenred	720	+0,1%
Edenred	720	+0,1%
Edenred	720	+0,1%
Edenred	720	+0,1%
Edenred	720	+0,1%
Edenred	720	+0,1%
Edenred	720	+0,1%
Edenred	720	+0,1%

13-1-95	12-1-95	Diff.
Alcatel	2 285 375	+0,1%
BNP	720	+0,1%
Edenred	720	+0,1%
Edenred	720	+0,1%
Edenred	720	+0,1%
Edenred	720	+0,1%
Edenred	720	+0,1%
Edenred	720	+0,1%
Edenred	720	+0,1%
Edenred	720	+0,1%
Edenred	720	+0,1%

13-1-95	12-1-95	Diff.
AGF	110,00	+0,1%
AMA	233,00	+0,1%
CAN	33,33	+0,1%
CEG	110,00	+0,1%
CEG	110,00	+0,1%
CEG	110,00	+0,1%
CEG	110,00	+0,1%
CEG	110,00	+0,1%
CEG	110,00	+0,1%
CEG	110,00	+0,1%

13-1-95	12-1-95	Diff.
Alcatel	2 285 375	+0,1%
BNP	720	+0,1%
Edenred	720	+0,1%
Edenred	720	+0,1%
Edenred	720	+0,1%
Edenred	720	+0,1%
Edenred	720	+0,1%
Edenred	720	+0,1%
Edenred	720	+0,1%
Edenred	720	+0,1%
Edenred	720	+0,1%

13-1-95	12-1-95	Diff.
Alcatel	2 285 375	+0,1%
BNP	720	+0,1%
Edenred	720	+0,1%
Edenred	720	+0,1%
Edenred	720	+0,1%
Edenred	720	+0,1%
Edenred	720	+0,1%
Edenred	720	+0,1%
Edenred	720	+0,1%
Edenred	720	+0,1%
Edenred	720	+0,1%

13-1-95	12-1-95	Diff.
AGF	110,00	+0,1%
AMA	233,00	+0,1%
CAN	33,33	+0,1%
CEG	110,00	+0,1%
CEG	110,00	+0,1%
CEG	110,00	+0,1%
CEG	110,00	+0,1%
CEG	110,00	+0,1%
CEG	110,00	+0,1%
CEG	110,00	+0,1%

13-1-95	12-1-95	Diff.
Alcatel	2 285 375	+0,1%
BNP	720	+0,1%
Edenred	720	+0,1%
Edenred	720	+0,1%
Edenred	720	+0,1%
Edenred	720	+0,1%
Edenred	720	+0,1%
Edenred	720	+0,1%
Edenred	720	+0,1%
Edenred	720	+0,1%
Edenred	720	+0,1%

13-1-95	12-1-95	Diff.
Alcatel	2 285 375	+0,1%
BNP	720	+0,1%
Edenred	720	+0,1%
Edenred	720	+0,1%
Edenred	720	+0,1%
Edenred	720	+0,1%
Edenred	720	+0,1%
Edenred	720	+0,1%
Edenred	720	+0,1%
Edenred	720	+0,1%
Edenred	720	+0,1%

13-1-95	12-1-95	Diff.
AGF	110,00	+0,1%
AMA	233,00	+0,1%
CAN	33,33	+0,1%
CEG	110,00	+0,1%
CEG	110,00	+0,1%
CEG	110,00	+0,1%
CEG	110,00	+0,1%
CEG	110,00	+0,1%
CEG	110,00	+0,1%
CEG	110,00	+0,1%

13-1-95	12-1-95	Diff.
Alcatel	2 285 375	+0,1%
BNP	720	+0,1%
Edenred	720	+0,1%
Edenred	720	+0,1%
Edenred	720	+0,1%
Edenred	720	+0,1%
Edenred	720	+0,1%
Edenred	720	+0,1%
Edenred	720	+0,1%
Edenred	720	+0,1%
Edenred	720	+0,1%

TOKYO

Indice Nikkei - 0,97 %

Toujours terne

La Bourse de Tokyo a de nouveau cédé du terrain cette semaine, affectée par les remous monétaires et la faiblesse du dollar notamment face au yen. L'indice Nikkei a perdu au total 188,29 points (0,97 %), pour s'inscrire en clôture, vendredi 13 janvier, à 19 331,17 points. Le Nikkei avait déjà perdu 1 % la semaine précédente. Le volume moyen des échanges boursiers a été de 225,7 millions de titres, contre 160,7 millions de titres de la semaine précédente. La valeur des transac-

tions a augmenté, atteignant 225,2 milliards de yens, (2,3 milliards de dollars).

Le directeur financier de la compagnie d'assurance-vie Sumitomo Life Insurance Co, Kazuaki Sano considère que « les sociétés japonaises vont continuer de vendre des actions pour des motifs d'habillage de leurs portefeuilles avant la fin de l'année fiscale qui s'achève en mars ». Les valeurs financières ont perdu du terrain, comme Nomura Securities en baisse de 50 yens à 1 910 yens, ou Sumitomo bank qui a aussi chuté de 50 yens à 1 800 yens. La sidérurgie a également été délaissée, à l'image de Kawasaki steel qui a cédé 9 yens à 393 yens.

Indices du 13 janvier : Nikkei 19 331,17 points (contre 19 519,46) ; Topix 1 511,79 (contre 1 535,64).

LONDRES

Indice FT 100 - 0,54 %

Inquiétude

La Bourse de Londres a vécu une nouvelle semaine peu animée, les investisseurs étant rendus prudents par les troubles monétaires et les incertitudes sur l'évolution des taux d'intérêt. L'indice Footsie des cent grandes valeurs a terminé en clôture, vendredi 13 janvier, à 3 048,3 points, soit sur une perte hebdomadaire de 16,7 points (0,54 %). Les troubles monétaires, qui se sont concrétisés par la faiblesse du dollar face au deutschemark et les records à la baisse de la peseta et la lire, ont inquiété les

opérateurs. La tendance n'a guère été soutenue par les chiffres inférieurs aux prévisions de l'inflation américaine (4,02 % en décembre), le marché étant déjà persuadé d'un prochain relèvement des taux d'intérêt aux États-Unis. En revanche, la perspective d'une hausse des taux en Grande-Bretagne s'est un peu éloignée, avec la baisse surprise de 1 % de la production industrielle britannique en novembre. Le publicitaire Saatchi and Saatchi a été la valeur la plus agitée de la semaine. Elle a perdu 38 pence à 102, victime de l'annonce de la création d'une agence rivale par son ancien président Maurice Saatchi, et de la défection de deux importants clients, British Airways et le Mirror Group.

Indice FT 100 du vendredi 13 janvier : 3 048,3 points (contre 3 065).

FRANCFORT

Indice DAX 30 + 0,08 %

Surplace

Nervosité et incertitudes ont prédominé cette semaine à la Bourse de Francfort, les cours rependant en fin de semaine les gains enregistrés lors des séances précédentes.

L'indice DAX des trente valeurs vedette a terminé, vendredi 13 janvier, à 2 055,62 points, soit pratiquement inchangé (+0,08 %) par rapport à son cours de clôture de la semaine passée, qui était de 2 053,92 points.

Soutenir jusqu'à jeudi - presque sans interruption - par les hausses

du marché obligataire, le marché des actions a été balayé vendredi par une vague de prises de bénéfices, faisant plonger le DAX de 0,76 %. L'affaiblissement du dollar provoqué par les difficultés du Mexique ont également contribué à la nervosité des participants vendredi.

A moyen terme, les courtiers maintiennent leurs pronostics positifs pour la Bourse allemande, en raison de la forte progression attendue des bénéfices des entreprises et de la reprise économique. L'office fédéral des statistiques a estimé, jeudi 12 janvier, que le produit intérieur brut allemand augmentera de 3 % en 1995, après une hausse de 2,8 % en 1994. Le rendement des obligations d'État à dix ans a reculé à 7,44 % contre 7,63 %.

Indice DAX 30 du 13 janvier : 2 055,62 points (contre 2 053,92).

NEW YORK

Indice Dow Jones + 1,06 %

Optimiste

Wall Street a terminé la semaine au-dessus du seuil des 3 900 points, dopée par les espoirs d'ajournement d'un prochain resserrement de la politique monétaire et alors que les développements dans la crise financière mexicaine ont occupé le devant de la scène. L'indice Dow Jones des valeurs vedettes a terminé en clôture, vendredi 13 janvier, à 3 908,46 points, en hausse de 41,05 points (+1,06 %) par rapport au vendredi précédent. La semaine a commencé avec des statistiques modérées sur l'inflation en décembre, qui ont alimenté les spéculations sur un relèvement de 50 points de base des taux directeurs de la Réserve fédérale (Fed) lors de la réunion du comité de l'Open Market le 31 janvier. Cer-

tains opérateurs avancent même que la Fed pourrait ne pas intervenir pour éviter davantage de remous sur les marchés. Ces spéculations ont été entretenues, vendredi

Crédits, changes et grands marchés

MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

Les grandes places se remettent à espérer

HEUREUSEMENT pour le marché international des capitaux que le volume des ventes au détail n'a pas progressé en décembre aux Etats-Unis et qu'il a même légèrement diminué. La nouvelle a été rendue publique vendredi et elle a favorisé une amélioration générale sur les grandes places financières où on s'est mis à espérer que la prochaine hausse du loyer de l'argent sera moins importante que prévu. Les opérateurs s'y sont raccrochés très fort, comme pour se détourner de leurs préoccupations fondamentales. On a oublié pour un moment la crise du Mexique et les troubles du marché des changes.

On a un peu moins pensé à la décision que vient de prendre la banque britannique SG Warburg de se retirer du marché euro-obligataire et aux licenciements qui s'ensuivent. Son retrait se produit dans un climat de concurrence acharnée entre banques qui, logiquement, devrait déboucher sur d'autres désestimations.

La décision de Warburg a eu beaucoup d'influence en raison du prestige extraordinaire de cette banque qui n'a cessé d'être présente aux grands moments de l'euro-marché. Même en francs

français, sa contribution a été décisive. Elle a ainsi assisté Paribas et la Caisse des dépôts lors du lancement d'une des transactions déterminantes pour le développement de ce compartiment : celle de 2,5 milliards de francs et d'une durée de vingt ans émise en 1992 pour le compte de la Caisse autonome de refinancement. Sa réputation est si grande qu'on dit que c'est elle qui a présidé à la première émission de l'histoire de l'euro-marché. C'est probablement faux.

L'EXPERIENCE ALLEMANDE

Pour ce qui est du marché du franc français, les spécialistes se préoccupent actuellement d'un projet très ambitieux qui les conduirait à lancer des titres internationaux, lesquels, contrairement aux euro-obligations, pourraient être offerts au même moment dans le monde entier. Il n'y a pas encore eu d'opération « planétaire » de ce genre libellée en francs. L'écueil principal à surmonter se situe aux Etats-Unis, pays où, normalement, les euro-obligations ne sont autorisées à être vendues que quarante jours après leur règlement.

On attend également de ces transactions « planétaires »

qu'elles soient très liquides, que les obligations soient très facilement négociables et que, donc, elles gardent leur valeur loo-temps après avoir été émises.

CONSTATATION DECEVANTE

Le compartiment du deutschmark a déjà accueilli plusieurs emprunts de ce genre. Cela lui a permis d'éteindre sa renommée sur le plan international. Le plus récent de ces emprunts date du mois de septembre dernier. Son montant est de 2 milliards de deutschmarks et sa durée de cinq ans. Il a vu le jour à des conditions qui correspondaient à un rendement supérieur de 0,15 point de pourcentage à ce que rapportaient alors les fonds d'Etat allemands. Cette marge s'est resserrée par la suite, ce dont chacun s'est d'abord félicité comme une preuve du succès de l'opération et du bien-fondé de la formule.

Mais lorsque les titres de la Banque mondiale ont commencé à procurer un revenu inférieur à celui des bons du Trésor allemands, les commentaires ont pris un tour différent. Certes, le crédit de la Banque mondiale est partiellement tenu en haute estime, mais il n'est pas meilleur que celui de la République fédérale. La seule explication à cette évolution est que l'emprunt prétendument « planétaire » de l'institution de Bretton Woods n'est pas aussi liquide que ses promoteurs l'envisageaient au départ. Cette constatation décevante pourrait remettre en cause bien des travaux menés à Paris sur le sujet.

Christophe Vetter

DEVISES ET OR

La politique a mené les marchés

RAREMENT L'EXPRESSION « économie politique » a été aussi justifiée. Tout au long de cette semaine, la politique a tenu les marchés en haleine, faisant payer aux Etats leurs incertitudes et leurs mesonges, que ce soit l'Italie, l'Espagne et aussi le Mexique, le tout dans un climat d'irrationalité incontrôlée, avec de spectaculaires effets de domino.

En Italie, en l'attente de la désignation du gouvernement, la lire a battu un record historique de baisse vis-à-vis du mark, dont le cours à Milan a atteint 1 065 lire, avant de revenir à 1 051 lire à la veille du week-end après la nomination de Lamberto Dini pour former un nouveau gouvernement.

La devise italienne reste toujours outrageusement sous-évaluée - d'au moins 13 %, selon François Chevallier, économiste à la BCFE -, son cours normal, en parité de pouvoir d'achat, s'approchant de 900 à 850 lire pour un mark et 3,80 francs pour 1 000 lire (soit de 3,27 francs actuellement). En Espagne, la crise de confiance qui mine le gouvernement de Felipe Gonzalez a encore davantage déprimé la peseta, qui, elle aussi, a battu des records historiques vis-à-vis du mark.

Daos cette tourmente, qui n'ébranle pas vraiment ce qui reste du système monétaire européen (la peseta en est aux franges), le franc français s'est assez bien comporté : le cours du mark à Paris a bien touché 3,4670 F, au plus haut depuis novembre 1993, mais est retombé vendredi à 3,4550 F, sans intervention réelle de la Banque de France. Le dollar, enfin, a été secoué par trois ondes de choc consécutives. La première a été la participation active des Etats-Unis au redressement du peso mexicain, se portant ainsi garant du Mexique. Les experts de la Banque Indosuez et de la BCFE jugent tout à fait sous-évalué le

peso aux cours actuels : son cours d'équilibre, en parité de pouvoir d'achat, serait plutôt voisin de 4,10 à 4,20 pesos pour un dollar au lieu des 5,50 pesos constatés en fin de semaine.

Le deuxième choc qui a ébranlé le dollar a été la forte montée du mark, considéré comme un refuge contre la dépréciation de la lire et de la peseta. Le troisième, enfin, a été la hausse sensible du yen, qui lui aussi a servi de refuge à des investisseurs asiatiques apeurés.

F. R.

L'OR		Cours 14	Cours 13
Or fin (en grammes)	24 590		
Or fin (en onces)	24 590		
Or fin (en livres)	24 590		
Or fin (en dollars)	24 590		
Or fin (en francs)	24 590		
Or fin (en marks)	24 590		
Or fin (en pesetas)	24 590		
Or fin (en yens)	24 590		
Or fin (en roubles)	24 590		
Or fin (en zlotys)	24 590		
Or fin (en couronnes)	24 590		
Or fin (en florins)	24 590		
Or fin (en écus)	24 590		
Or fin (en francs)	24 590		
Or fin (en marks)	24 590		
Or fin (en pesetas)	24 590		
Or fin (en yens)	24 590		
Or fin (en roubles)	24 590		
Or fin (en zlotys)	24 590		
Or fin (en couronnes)	24 590		
Or fin (en florins)	24 590		
Or fin (en écus)	24 590		
Or fin (en francs)	24 590		
Or fin (en marks)	24 590		
Or fin (en pesetas)	24 590		
Or fin (en yens)	24 590		
Or fin (en roubles)	24 590		
Or fin (en zlotys)	24 590		
Or fin (en couronnes)	24 590		
Or fin (en florins)	24 590		
Or fin (en écus)	24 590		
Or fin (en francs)	24 590		
Or fin (en marks)	24 590		
Or fin (en pesetas)	24 590		
Or fin (en yens)	24 590		
Or fin (en roubles)	24 590		
Or fin (en zlotys)	24 590		
Or fin (en couronnes)	24 590		
Or fin (en florins)	24 590		
Or fin (en écus)	24 590		
Or fin (en francs)	24 590		
Or fin (en marks)	24 590		
Or fin (en pesetas)	24 590		
Or fin (en yens)	24 590		
Or fin (en roubles)	24 590		
Or fin (en zlotys)	24 590		
Or fin (en couronnes)	24 590		
Or fin (en florins)	24 590		
Or fin (en écus)	24 590		
Or fin (en francs)	24 590		
Or fin (en marks)	24 590		
Or fin (en pesetas)	24 590		
Or fin (en yens)	24 590		
Or fin (en roubles)	24 590		
Or fin (en zlotys)	24 590		
Or fin (en couronnes)	24 590		
Or fin (en florins)	24 590		
Or fin (en écus)	24 590		
Or fin (en francs)	24 590		
Or fin (en marks)	24 590		
Or fin (en pesetas)	24 590		
Or fin (en yens)	24 590		
Or fin (en roubles)	24 590		
Or fin (en zlotys)	24 590		
Or fin (en couronnes)	24 590		
Or fin (en florins)	24 590		
Or fin (en écus)	24 590		
Or fin (en francs)	24 590		
Or fin (en marks)	24 590		
Or fin (en pesetas)	24 590		
Or fin (en yens)	24 590		
Or fin (en roubles)	24 590		
Or fin (en zlotys)	24 590		
Or fin (en couronnes)	24 590		
Or fin (en florins)	24 590		
Or fin (en écus)	24 590		
Or fin (en francs)	24 590		
Or fin (en marks)	24 590		
Or fin (en pesetas)	24 590		
Or fin (en yens)	24 590		
Or fin (en roubles)	24 590		
Or fin (en zlotys)	24 590		
Or fin (en couronnes)	24 590		
Or fin (en florins)	24 590		
Or fin (en écus)	24 590		
Or fin (en francs)	24 590		
Or fin (en marks)	24 590		
Or fin (en pesetas)	24 590		
Or fin (en yens)	24 590		
Or fin (en roubles)	24 590		
Or fin (en zlotys)	24 590		
Or fin (en couronnes)	24 590		
Or fin (en florins)	24 590		
Or fin (en écus)	24 590		
Or fin (en francs)	24 590		
Or fin (en marks)	24 590		
Or fin (en pesetas)	24 590		
Or fin (en yens)	24 590		
Or fin (en roubles)	24 590		
Or fin (en zlotys)	24 590		
Or fin (en couronnes)	24 590		
Or fin (en florins)	24 590		
Or fin (en écus)	24 590		
Or fin (en francs)	24 590		
Or fin (en marks)	24 590		
Or fin (en pesetas)	24 590		
Or fin (en yens)	24 590		
Or fin (en roubles)	24 590		
Or fin (en zlotys)	24 590		
Or fin (en couronnes)	24 590		
Or fin (en florins)	24 590		
Or fin (en écus)	24 590		
Or fin (en francs)	24 590		
Or fin (en marks)	24 590		
Or fin (en pesetas)	24 590		
Or fin (en yens)	24 590		
Or fin (en roubles)	24 590		
Or fin (en zlotys)	24 590		
Or fin (en couronnes)	24 590		
Or fin (en florins)	24 590		
Or fin (en écus)	24 590		
Or fin (en francs)	24 590		
Or fin (en marks)	24 590		
Or fin (en pesetas)	24 590		
Or fin (en yens)	24 590		
Or fin (en roubles)	24 590		
Or fin (en zlotys)	24 590		
Or fin (en couronnes)	24 590		
Or fin (en florins)	24 590		
Or fin (en écus)	24 590		
Or fin (en francs)	24 590		
Or fin (en marks)	24 590		
Or fin (en pesetas)	24 590		
Or fin (en yens)	24 590		
Or fin (en roubles)	24 590		
Or fin (en zlotys)	24 590		
Or fin (en couronnes)	24 590		
Or fin (en florins)	24 590		
Or fin (en écus)	24 590		
Or fin (en francs)	24 590		
Or fin (en marks)	24 590		
Or fin (en pesetas)	24 590		
Or fin (en yens)	24 590		
Or fin (en roubles)	24 590		
Or fin (en zlotys)	24 590		
Or fin (en couronnes)	24 590		
Or fin (en florins)	24 590		
Or fin (en écus)	24 590		
Or fin (en francs)	24 590		
Or fin (en marks)	24 590		
Or fin (en pesetas)	24 590		
Or fin (en yens)	24 590		
Or fin (en roubles)	24 590		
Or fin (en zlotys)	24 590		
Or fin (en couronnes)	24 590		
Or fin (en florins)	24 590		
Or fin (en écus)	24 590		
Or fin (en francs)	24 590		
Or fin (en marks)	24 590		
Or fin (en pesetas)	24 590		
Or fin (en yens)	24 590		
Or fin (en roubles)	24 590		
Or fin (en zlotys)	24 590		
Or fin (en couronnes)	24 590		
Or fin (en florins)	24 590		
Or fin (en écus)	24 590		
Or fin (en francs)	24 590		
Or fin (en marks)	24 590		
Or fin (en pesetas)	24 590		
Or fin (en yens)	24 590		
Or fin (en roubles)	24 590		
Or fin (en zlotys)	24 590		
Or fin (en couronnes)	24 590		
Or fin (en florins)	24 590		
Or fin (en écus)	24 590		
Or fin (en francs)	24 590		
Or fin (en marks)	24 590		
Or fin (en pesetas)	24 590		
Or fin (en yens)	24 590		
Or fin (en roubles)	24 590		
Or fin (en zlotys)	24 590		
Or fin (en couronnes)	24 590		
Or fin (en florins)	24 590		
Or fin (en écus)	24 590		
Or fin (en francs)	24 590		
Or fin (en marks)	24 590		
Or fin (en pesetas)	24 590		
Or fin (en yens)	24 590		
Or fin (en roubles)	24 590		
Or fin (en zlotys)	24 590		
Or fin (en couronnes)	24 590		
Or fin (en florins)	24 590		
Or fin (en écus)	24 590		
Or fin (en francs)	24 590		
Or fin (en marks)	24 590		
Or fin (en pesetas)	24 590		
Or fin (en yens)	24 590		
Or fin (en roubles)	24 590		
Or fin (en zlotys)	24 590		
Or fin (en couronnes)	24 590		
Or fin (en florins)	24 590		
Or fin (en écus)	24 590		
Or fin (en francs)	24 590		
Or fin (en marks)	24 590		
Or fin (en pesetas)	24 590		
Or fin (en yens)	24 590		
Or fin (en roubles)	24 590		
Or fin (en zlotys)	24 590		
Or fin (en couronnes)	24 590		
Or fin (en florins)	24 590		
Or fin (en écus)	24 590		
Or fin (en francs)	24 590		
Or fin (en marks)	24 590		
Or fin (en pesetas)	24 590		
Or fin (en yens)	24 590		
Or fin (en roubles)	24 590		
Or fin (en zlotys)	24 590		
Or fin (en couronnes)	24 590		
Or fin (en florins)	24 590		
Or fin (en écus)	24 590		
Or fin (en francs)	24 590		
Or fin (en marks)	24 590		
Or fin (en pesetas)	24 590		
Or fin (en yens)	24 590		
Or fin (en roubles)	24 590		
Or fin (en zlotys)	24 590		
Or fin (en couronnes)	24 590		
Or fin (en florins)	24 590		
Or fin (en écus)	24 590		
Or fin (en francs)	24 590		
Or fin (en marks)	24 590		
Or fin (en pesetas)	24 590		
Or fin (en yens)	24 590		
Or fin (en roubles)	24 590		
Or fin (en zlotys)	24 590		
Or fin (en couronnes)	24 590		
Or fin (en florins)	24 590		
Or fin (en écus)	24 590		
Or fin (en francs)	24 590		
Or fin (en marks)	24 590		
Or fin (en pesetas)	24 590		
Or fin (en yens)	24 590		
Or fin (en roubles)	24 590		
Or fin (en zlotys)	24 590		
Or fin (en couronnes)	24 590		
Or fin (en florins)	24 590		
Or fin (en écus)	24 590		
Or fin (en francs)	24 590		
Or fin (en marks)	24 590		
Or fin (en pesetas)	24 590		
Or fin (en yens)	24 590		
Or fin (en roubles)	24 590		
Or fin (en zlotys)	24 590		
Or fin (en couronnes)	24 590		
Or fin (en florins)	24 590		
Or fin (en écus)	24 590		
Or fin (en francs)	24 590		
Or fin (en marks)	24 590		
Or fin (en pesetas)	24 590		
Or fin (en yens)	24 590		
Or fin (en roubles)	24 590		
Or fin (en zlotys)	24 590		
Or fin (en couronnes)	24 590		
Or fin (en florins)	24 590		
Or fin (en écus)	24 590		
Or fin (en francs)	24 590		
Or fin (en marks)	24 590		
Or fin (en pesetas)	24 590		
Or fin (en yens)	24 590		
Or fin (en roubles)	24 590		
Or fin (en zlotys)	24 590		
Or fin (en couronnes)	24 590		
Or fin (en florins)	24 590		</

Ciel sans nuages au Sud

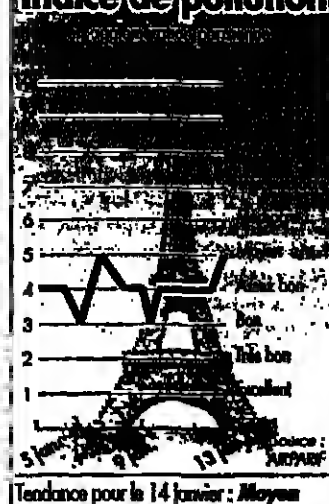
LE MATIN, du Nord-Pas-de-Calais aux Ardennes jusqu'aux frontières du Nord-Est, le ciel sera couvert avec quelques brumes faibles et localement quelques flocons de neige. Par endroits, la pluie pourrait être verglaçante. De la Bretagne jusqu'aux régions Nord, Ile-de-France et Nord-Est, le temps sera gris et humide. Des Pays de Loire au Centre, jusqu'à la Bourgogne et Alpes du Nord, le ciel sera nuageux avec quelques éclaircies. Sur les Alpes du Sud, les



Prévisions pour le 15 janvier à 12h00

La qualité de l'air

Indice de pollution



Tendances pour le 14 janvier : Moyenne

Pyénées, le Massif central, le soleil brillera largement. En Aquitaine, il faudra se méfier des brouillards parfois givrants. Sur le pourtour méditerranéen et en Corse, le soleil sera au rendez-vous avec un vent modéré de nord dans le golfe du Lion.

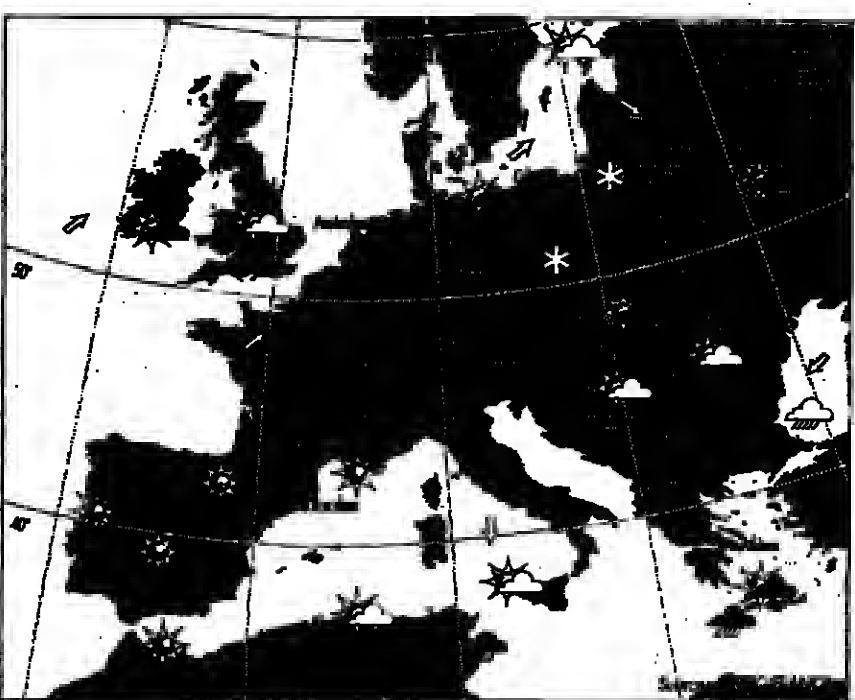
L'après-midi, sur l'ensemble des régions au nord de la Seine, le temps gris persistera. Sur le Nord-Est, les nuages resteront abondants. De la Bretagne au Centre jusqu'à la Franche-Comté de timides éclaircies se dessineront au cours de l'après-midi. Sur les Alpes du Nord, quelques passages nuageux n'empêcheront pas le soleil de briller. Sur les Alpes du Sud, le Massif central et les Pyrénées, le ciel sera bien. En Aquitaine, quelques brouillards locaux persisteront. Sur le pourtour méditerranéen et en Corse le temps sera agréable et très ensoleillé.

Sur les côtes de la Manche, le vent de sud-ouest soufflera à 50 km/h en rafales l'après-midi. Dans l'intérieur du pays, le vent sera faible, en général de sud-ouest, dominant sur les régions ouest.

En montagne, le retour du grand beau temps sera associé à des températures restant froides pour la saison. A 1000 mètres, le thermomètre sera voisin de moins 10 degrés sur les Alpes du Nord et parfois de moins 15 degrés. Sur les Pyrénées, elles seront un peu supérieures.

Sur les Vosges, le Jura et le Massif central, au-dessus de 1300 mètres, la couche de neige atteint 60 centimètres à 1 mètre. Sur la Haute-Savoie et l'Ain, sur les versants nord, l'épaisseur de neige avoisine 1,5 mètre à 2,5 mètres à 2500 mètres. Vers 1500 mètres, elle atteint 90 centimètres. Sur les Alpes du Sud, la couche de neige est plus faible, proche de 50 centimètres. Sur les Pyrénées, on peut compter sur plus de 1 mètre de neige à 2000 mètres. Le risque d'avalanche demeure élevé sur l'ensemble de ces massifs.

(Document établi avec le support technique spécial de Météo-France)



Prévisions pour le 15 janvier

- Ensoleillé
- Eclaircies peu nuageux
- Nuageux, courtes éclaircies
- Brume et brouillard
- Très nuageux ou couvert
- Pluie ou bruine
- Averses
- Orages
- Vent fort
- Neige

TEMPÉRATURES

du 15 janvier 1995

max/min/moyenne

FRANCE

PARIS 4-5

LYON 3-4

MARSEILLE 7-4

NANTES 4-3

STRASBOURG 2-5

TOULOUSE 4-2

TOURS 6-0

ST-ETIENNE 1-6

STRASBOURG 2-5

TOULOUSE 4-2

TOURS 6-0

ST-ETIENNE 1-6

STRASBOURG 2-5

TOULOUSE 4-2

TOURS 6-0

ST-ETIENNE 1-6

STRASBOURG 2-5

TOULOUSE 4-2

TOURS 6-0

ST-ETIENNE 1-6

STRASBOURG 2-5

TOULOUSE 4-2

TOURS 6-0

ST-ETIENNE 1-6

STRASBOURG 2-5

TOULOUSE 4-2

TOURS 6-0

ST-ETIENNE 1-6

STRASBOURG 2-5

TOULOUSE 4-2

TOURS 6-0

ST-ETIENNE 1-6

STRASBOURG 2-5

TOULOUSE 4-2

TOURS 6-0

ST-ETIENNE 1-6

STRASBOURG 2-5

TOULOUSE 4-2

TOURS 6-0

ST-ETIENNE 1-6

STRASBOURG 2-5

TOULOUSE 4-2

TOURS 6-0

ST-ETIENNE 1-6

STRASBOURG 2-5

TOULOUSE 4-2

TOURS 6-0

ST-ETIENNE 1-6

STRASBOURG 2-5

TOULOUSE 4-2

TOURS 6-0

ST-ETIENNE 1-6

STRASBOURG 2-5

TOULOUSE 4-2

TOURS 6-0

ST-ETIENNE 1-6

STRASBOURG 2-5

TOULOUSE 4-2

TOURS 6-0

ST-ETIENNE 1-6

STRASBOURG 2-5

TOULOUSE 4-2

TOURS 6-0

ST-ETIENNE 1-6

STRASBOURG 2-5

TOULOUSE 4-2

TOURS 6-0

ST-ETIENNE 1-6

STRASBOURG 2-5

TOULOUSE 4-2

TOURS 6-0

ST-ETIENNE 1-6

STRASBOURG 2-5

TOULOUSE 4-2

TOURS 6-0

ST-ETIENNE 1-6

STRASBOURG 2-5

TOULOUSE 4-2

TOURS 6-0

ST-ETIENNE 1-6

STRASBOURG 2-5

TOULOUSE 4-2

TOURS 6-0

ST-ETIENNE 1-6

STRASBOURG 2-5

TOULOUSE 4-2

TOURS 6-0

ST-ETIENNE 1-6

STRASBOURG 2-5

TOULOUSE 4-2

TOURS 6-0

ST-ETIENNE 1-6

STRASBOURG 2-5

TOULOUSE 4-2

TOURS 6-0

ST-ETIENNE 1-6

STRASBOURG 2-5

TOULOUSE 4-2

TOURS 6-0

ST-ETIENNE 1-6

STRASBOURG 2-5

TOULOUSE 4-2

TOURS 6-0

ST-ETIENNE 1-6

STRASBOURG 2-5

TOULOUSE 4-2

TOURS 6-0

ST-ETIENNE 1-6

STRASBOURG 2-5

TOULOUSE 4-2

TOURS 6-0

ST-ETIENNE 1-6

STRASBOURG 2-5

TOULOUSE 4-2

TOURS 6-0

ST-ETIENNE 1-6

STRASBOURG 2-5

TOULOUSE 4-2

TOURS 6-0

ST-ETIENNE 1-6

STRASBOURG 2-5

TOULOUSE 4-2

TOURS 6-0

ST-ETIENNE 1-6

STRASBOURG 2-5

TOULOUSE 4-2

TOURS 6-0

ST-ETIENNE 1-6

STRASBOURG 2-5

TOULOUSE 4-2

TOURS 6-0

ST-ETIENNE 1-6

STRASBOURG 2-5

TOULOUSE 4-2

TOURS 6-0

ST-ETIENNE 1-6

STRASBOURG 2-5

TOULOUSE 4-2

TOURS 6-0

ST-ETIENNE 1-6

STRASBOURG 2-5

TOULOUSE 4-2

TOURS 6-0

ST-ETIENNE 1-6

STRASBOURG 2-5

TOULOUSE 4-2

TOURS 6-0

ST-ETIENNE 1-6

STRASBOURG 2-5

TOULOUSE 4-2

TOURS 6-0

ST-ETIENNE 1-6

STRASBOURG 2-5

TOULOUSE 4-2

TOURS 6-0

ST-ETIENNE 1-6

STRASBOURG 2-5

TOULOUSE 4-2

TOURS 6-0

ST-ETIENNE 1-6

STRASBOURG 2-5

TOULOUSE 4-2

TOURS 6-0

ST-ETIENNE 1-6

STRASBOURG 2-5

TOULOUSE 4-2

TOURS 6-0

ST-ETIENNE 1-6

STRASBOURG 2-5

TOULOUSE 4-2

TOURS 6-0

ST-ETIENNE 1-6

STRASBOURG 2-5

TOULOUSE 4-2

TOURS 6-0

ST-ETIENNE 1-6

STRASBOURG 2-5

TOULOUSE 4-2

TOURS 6-0

ST-ETIENNE 1-6

STRASBOURG 2-5

TOULOUSE 4-2

TOURS 6-0

ST-ETIENNE 1-6

STRASBOURG 2-5

TOULOUSE 4-2

TOURS 6-0

ST-ETIENNE 1-6

STRASBOURG 2-5

TOULOUSE 4-2

TOURS 6-0

ST-ETIENNE 1-6

STRASBOURG 2-5

TOULOUSE 4-2

TOURS 6-0

ST-ETIENNE 1-6

STRASBOURG 2-5

TOULOUSE 4-2

TOURS 6-0

ST-ETIENNE 1-6

STRASBOURG 2-5

TOULOUSE 4-2

TOURS 6-0

ST-ETIENNE 1-6

STRASBOURG 2-5

TOULOUSE 4-2

TOURS 6-0

ST-ETIENNE 1-6

STRASBOURG 2-5

TOULOUSE 4-2

TOURS 6-0

ST-ETIENNE 1-6

STRASBOURG 2-5

TOULOUSE 4-2

TOURS 6-0

ST-ETIENNE 1-6

STRASBOURG 2-5

TOULOUSE 4-2

TOURS 6-0

ST-ETIENNE 1-6

STRASBOURG 2-5

TOULOUSE 4-2

TOURS 6-0

ST-ETIENNE 1-6

STRASBOURG 2-5

TOULOUSE 4-2

TOURS 6-0

ST-ETIENNE 1-6

STRASBOURG 2-5

TOULOUSE 4-2

TOURS 6-0

ST-ETIENNE 1-6

STRASBOURG 2-5

TOULOUSE 4-2

TOURS 6-0

ST-ETIENNE 1-6

STRASBOURG 2-5

TOULOUSE 4-2

TOURS 6-0

ST-ETIENNE 1-6

STRASBOURG 2-5

TOULOUSE 4-2

TOURS 6-0

ST-ETIENNE 1-6

STRASBOURG 2-5

TOULOUSE 4-2

TOURS 6-0

ST-ETIENNE 1-6

STRASBOURG 2-5

TOULOUSE 4-2

TOURS 6-0

ST-ETIENNE 1-6

THÉÂTRE Ils sont trois, plus un, comme les Mousquetaires : le metteur en scène Georges Lavaudant, les auteurs Michel Deutsch et Jean-Christophe Bailly auxquels s'est

joint le chorégraphe Jean-François Duroure. En 1993, ils ont commencé de rêver à la confection d'un spectacle qui, des mythes grecs aux mythes contemporains, dirait leur

vision du monde et leur vision du théâtre. **DE CETTE ALLIANCE** entre ces grands servants de la scène française est né « Lumières », dont la

première partie, « Près des ruines », vient d'être créée au Théâtre national de Bretagne. En février, la seconde partie, « Sous les arbres », sera créée au TNP de Villeurbanne, et

les deux présentées en mars à la Maison de la culture de Bobigny. **« LUMIÈRES (I) »** entraîne le spectateur de la Mycènes antique à New York aujourd'hui.

Une invraisemblable machine à démonter le temps

De l'arche de Noé à la fin de notre millénaire, quatre artistes résolument coalisés racontent l'histoire du monde, la souffrance et les espoirs des hommes : « Lumières », premier épisode

LUMIÈRES (I), PRÈS DES RUINES, de Georges Lavaudant, Jean-Christophe Bailly, Jean-François Duroure et Michel Deutsch. Mise en scène de Georges Lavaudant. Avec Anne Alvaro, Gilles Arbona, Marc Bettou, Frédéric Constant, Philippe Morier-Genoud, Annie Perret, Odile Roire, Luc Toulou, Marie-Paule Trystram et Francis Viet.

THÉÂTRE NATIONAL DE BRETAGNE, 1, rue Saint-Hélène, 35000 Rennes. Tél. : 99-31-12-31. Mardi, jeudi, vendredi et samedi à 20 h 30. Mercredi à 19 heures. Dimanche à 16 heures. Jusqu'au 20 janvier. Le spectacle sera présenté au Théâtre des Salins de Martignes du 25 au 27 janvier puis au TNP de Villeurbanne du 1^{er} au 11 février (tél. : 78-03-30-50). « Lumières (II) », « Sous les arbres », sera créé le 28 février au TNP (Jusqu'au 10 mars). « Lumières (I) » et « Lumières (II) » seront présentés en alternance à la Maison de la culture de Bobigny du 16 mars au 13 avril (tél. : 48-31-11-45).

RENNES

de notre envoyé spécial
« Le texte a été écrit à partir de fragments de provenances diverses : des mythes grecs, des textes japonais, des contes, des légendes, des textes de la Bible, des textes de la culture occidentale, des textes de la culture orientale... »

On ne saurait être plus clair et plus mystérieux à la fois. Ces quelques lignes qui ponctuent la brochure - photocopiée à vingt-huit exemplaires et « réservée aux collaborateurs » de *Lumières (I)* - disent le caractère composite, le parti d'accumulation de la pièce ou plutôt de la mise en pièce des souvenirs, réminiscences et lectures d'un quatuor d'artistes comme il ne s'en forme qu'exceptionnellement sur la scène théâtrale.

Où l'on retrouve Georges Lavaudant, metteur en scène et codirecteur du TNP de Villeurbanne, Michel Deutsch, metteur en scène et auteur dramatique, Jean-Christophe Bailly, philosophe et auteur dramatique, et Jean-François Duroure, chorégraphe, tous co-auteurs d'un spectacle où mythe, littérature, théâtre, danse, cinéma, musique et arts plastiques sont mêlés à seule fin de dire l'ombre et la lumière, le passé et l'avenir, la guerre et la paix, la joie et la souffrance, la réalité et la fiction, parcours théâtral qui se joue du temps pour nous conduire, vivants sinon indemnes, à l'horizon d'un nouveau millénaire.

Au commencement était l'obscurité, dix ombres disposées en quinconce sur deux rangs dont on n'apercevait que les mains gantées dans un effet de lumière noire. Danse des doigts sur les accents be-bop d'un enregistrement live pour Blue Note Records. Quelqu'un siffle. La lumière devient plus vive ; commence une série de

dédicaces, dont celle-ci : « A Auguste Lumière, qui, pressenti pour participer à un jubilé organisé en son honneur et en celui de son frère, en présence d'ambassadeurs, de ministres et d'une cohorte d'officiels, préféra rester chez lui pour mettre un point final à la préface d'un traité de prestidigitation ».

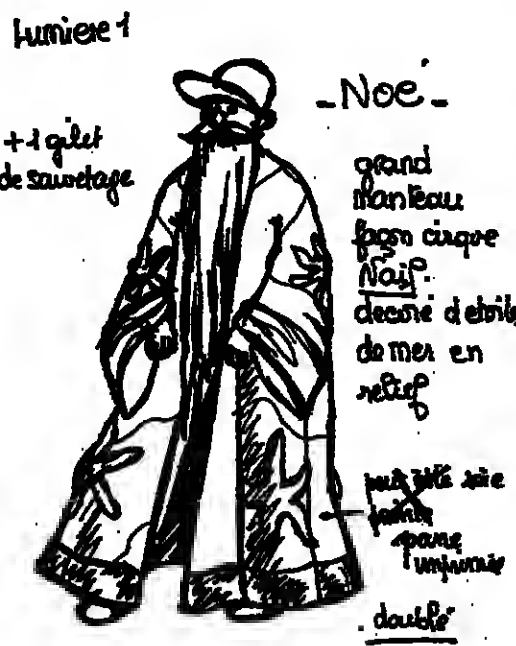
Une girafe et un rhinocéros, un roi mage, une femme allongée et un marchand de lumières

Ainsi, comme le suggère cette dédicace inaugurale, le titre un peu mystérieux de *Lumières* serait un discret clin d'œil à l'un de nos inventeurs du cinématographe ? Ne pas se réjouir trop tôt. Suit une liste de dédicataires à faire tourner la tête : Hypathie, fille de Théon d'Alexandrie, Alexandre de Humboldt, prince prussien, la Baglioni, danseuse, Nezahualcoyotl, roi poète de Texcoco, Jippensha Iku, acteur japonais, jusqu'à ce « cousin Emile, ex-champion de France des branleurs de dindon et aujourd'hui gardien de zoo, chargé du département des oiseaux ». Spectacle, rends les armes et laisse-toi porter par cette déferlante de mots, d'images, de sons qui envahit la scène pour exciter ton imagination.

Sur la route, huit acteurs et deux danseurs qui s'entendent à merveille croiseront les visages de Fellini et de Van Gogh, de Pasolini et de Goya, de Balthus et de Noé, de Bing Crosby et de Kafka, de Cassandre et de Clytemnestre... Il faudra, à un moment nu à un autre, qu'ils composent avec leur coreligionnaires de l'Arche une girafe et un rhinocéros, une autruche et un zèbre, un chameau et un tigre... Il y aura encore des cèpes, un brochet, un citron... Il y aura aussi un roi mage, égaré par des étoiles fantasmagoriques, un homme avec une pipe, une mariée, une femme allongée, un traducteur, un saxophoniste mystique, un philosophe, un curieux personnage appelé Capitain Moemo, et un marchand de lumières : « *Lumières de la raison pour écarter les monstres, variétés de raison pour tisser le jour, stores vénitiens, volets, jalouses, paravents, ombres projetées ! Car le marchand de lumières vend aussi des ombres, vingt-quatre heures sur vingt-quatre à votre service, on en demande, on en redemande ! »*

Les quatre de *Lumières* ont parcouru le monde ; les lectures étaient nombreuses et les stylos alertes. Les érudits prendront un plaisir malin à démêler qui a écrit quoi et qui a pillé qui. On sait par exemple le goût de Georges Lavaudant pour le Mexique, dont on reconnaît ici par instants les couleurs, les saveurs et les rythmes ; les ouvrages philosophiques et dramatiques de Jean-Christophe Bailly et Michel Deutsch sont de longs compagnons, des familiers des planches. Ils lâchent, ici la bride à

Le personnage de Noé, sous le crayon du décorateur et costumier Jean-Pierre Vergier.



leurs talents d'imprévisibles, mais avec une douceur et même une drôlerie dont on les savait capables dans le libre exercice de la parole, mais dont ils se méfiaient jusqu'ici dans leurs œuvres.

Evidemment, il est plus facile de répéter l'apport de Jean-François Duroure, qui, lui aussi, se promène et façonne un minuscule du corps en mouvement, citant même la papesse de la danse contemporaine, Pina Bausch, pour s'en affranchir aussitôt et dessiner les motifs les plus forts et les plus singuliers : « danse des doigts », « élargissements de danse violente », « petits pas de danse », « tango muet ». Le chorégraphe crée même la scène sans arrière-pensée à son confrère Jean-Claude Gallotta pour un ballet assez long, mystérieux, mettant aux prises cinq couples dont on ne voudrait pas partager les trailements, les brûlures secrètes, les souffrances infinies d'amours impossibles.

Signé Duroure, un extraordinaire « carrousel des danses » est interprété par toute la troupe, sensuellement armée d'éventails rouges et de fanions ; la bande sonore mêle comme une évidence une chanson traditionnelle espagnole, des tambours, les Beatles, Willy DeVille, Khalel, un tango et une bossa ou

Le spectacle est d'autant plus cohérent qu'il est placé sous les ordres d'un ordonnateur surpuissant, Georges Lavaudant, flanqué de son décorateur et costumier Jean-Pierre Vergier. Celui-ci nous reçoit par pied de toile hospitalière au plafond et s'écroule dans la salle. S'apportent aux couleurs chaudes, suaves, elles sont aussi traces de mémoire, d'objets, de tensions, métaphore du spectacle à venir. Quand la lumière gagne le plateau, on découvre un espace de terre ocre, épaisse, cerné par quatre murs de béton gris et disjoint qui portent des marques de tins de roquettes, stigmates de batailles et de bains de sang. Un dispositif simple et paradoxal : ouvert et fermé, terre et ciel, praticable et impraticable, forain et guerrier.

Dans cet espace de tous les possibles, Georges Lavaudant mène son monde avec l'aisance, l'intelligence qu'on lui connaît. Il nous mène d'un bout à l'autre de cette croisière fave, sans presque jamais de temps faibles, disant les violences et les espoirs de tous les temps avec l'élégance d'un homme de cœur. Vivement *Lumières (II)*, le mois prochain ; le même quatuor promet de révéler quelques secrets de fabrication du théâtre.

Olivier Schmitt

Un quatuor exceptionnel

■ GEORGES LAVAUDANT : le cinéma de Jean-Luc Godard, les livres des surréalistes, les tableaux des hyperréalistes, les musiques jazz et pop ont façonné son imaginaire. Les éclats de mai 68 l'ont aguerri. Au tournant des années 70, Georges Lavaudant et sa troupe grenobloise (Philippe Morier-Genoud, Ariel Garcia-Valdez, Annie Perret...) présentent un *Lorenzaccio* incandescent. Violence des références, poésie des images : le label Lavaudant est né. Il a depuis traversé le répertoire classique - Pirandello, Brecht, Tchekhov - et contemporain - Le Cielzo, Deutsch, Bailly. Georges Lavaudant est depuis 1986 codirecteur (avec Ringer Planchon) du TNP de Villeurbanne. Il ne se départit jamais d'un goût pour les mythologies modernes, qui le conduit aujourd'hui à *Lumières*.

■ MICHEL DEUTSCH : auteur, dramaturge et metteur en scène, Michel Deutsch est à l'origine, avec Jean-Paul Watzel et Michèle Foucher, de ce qu'on appelle le « théâtre du quotidien », comme le montre sa première pièce, *L'entraînement du champion du monde avant la course*. Dramaturge du Théâtre national de Strasbourg jusqu'en 1983, il participe à la grande aventure du TNS aux côtés de Jean-Pierre Vincent, André Engel et Philippe Lacoue-Labarthe, avec qui il coécrit plusieurs textes, dont *Antigone*, inspiré de Sophocle et de Hölderlin. Il est l'auteur d'une vingtaine d'ouvrages, dont des pièces qu'il met lui-même en scène, comme *Sit Venio Verbo*, *Inventaire après liquidation*, *Impredication* et *Le Féroc* (mis en scène par Georges Lavaudant en 1989).

■ JEAN-CHRISTOPHE BAILLY : écrivain et philosophe, Jean-Christophe Bailly entre en littérature par l'édition (son *Lez*, de Büchner, est aujourd'hui une référence incontestée) et la confection d'une *Anthologie du romantisme allemand*. Il dirige la revue *Fin de siècle* et en fonde une autre, *Alex*, avant de publier une monographie du peintre Monory, des essais (sur Marcel Duchamp, Walter Benjamin, la ville) et des récits (*Phédre*, *en Inde*, après un voyage avec Georges Lavaudant pour la mise en scène de *Phédre* à Bhopal). Il est aussi auteur dramatique : *Le Régent* (1986), *La Medesino Strada* (1989, avec Gilles Aillaud et Klaus Gruber), *Pandora* (1992), mis en scène de Georges Lavaudant, ainsi que *La Main verte* et *Fuochi Sparsi* pour le metteur en scène Gilberte Tsai.

■ JEAN-FRANÇOIS DUROURE : enfant, Jean-François Duroure se destine à la gymnastique. Diplômé de la Fédération française, options danse classique et jazz, il se forme chez Dominique Bagouet, puis à The Place, à Londres, mais surtout au Centre national de danse contemporaine d'Angers sous le règne de Viola Farber. Son premier duo avec Mathilde Monnier, *Publique Acide*, lui vaut, en 1986, un succès immédiat. Il choisit pourtant d'aller danser chez Pina Bausch en Allemagne. Retour à Paris, il retrouve Mathilde Monnier (*Mort de rire*) avant de chorégraphier en solo (*Cosmo Nox*, *C'est à midi que l'obscurité s'achève*). Il collabore une première fois avec Georges Lavaudant, en 1992, à la faveur de la création au Festival d'Avignon de *Terra Incognita*.

Christiane Véricel, une grande dame dans l'ombre des enfants

CAPONINO, nu comment tenir propre son écurie, par la compagnie Image aigüe. Mise en scène : Christiane Véricel. Avec dix-sept enfants comédiens et deux comédiens adultes. **THÉÂTRE 71**, 3, place du 11-Novembre, 92240 Malakoff. Tél. : 46-55-43-45. Du 14 au 22 janvier. Samedi 14 à 20 h 30, dimanche 15 et 22 à 17 heures, mardi 17 à 20 h 30, mercredi 18 à 14 heures, jeudi 19 à 19 h 30, vendredi 20 à 20 h 30, samedi 21 à 15 heures et 20 h 30. 65 F à 115 F.

UN, PUIS DEUX, cinq, dix enfants. Ils vont sur le devant de la scène, s'arrêtent, repartent. Bruit de leurs pieds nus sur le gravier, silence alentour, regards apeurés. Les enfants partent des vêtements amples et clairs, et des bagages de fortune. Soudain, un grand, presque adolescent, les menace d'un bâton qu'il pointe comme un fusil. Des bagages tombent, les enfants s'arrêtent. Ils sont maintenant prisonniers, se

présentent. Ils disent leur nom, leur pays d'origine, la ville où il habitent. A la entendre, n n voyage à travers le monde - de Nazareth à Saint-Etienne, de Malakoff à Marrakech - et les nationalités, turque, française, marocaine, israélienne, coréenne...

Il est 11 heures, un jour de décembre 1994. Postée dans la salle vide du Théâtre 71 de Malakoff, une femme suit le jeu des enfants. C'est une mince silhouette aux longs cheveux, qui, d'une voix douce, donne les indications. Tout en l'écoutant, les enfants jurent à faire glisser du sable de leur main. Cette scène de répétition serait juste charmante, si elle ne s'inscrivait dans une histoire aussi exemplaire que discrète : celle de Christiane Véricel et de la compagnie Image aigüe.

Christiane Véricel est à la fois reconnue par les professionnels du théâtre, et trop peu connue. Question de méthode, et de mentalité. C'est une femme de l'ombre, qui travaille avec des enfants, mais, nuance déterminante, elle ne fait pas du théâtre pour

enfants. Chacun, quel que soit son âge, peut se retrouver dans ses spectacles, une vingtaine à ce jour. Des spectacles qui ont imposé un style, où, si l'on aime les références, on croise Robert Wilson pour la préférence de l'image à la parole et Peter Brook pour la foi en un métissage d'acteurs.

TOUT LE MONDE AU MUSÉE

Cela donne un théâtre magnétique, ludique, sensible, porté par les ailes d'un beau désir : agrandir le monde en mettant en scène les petits.

Ce projet puise sa force dans l'itinéraire de Christiane Véricel. Formée au théâtre, à la danse, au chant, avec Catherine Dasté, Yannis Kokkos, Giovanna Marini, Susan Buirge, le Roy Art Theater, Alice Kay, cette lyonnaise a joué, donné des cours de danse, monté des expositions d'art plastique et des ateliers d'écriture. C'est en travaillant dans des quartiers ouvriers de la région stéphanoise (où elle faisait des entretiens, qui donnaient ensuite lieu à des livres et des expositions), qu'elle a

commencé à rencontrer des enfants. Il lui racontait leur vie, elle a eu envie de faire du théâtre avec eux. « Tout simplement, dit-elle, parce qu'ils sont une source d'inspiration passionnante. »

Ainsi est née, en 1983, la compagnie Image aigüe - du nom du premier spectacle de Christiane Véricel avec les enfants. D'abord des enfants de Saint-Etienne, puis, très vite, d'autres villes, d'autres pays, et de toutes les catégories sociales. Tout cela s'est fait tranquillement, au fil des projets. Christiane Véricel travaille en effet comme Armand Gatti. Elle s'installe dans une ville, donne un cours de théâtre dans une classe, puis organise un stage. Elle choisit les enfants, et ils la choisissent. Aucun quota n'intervient, sauf celui de l'âge (pas moins de sept ans). A ses débuts, de bonnes langues avaient dit à Christiane Véricel qu'il serait difficile de tenir ce cap. L'expérience a montré que les différences d'âge et de langue enrichissaient le jeu, qui passe par la séduction et l'émotion.

Au générique des spectacles de la compagnie Image aigüe, on trouve souvent des titres énigmatiques. Ainsi du *Molindre Regard*, une merveille inspirée des impressionnistes où, sur le champ de fleurs du plateau, les enfants jouaient à l'amour.

Pour cette pièce, comme pour deux autres nées de peintres, Vermeer et Bruegel, aucun tableau n'a été montré pendant les répétitions. Le travail s'est fait à partir d'improvisations. Ensuite, tout le monde est allé au musée. Caponino, le nouveau-né, vient clore une trilogie sur le pouvoir, commencée avec *Nits* et poursuivie avec *Adamo*, dont la création a eu lieu en Israël, en septembre 1994, avec des enfants des communautés juive et musulmane.

On en retrouve certains dans Caponino. Adam, par exemple. C'est l'un des plus grands de la troupe - quinze ans. Il vient de Nazareth, il est fâché avec l'école. Il dit : « J'apprends moins qu'au théâtre. »

Brigitte Salino

TQI
Metteur en scène
La Balance

CORPS
ADEL HAKIM

9 janvier - 5 février
à Ivry

46 72 37 43

ECOUTEZ VOTRE

مكتبة الطفل

Début
chez S

DOONES

DOONES

DOONES

DOONES

DOONES

DOONES

DOONES

DOONES

DOONES

DOONES

DOONES

DOONES

DOONES

DOONES

DOONES

DOONES

DOONES

DOONES

DOONES

DOONES

DOONES

DOONES

DOONES

DOONES

DOONES

DOONES

DOONES

DOONES

DOONES

DOONES

DOONES

DOONES

DOONES

DOONES

DOONES

DOONES

DOONES

DOONES

DOONES

DOONES

DOONES

DOONES

DOONES

DOONES

DOONES

DOONES

DOONES

DOONES

DOONES

DOONES

DOONES

DOONES

DOONES

DOONES

DOONES

DOONES

DOONES

DOONES

DOONES

DOONES

DOONES

DOONES

DOONES

DOONES

DOONES

DOONES

DOONES

DOONES

DOONES

DOONES

DOONES

DOONES

DOONES

DOONES

DOONES

DOONES

DOONES

DOONES

DOONES

DOONES

DOONES

Début d'année en dents de scie chez Sotheby's à New York

Des déceptions et de bonnes surprises. Le bilan s'élève, quand même, à 177 millions de francs

Trois jours de ventes d'art ancien ont eu des résultats mitigés. Le droit de préemption, dont peuvent désormais user les conservateurs des

musées américains, ont fait hésiter bon nombre d'acheteurs potentiels. La vente de la collection du galeriste londonien Cyril Humphris, spécia-

liste de sculptures antiques, n'a pas atteint les sommets escomptés. Toutefois, quelques jolies pièces ont été enlevées à des prix records.

32 730 067 MILLIONS de dollars en trois jours. Soit 176 087 760 millions de francs. C'est le résultat des cinq ventes d'art ancien organisées par Sotheby's, à New York, du mardi 10 au jeudi 12 janvier. Des ventes qui ont connu des hauts et des bas, des déceptions et des - bonnes - surprises. On attendait beaucoup notamment de la vente Humphris. Cyril Humphris est un des meilleurs spécialistes mondiaux de la sculpture antique. Il est particulièrement friand des bronzes italiens, un des secteurs où l'expertise est une des plus délicates qui soient. Humphris cache, derrière une tête de sénateur romain et les manières du gentleman britannique qu'il est, une érudition effrayante, mais jamais pesante : à l'écouter parler d'un buste, on sent le marbre s'animer. Sa galerie, ouverte en 1959 à Londres, a fait de lui le fournisseur de leurs majestés les musées, du Getty au Metropolitan en passant par Chicago. Il a décidé de cesser ses activités, et de se défaire de son stock, qu'il faudrait plutôt qualifier de collection.

Or la vente n'a pas du tout produit les résultats escomptés : les pièces les plus importantes, dont l'imposant *Adonis* de Giovanni Bandini - dont on espérait 2 millions de dollars - n'ont pas trouvé preneurs. Autre déception, bon nombre d'objets ont été cédés, le plus souvent à des marchands ravis de l'ambiance, en dessous de l'estimation basse. Deux raisons à cela : Humphris connaît si bien son sujet que les chances d'une découverte ou d'une réattribution étaient quasiment nulles, et les acheteurs de sculptures sont peu nombreux de par le monde. Il n'y eut donc aucune empoignade entre deux amateurs se disputant le même objet. Malgré tout, la vente réserve quelques surprises, comme ce médaillon émaillé, un travail français du XVI^e siècle, évalué au mieux à 22 000 dollars et qui grimpa jusqu'à 140 000 (753 200 francs). Dans une ambiance générale où l'engouement dominait, on a noté aussi une demi-douzaine de poussées de fièvre au cours des deux vacations. Lesquelles rapportèrent tout de même près de 6,4 millions de dollars (35,7 millions de francs).

La première journée avait ouvert une fenêtre à Venise. Sous ce titre, inspiré par une aquarelle de Giuseppe Bernabini (1762-1844), Sotheby's dispersait une jolie collection de dessins vénitiens du



Giovanni Battista Tiepolo (1696-1770), « Polichinelle », œuvre vendue 368 530 francs.

XVIII^e siècle constituée par un amateur européen. Les acheteurs ont fait un sort aux Tiepolo, presque tous vendus au-dessus de leur estimation haute. Certains la dépassaient même allégrement, comme cette figure de *Pulcinella* dont on attendait au mieux 35 000 dollars et qui trouva un nouveau propriétaire prêt à déboursier 68 500 dollars (368 530 francs), frais compris, pour accrocher chez lui cette petite sépia. Suivant, le 12 janvier, une vente de tableaux anciens qui rapporta plus de 11,2 millions de dollars (60,5 millions de francs). Les pièces les plus importantes de la collection, c'est-à-dire les œuvres du XVIII^e siècle, c'est-à-dire les œuvres de la très illustre collection Vernon, de Newport. Une part de rêve pour 552 500 dollars (2,9 millions de francs), quinquuple ainsi son estimation. Mais le record de la journée est venu d'une autre vente, celle d'une partie des collections de la New York Historical Society, qui a rapporté plus de 12,2 millions de dollars (65,7 millions de francs). Fondée en 1804, la société savante mil-bibliothèque, c'est un des plus anciens musées des États-Unis, célèbre pour la densité de l'accrochage de ses tableaux, à côté de laquelle les collections du

château de Chantilly semblent aérées. Depuis cette vente, la vénérable maison dispose, désormais, d'un petit pactole pour régler ses dettes les plus criantes - que deux ventes en 1971 et 1980 n'avaient pas permis d'apurer - et surtout pour réparer un bâtiment qui menace ruine.

TROUSSE PROVISOIRE

Le droit de préemption dont disposent désormais les directeurs de musées américains, au même titre que leurs collègues français, ont pesé sur le résultat des ventes. Si tant que si, en France, on doit annoncer la préemption au moment de l'adjudication, les conservateurs américains disposent d'un délai d'une semaine pour faire connaître leur décision. Aussi Robert Zietz est-il inquiet : ce marchand londonien a emporté le lot vedette, un panneau de Giovanni di Simone (1407-1486) aux armes des Médicis, qui montre *Le Triomphe de la Renommée*. Il a obtenu pour 2,2 millions de dollars une œuvre estimée le double. Mais le triomphe de Zietz peut n'être que provisoire. Il lui faut attendre la décision des musées. Bartolomeo di Frosino fut victime de cette même menace. Sa tempera devait atteindre 600 000 à 800 000 dollars, et

n'a trouvé preneur que pour 431 500 dollars (2,3 millions de francs) ; ou encore *Vénus et Cupidon*, une merveilleuse curiosité iconographique sur les dangers du plaisir, par Lucas Cranach le Vieux, partie pour 398 500 dollars (2,1 millions de francs), soit à la limite de l'estimation basse. Tous ces tableaux, et d'autres encore, avaient la particularité d'être en dépôt au Metropolitan Museum of Art, qui ne détestait pas les ventes de son propre stock.

En raisonnant par l'absurde, on peut imaginer que le seul moyen pour un acheteur de se débarrasser de la convoitise des musées new-yorkais était de pousser les enchères jusqu'à un niveau déraisonnable. Les nouveaux propriétaires de la *Vierge à l'enfant et Jugement dernier*, du maître de San Martino alla Palma (XIV^e siècle) émaillé, estimée 700 000 dollars et vendue 937 500 -, ou de la *Crucifixion* de Giovanni da Milano (XIV^e) - estimée 600 000 dollars et vendue 970 500 - ont donc moins de souci à se faire. Et que dire de l'acheteur du *Portrait d'un mathématicien* de Luca Giordano ? Il s'est envolé jusqu'à 288 500 dollars pour une estimation de 60 000 !

Harry Bellet

DANS LES GALERIES

MICHAËLE-ANDRÉA SCHATT

GALERIE ZÜRCHER, 56, rue Chapoy, Paris-3^e. M^e Arts-et-Métiers. Tél. : 42-72-82-20. Du mardi au vendredi, de 14 heures à 18 heures. Le samedi, de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 7 février. Le fond est blanc, ponctué de bandes horizontales grises ou jaunes ou de carrés disposés à peu près en quinconces. La suavité des tons tempère la régularité de ces géométries à angles droits, où se reconnaissent immédiatement bien des réminiscences de l'abstraction. Mais, sur ces surfaces quadrillées, Michaële-Andréa Schatt trace énergiquement des signes noirs. Sur la couleur, elle dessine des cercles qui sont aussi des fruits et des seins, des courbes qui deviennent chevelures et hanches, des flèches qui suggèrent une cartographie, des triangles qui se changent en arbres. D'autres pictogrammes sont plus lisibles encore, crânes, sexes, masques, yeux grands ouverts assez semblables aux « yeux de Bouddha » des stupas d'Asie. On croirait que, sur des Buren et des Toroni, un scribe infatigable et sacrilège s'est laissé aller au plaisir du graffiti et de l'improvisation, alliant égarance et ironie. C'est ainsi qu'une jeune artiste, se libérant de plus en plus du poids des conventions contemporaines, prend ses distances et trouve progressivement son style.

Ph. D.

CLAUDE LOTHIER

GALERIE ALAIN VEINSTEIN, 30, rue de Lappe, Paris-11^e. M^e Bastille. Du mardi au vendredi, de 14 h 30 à 19 heures. Le samedi, de 11 heures à 13 heures et de 14 h 30 à 19 heures. Tél. : 47-00-15-20. Jusqu'au 11 février. « Atteindre la réalité est une de mes idées fixes », reconnaît cet artiste singulier qui, à trente-neuf ans, accomplit sa première exposition dans une galerie. Pour atteindre la réalité, il la dessine inlassablement et rehausse ses dessins aux crayons de couleur et à l'aquarelle. Il accumule des objets ordinaires - cafetières, canifs, fruits, caméras, tasses et sucriers - et les représente minutieusement, comme s'il cherchait à obtenir un relevé méthodique des choses. Formes, volumes et couleurs sont indiqués avec force détails, et l'œil du peintre ne veut rien négliger. Ces natures mortes sont organisées à la façon des planches de dictionnaire, par juxtaposition d'images rangées en lignes et colonnes, sans espace autour d'elles, avec à peine une esquisse de perspective, obsédantes collections de morceaux choisis vus de très près. De très étonnantes carnets - un dessin par jour tous les jours - et des assemblages conçus selon le principe du collage cubiste complètent le dispositif de capture du réel. Le piège ne fonctionne pas à tout coup, mais l'idée qui commande l'œuvre ne manque pas de justesse. Reste à démontrer qu'elle peut suffire à soutenir le travail de Lothier dans la durée.

Ph. D.

TOHU-BOHU

Esthétiques de la complexité fractale. Galerie de l'Étoile, 22, rue Du-mont-d'Urville, Paris-16^e. Tél. : 40-67-72-66. Métro Étoile ou Kléber. Jusqu'au 21 janvier. Si l'adapte des jeux vidéo peut piloter un avion du fond de son canapé, c'est grâce à Benoît Mandelbrot. Les montagnes que survole l'engin virtuel ont été modélisées à partir de la géométrie fractale, dont le mathématicien - un Français né en 1924 à Varsovie, et qui travaille pour IBM aux États-Unis - est le père. On devait s'y attendre, la géométrie nouvelle a inspiré les artistes plus ou moins doués. Les magasins à la mode sont envahis d'objets estampillés des très beaux dessins que permet l'utilisation des fractales. Très beaux, certes, mais aussi souvent très ennuyeux, et par leur principe même : les formes sont identiques sous quelque grossissement qu'on les observe, comme dans le schéma des cristaux de neige. Mais l'exposition de la galerie de l'Étoile échappe à ce travers : ce ne sont pas des scientifiques qui brouillent des images, mais des plasticiens, venus d'univers différents. Certains se sont d'ailleurs rencontrés à l'occasion de cette exposition. Est-ce assez pour parler d'un mouvement ? Voir. Même si bon nombre d'entre eux travaillent le sujet depuis une dizaine d'années déjà. Carlos Ginzburg, Jean-Claude Meynard ou Jean-Paul Agost ont créé des espaces saturés, une géométrie chaotique, tantôt louche, tantôt faussement lisible.

Ha. B.

PATRICK BAILLY-MAITRE-GRAND

GALERIE MICHELE CHOMETTE, 24, rue Beaubourg, Paris-3^e. M^e Rambuteau. Du mardi au samedi, de 13 heures à 19 heures. Tél. : 42-78-05-62. Jusqu'au 11 mars. Pour apprécier les pouvoirs de la photographie, il faut scruter avec soin le dernier accrochage de Patrick Bailly-Maître-Grand à la galerie Michèle Chomette. Ce virtuose de l'architecture - il a fait l'objet d'une rétrospective à Pontault-Combault, en octobre 1993 -, ancien peintre et scientifique de haut vol, ce docte enseignant du daguerrétypisme propose trois expositions en une où il témoigne de son don d'illusionniste. La série « Poussières d'eau » montre des éclaboussures de liquide turquoise (vitrage couleur) provenant d'une pierre jetée dans une bassine. « Véroniques » est un ensemble d'empreintes négatives de visages humains. « Lunes à boire », série la plus aboutie, est l'enregistrement (sans appareil photo) d'un verre à limonade sous toutes les coutures, dont les contours sont définis par des traces de lumière plus ou moins intenses. S'il n'y avait que l'exploit, ces images seraient fastidieuses. Or ce « cabinet des merveilles » est une évocation magique et méthodique de la lumière, la fragilité et le mouvement de formes familières. On est en terrain connu tout en étant transporté dans un autre monde.

M. G.

LE MARCHÉ

VOLES

Succès pour la police égyptienne. Depuis dix ans, quatre hommes d'affaires égyptiens et trois étrangers pillaient les tombeaux de haute Égypte. Habilement, ils remplaçaient les pièces dérobées par des faux, et reprenaient les objets originaux pour les faire passer, aux yeux des douaniers, pour des copies. Une fois exportées et nettoyées, l'œuvre était proposée sur le marché international, peu regardant sur les provenances. Lesquelles étaient souvent prestigieuses : leur dernier vol a été découvert la semaine de Noël au temple de Karnak, à Louxor, fermé au public pour restauration. Dans une chambre consacrée au dieu Montou, ils avaient dérobé cinquante-cinq statuettes. La police a arrêté les égyptiens, mais les trois étrangers sont en fuite. Les autorités égyptiennes et Interpol auront fort à faire pour récupérer des trésors pas perdus pour tout le monde. Mais elles semblent faire preuve de pugnacité : le 5 janvier, la police a démantelé un autre réseau de cinq contrebandiers égyptiens spécialisés dans le vol d'antiquités, et a saisi cent trente-sept

pièces remontant aux époques pharaonique, copte et islamique. Vol du violon d'une virtuose. Vanessa-Mae Nicholson, s'est fait voler son violon, jeudi 12 janvier. Il s'agit d'un Guadagnini de 1761, un des trois cents exemplaires existant dans le monde, estimé à 200 000 livres (1,7 million de francs). Vanessa-Mae Nicholson, 16 ans, s'est imposée comme l'un des violonistes les plus doués de sa génération grâce à ses interprétations de Paganini. Depuis la perte du violon avec lequel elle a fait ses débuts au London Symphony Orchestra et qui l'accompagnait partout depuis six ans, la virtuose est en état de choc. D'après la police, qui a aussitôt alerté les magasins spécialisés et les salles de ventes, une pièce aussi rare sera difficile à revendre.

VENDUS

Triplé Tajan. Le 19 décembre, la vente par M^e Tajan des œuvres de Degas a produit un total d'environ 8,4 millions de francs. Le même soir, avec le même commissaire-priseur, vingt et une pièces de mobilier d'Armand Rateau ont été enlevées pour un total de 18,6 millions. Et, le lendemain, Deux chiens se reposant près d'un

tronc d'arbre, sont grimpés à 10,8 millions de francs, toujours chez M^e Tajan. Le tableau, autrefois attribué à Titien, l'est aujourd'hui à Jacopo Bassano. Considéré comme un des tout premiers « portraits » d'animaux de la peinture occidentale, il a été préempté pour le musée du Louvre, qui ne possédait qu'un Bassano.

A VENDRE

New York. La Fondation IBM se sépare de ses collections qui feront l'objet d'une série de ventes durant l'année 1995, chez Sotheby. Clichés. Près de deux cent cinquante photographies seront proposées à Drouot par M^e Libert et Castor le 20 janvier. De Laure Albin Guillot à Andy Warhol en passant par Cartier-Bresson, Germaine Krull, Muybridge et de troublants Sandek, une vente intéressante.

VA-ET-VIENT

Rencontres du marché de l'art contemporain. Drouot-Richelieu organise, samedi 14 et dimanche 15 janvier, un forum de l'art contemporain (*Le Monde*, 13 janvier). Le public peut y débattre avec des artistes, des commissaires-priseurs, des collectionneurs, des critiques. Mais aussi avec des galeristes : comme ceux-ci n'avaient pas de mots assez durs, ces temps derniers, pour stigmatiser le rôle néfaste des ventes publiques dans l'effondrement du marché de l'art contemporain, la confrontation promet d'être intéressante.

MAIRIE DE PARIS

La Mairie de Paris vous invite au concert.



DU 8 AU 22 JANVIER 1995. PRENEZ UNE PLACE, VENEZ A DEUX.

MUSEE pariscope CCF ICM sacem Le Monde

INFORMATIONS 42 78 44 72 Dans les salles de concert, les églises, les salles de jazz parisiennes participent à l'opération.

smalto
SOLDE

HOMME : 44, rue François 1^{er}
HOMME ET FEMME : 5, place Victor-Hugo



« Rythmes et Continents noirs » dessine, à la Cinémathèque, une carte chorégraphique étonnante de la danse

PEUPLEADES AFRICAINES, maîtres fous, *arishas* du Brésil, évolution de la danse jazz de la Louisiane aux bals de Harlem, rappers et inventeurs en tout genre des night clubs actuels de New York, jeu de jambes inoubliable de Mohammad Ali: tout un programme d'images qui swinguent sur les plus belles des musiques. Patrick Bensard, fervent défenseur de tous les styles de danse, est passé expert dans ces rythmes où les corps exultent, dans ces danses profondément enracinées dans la

★ « Rythmes et Continents noirs », projections le 14, jusqu'à 21 heures; le 15, de 14 h 30 à 21 heures. Cinéma-thèque de la danse, salle du palais de Chaillot, 7, avenue de Mun, Paris 16^e. M^o Trocadéro ou Iéna. Tél. : 45-53-21-86. De 15 F à 35 F.

Le retour de Judex se fait en musique
 Le mystérieux Justicier à la cape noire est de retour, en lutte contre l'ignoble banquier Favreau, dont il aime la fille. Grâce à Musidora, interprète du rôle de Diana la troublante aventurière, le feuilleton réalisé par Louis Feuillade en 1916 figure au programme du cycle consacré par le Musée d'Orsay aux « Premières déesses de l'écran ». La projection de *Judex* sera accompagnée au piano par Georges Rabol et Eric Le Guen. Auditorium du Musée d'Orsay, 1, rue de Beilechasse, Paris-7. Le 15, à 14 heures. Tél. : 40-49-49-69, 27 (Demi-tarif : 18 F).

Hussain Al-A'dhami,
ou l'art du maqâm irakien
La musique, née à Bagdad, est sa-
vante, le chanteur et la formation
remarquables. Avec ses quatre
instrumentistes (santour, wîle,
tambour et tambourin) et une
voix qui orne la mélodie de motifs
aériens et optimistes, *al-tchalghi*
baghdadi (ensemble de musique
chamite) est tenu en équilibre
par Hussain Al-A'dhami, profes-
seur à l'Institut mélodique de
Bagdad.
*Institut du monde arabe, 1, rue des
Fossés-Saint-Germain, Paris-5.*
M^e Jussieu, Le 14 à 20 h 30. Tél. :
40-39-80-81. 90 F

Le violon de Midori
Elle est l'une des plus stupéfiantes violonistes du moment. Enfant prodige, elle jouait de telle façon qu'on oubliait son âge. Elle a réussi le passage à l'âge adulte. Ce n'est pas si fréquent que cela. Le Théâtre de la Ville, qui a fait découvrir ou permis à tant d'interprètes de se faire accepter du public parisien (par exemple les pianistes Claudio Arrau et Jorge Bolet), lui a demandé d'interpréter un programme Schubert, Beethoven et Szymanowski.

Théâtre de la Ville, place du Châte-

Four Men and a Dog, et De Dannan, la vitalité irlandaise
Les cinq membres de Four Men and a Dog viennent des deux Irlandes. *Reels, jigs et polkas* au rythme des guitares, banjo et tambour. De Dannan est un classique de la musique irlandaise. Pièces traditionnelles du comté de Kerry, chansons de Brendan Behan...
Théâtre de la Ville, place du Châtelet, Paris-IV. Le 15, Four Men and a Dog, à 15 heures ; De Dannan, à 20 h 30. Tél. : 42-74-22-77.

NOUVEAUX FILMS

Coups de feu sur Broadway
Film américain da Woody Allen, VO :
Forum Horizon, handicaps, doly, 11
(36-58-51-25); Raffet Médicis, salle
Louis-Jouvet, 5* (43-54-42-34);
Danton, 6* (36-68-34-21); UGC Mont-
parnasse, doly, 6* (36-65-70-14); UGC
Moulin de Paris, doly, 11 (36-68-51-
75-07); 10* (36-40-30-10); UGC
Champs-Élysées, handicaps, 6* (36-68-
56-54); Max-Linder Panorama, THX,
doly, 9* (48-24-88-88); 5* (36-68-21-
10); UGC Opéra, doly, 5* (36-68-21-
24); La Salle, handicaps, doly, 11*
(36-68-51-75); Les Nations, 12* (36-68-
04-67); 36-65-71-33; red. 40-30-20-10;
10* Escorial, 13* (47-07-28-04); UGC
Gobelins, handicaps, doly, 13* (36-68-
68-22-27); Mistral, doly, 14* (36-65-
70-41); 10* (36-40-30-10); 14-Juillet
Beaugrenelle, doly, 15* (45-75-79-50);
10* (36-68-51-75); 10* (36-68-51-75);
ma, handicaps, doly, 15* (39-06-50-
50); 36-68-75-15; red. 40-30-20-10;
Majestic Passy, doly, 16* (42-24-46-
46); UGC Maitlot, 17* (36-68-31-34);
Panthé Wepler, handicaps, doly, 18*
(36-68-20-22); VF : Gaumont Opéra In-
55; red. 40-30-10; Saint-Lazare,
Pasquellier, doly, 8* (43-57-35-35);
36-51-78-88; UGC Lyon-Bastille, doly, 12
(36-68-62-33); Gaumont Gobelins
Rodin, 13* (36-68-75-55); Gaumont
Marnasse, 14* (36-68-75-55); Gaumont
Carnegie, 15* (36-68-75-55; red. 40-
30-20-10)
Frankenstein
Film britannique de Kenneth Branagh.
VO : Forum Horizon, handicaps, THX,
doly, 11* (36-68-51-25); 14-Juillet
Taureau, 6* (46-33-79-38); 36-68-68-
12); UGC Odéon, doly, 6* (36-68-68-
12); Gaumont Marignan-Concorde,
doly, 10* (36-68-51-75); 10* (36-68-
51-75); UGC Normandie, doly, 6* (36-68-
49-58); UGC Opéra, doly, 9* (36-68-
21-24); 14-Juillet Bastille, doly, 11*

(43-57-90-91); 36-68-69-72); Gaumont Grand Ecran Italie, handi-caps, 13 (36-67-13); rés.: 40-30-20-10); Gaumont Parnasse, dolly, 14 (36-67-15-55); Majestic Passy, dolly, 10 (42-24-46-24); VF: Rex, dolly, 23 (36-68-70-73); UGC Parnasse, dolly, 6 (36-65-70-14; 36-70-14); Paramount Opéra, 9 (47-43-22-10); 36-68-81-82; 46-40-30-20-10); Les Nation, 12 (43-33-04-04); 36-65-71-73; rés.: 40-30-20-10); UGC Lyon-Bastille, dolly, 12* (36-68-62-33); UGC Gobalins, dolly, 13 (36-68-22-27); Gaumont Alésia, dolly, 14 (36-68-75-35; rés.: 40-30-20-10); Miramar, dolly, 14 (36-65-70-35; rés.: 40-30-20-10); 36-68-70-35; 46-40-30-20-10); 36-68-29-31; Pathé Waple, handi-caps, dolly, 18 (36-68-22-10); Le Gambetta, THX, dolly, 20* (46-36-10-96); 36-65-71-74; rés.: 40-30-20-10); 46-40-30-20-10).
 60 Fish
 Film américain da Rose Troche, VO: Cîné Beaubourg, handi-caps, 34 (36-68-58-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82); Action Christine, 6 (43-29-11-30); 36-65-70-62).
 Libdoonak
 Film franco-canadien de Claude Massot. VO: Cîné Beaubourg, handi-caps, 34 (36-68-69-69-72); Sept Parnassiens, 41 (43-20-32-20). VF: Rex, 23 (36-68-70-73); 36-68-70-73; 46-40-30-20-10); 36-68-70-73; 46-40-30-20-10); Paramount Opéra, 9 (47-43-22-10); 36-68-81-82; rés.: 40-30-20-10); UGC Lyon-Bastille, 12 (36-68-62-33); UGC Gobalins, 13 (36-68-22-27); Mistral, handi-caps, dolly, 14 (36-65-70-41; rés.: 40-30-20-10); UGC Convention, 15 (36-68-29-31); Pathé Cîné Beaubourg, handi-caps, dolly, 18 (36-68-20-22).
 Le Pêrlé jeune
 Film français de Cédric Klapisch. Gaumont Les Halles, handi-caps, 1* (36-68-75-55; rés.: 40-30-20-10); Rex, 25 (36-68-70-23); 14-Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83; 36-68-68-68-12); Saint-André-des-Arts, 8 (43-62-26-48-18); UGC Rotonde, 12 (36-68-73; 36-68-70-10); 36-68-73; Gaumont Ambassade, 9 (43-59-19-10); 36-68-75-75; rés.: 40-30-20-10); Le Balzac, 8 (45-61-10-60); Gaumont Opéra Parnasse, 9 (36-68-68-75-55; rés.: 40-30-

20-10); 14-Juillet Bastille, handicapés, 11^e (36-57-90-10); 36-68-93-29; Gaumont Gobelins Roubaix, 13^e (36-68-75-53), Gaumont Aléxis, 14^e (36-67-55-20), 40-30-20-10; 14-Juillet Basquaille, 15^e (45-75-79-79; 36-68-69-24); Gaumont Convention, handicapés, 15^e (36-68-75-55; rés.: 40-30-20-10); Pathé Wepler, 16^e (36-68-20-22).

Le Petit Garçon

Film français de Pierre Garraud-Dedonville. Paris Saint-Germain, dolby, 6^e (36-68-75-55); Publicis Champs-Élysées, dolby, 6^e (47-70-26-23; 36-68-75-55); Gaumont Opéra Français, dolby, 5^e (36-68-75-55; rés.: 40-30-20-10); Gaumont Aléxis, dolby, 14^e (36-68-75-53); Gaumont Convention, 15^e (36-68-75-55). Bienvenue Maitre-pasque, dolby, 15^e (36-65-70-38; rés.: 40-30-20-10); Gaumont Convention, dolby, 15^e (36-68-75-55; rés.: 40-30-20-10).

Le Roi de Paris

Film français de Dominique de Melinhat. Forum Orient Express, handicapés, 1^{er} (36-67-50-67); La Pagode, 7^a (36-68-75-07; rés.: 40-30-20-10); George-V, 8^a (36-68-43-37); Sept Paroissiens, 14^e (40-33-32-20).

Sofia

Film de Suède-Danemark-Norvège da Liv Ullmann. VO : Le Quartier Latin, 5^e (36-68-84-65).

Sombres en une bataille

Film espagnol de Mario Camus. VO : Ladrón, 4^e (42-78-47-48).

La Serrée

Film américain da Richard Benjamin. VO : Forum Orient-Express, 1^{er} (36-65-70-67); George-V, 8^a (36-68-43-47); Rex, dolby, 2^e (36-68-70-23); Mistral, handicapés, 14^e (36-68-70-41; rés.: 40-30-20-10); Gambetta, dolby, 20^e (46-36-10-36; 36-65-71-44; rés.: 40-30-20-10).

Swoon

Film britannique de Tom Kalin. VO : Ciné Beaubourg, handicapés, 2^e (36-68-69-23); Gaumont Opéra Impéria, dolby, 1^{er} (36-68-59-02); Action Christine, 6^e (42-29-31-10; 36-67-50-62).

Tous les jours dimanche

Film franco-italien de Jean-Charles Tacchella. Forum Orient Express, 1^{er} (36-68-70-67); Gaumont Opéra Impéria, dolby, 1^{er} (36-68-75-55; rés.: 40-30-20-10); George V, 8^a (36-68-43-47); Saint-Lazare-Pasqualur, handicapés, dolby, 6^e (48-87-35-43; 36-65-71-88); Gaumont Grand Ecran Italie, dolby, 13^e (36-68-75-13; 40-30-20-10); Les Étoiles, 14^e (40-30-20-10); Pathé Wapler, dolby, 18^e (36-68-20-22).

Zadoc et le bonheur

Film français da Pierre-Henry Salferat. Gaumont Gobelin Fauvette, 13^e (36-68-75-53); L'Entrepôt, handicapés, 14^e (36-68-75-53).

Zéro patience

Film canadien da John Greyson. VO : Ciné Beaubourg, handicapés, dolby, 3^e (36-68-69-23); 14 Juillet Parmasse, 6^e (42-28-58-00); 14 Juillet Parmasse, 6^e (42-28-58-00); Action Christine, 6^e (42-29-31-10; 36-65-70-62); L'Entrepôt, 14^e (36-68-75-53).

ADIEU MA CONCUBINE (Chin., v. o.):
Cinches, 6 (46-33-10-82).
AUX BONS SOINS DU DOCTEUR KEI
LOGG (A., v. o.): Forum Oriental Express,
1st (36-63-70-67); *Un Odeon*, 6 (36-68-
37-62); *Un Normand*, 6 (36-68-49-
56); *Blvennote Montparnasse* 6-70-38;
res. 40-30-20-10.
BAB EL-OUED CITY (Alg., v. o.): *Epee de
Bots*, 5 (43-37-57-47); *Cinches*, 6 (46-
33-10-82).
BARAKA (A.): *Grand Pavots*, 15^e (45-54-
46-85; res. 40-30-20-10).
BEFORE THE RAIN (Fr.-Brit., v. o.): *Lu-
cenaire*, 6 (45-44-57-34).
LE CHEVAL VENU DE LA MER (irlandais,
v. f.): 14 Juillet Parnasse, 6 (43-65-58-
46); res. 40-30-20-10.

OLÉRIKS (A., v. o.) : Lucmaire, 8 (45-44-57-34).

LE CLIENT (A., v. o.) : UGC Biarritz, 8 (36-68-46-35; 36-65-70-81) ; v. f. : Paris Ciné 1, 10 (47-70-21-71).

LE COLONEL CHABERT (Fr.) : Gaumont Marignan-Concorde, 8 (36-68-75-55; rés. 40-30-20-10).

LES COMPAGNES (A., v. o.) : George V, 8 (36-68-43-47).

CONSENTEMENT MUTUEL (Fr.) : George V, 8 (36-68-43-47).

CORRINA, CORRINA (A., v. f.) : Grand Pavois, 15^e (45-54-46-45; rés. 40-30-20-10).

DANGER IMMÉDIAT (A., v. o.) : UGC Triomphe, 8 (36-68-45-47).

DÉJÀS FLAGRANTS (Fr.) : Saint-André des-Arts 11, 8 (43-26-80-25).

ENTRETIEN AVEC UN VANDRIE (A., v. o.) : Forum Horizon, 7 (36-68-55-23; 14 Juillet Odéon, 8 (43-25-59-83; 36-68-68-12); Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08; 36-68-75-10-20); UGC Normandie, 8 (36-68-49-55); Gaumont Par- nasse, 14 (36-68-75-55); Pathé Wapler, 19 (36-68-20-22) ; v. f. : Rex, 2 (36-68-70-23); UGC Montparnasse, 8 (36-68-70-14); Paramount Opéra, 5 (47-42-36-31; 36-68-81-09; rés. 40-30-20-10); Gaumont Gobellin Fauteuil, 13 (36-68-75-08-20); Gaumont Fauteuil, 15 (36-68-75-55; rés. 40-30-20-10); Pathé (36-68-20-22).

LES ÉPIQUES DE LA PASSION (Mex., v. o.) : Lucmaire, 8 (45-44-57-34).

L'ÉTRANGE NOËL DE M. JACK (A., v. o.) : Gaumont les Halles, 7 (36-68-75-55; rés. 40-30-20-10; 14 Juillet Odéon, 8 (43-25-59-83; 36-68-68-12); Gaumont Marignan-Concorde, 8 (rés. 40-30-20-10).

EXOTICA (I. Can., v. o.) : Ciné Beau- bourg, 3 (36-68-68-23) ; Le Saint-Ge- rmain, 8 (42-27-87-23); Le Regard, 6 (42-27-87-23); Le Batzac, 4 (45-61-10-60).

FARINELLI (Fr.-Bel.-It.) : 14 Juillet Odéon, 8 (43-25-59-83; 36-68-68-12); Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08; 36-68-75-10; rés. 40-30-20-10); UGC Biarritz, 8 (36-68-46-35); Escorial, 13 (47-47-28-28).

[illegible]

SALÉ SUÇNE (A., v. o.): *Lucernaire*, 6 (45-44-37-34).
SHORT CUTS (A., v. o.): *Grand Parovole*, 15 (45-54-46-85; rés. 40-30-20-10).
LES SILENCES DU PALAIS (Tin.-Fr., v. o.): *Epée de Bois*, 5 (43-37-47); *Lucernaire*, 6 (45-44-37-34).
SIRÈNES (Aust., v. o.): *Forum Horizon* 1^{er} (36-68-51-23); *Gaumont Opéra Impérial*, 2 (36-68-75-35; rés. 40-30-20-10).
UGC Odéon, 8 (36-68-34); *UGC Montparnasse*, 6 (36-68-34); *Ambassade*, 10 (36-68-34); *UGC Ritz*, 6 (36-68-75-35); *UGC Lyonn*, 12 (36-68-48-56; 36-65-70-81); 14 *Juliette Beaugrenelle*, 15 (45-75-79-73; 36-68-69-24); *UGC Malicot*, 17 (36-68-34-31); v. f.: *UGC Montparnasse*, 6 (36-65-70-81); 36-68-70-14; *UGC Opéra*, 9 (36-68-70-14); *Les Nation*, 12 (36-68-43-04-67; 36-65-71-33); *UGC Gobelins*, 15 (36-68-22-27).
SOUS L'OMBRAGE (Fr.-russe, v. o.): *Ce soir*, 14 (46-33-10-82); *Sépt. Parmassien*, 14^e (46-33-20-32).
TERMINAL VELOCITY (A., v. o.): *Forum Horizon*, 1^{er} (36-68-51-23); *UGC Danton*, 6 (36-68-34-31); *UGC Montparnasse*, 6 (36-68-49-50-7); v. f.: *Res*, 6 (36-68-34-31); *Brasserie*, 6 (36-68-34-31); *Parasom* Opéra 37, rés. 40-30-20-10; *Parasom* Opéra 37, rés. 40-30-20-10; *UGC Lyonn*, 12 (36-68-48-56; 36-65-70-81); 13 (36-68-22-27); *Mistral*, 14^e (36-65-70-41; rés. 40-30-20-10); *UGC Convention*, 15 (36-68-25-39-31); *Pathé Wexler*, 18 (36-68-20-12); *Gambetta*, 20 (46-36-10-36); 36-65-71-33; *UGC Gobelins*, 15 (36-68-22-27).
THE MASK (A., v. o.): *George V*, 8 (36-68-43-47); v. f.: *George V*, 8 (36-68-43-47).
THIRTY TWO SHORT FILMS ABOUT GLENN GOULD (Can., v. o.): *Reflét Mardich II* (45-44-34-34).
TIME-OUT (A., v. o.): *George V*, 8 (36-68-43-47).
LES COULEURS-ROUGE (Fr.-Suiss., Pol.), 14 *Juliette Hauteville*, 6 (46-33-37-38; 36-68-69-24); 14 *Juliette Parmassien*, 6 (46-32-59-00; 36-68-59-02).
TRUE LIES (A., v. o.): *George V*, 8 (36-68-43-47).
TRUE ROMANCE (**) (Fr.-A., v. o.): *Grand Parovole*, 15 (45-54-46-85; rés. 40-30-20-10).
UN HOMME DANS LA VILLE (Fr.): *Gaumont Ritz*, 12 (36-68-75-35; rés. 40-30-20-10); *Hell*, 2 (36-68-70-14); *UGC Danton*, 6 (36-68-34-31); *UGC Montparnasse*, 6 (36-65-70-14); 36-68-70-14; *Gaumont Marignan-Concorde*, 8 (36-68-75-35; rés. 40-30-20-10); *UGC Biarritz*, 8 (36-68-48-56; 36-65-70-81); *Gaumont Opéra Français*, 5 (36-68-75-35; rés. 40-30-20-10); *Les Nation*, 12 (43-43-04-67; 36-65-71-33; rés. 40-30-20-10); *UGC Lyonn*, 12 (36-68-48-56; 36-65-70-81); *UGC Gobelins*, 15 (36-68-22-27); *Gaumont Fauretta*, 13 (36-68-75-35); *Gaumont Alféra*, 14 (36-68-79-55; rés. 40-30-20-10); *Miramax*, 14^e (36-68-75-35; rés. 40-30-20-10); 14 *Juliette Beaugrenelle*, 15 (45-75-79-73; 36-68-69-24); *Gaumont Convention*, 15 (36-68-25-39-31); *Pathé Wexler*, 18 (36-68-20-12); *Gambetta*, 20 (46-36-10-36; 36-65-71-33); *UGC Gobelins*, 15 (36-68-22-27); *Mistral*, 14^e (36-65-70-41; rés. 40-30-20-10).

PALEIS DE CHAILLOUT (47-04-24-24)
DIMANCHE
 La Cinématheque de la danse: Rhythmes et Continents noirs: Stormy Weather (1943, v. c.), de la Andrew Stone Hommage à Cab Calloway, 14 h 30
 Brésiliens d'Afrique et Africains du Brésil (1974), de Pierre Verger et Yankel Bellon, 16 h 30; Sur un air de Charleston (1926), de Jean Renoir; Ernest Léardé ou la Roman de la biguine (1987), de Christiane Suchaut-Goldmann et Jean-Pierre Kreif, 19 h 30; la Sirène des tropiques (1927), de H. Eblé et M. Nalpas, 21 heures
SALLE REPUBLICA (47-04-24-24)
DIMANCHE
 L'Amour, l'Amour, Doodamand (v. c.), de Narciso Fierro, 17 h; Marcha nupcial (v. c.), de Marco Ferri, 19 h 30; le Harém (v. c., s. t. f.-projection sous réserve), de Marco Ferri, 21 h 30.

SALLE GARANCE (42-78-37-29)
DIMANCHE
Pathé, premier empire du cinéma : la Roue (1923), d'Abel Gance, 14 h 30 ; la Roua (1923), d'Abel Gance, 17 h 30 ; Pathé Journal ; le Bel Age (1958), de Pierre Kast, 20 h 30.
LUNDI
Pathé, premier empire du cinéma : Pathé Journal ; Méfiez-vous des blondes (1950), d'André Hunebelle, 14 h 30 ; les Malheurs de Sophie (1945), de Jacqueline Audry, 17 h 30 ; Pathé Journal ; les Croix de bois (1931), de Raymond Bernard, 20 h 30

**Grande galerie, porte Saint-Eustache,
Forum des Halles
(40-26-34-30)**
DIMANCHE
L'Argent: Bande-annonce: Riva
droite, rive gauche (1984), de Philippe
Labro; l'Argent des autres (1978), de
Christian de Chalonge, 14 h 30; Le
Sucre, 16 h 30; Ces messieurs de la san-
té (1933), de Pierre Colombier, 18 h 30.
Wall Street (1987, v. o. s. t. f.), de Oli-
ver Stone, 20 h 30.

MARDI
L'Argent: Louis Chédid chante Holo-
Up (1985).; Sous le signe du lion
(1988), de Claude Pinoteau de Frédéric
Létang; L'Autre façon d'être une
banque (1974), d'un collectif CinéTutu
14 h 30; Ces messieurs de la santé
(1933), de Pierre Colombier, 16 h 30
Tous comptes faits (1984), de Michel
Wyn, 18 h 30; Court toujours, 20 h 30

(47-03-12-50)
DIMANCHE
 Ernesto Che Guevara, journal de Bolivie (1994), de Richard Dindo, 16 h.
MARDI
 Ernesto Che Guevara, journal de Bolivie (1994), de Richard Dindo, 18 h 30.

ANNEBIL (Ch., v. f.): Brady, 10^h (47-70-08-36) dimanche 12 h 40, 15 h, 16 h 40, 18 h, 20 h 30.

AQUÍ NA TERRA (Por., v. o.): Latina
 4^h (42-78-47-58) dimanche 14 h.

BEATITUDINE (It., v. o.): France 3
 v. o.): Denfert, 14^h (43-21-41-00) samedi
 18 h 40; Saint-Lambert, 15^h (45-35-
 51-58) dimanche 18 h 40.

BRAZIL (Brit., v. o.): Studio Galand
 4^h (43-26-94-08; 36-65-72-05; rés. 40-
 30-20-10) dimanche 16 h.

CHAMBERLAIN (A., v. o.): Brn
 10^h, 14^h (47-70-08-86) samedi 16 h 30, 18 h
 30, 20 h 10.

CHOMSKY, LES MÉDIAS ET LES ILLU-
 SIONS NÉCESSAIRES (Can., v. o.):
 L'Entrept, 14^h (45-43-41-63) samedi 16 h 30.

DRAGON (Fr., v. o.): Saint-Lam-
 bert, 15^h (43-21-41-00) dimanche 21 h.

EASY RIDER (A., v. o.): Saint-Lam-
 bert, 15^h (43-21-41-00) samedi 21 h.

L'ECUME DES JOURS (Fr.): L'Entrept
 14^h (45-43-41-63) dimanche 22 h.

HELLZAPOPIN (A., v. o.): Reflet Mé-
 trop, 14^h (43-54-42-34) dimanche 22 h 15.

(KTE Lune (Jap., v. o.) : Studio Galande, 5 (43-26-94-08) ; 36-65-72-05) ; res. 40-30-20-10 dimanche 20 h 10.

IN CUSTODY (Ind., v. o.) : Europa Pantheon (ex-Reffet Pantheon), 5 (43-54-15-04) dimanche 11 h 50.

MY OWN PRIVATE IDIOM (*) (A., v. o.) : Ciné C, 5 (43-29-01-01) samedi 18 h 30.

ORANGE MÉCANIQUE (**) (Brit., v. o.) : Saint-Lambert, 5 (45-32-91-68) dimanche 21 h.

LA PAKY (A., v. o.) : Reflet Médicos 5 (43-54-42-30) dimanche 11 h 55.

PEPE, LUZO, BOM ET AUTRES FILES DU QUARTIER (Esp., v. o.) : Studio Galande, 5 (43-26-94-08) ; 36-65-72-05 ; res. 40-30-20-10 samedi 18 h 30.

PROSPERO'S BOOKS (Brit.-Hol., v. o.) : Studio Galande, 5 (43-26-94-08) ; 36-65-72-05 ; res. 40-30-20-10 dimanche 14 h.

QU'A PEUR DE VIRGINIA WOOLF ? (A., v. o.) : Saint-Lambert, 5 (45-32-91-68) dimanche 18 h 45.

RENCONTRES AVEC DES HOMMES INMARQUABLES (Brit., v. o.) : Ciné Beauboulogne, 3 (36-68-69-23) dimanche 10 h 35.

LE ROI ET L'OSUEU (Fr.) : Denfert, 14 (43-21-41-01) samedi 15 h 20, dimanche 14 h 20.

RUE PRINCESSE (Ivoirien) : Images d'ailleurs, 5 (45-87-18-09) dimanche 16 h 20.

SAMPLE MEN (A., v. o.) : Ciné Beauboulogne, 3 (36-68-69-23) dimanche 10 h 45.

THE ADJUSTER (Can., v. o.) : Studio Galande, 5 (43-26-94-08) ; 36-65-72-05 ; res. 40-30-20-10 dimanche 22 h.

THE RUNSTONES (A., v. f.) : Studio 28, 18 (46-06-36-07) dimanche 15 h.

THE ROCKY HORROR PICTURE SHOW (*) (A., v. o.) : Studio Galande, 5 (43-26-94-08) ; 36-65-72-05 ; res. 40-30-20-10 samedi 22 h 30, 0 h 10.

THELONIOUS MONK (A., v. o.) : Images d'ailleurs, 5 (45-87-18-09) dimanche 18 h.

TIENS TON FOULARD, TATIANA (Fin. v. o.) : Denfert, 14 (43-21-41-01) dimanche 21 h 50.

TROIS COULEURS-BLANC (Fr.-Pol., v. o.) : Ciné Beauboulogne, 3 (36-68-69-23) dimanche 18 h 30 ; 14 Juillet-Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; 36-65-72-02) samedi 16 h, 18 h, 20 h, 22 h.

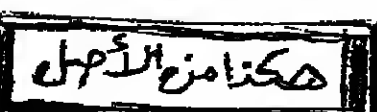
TROIS COULEURS-BLEU (Fr.-helvétique) : Pol., 14 Juillet-Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; 36-68-59-02) dimanche 16 h, 18 h, 20 h, 22 h.

LA VIE ET LA MORT DE PETER TOSTER (Can., v. o.) : Images d'ailleurs, 5 (45-87-18-09) samedi 21 h.

VAZIE (Fr.-Bel.) : Denfert, 14 (43-21-41-01) samedi 17 h.

(*) Film interdit aux moins de 12 ans
(**) Film interdit aux moins de 16 ans

● **Les sélections**
hébdomadaires, autrefois regroupées dans le supplément « Arts et Spectacles », seront dorénavant déclinaées selon la thématique suivante. Chaque jour vous retrouverez les films nouveaux, une sélection des films en exclusivité et des grandes reprises. Viendront s'y ajouter :
lundi (date mardi) : la musique classique et la danse ;
mardi : le théâtre ;
mercredi : jazz, rock, chanson, musique du monde ;
jeudi : arts ;
vendredi : musiques toutes disciplines confondues, théâtre et art en régions.
samedi : la page guide est intégralement consacrée au cinéma.



الجزيرة

RADIO-TÉLÉVISION

LE MONDE / DIMANCHE 15 - LUNDI 16 JANVIER 1995 / 23

SAMEDI 14 JANVIER

TF 1	FRANCE 2	FRANCE 3	M 6	CANAL +	ARTE
20.45 Variétés : Les Vieux de la veille. Présenté par Patrick Sébastien. Avec Denise Fabre, Vanessa Demouy, Marlène, Jacky Sardo, Laurent Balle, Michel Courtemanche, Pierre Bellemare, Laurent Rignot, Francis Vandevelde, Hervé de Volder, la troupe de Chingching. 22.45 Magazine : Ushualta. Les Entrailles de l'ouf (des Loyautés). La Galerie des glaces ; La Danse du balourd ; Les Fils du lac ; L'Arche de Noé. 23.50 Série : Païre d'as. 0.45 Journal et Météo. 0.55 Magazine : Les Rendez-vous de l'entreprise (rediff.). 1.15 TF 1 nuit (et à 2.20, 4.05, 4.40). 1.25 Programmes de nuit. Peter Ström ; 2.30 L'Odyssée sous-marine du commandant Cousteau ; 4.15, Série : Mésaventures ; 4.50, Musique ; 5.05, Histoires naturelles.	20.45 Théâtre : Ne coupez pas mes arbres ! Pièce de W. D. Home, mise en scène de Michel Roux. 22.30 Magazine : Les Enfants de la télé. Invités : Pierre Tchernia, Ticky Holgado, Catherine Lara, Pierre Palmade, Jean-Pierre Coffe. 23.39 Les Films Lumière. 23.40 Journal, Météo et Journal des courses. 23.55 > Magazine : La 25^e Heure. US 20 : Chronique d'un hôpital spécial, de Basile Grigoriev. 0.50 Programmes de nuit. L'Heure du golf (rediff.) ; 1.25, Journal du Rallye, Grande-Dauphiné (rediff.) ; 1.35, Taratata (rediff.) ; 2.35, Bouillon de culture (rediff.) ; 3.40, Sentiers d'ombre ; 4.10, L'Alie et la bête ; 4.20, Bolivie (1 ^{re} partie) ; 5.00, Dessin animé.	20.55 Téléfilm : La Mal-aimée. De Bertrand Arthurs, avec Maud Kinnaman, Thérèse Liotard. Révisité par tous, une petite fille vole un bébé et décide de le garder pour elle. 22.25 Magazine : Ah ! Quels titres ! Présenté par Philippe Lison et Patricia Martin. Les jardins secrets des écrivains. Invités : Jérôme Garcin (Littérature vespérale) ; Jacques Chessex (Le Rive de Voltaire) ; Daniel Boulanger (Caporal supérieur) ; Pierre Magnan (Les Promenades de Jean Giono). 23.25 Météo et Journal. 23.30 Magazine : Ruban rouge. Les enfants et le sida. Invité : Jonathan Mann, professeur d'épidémiologie. 0.50 Musique et compagnie. Présenté par Alain Duzaut. L'œil écoute... le Mexique (2 ^e partie). 1.50 Musique : Chanson lumineuse. Paraphrase sur Rigoletto, de Liszt, par Michel Dalberto, piano (15 min).	20.45 Téléfilm : Pour l'amour d'un homme. De John Patterson, avec Eric Roberts, Nancy McKen. Dans les années 50 à New York, une jeune fille éduquée dans un pensionnat épouse le fils d'un parrain de la Mafia. Elle va apprendre à ses dépens les véritables activités de son mari. 0.05 Série : Les Professionnels. 2.30 Rediffusions. La Rite de l'emploi ; 2.55, Culture pub ; 4.20, Nature et civilisation (3) ; 5.15, Le Monde des hélicoptères (1) ; 6.10, Culture rock (L'après-Beats).	20.30 Téléfilm : La Secte de Waco. De Dick Lowy, avec Tim Daly, Dan Lauria. 22.00 National Geographic. Le naufrage du Lusitania, de Peter Schnal. 22.50 Flash d'Informations. 23.00 Cinéma : Evil Dead. Film américain de Sam Raimi (1982). 0.25 Cinéma : Robocop 3. Film américain de Fred Dekker (1992, v.o.). 2.05 Cinéma : La Place d'un autre. Film français de René Faret (1993). 3.20 Cinéma : Stopping out. Film américain de Lewis Gilbert (1991, v.o.). 5.10 > Cinéma : La Société du spectacle. Film français de Guy Debord (1973). 6.35 Documentaire : Réfutation de tous les jugements tant déplorables qu'hostiles qui ont été jusqu'ici portés sur le film La Société du spectacle. De Guy Debord (25 min).	20.40 Téléfilm : Les Taupes. De Geoffrey Sax, avec Nigel Havers, Warren Clarke (2 ^e partie). Deux espions soviétiques se sont parfaitement adaptés à la Grande-Bretagne des années 60. Mais le KGB veut les rapatrier à Moscou. Ils décident de fuir. 21.35 Premier Control. De Jacky Assoun, Suzette Bloch et Pierre Oscar Lévy. Le 27 mars 1942, plus d'un millier de juifs étaient déportés vers Auschwitz. Seuls quelques-uns survécurent. D'où l'entre eux ont refait le voyage et racontent. 23.20 Magazine : Velvet Jungle. Présenté par Patrice Blanc-Francard. Vous ou nous. Il a vendu 400 000 exemplaires de « Seven Seconds », l'enfant de la médina, dont la voix fait chanter les Sénégalais, monte tranquillement au firmament du showbusiness. 0.25 Série : Johnny Staccato. 2. Meurtre en do majeur, de John Cassavetes, avec Charles McCraw, Marilyn Clark (v.o., 26 min.).

CÂBLE

TV 5 19.00 C'est tout Coffe. 19.25 Météo des cinq continents (et 20.55, 19.30 Journal de la TSR. En direct. 20.00 Feuilletton : Au nom du père et du fils. 21.00 Journal de France 2. Edition de 20 heures. 21.40 Théâtre : Une folie. Pièce de Sacha Guitry, mise en scène par Jacques Echanillon au Théâtre du Palais Royal à Paris (1994). Avec Michel Duchaussoy, Yolande Folliot. L'analyse d'un couple, orchestrée par un psychiatre dérangé. 22.30 J'y crois, j'y crois pas. Rediff. de TF 1. Dernier, la jeunesse éternelle (1^{re} partie, article p. 23). 1.00 Journal de France 3. Edition Soir 3 (25 min). PLAINETÉ 18.40 > Un village anstolen. De Bipe Berker. 19.35 Le Britannique ou la croisière d'une vie. D'Oliver Guillon. 20.30 Les Ailes de légende. De Barry Cawthorn. 10. Le F 111. A Ardwork. 21.25 Anges et démons de la ci-

té. De Frédéric Laffont. 23.00 Les Fontaines de Paris. De Jean-Philippe Pimental. 23.30 Les Grands Maîtres de la photographie. De Peter Adam. 5. Bill Brandt. 0.10 Force brute. De Robert Kirk. 17. Médecine de guerre. PARIS PREMIÈRE 19.00 Ecran total. 19.30 L'Album. 20.00 Café-théâtre. 20.30 Voies intérieures. Coupe de l'America 1995. Rétrospective et présentation des participants. 22.00 Embouteillage. 23.05 Gilberto Gil. Concert enregistré à l'Olympia en 1987. 0.00 A bout portant. Alex Métyer en 1976 (45 min). CANAL 3 18.00 Bêtes pas bêtes. 18.15 La Véritable Histoire de Mahira. 18.30 Série : La Baie des fugitifs. 19.00 Regarde le monde. 19.15 Phares d'ouest. 19.30 Raconte-nous une autre histoire. 20.00 Le joueur de flûte de Hamelin. Dessin animé (60 min). CANAL JIMMY 21.00 Série : Les Aventures du jeune Indiana Jones. Petrograd, juillet 1917. 21.50 Série : Au nom de la loi. 22.15 Chronique du chrome. 22.20

T'es pas une idée ? Invité : Antoine. 23.20 Série : Lonesome Dove. 0.10 Road Test. 0.35 Série : Seinfeld (25 min). SÉRIE CLUB 19.10 Série : Force de frappe. 19.55 Série : Tonnerre mécanique. 20.45 > Feuilletton : Les Bouscardes. 22.20 Série : Cosmos 1999. 23.10 Série : O'Hara. 0.00 Feuilletton : Les Misérables de Serge Mosti (120 min). MCM 19.00 Autour du groove. Histoire du groove : les chanteurs de bar. 19.30 L'Unité de marque. 20.30 MCM Euro-musiques Nordica. 21.30 Naked City. 22.00 Best of Player Multimedias. 22.30 MCM Dance Club (210 min). MTV 19.00 European Top 20. 21.00 Herbert Grönemeyer Unplugged. Concert enregistré à Berlin en mai 1994. 22.00 The Soul of MTV. 23.00 First Look. 23.30 The Zig and Zag Show. 0.00 V.I. MTV Raps. Le meilleur du rap, en direct de New York (120 min). EUROSPORT 18.00 Ski de fond. Epreuve de la Coupe du monde, en léger défilé de

Nové Mesto (République tchèque). 19.00 Arts martiaux. Festival International à Lescar (Pays-Bas). 19.55 Basketball. Championnat de France Pro A : Limoges-Dijon, en direct. 21.30 Rallye. Le Dakar 95 : 14^e journée. 22.00 Boxe. Poids welters : Hector Camacho (Pérou)-Rusty Derouen (E-U). 0.00 Catch (60 min). CINÉ CINÉ 18.05 Actualités Pathé. (et 18.55, 19.50). 20.40 Le Club. Invitée : Paulette Dubost. 21.55 Stars sous les projecteurs. George Hurrel. 23.00 Traffic en haute mer. Film américain de Michael Curtiz (1950, N, v.o.). CINÉ CINÉ 20.00 Hollywood 26. 20.30 Au-delà de la gloire. Téléfilm américain de John Gray avec Brad Johnson, Kathleen Quinlan (95 min). Trois vétérans de la seconde guerre mondiale se présentent aux élections municipales. 22.05 Dans les coulisses de... 23.00 Les Soirs de glace. Film français de Georges Lautner (1974).

RADIO

FRANCE-CULTURE 18.50 Allegro serioso. 19.32 Poésie sur parole. Récital Michel Houellebecq. 20.00 Le Temps de la danse. Les lauréats du concours annuel de danse de l'Opéra de Paris. 20.30 Photo-portrait. Michel Déon. 20.45 Fiction. L'Homme du hasard, de Yasmina Reza. Avec Jeanne Moreau et Michel Piccoli. 22.05 Nouvelle. Philologie, extrait de l'île des Héloïse, de Quim Monzó. 22.35 Opus. Toni Morrison et Max Roach : La voix et le rythme. FRANCE-MUSIQUE 18.15 Rattaché au ciel par le désir ou par le feu. Par René Koering. On the town, de Bernstein, par l'Orchestre philharmonique d'Israël, dir. Leonard Bernstein ; Symphonie « Zéro », de Bruckner, par l'Orchestre symphonique de Chicago, dir. Daniel Barenboim. 19.30 Soirée lyrique. En direct du Metropolitan Opera de New York.

La Chauve-Souris, de J. Strauss, par l'Orchestre du Metropolitan Opera de New York, dir. Hermann Michael ; sol : Pamela Coburn, Harolyn Blackwell, Hanna Schwarz. 0.05 Musique pop. (Concert donné le 15 novembre 1994 au Conservatoire d'art dramatique) : Kalka-Fragmenet op. 24, de Kurtag, par Adeline Cengery, soprano, Andras Keller, violon. 0.59 Autoportrait. Jean-Marc Luda, pianiste.

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-matin. Signification des symboles : > Signifié dans « Le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Chef-d'œuvre ou classique.

DIMANCHE 15 JANVIER

TF 1	FRANCE 2	FRANCE 3	M 6	CANAL +	LA CINQUIÈME
12.50 Magazine : A vrai dire. 12.55 Météo et Journal. 13.20 Série : Hooker. 14.15 Série : Amateurs. 15.05 Série : La Robe. 15.45 Série : Dorian. 16.10 Sports Express. Coupe de France : 32 ^e de finale, en direct du Parc des Princes : PSG-Rennes. 18.05 Des millions de copains. Avec la série : Alerie à Malibu. 19.00 Magazine : 7 sur 7. Invité : Robert Huc, secrétaire national du Parti communiste. Duplex de Sydney avec Isabelle Autissier. 20.00 Journal, Météo. La Minute hippique et Météo. 20.45 Cinéma : Les Morfalous. Film français de Henri Verneuil (1983). 22.35 Magazine : Ciné dimanche. 22.45 Cinéma : Dressé pour tuer. Film américain de Samuel Fuller (1982). 0.25 Journal et Météo. 0.35 Concert : Stafetta de Chambord. En l'honneur de Saint-Denis du Saint-Sacrement. 1.35 TF 1 nuit (et à 2.40, 3.45, 4.25). 1.45 Programmes de nuit. Peter Ström ; 2.50, Kandinsky ; 3.55, Histoires naturelles ; 4.50, Musique ; 5.00, Côté cœur ; 5.00, Musique.	12.05 L'Heure de vérité (et à 1.35). Invité : Dominique Voynet, porte-parole des Verts. 12.50 Météo (et à 13.15). 12.55 Loto, Journal et Point route. 13.25 Dimanche Martin (et à 16.10). 15.05 Série : Le Renard. 15.05 Documentaire : Constant. La redécouverte du monde. 16.40 Magazine : Stado 2 (et à 4.40). 19.50 Les Films Lumière (et à 23.55). 19.50 Journal suivi du résumé du Rallye Grande-Dauphiné et Météo. 20.50 Cinéma : Vol au-dessus d'un nid de coucou. Film américain de Miloš Forman (1975). 23.05 Documentaire : Première Bigne. Sous le regard de Dieu. 4. Enfer, paradis et résurrection, de Serge Mosti. 0.00 Journal, Météo et Journal des courses. 0.05 Concert : Musiques au cœur. Concerts Long-Thibaud. 2. Les Héritiers. 1.20 Programmes de nuit. Journal du Rallye Grande-Dauphiné (rediff.) ; 2.25, Secret diplomatique ; 3.20, Dessin animé ; 3.25, Service santé (rediff.) ; 4.20, Un avion sous la mer.	12.00 Télévision régionale. 12.45 Journal. 13.00 Documentaire : Les Clay Consents. Présenté par Bernard Rapp. La magie de l'écriture au quinquies de Paul Zedermann. 14.00 Les Mystères de l'ouest. 14.50 Sports dimanche. Tierscé, l'arrivée du Rallye Grande-Dauphiné en direct. 16.30 Magazine : Un pêche d'enfer. 17.10 Série : Magnan. 18.00 Magazine : Lignes de mire. Présenté par Jacques Chancel. Invités : Woody Allen, Isabelle Giorio, Michel Duclos. 18.55 Le 19-20 de l'Information. A 19.00, Journal de la région. 20.05 Divertissement : Barry Hill. 20.35 Le Journal du Dakar. Présenté en direct par Gérard Holtz. Zambouco-Dakar. 20.55 Série : Inspecteur Derrick. Aline Mallova, de Zbynek Brynych. 22.00 Téléfilm : Ecole d'enfer. De Jacques Bourdon. 22.55 Dimanche soir. Débat animé par Christine Ockrent et Gilles Leduc. Invité : Henri Emmanuelli ; suivi de : A la une sur la télévision, par Christine Ockrent, Serge Auby et Philippe Alexandre. 23.35 Météo et Journal. 23.55 Cinéma : Hôtel du Nord. Film français de Marcel Carné (1938) (N). 1.35 Musique : Chanson lumineuse. L'Africain, de Meyerbeer, par Placido Domingo, l'Orchestre symphonique de Rio, dir. John Nesch. (15 min).	12.00 Série : Loin de ce monde. 12.30 Série : Flash. 13.30 M 6 Kid. Présenté par Caroline Aron et Paul Gicquel. Lolo loi ; Kidout. > Conan l'entraîneur 1. New Kids on the Block ; Cadillac et Dinosaures. 15.00 Série : L'Étalon noir. 15.25 Magazine : Fréquentstar. Présenté par Laurent Boyer, Christophe Lambert. 16.20 Série : Le Joker. 17.05 Téléfilm : Escapade à Paris. De Sylvia Hoffman, avec Dietrich Henschel, Rufus. 18.55 Série : Robocop. 19.54 Six minutes d'Informations, Météo. 20.00 Série : Classe mannequin. 20.40 Sport 6 (et à 0.45). 20.45 Magazine : Capital. Présenté par Emmanuel Chén. A qui profite le jeu ? La multinationale du pari ; Le tournant casino ; Les coulisses d'une course : L'Atique joue en France ; Hazzard, vous avez dit hazzard ? Les coulisses du casino de Deauville ; La guerre des machines à sous ; La machine du Loto ; Fou de gratage. 22.45 Culture pub (et à 5.15). Présenté par Anne Magnien et Christian Blachas. Le marketing politique. 23.15 Cinéma : Vanessa. Film allemand de Hubert Frank (1976). 0.55 Magazine : Rock express. Présenté par Laurence Romance. Tom Petty ; American Music Club ; Méhins. 2.30 Rediffusions. Fréquentstar ; 3.25, Fidac 1992, Chili ; 4.20, Les Seychelles.	12.35 Magazine : Téléfilm dimanche. Présenté par Michel Denisot. 13.35 Divertissement : Le Serpentin des Guignols. 14.05 Téléfilm : 5000 ans. D'Arnaud Séguin, avec Jacques Weber, Neve Campbell. 15.40 Magazine : 24 heures (rediff.). 16.35 Dessin animé : Les Simpson. 17.00 Documentaire : National Geographic. Le naufrage du « Lusitania », de Peter Schnal. 17.45 Surprises. 18.00 Cinéma : Lune de miel à Las Vegas. Film américain d'Andrew Bergman (1992). En clair jusqu'à 20.35 19.30 Flash d'Informations. 19.40 Cartoons. Un génie de pacotille ; Vacances pour cordancier ; Conditions remplies ; Une pauvre créature sans défense ; Le Chaton volant ; Jerry en danger. 20.30 Surprises. 20.35 Cinéma : Aux petits bonheurs. Film français de Michel Deville (1993). 22.10 Flash d'Informations. 22.20 Magazine : L'Équipe du dimanche. Présenté par Pierre Slod. Football ; Boxe ; Football américain. 0.50 Cinéma : Des feux mal éteints. Film français de Serge Mosti (1993). Avec : Emmanuel Bégin ; Maria de Medeiros, Emmanuel Bégin. 2.25 Surprises (25 min).	12.00 Pose ton cartable. Téléchat ; La Vie devant moi ; écurie ; Grumpy ; Minimini ; fous de chats. 13.00 Jeux d'été dimanche. 13.30 Documentaire : Les Grands Découvertes. Cary Grant, de Gene Feldman. 14.30 Magazine : L'Esprit du sport. Présenté par Cyril Vigier. Invité : Léon Schwartzenberg. 15.30 Magazine : Jeux d'encre. Présenté par Jean-Marie Jabouille Castille. 16.00 Magazine : Débats de France. Présenté par Jean-Claude Bourret. 17.00 Magazine : Le Sens de l'Histoire. Présenté par Jean-Luc Hees. Le monde en guerre : génocide. 18.30 Magazine : Va savoir. Présenté par Gérard Klein. L'île d'Océan. 19.00 Série : Max Linder. 3. Max au couvent (1916). 19.30 > Magazine : Métropolis. Coordonné par Pierre-André Boutang. Edward Bond au théâtre de l'Odéon ; Kurt Schwitters à Deauville ; L'abandon de Gilles Deleuze. Avec Michel Tournier. 20.30 > 12 Journal. 20.40 Soirée thématique : Alaska, terre extrême. Soirée proposée par Kurt von Daak. 20.41 Documentaire : L'Alaska au temps des trans. De Peter Prestel et Rudolf Sporer. Histoire de la découverte et de la colonisation de l'Alaska par la Russie tsariste. 21.10 Documentaire : Jours d'or. De Peter Prestel et Rudolf Sporer. La ruée vers l'or en Alaska. 21.55 Documentaire : Bifan. D'une catastrophe pétrolière. De Wolf von Lojewski et Heinz Sielmann. L'Alaska après le désastre de Exxon-Valdez. 22.25 Cinéma : Salmonberries. Film allemand de Percy Adlon (1991, v.o.). 23.55 Documentaire : Briser la glace. De Peter Prestel et Rudolf Sporer (50 min). Un voyage à bord du World-Explorer qui mène d'Alaska en Sibérie à travers les glaces éternelles. D'un côté, les Esquimaux d'Alaska, vivant principalement de la pêche et occidientalisés ; de l'autre, les Esquimaux de Sibérie, confinés sur quelques kilomètres carrés de l'océan Arctique.

CÂBLE

TV 5 18.55 Le Grand Jeu (et 21.35, 1.00). 19.00 Trente millions d'amis. 19.25 La Mé-té des cinq continents (et 20.55, 19.30 Journal de la TSR. En direct. 20.00 7 sur 7. Rediff. de TF 1 à 19 h 00. 21.00 Journal de France 2. Edition de 20 heures. 21.40 Le Cheval d'orquell. Film français de Claude Chabrol (1980). 23.20 Bas les masques. Rediff. de France 2 du 21 décembre. 0.30 Journal de France 3. Edition Soir 3 (30 min). PLAINETÉ 19.00 Les fies aux trésors. De David Cohen 4. Le diable et la croix. 19.30 De Gaulle ou l'ennemi d'État. De Jean Labbé. 5. Le souverain de la République. 20.35 Dinosaures. De Kathy Winkler (1/2). 21.30 > Un village anstolen. De Bipe Berker. 22.25 Le Britannique ou la croisière d'une vie. D'Oliver Guillon. 23.20 Les Ailes de légende. De Barry Cawthorn. 10. Le F 111. A Ardwork. 0.20 Anges et démons de la cité. De Frédéric Laffont. PARIS PREMIÈRE 19.00 Jean-Edem's Club. Le théâtre et ses auteurs. 20.00 Café-théâtre. 20.30 L'Album (et 0.25). 21.00 Rencontres du troisième type. ■■■■ Film

américain de Steven Spielberg (1977, v.o.). 23.15 > Eric Le Lani Quartet. Enregistré au Jazz Club Lionel Hampton à Paris en septembre 1992. 0.55 Le Canal du savoir. Archives du 20^e siècle : Claude Lévi-Strauss (2/4) (60 min). CANAL 3 18.00 Série : Si Shakespeare n'était mort. 18.30 Série : Le Chêne de la révolte. 19.30 Raconte-nous une autre histoire. Dessin animé (30 min). CANAL JIMMY 20.00 Série : Seinfeld. 20.30 Série : Dream On. 21.00 Country Box. Spécial Ricky Skaggs. 21.25 Série : Monty Python's Flying Circus. 21.55 Chronique New Age. 22.00 La semaine sur Jimmy. 22.10 Série : New York Police Blues. 23.00 Destination séries. 23.30 Série : Les Enchevêtrements. 0.25 Alpine Revue : les cinéastes amateurs. De Fabrice Maze (50 min). SÉRIE CLUB 19.10 Série : Force de frappe. 19.55 Série : Tonnerre mécanique. 20.45 Série : Mission impossible, année 1. 21.35 Série : Mission impossible, année 2. 22.20 Série : Cosmos 1999. 23.10 Série : O'Hara. 0.00 > Feuilletton : Les Bouscardes (90 min). MCM 20.30 MCM Euro-musiques Latina. 21.30 MCM Rock Legends. 23.00 Blah-Blah Groove. 23.30 Naked City. 0.30 Blah-Blah Metal (35 min).

MTV 20.30 The Brothers Grunt. 21.00 120 Minutes. 23.00 Beavis and Butt-Head. 23.30 Headbangers'Ball (150 min). EUROSPORT 18.00 Ski de fond. Epreuve de la Coupe du monde, en léger défilé de Nové-Mesto (République tchèque). 19.00 Catch. 20.00 Boxe (et 0.00). Championnats USA, poids super-plume : Arturo Gatti (E-U)-José Sancha (Mex.). 21.30 Rallye. Le Dakar 95 : 15^e journée. 22.00 Ski. Les sept tours des épreuves de la Coupe du monde du jour. 1.00 Tennis. Open d'Australie, en direct de Melbourne. CINÉ CINÉ 19.10 Le Club. Invité : Paulette Dubost. 20.30 Days of Wine and Roses. ■■ Film américain de Blake Edwards (1962, N, v.o.). 22.25 Le Tumbler. ■■ Film américain de George Roy Hill (1963, N.). 23.55 Les Baisers. ■■ Film français de Bernard Blier. Invités : Bernard Blier, Claude Bern, Jean-François Hautefroy, Charles Bitch (1964, N.). CINÉ CINÉ 20.30 L'Habituel. ■■ Film britannique de Peter Yates (1983). 22.25 L'Esprit de la mort. ■■ Film britannique de Peter Newbrook (1972, v.o.). 23.50 Baby. ■■ Film américain de John Mackenzie (1992, v.o., 180 min).

RADIO

FRANCE-CULTURE 19.00 Projection privée. Laurent Mannoni (le Grand Art de la lumière et de l'ombre : archéologie du ciné-ma). 19.40 Fiction. Le Petit Ballon jaune, de Jean-Marie Simon. 20.30 Atelier de création radiophonique. Chantier. Une nébuleuse de foyers. 22.25 Poésie sur parole. Les poèmes d'Agrippa d'Aubigné. 22.35 Le Concert (enregistré à La Courneuve, le 6 octobre 1994). Œuvres de Prokofiev et de Stravinsky. 0.05 Clair de nuit. Tentatives premières, par William Richert ; Rub a dub dub, par Thierry Bouchamp ; Résonances et la durée du oui, par Jérôme Oudéon. FRANCE-MUSIQUE 17.30 A bon entendeur salut ! Symphonie de chambre n° 1 op. 9, de Schoenberg. Invités : Pierre Gervasoni, Stéphane Goldet et Renaud Machart. 20.00 Musique aujourd'hui (concert donné le 19 novembre à la salle Olivier Messiaen à Radio-France). De basalte et d'ordalique op. 16, de Lédère ; Pourtant si proche pour deux pianos, de Nicolas ; Le sogno di desola, de Cohen ; l'Offrande musicale (d'après Bach), Méditations, de Philippe, par l'Orchestre philharmonique de Radio-France,

dir. Denis Cohen ; sol : Fuminori Tanada et Michel Bernheim, pianos. 22.00 Voix souveraines. Otello, de Verdi (extraits des actes 2 et 4), enregistré le 18 décembre 1948, par le Chœur et l'Orchestre radio-lyrique, dir. Jules Gressier ; avec José Luccioni (Otello), Maria Viala (Desdemona), Charles Cambron (Iago), René Deshayes (Cassio), Suzanne Dargan (Emilia), Jean Vizzavona (Rodoligo), André Philippe (Lodovico), Lucien Lovano (Montano). 22.30 Les Greniers de la mémoire. Par Karin Le Bail. Igor Markevitch. 23.00 Les Magiciens de la terre. Musique du Maghreb. 0.05 Atlatel. Les sorcières chez Verdi, les séries.

Les interventions à la radio
RCI, 11 h 30 : M^{me} Aliot-Marité, ministre de la jeunesse et des sports (« Gros plan »).
Radio-Shalom, 9.45 FM, 18 h 30 : « Quelle économie palestinienne ? », et « Comment continuer le processus de paix ? » (« Nouvel Orient »).
RTL, 18 h 30 : Laurent Fabius, ancien premier ministre (« Grand Jury »).

Epître

par Alain Rollat

Mon cher Joseph, Je ne comprends toujours pas pourquoi le Conseil supérieur de la télévision audiovisuelle a décidé de priver d'antenne notre Frère Jacques, qui n'avait pas son pareil, tu en conviendras, pour rechercher les brebis égarées sur les plateaux de télévision. Je ne veux pas croire que les scribes pontificaux aient pris le parti des pharisiens sur la foi des colonnes répandues à son sujet. Si j'en juge par les pièces de conviction exposées, vendredi soir, sur TF1 et France 2, je ne vois vraiment pas ce qui a pu justifier sa mise en pénitence comme n'importe quel animateur de radio coupable de blasphème. Je ne peux pas concevoir que la haute autorité ecclésiastique ait pu juger intolérables les actes de cet apôtre de la charité pour le seul motif qu'il se prêtait parfois aux jeux de nos temps médiatiques.

Je t'en prie, sage Joseph, éclaire ma lanterne ! Est-il plus inconvenant pour un bon Samaritain de fréquenter les pécheresses de « Frou-frou » que celles de Gallée ? Est-il plus compromettant de bavarder avec un Judas de Germanie qu'avec un Barabbas chez nous ? Est-il plus scandaleux de se préoccuper des homosexuels que des lépreux ? Est-il plus malséant de donner l'accolade à un ami musulman qu'à un fils prodigue ? Est-il déplacé de préférer Michel Drucker à Charles Pasqua ?

Je te le dis comme je le pense : il doit y avoir là-dessous quelque manigance étrangère aux Evangiles. J'en veux pour preuve la satisfaction souriante qu'affichait, sur TF1, à l'annonce du blâme infligé à ce cher Jacques, le grand

prêtre du Front national. J'ai eu mal au cœur, je te l'avoue, en étant confronté à cette cohabitation d'images qui mettait en évidence l'existence d'une connivence objective, dans l'expression de cet opprobre, entre le pontife de Saint-Cloud et le pontife de Rome.

Je me suis un peu consolé en constatant que mon trouble était largement partagé par tous les chrétiens d'Evreux, des marchands aux miséreux, des laïcs aux curés. J'avais rarement vu autant de larmes couler à l'écran au cours d'un journal télévisé. Et je me suis dit qu'un pasteur capable de faire une telle unanimité dans l'affection, de l'abbé Pierre au maire communiste de sa commune, était assurément, on ne déplaît à la règle vaticane, un bon messageur de la parole divine.

Soucieux de l'instruction des nouvelles générations, je n'exclus pas de militer, ces prochains jours, pour l'organisation d'un concile qui puisse clarifier la grave question de savoir comment distinguer, dans le fatras des programmes, les émissions « religieusement correctes » de celles qui ne le sont pas.

Dans l'immédiat, mon cher Joseph, je ne saurais trop recommander la prudence à ton fils. Je connais son louable penchant pour l'évangélisation des publicains et autres gens de mauvaise vie. Mais à trop vouloir jouer les prophètes-saltimbanques dans les cœurs de province il risque de connaître des déboires analogues. On ne brave plus impunément les gardiens des dogmes catholiques. Préviens Jésus qu'ils seraient capables de lui faire subir un calvaire.

Des satellites-espions pour l'Europe

L'Allemagne se joindra en mars à la France, l'Italie et l'Espagne pour concevoir un réseau spatial de renseignement stratégique

TOULOUSE

Accompagné du ministre espagnol de la défense, Julian Garcia Vargas, et en l'absence de leur homologue italien, retenu à Rome par la crise politique que traverse le pays, François Léotard, ministre français de la défense, a présidé, vendredi 13 janvier à Toulouse, le projet de satellite d'observation optique Helios-1 à Viller Rühr, ministre allemand de la défense. A moins de six mois du lancement de ce satellite à Kourou par la fusée européenne Ariane, la présence de M. Rühr avait quelque chose d'incongru : l'Allemagne ne participe pas au programme Helios-1 - il s'agit de deux satellites militaires d'observation optique par temps clair - qui, outre la France (pour 79 % du coût), a reçu le soutien de l'Italie (14 %) et de l'Espagne (7 %).

En réalité, la visite de M. Rühr à Toulouse avait un sens éminemment politique. Depuis que la Cour constitutionnelle de Karlsruhe a légitimé, en juillet 1994, des interventions militaires au profit de l'ONU ou dans tout autre cadre international, l'Allemagne ne dissimule plus son ambition de s'associer à une nouvelle étape du développement de satellites-espions en Europe. Des actions extérieures supposent, en

effet, des moyens autonomes d'observation spatiale à brève échéance.

Les Allemands se sont donné jusqu'à mars pour définir leur attitude face à deux programmes majeurs du début du siècle prochain : un satellite de reconnaissance Helios-2, qui doublera la technologie optique par la technologie infrarouge pour voir, malgré la couche nuageuse, des objectifs camouflés, et un satellite radar baptisé Osiris par les Français, qui fonctionnera véritablement par tous les temps, de jour comme de nuit. L'Italie et l'Espagne, qui marquaient quelques hésitations à continuer avec la France pour des raisons essentiellement budgétaires, ont fait savoir, comme M. Garcia Vargas l'a confirmé à Toulouse, que l'engagement de l'Allemagne devrait les amener à reconsidérer leurs positions.

NÉGOCIATIONS SERRÉES

« La France, a dit M. Léotard, a fait un choix résolument européen. L'espace est un élément fondamental pour la politique européenne de défense. » Deux officiers supérieurs français, en charge du programme Helios à une délégation générale pour l'armement et à l'état-major des armées, avaient expliqué à des journalistes, avant

le ministre, que « voir ensemble, c'est comprendre ensemble pour agir ensemble ».

Pour autant, les discussions, qui s'ouvriront la semaine prochaine au niveau des experts à Paris, ne sont pas faciles, puisqu'il faudra, sans négliger les intérêts des Italiens et des Espagnols, amorcer un processus de rapprochement étatique et industriel de part et d'autre du Rhin.

Dans le domaine étatique, d'abord. Il s'agit de financer de concert un programme Helios-2 (11 milliards de francs) et un programme de reconnaissance radar Osiris (13 milliards de francs) en tenant compte du fait que, déjà, la France a engagé quelque 11 milliards de francs sur Helios-1 et qu'elle peut s'estimer en droit de réclamer de son nouveau partenaire « un ticket d'entrée » pour compenser ses investissements et les transferts de technologie opérés d'un système sur l'autre.

Dans le domaine industriel, ensuite. Le groupe allemand DASA et le groupe français Aérospatiale, auxquels seront confiés les deux programmes, devront convenir de créer, en terme de longues et délicates négociations, une société commune sous le régime de la stricte codécision. Or, si les deux entreprises en question se ressemblent pour ce qui

est de leurs activités satellitaires par leurs chiffres d'affaires et leurs effectifs, il demeure entre elles des différences importantes : la moindre n'est pas que l'une (DASA) relève d'un « patron » privé puissant, le groupe allemand Daimler-Benz-Mercedes, et que l'autre (Aérospatiale) s'appuie sur l'Etat pour ses capacités financières.

Cette discrimination n'empêchera pas les deux pays de parvenir à un *modus vivendi* sur la répartition des charges de travail. Un principe se dessine déjà, qui, s'il n'est pas aussi simple, reste néanmoins fondé sur le fait suivant : l'Allemagne pourra obtenir la maîtrise d'œuvre - qu'elle réclame - sur le radar, moyennant le versement d'un « ticket d'entrée » à définir pour sa participation au programme Helios-2.

Pour autant, l'organisation juridique envisagée de part et d'autre du Rhin aboutit, même si le gouvernement français le récuse, à encourager une privatisation partielle des activités satellitaires chez Aérospatiale. Les trois mille deux cents salariés du secteur « espace » et, singulièrement, les mille-cent de l'usine de Cannes, qui fabrique les satellites, ne l'entendent pas de cette oreille.

Jacques Emard

Un « plan Marshall » en faveur du Mexique

Washington apporte 210 milliards de francs en soutien au « plan Zedillo »

WASHINGTON

Toutes proportions gardées, c'est un véritable « plan Marshall » en faveur du Mexique que les Etats-Unis ont annoncé, vendredi 13 janvier. L'ampleur de ce dispositif financier - 40 milliards de dollars de garanties de crédits, soit l'équivalent de 210 milliards de francs - manifeste la volonté américaine de tout mettre en œuvre pour réussir le sauvetage de l'économie mexicaine. Un échec, estime-t-on à Washington, aurait de graves conséquences pour l'ensemble du continent. Grâce à cette assistance financière, le gouvernement du président Ernesto Zedillo devrait avoir les moyens de faire face à ce que la Maison Blanche et le Trésor américain appellent une « crise de liquidité à court terme ».

En gagnant près de 100 points vendredi soir, tandis que le peso se raffermissait sur le marché des changes, la Bourse de Mexico a illustré l'impact positif de ces mesures. Dans un premier temps, il s'agit en effet de restaurer la confiance des investisseurs étrangers dans les capacités à long terme de l'économie mexicaine. Cette nouvelle intervention des

Etats-Unis était rendue nécessaire par l'insuffisance des mesures prises par la communauté internationale, sous la forme d'aides à court terme d'un montant de 18 milliards de dollars. En dépit d'un léger redressement du peso, les investisseurs étrangers - notamment américains - ont manifesté leur défiance à l'égard des bons du Trésor mexicains (les *tesobonos*).

Or une part importante des quelque 28 milliards de dollars de *tesobonos* est exigible dans les prochains mois. Le système de garanties de crédit proposé par Washington va permettre à Mexico d'emprunter auprès des banques commerciales avec un faible taux d'intérêt, grâce à la garantie du gouvernement américain. En échange de leur « signature », les Etats-Unis percevront des « honoraires » enregistrés sur un compte bloqué. Ce système avait été utilisé dans le passé pour un plan de 10 milliards de dollars destiné à aider Israël à financer un programme de logements en faveur des réfugiés arrivant de l'ex-URSS. Le Mexique, qui compte utiliser cet argent pour transformer ses *tesobonos* en dette à long terme,

propose, pour sa part, d'utiliser ses recettes pétrolières en garantie des crédits accordés, comme il l'avait fait au début des années 80.

Le caractère *a priori* indolore pour le budget fédéral du montage financier était indispensable pour obtenir le soutien de la majorité républicaine. Le Congrès devra en effet se prononcer sur un projet de loi *ad hoc*. La cohabitation entre l'administration démocrate et la majorité républicaine, mise pour la première fois à l'épreuve, a montré qu'une politique bipartite est possible dès lors que les intérêts nationaux sont en jeu. Washington entend, en outre, faire la preuve que l'Accord de libre-échange nord-américain (Aléna), associant le Mexique, les Etats-Unis et le Canada, fonctionne : des mécanismes de solidarité financière se sont rapidement mis en place. Enfin, les Américains peuvent faire valoir que, en proposant des pactes de coopération à leurs voisins du Sud, ils ne cherchent pas - nu pas uniquement - à faciliter la pénétration de leur industrie sur les marchés latino-américains.

Laurent Zecchini

Après discussions pour une centrale nucléaire française en Chine

PÉKIN

Un an quasiment jour pour jour après la normalisation des relations entre Paris et Pékin, un accord devait intervenir durant le week-end des 14 et 15 janvier attribuant la construction d'une centrale nucléaire chinoise, Daya-Bay 2, à des entreprises françaises. Si rien n'était encore arrêté samedi en début d'après-midi, les négociateurs (Draparnaud, GEC-Alsthom, EDF, la BNP, les pouvoirs publics) avaient bon espoir d'emporter ce contrat de 12 milliards à 13 milliards de francs.

Samedi matin, avant de repartir à la table des négociations, Jean-Pierre Landau, directeur de la Direction des relations économiques extérieures (DREE) se disait confiant. José Rossi, ministre de l'Industrie, affichait sur place un optimisme raisonné : « Il m'a semblé, côté chinois, percevoir une volonté politique d'aboutir », confiait-il à la sortie de sa rencontre avec M. Ye Qiong, vice-président de la commission du Plan, principal interlocuteur dans la négociation. Samedi, dans l'après-midi, il devait rencontrer le premier ministre, Li Peng. Après le succès d'une première centrale nucléaire française (Daya-Bay 1 commandée en 1986), les autorités de Pékin ont demandé aux mêmes acteurs d'en concevoir une deuxième, installée à quelques kilomètres de la première au sud de la Chine, près de Hong-Kong. Ce contrat est négocié de gré à gré entre la France et la Chine, sans autres candidats. A partir du 15 janvier, si les discussions n'aboutissent pas sur certains points, les travaux restant à réaliser seraient proposés sous forme d'appel d'offres international.

Cette date-butoir n'est pas fortuite. En effet, la France s'engage à financer ce projet au taux de l'OCDE actuel de 6,95 %. A partir du 15 janvier, il est relevé de 1,40 point et il passe à 8,35 % jusqu'au 15 juillet 1995. Samedi en début d'après-midi les discussions continuaient autour des prix à payer pour l'ilot nucléaire et concernaient également l'acompte que devra verser le gouvernement chinois pour valider son engagement.

Dominique Gallols

SOMMAIRE

INTERNATIONAL

Algérie : la plate-forme de l'opposition. 2
Irak : entretien avec Tarek Aziz. 3
Philippines : le voyage du pape. 3
Italie : Lamberto Dini chargé de former le gouvernement. 4
Roumanie : le delta du Danube placé sous la protection de l'Unesco. 5
Etats-Unis : le retour des Inuits dans l'Idaho et le Wyoming. 5
Espagne : le développement de l'objectif de conscience. 5
Tchécoslovaquie : M. Jirnovski soutient M. Eltsine. 6

FRANCE
Présidentielle : l'engagement de M. Pasqua aux côtés de M. Balladur, le premier ministre dans l'Aveyron. 7-8
Régions : le partage des ressources fiscales ; les normes de l'agriculture de montagne. 9

SOCIÉTÉ

Religion : la réélection de Mgr Gaillot. 10
Education : la prévention de la violence scolaire. 11
Sports : la Coupe de l'America. 11

CARNET

Disparitions : Paul Collette ; Harry Golombek ; Elaine Greene. 12

DANS LE PROCHAIN NUMÉRO

LES « RAVAUDEURS DE TOXICOS » : Le cabinet de Clarisse Boisseau et Jean Carpentier, à Paris, est un havre pour les toxicomanes qui cherchent à briser leur dépendance. L'ordre régional des médecins leur a interdit d'exercer pendant un mois.

Tirage du Monde du samedi 14 janvier : 539 128 exemplaires

Le Serveur Judiciaire
Renseignements sur 2 500 000 sociétés
Fiche d'identité, procédures collectives (faillites), bilans et analyses, historique, actionnariat, filiales et participations.
minitel 3617 19J
Annonces à diffusion Ventes Aux Enchères judiciaires et volontaires nationales.
minitel 3617 VAE

Louanges ou Critiques, dites-nous ce que vous inspire le nouveau Monde
3615 LEMONDE
2,19 frs la minute

M. Le Pen lance sa campagne

Le président du FN rompt quatre mois de silence

PARTI le premier, dès septembre, dans la course à l'Elysée, le président du Front national, Jean-Marie Le Pen, est resté très discret depuis quatre mois. La constance des sondages, qui lui accordent, au minimum, un tiers des voix de l'ordre de 10 % des intentions de vote, et la confusion de la situation de la majorité semblent l'avoir convaincu qu'il était préférable d'attendre que la situation se décente.

La convention « Le Pen président », organisée à Tours les 14 et 15 janvier, devait donc marquer le véritable lancement de la campagne du chef de file de l'extrême droite pour l'élection présidentielle. La montée en puissance du premier ministre, Edouard Balladur, les difficultés éprouvées par le maire de Paris, Jacques Chirac, pour se faire entendre, et surtout l'entrée en lice de Philippe de Villiers, depuis le 8 janvier, incitent le Front national à hausser le ton.

Jusqu'à ces derniers jours, en effet, le FN caressait l'espoir d'attirer vers son candidat une partie des voix de la majorité qui s'étaient prononcées en faveur de

M. de Villiers aux élections européennes, en juin 1994. La candidature du fondateur du Mouvement pour la France a donc assombri son horizon. Pourtant les responsables du FN veulent y voir un signe encourageant. Bruno Gollnisch, vice-président du Front national, estime que la présence de M. de Villiers, tout en rendant « plus difficile la progression du FN auprès de l'électorat de la majorité parlementaire », va contribuer à diffuser ses thèses, ce qui le rend « optimiste à long terme ». De même, Bruno Mégret, délégué général du FN et directeur de campagne de Jean-Marie Le Pen, explique que « Philippe de Villiers introduit un élément de parasitage qui sera compensé par le fait qu'il se comporte comme un porte-voix des idées du Front national ».

Nul doute que M. Le Pen sera tenté de marteler, contre M. de Villiers, sa formule favorite : pour les idées d'extrême droite, « mieux vaut l'original que la copie ». Avec l'espoir d'en convaincre les électeurs.

Christiane Chombeau

Luc Alphand remporte la descente de Kitzbuehl

LE FRANÇAIS Luc Alphand a gagné la première des deux descentes organisées à Kitzbuehl (Autriche) samedi 14 janvier, devant l'Autrichien Ortlieb et l'Italien Ghedina. Après avoir réalisé le meilleur temps la veille à l'issue de la descente d'entraînement, le skieur de Serre-Chevalier est le premier Français à l'emporter à Kitzbuehl depuis vingt-huit ans. Il succède au palmarès à Jean-Claude Killy, dernier Français à avoir gagné sur la « Streif », la fameuse piste de Kitzbuehl, en 1967. Cette victoire, de bon augure à quelques jours des championnats du monde, est la confirmation de l'excellent début de saison de Luc Alphand qui, avant cette épreuve était troisième au classement général de la Coupe du monde.

PRESSE : le plan de reprise de l'événement du jeudi, présenté par l'éditeur Thierry Verret, a été approuvé, vendredi 13 janvier, par le tribunal de commerce de Paris.

